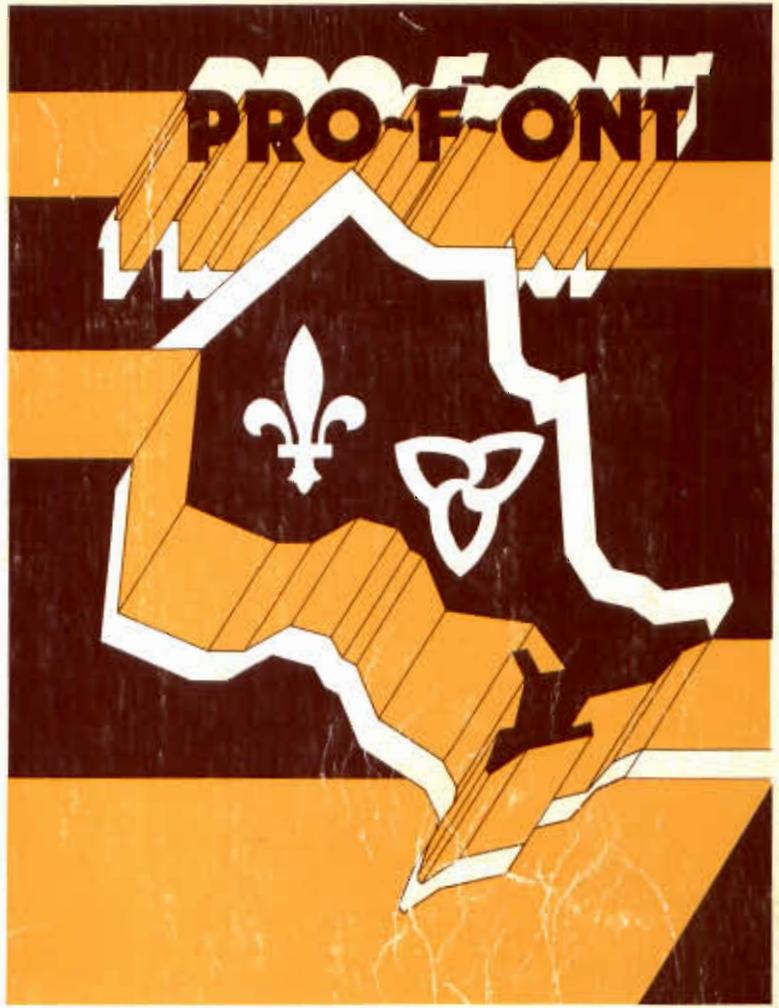


VIL
Vani/1



**LUC
LAPORTE**



Centre franco-ontarien
de ressources pédagogiques



VANIER

par
Luc Laporte

Cycle intermédiaire - 7^e, 8^e, 9^e et 10^e années

PROPRIÉTÉ DE LA
SOCIÉTÉ FRANCO-ONTARIENNE
D'HISTOIRE ET DE GÉNÉALOGIE



À Andrée, pour sa précieuse collaboration, son appui et ... sa patience,

À la mémoire de Marcelle, Ephrem, Thérèse, Zelpha, et de tous les autres ...

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	v
Avant-propos	vi
Liste des cartes	vii
Liste des tableaux	viii
Liste des photographies	ix
Sigles	x
Armoiries de la ville de Vanier	xi
I. L'ASPECT GÉOGRAPHIQUE	1
1. La localisation	2
2. Le sol	2
3. Utilisation du sol	10
4. Le réseau hydrographique	11
5. Le climat	13
6. Le transport et les communications	18
7. La population	18
II. PEUPEMENT ET COLONISATION	25
1. Vanier au temps de la Nouvelle-France	26
2. L'organisation du territoire	30
3. Les premiers habitants du canton de Gloucester	36
4. L'organisation du canton	38
III. VANIER AU XIX^e SIÈCLE	43
1. Les premiers habitants	44
2. Cummings' Bridge	47
3. La famille Cummings	49

4.	Les premiers noms de Vanier	53
5.	Transport et communication	58
IV.	LA VIE POLITIQUE	65
1.	La scène municipale	66
	a) La politique municipale	
	i) L'origine d'Eastview	
	ii) Du village à la ville	
	iii) La dépression et les années '30	
	iv) L'administration Grandmaître (1937-1948)	
	v) L'administration Lavergne (1949-1960)	
	vi) L'enquête d'Eastview (1960)	
	vii) Le rapport d'Eastview et ses répercussions	
	viii) L'administration Perrier (1961-1964)	
	ix) L'administration Gérard Grandmaître (1965-1969)	
	x) Les années '70	
	xi) Les années '80	
	b) Les services municipaux	
	i) Le service de police	
	ii) Le service d'incendie	
	iii) Le transport urbain	
2.	La scène provinciale	130
3.	La scène fédérale	133
V.	LA RELIGION	141
1.	Le diocèse d'Ottawa	142
2.	La paroisse Notre-Dame-de-Lourdes	143
	a) Cyrville	
	b) Les Montfortains	
	c) Notre-Dame-de-Lourdes d'Eastview	
	d) Le scolasticat St-Jean	
	e) La grotte Notre-Dame-de-Lourdes	
	f) Les Filles de la Sagesse	
3.	La paroisse St-Charles	171
	a) Les débuts	
	b) Le Curé Barrette	
	c) De 1961 à nos jours	
	d) L'Ordre de Jacques-Cartier (OJC)	
	i) La fondation de l'OJC	
	ii) Les buts de l'OJC	
	iii) Le fonctionnement de l'OJC	
	iv) La fin de l'OJC	

4.	Les paroisses Assumption et Marie-Médiatrice	189
	a) La paroisse Assumption	
	b) La paroisse Marie-Médiatrice	
5.	La paroisse Notre-Dame-du-St-Esprit	197
6.	L'église St-Margaret	200
7.	La Eastview Baptist Church	201
8.	Les Pères Blancs d'Afrique	202
9.	La vie religieuse	202
VI.	L'ÉDUCATION	213
1.	Les écoles séparées	214
	a) Les premières écoles	
	b) Le Règlement 17	
	c) Une commission scolaire rurale dans la ville	
	d) La commission des écoles séparées d'Eastview	
	e) La commission des écoles séparées du quartier 6	
	f) L'amalgamation	
2.	Les écoles publiques	237
3.	L'école secondaire	238
4.	La vie scolaire	243
VII.	LA VIE ÉCONOMIQUE	251
1.	Les premiers développements économiques	252
2.	Les industries	253
3.	Les commerces	261
4.	Les institutions financières	271
VIII	VANIER AU FIL DES ANS	275
1.	Le service des postes	276
	a) Le service des postes dans la région d'Ottawa	
	b) Le premier bureau de poste de Janeville	
	c) Un bureau de poste à Clarkstown	
	d) Le bureau de poste de Eastview Centre	
	e) Le bureau de poste d'Eastview	

2.	La vie au début du siècle	281
	a) Les premières associations	
	b) Drame à la paroisse St-Charles	
	c) Les ponts	
	d) L'année des deux élections	
3.	Les années '30	289
	a) La Fédération des femmes canadiennes- françaises combat la crise	
	b) Les activités socio-culturelles	
	c) Le procès Palmer	
4.	C'était la guerre	298
	a) Le rationnement	
	b) Un navire nommé Eastview	
	c) La guerre au "shorts"	
5.	L'après guerre	302
	a) L'inondation en 1948	
	b) L'Église vs l'hôtel	
	c) Les élèves veulent danser	
	d) De choses et d'autres	
	i) Le courrier d'Eastview	
	ii) L'invasion des "bingophiles"	
	iii) "Sherwood-6" - Bonjour!	
	iv) "Ici Radio-Eastview"	
	v) Un référendum: oui ou non?	
	vi) Les citoyens de l'âge d'or s'organisent	
	Conclusion	315
	Perspectives d'avenir	317
	Bibliographie	324
	Biographie de l'auteur	330

REMERCIEMENTS

Les résidents de Vanier qui ont contribué à l'élaboration de ce document sont nombreux. Nous tenons à remercier particulièrement M. Léo Paquette pour sa généreuse contribution quant à l'histoire de la paroisse Saint-Charles, Mlle Huguette Poulin pour son travail en photographie, Mlle Irène Grandmaître qui nous a permis d'utiliser les archives familiales et Mlle Andrée Poulin pour la révision du texte et les précieux conseils. À tous ceux-là et à tous ceux que nous ne pouvons mentionner, nos sincères remerciements.

AVANT-PROPOS

Dans tout travail traitant d'une collectivité, aussi petite soit-elle, il n'est pas facile de tout dire. L'étude que nous présentons est un portrait des gens qui ont influencé la vie et l'évolution de la ville de Vanier. Nous n'avons pas pu parler de tous les événements, de toutes les personnes ou associations et de toutes les institutions qui ont façonné Vanier tout au long de son histoire. Nous espérons que les bribes de la vie du passé, que nous présentons, sauront intéresser et dresser une image vivante de l'histoire de Vanier. Nous souhaitons que cette lecture stimule la curiosité historique du lecteur et l'incite à faire des recherches plus poussées sur Vanier.

Ce document convient aux élèves de la septième à la treizième année. Toutefois, le guide pédagogique qui l'accompagne s'adresse aux élèves de la neuvième et de la dixième année. Conçu pour donner le goût aux enfants de Vanier de connaître leurs origines, ce projet est également destiné à un auditoire plus vaste, curieux des choses du passé.

LISTE DES CARTES

1.	Vanier et les environs	3
2.	Les comtés de l'Ontario	4
3.	Les comtés de la région de Vanier	5
4.	Le visage de la terre à l'antécambrien	8
5.	Le visage de la terre à la fin de l'ère primaire	8
6.	Le visage de la terre au crétacé (ère secondaire)	9
7.	Le visage de la terre à l'éocène (ère tertiaire)	9
8.	Le visage de la terre au quaternaire	10
9.	L'utilisation du sol à Vanier	12
10.	La ville de Vanier	20
11.	Les 19 premiers comtés du Haut-Canada	32
12.	Les 4 premiers districts du Haut-Canada	33
13.	Les districts du Haut-Canada en 1836	34
14.	Les districts du Haut-Canada en 1849	35
15.	Junction Gore en 1863	46
16.	Janeville en 1879	56
17.	Clandeboye en 1879	56
18.	La région de Vanier en 1879	57
19.	Les rues d'Eastview le 4 avril 1948	87
20.	Les rues d'Eastview le 5 avril 1948	88

LISTE DES TABLEAUX

1.	Les ères géologiques	7
2.	Températures pour la ville de Vanier	14
3.	Moyenne d'heures d'ensoleillement par mois	15
4.	Moyennes des pluies 1941-1981	15
5.	Moyennes des neiges 1941-1981	15
6.	Pluie en millimètres	16
7.	Chute de neige en centimètres	17
8.	La population de Vanier par groupes d'âge	21
9.	La population de Vanier de 1901 à 1981	22
10.	La population du canton de Gloucester 1851-1891	39
11.	La population francophone de Clarkstown et de Janeville 1893-1902	59
12.	Le salaire des membres du conseil de ville d'Eastview 1960	104
13.	Distribution des commanderies de l'Ordre de Jacques-Cartier au Canada 1927-1934	187
14.	Nombre de baptêmes par paroisse depuis leur fondation	205
15.	Nombre de mariages par paroisse depuis leur fondation	206
16.	Nombre de sépultures par paroisse depuis leur fondation	207

LISTE DES PHOTOGRAPHIES

1.	Le pont Cummings en 1896	48
2.	Robert Cummings	50
3.	Facture du magasin de William R. Cummings	51
4.	L'île Cummings en 1983	52
5.	Vue du chemin de Montréal c. 1900	61
6.	Vue aérienne de Vanier en 1930	74
7.	J. A. Casault	76
8.	Roméo Bégin	78
9.	Donat Grandmaître	84
10.	La première charrue à neige d'Eastview	86
11.	Le complexe d'habitation Blakeview en 1983	92
12.	Le maire Gordon Lavergne	99
13.	Les trois tours d'habitation du Château Vanier	112
14.	La promenade Vanier	112
15.	Le chemin McArthur en 1983	114
16.	Le premier camion des pompiers d'Eastview	117
17.	Daniel Nault	131
18.	Le premier presbytère de Notre-Dame-de- Lourdes	146
19.	L'église Notre-Dame-de-Lourdes c 1900	150
20.	Défilé des zouaves	153
21.	Le Père Edmond Ducharme	155
22.	L'église Notre-Dame-de-Lourdes avant l'incendie en 1973	159
23.	La nouvelle église Notre-Dame-de-Lourdes	160
24.	Le scolasticat St-Jean c. 1904	162
25.	La grotte de glace des scolastiques 1908	164
26.	La grotte Notre-Dame-de-Lourdes en 1983	166
27.	La maison Valiquette et le premier couvent des Filles de la Sagesse en 1891	168
28.	Construction de l'église St-Charles en 1908	173
29.	Le Père Louis-Marie Fillaudeau	174
30.	Fête en l'honneur du Père L.M. Fillaudeau 1910	177

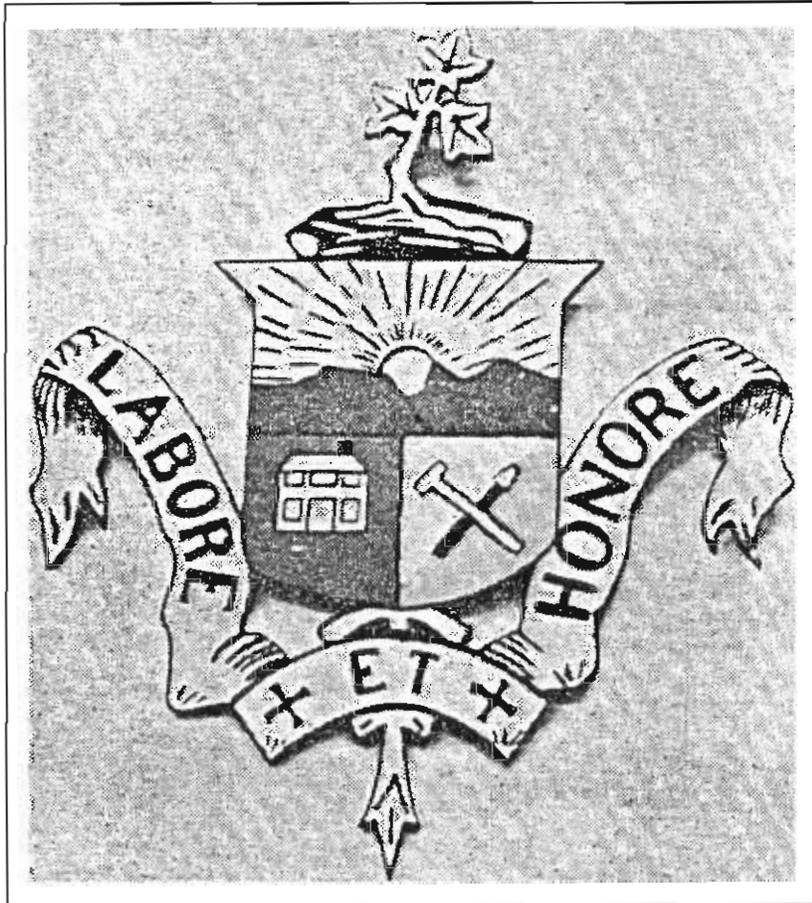
31.	L'église Saint-Charles est terminée en 1913	179
32.	Le Curé Barrette	180
33.	L'intérieur de l'église St-Charles	182
34.	L'intérieur de l'église St-Charles	182
35.	L'église St-Charles en 1913	183
36.	La chapelle Marie-Médiatrice en 1931	191
37.	L'église Assumption	193
38.	L'église Marie-Médiatrice	195
39.	L'église Notre-Dame du St-Esprit	198
40.	L'église St-Margaret	199
41.	La Eastview Baptist Church	201
42.	La première école de Janeville et l'ancien hôtel de ville d'Eastview	216
43.	L'école Montfort	218
44.	L'école Genest	227
45.	La première école Ducharme	229
46.	La seconde école Ducharme	231
47.	Assumption School	231
48.	L'école Glaude	232
49.	L'école Cadieux	232
50.	La première commission scolaire du quartier 6	234
51.	L'école Bériault	235
52.	Les étapes de construction de l'école secondaire André Laurendeau	241
53.	L'école secondaire André Laurendeau	242
54.	Aurélien Bélanger	245
55.	Un camion à huile à chauffage de la compagnie Donat Grandmaître	258
56.	L'hôtel Eastview	262
57.	La construction du pont Cummings 1921	282
58.	Le nouveau pont Cummings	283
59.	Arthur Desrosiers	286
60.	Programme de soirée culturelle	289
61.	Programme de soirée culturelle	290
62.	La frégate H.M.C.S. Eastview	297
63.	Bénédiction de la frégate H.M.C.S. Eastview	298

SIGLES

Voici la liste des abbréviations utilisées dans ce volume:

- AFdlSO - Archives des Filles de la Sagesse de l'Ontario
- APM - Archives des Pères Montfortains
- APC - Archives publiques du Canada
- APO - Archives publiques de l'Ontario
- CRCCF - Centre de recherches en civilisation canadienne-
française

Les armoiries et la devise de la ville de Vanier



I
L'ASPECT GÉOGRAPHIQUE

1. La localisation
2. Le sol
3. Utilisation du sol
4. Le réseau hydrographique
5. Le climat
6. Le transport et les communications
7. La population

CHAPITRE PREMIER

L'aspect géographique

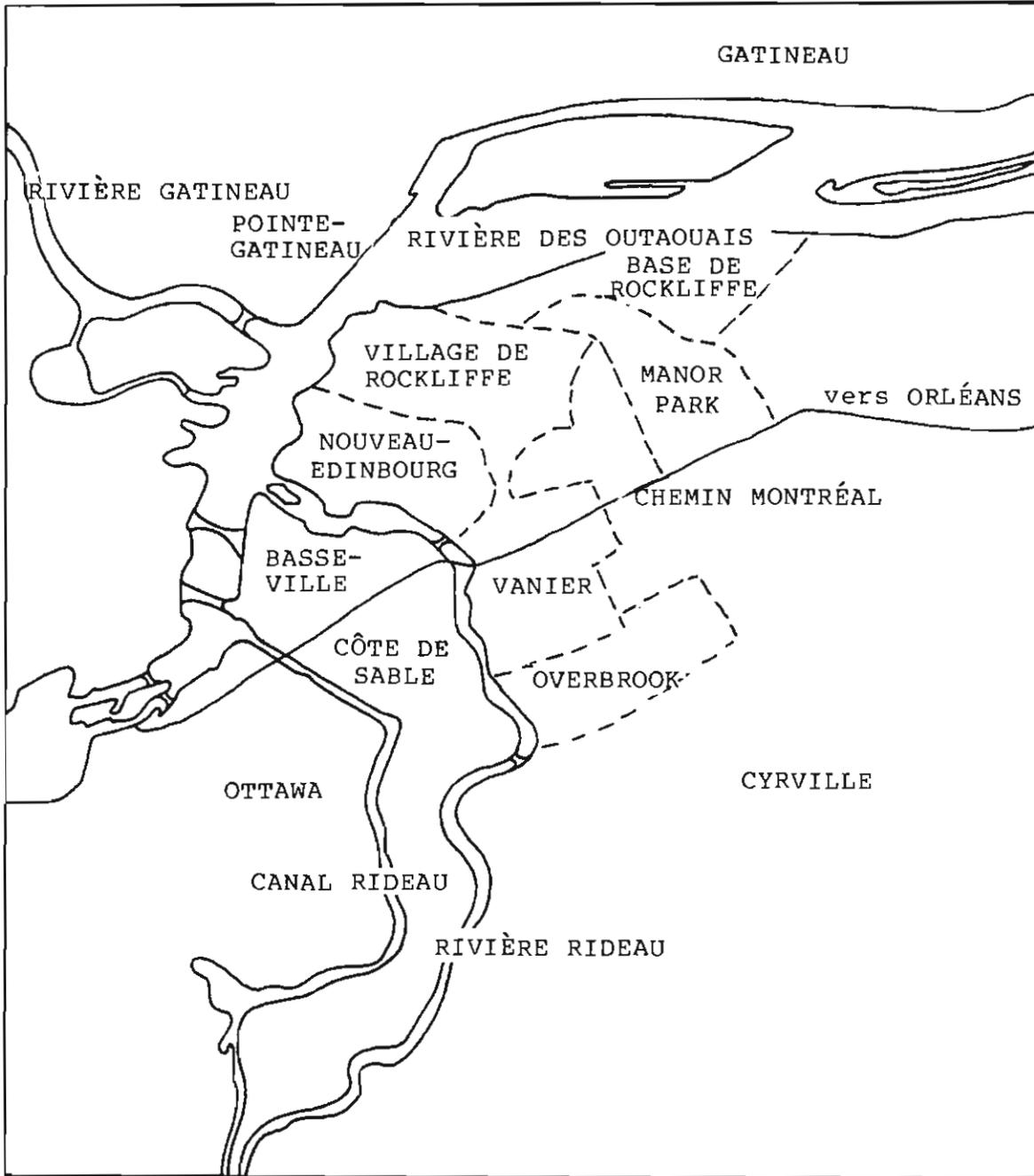
1. Localisation

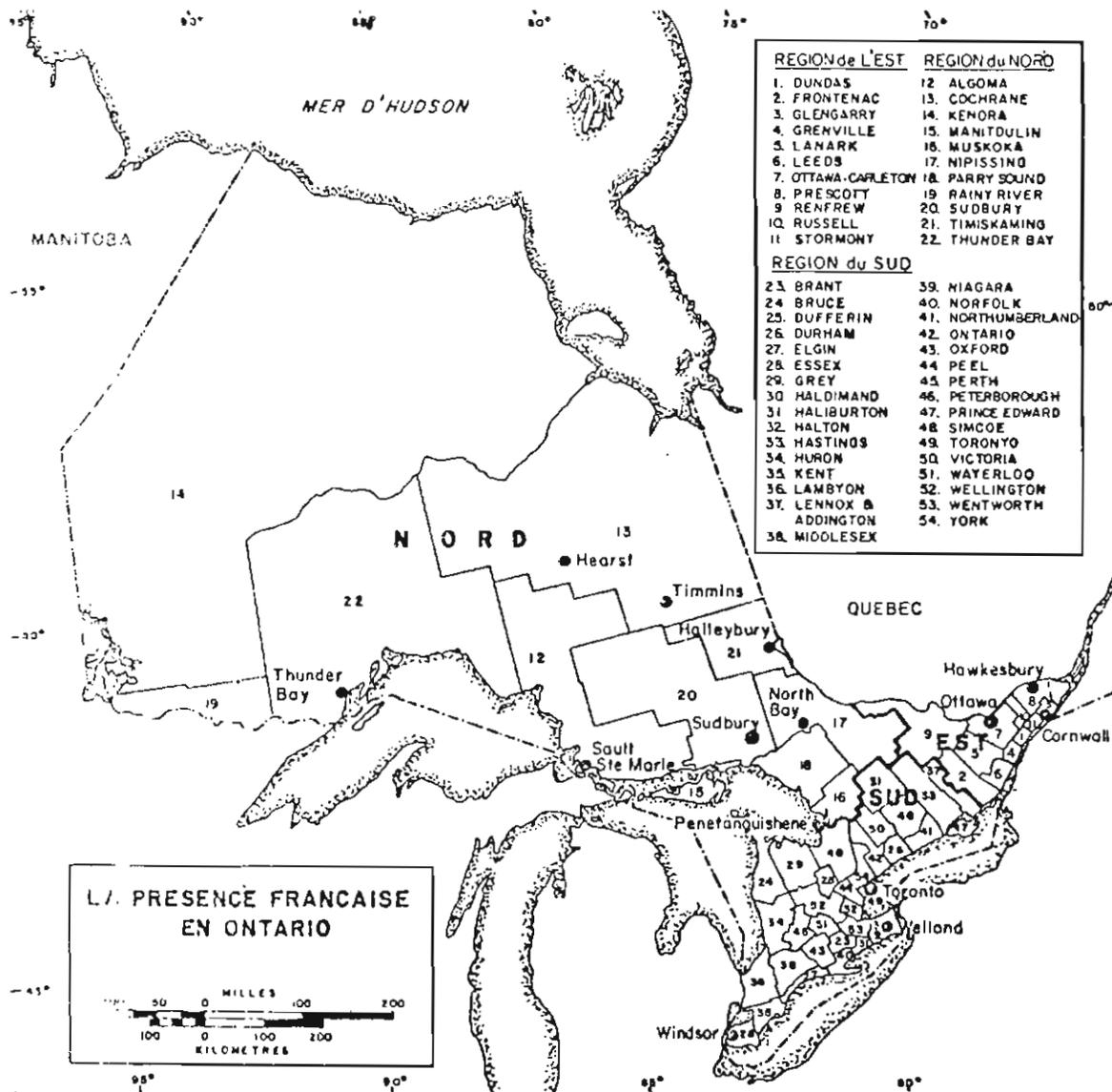
Sise à 45° 27' de latitude nord et 75° 40' de longitude ouest, la ville de Vanier¹ est limitée aux quatre points cardinaux, par la ville d'Ottawa (voir carte 1). Bornée à l'ouest par le secteur de la Côte de Sable et par la Basse-ville, au nord par le secteur Nouveau-Edinbourg et le village de Rockliffe, à l'est par Manor Park et au sud par Overbrook, Vanier constitue un îlot francophone au sein de la capitale fédérale.

Vanier fait aujourd'hui partie du canton de Gloucester dans le comté d'Ottawa-Carleton (voir cartes 2 et 3). Cette ville de 2,93 km² comptait 18,792 habitants en 1981, soit 6,413.7 habitants au km², comparativement à 2,679.6 habitants au km² pour sa voisine, la ville d'Ottawa². La langue maternelle d'environ 64%³ de ses habitants est le français, ce qui fait de Vanier un des centres francophones les plus importants de l'est ontarien.

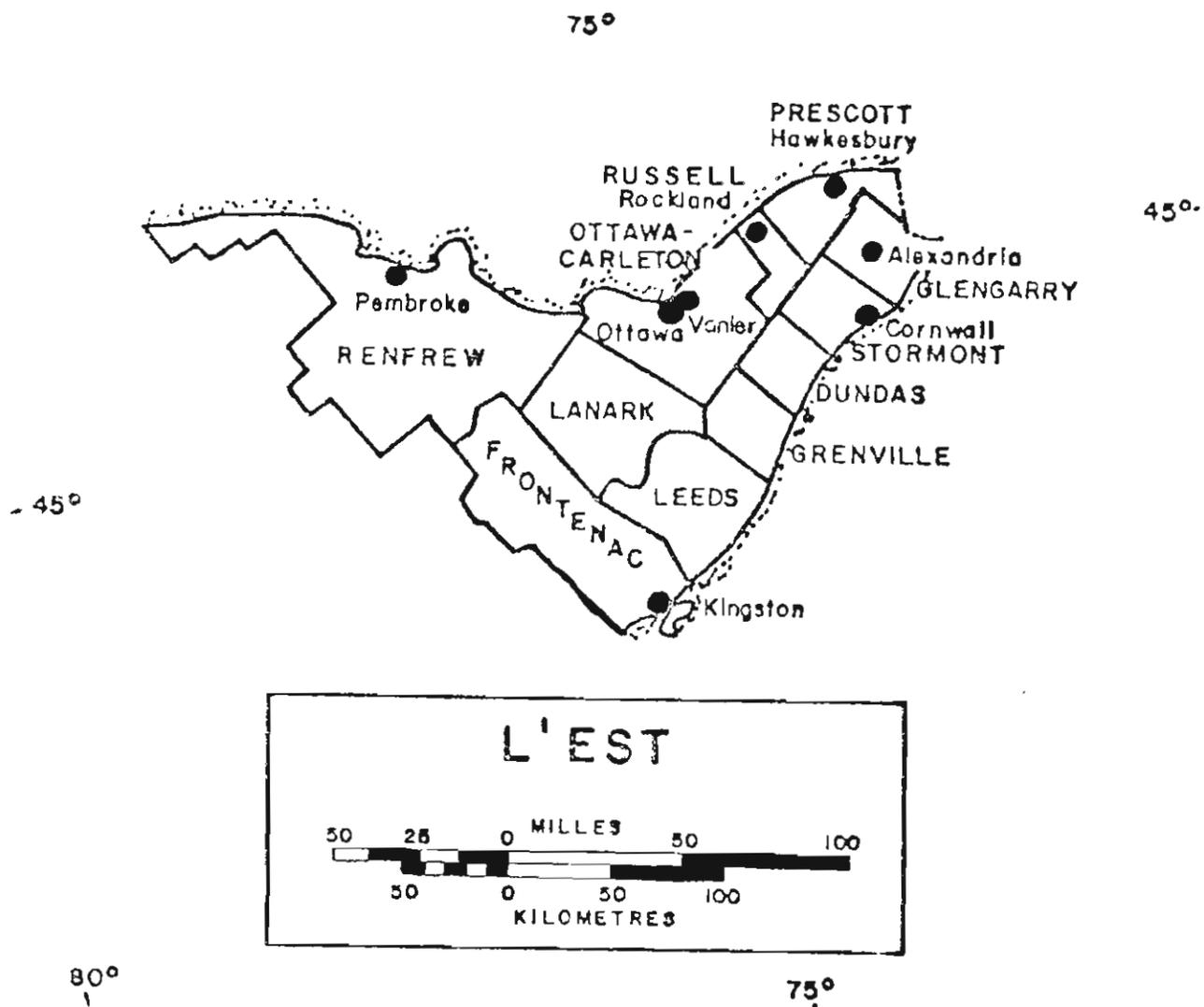
2. Le sol

Le sol, tel qu'il est aujourd'hui, est le résultat d'une évolution constante, longue de plusieurs centaines de millions d'années. Les géologues reconnaissent cinq grandes périodes ou ères géologiques (voir tableau 1). Ces cinq périodes, comme l'indique le tableau 1, comptent environ 4,500 millions d'années. Or, l'homme est apparu il y a environ 2 millions d'années, notre civilisation occidentale ne compte que 4 ou 5 mille ans et il n'y a que 150 ans que les premiers colons se sont installés





Carte tirée de Explorations et enracinements français en Ontario, 1610-1978, Ottawa, 1981, page 36.



Carte tirée de Explorations et enracinements français en Ontario, 1610-1978, Ottawa, 1981, page 74.

dans la région de Vanier. C'est donc dire notre insignifiance face à l'histoire de la terre. Prenons un ruban de 4,5 km, représentant l'âge de la terre. L'ère quaternaire, à laquelle nous appartenons, n'occupe qu'un mètre! Quant aux 20 siècles de notre calendrier, il occupent moins de deux millimètres!

Ainsi, depuis plus de 4 milliards d'années, la surface de la terre se modifie continuellement. Même les continents, tels que nous les connaissons, n'ont pas toujours occupé la même situation géographique (voir cartes 4, 5, 6 et 7).

Tous ces changements, aussi lents soient-ils, font de la géologie de la région de Vanier un système complexe et varié. Les plus vieilles roches, qui remontent peut-être à un milliard d'années, sont les roches granitiques. Il y a environ 400 millions d'années, la mer a recouvert la région, y déposant les roches sédimentaires: les grès, les schistes et les calcaires.

Un autre changement important se produit à peu près un million d'années avant notre ère. Le climat se refroidit et les glaciers recouvrent peu à peu la région (voir carte 8). À la suite d'un réchauffement graduel de la température, la glace se retire. Elle laisse certaines roches à nu et en recouvre d'autres d'épaisses couches de sédiments ou de sol. Le poids de cette énorme couche de glace aplatit le terrain et cause des dépressions. Lors du réchauffement graduel de la température, qui provoque le retrait des glaciers, la mer envahit certaines parties de la région. Elle y dépose des couches de sable, de limon et d'argile.

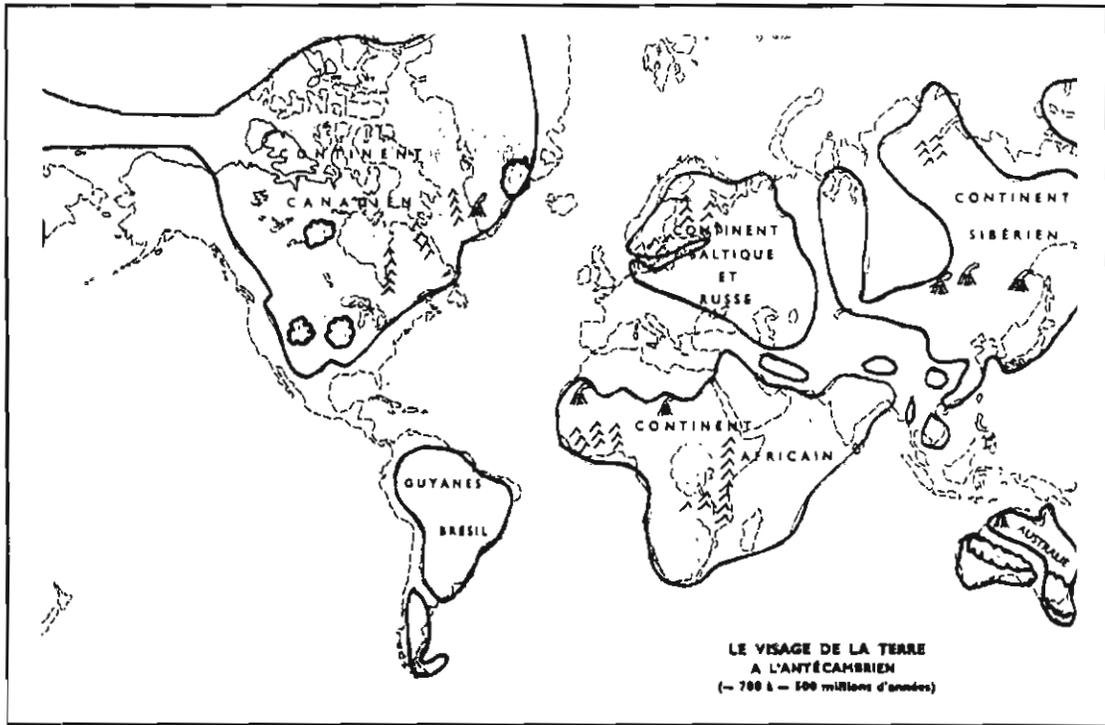
La glace disparue, la mer retirée, le sol émerge. Cette dernière transformation nous donne, à peu de choses près, la topographie de 1983. Le sol de Vanier est donc composé en grande partie, de schiste argileux et de calcaire datant de la période ordovicienne de l'ère primaire (voir tableau 1).

TABLEAU 1

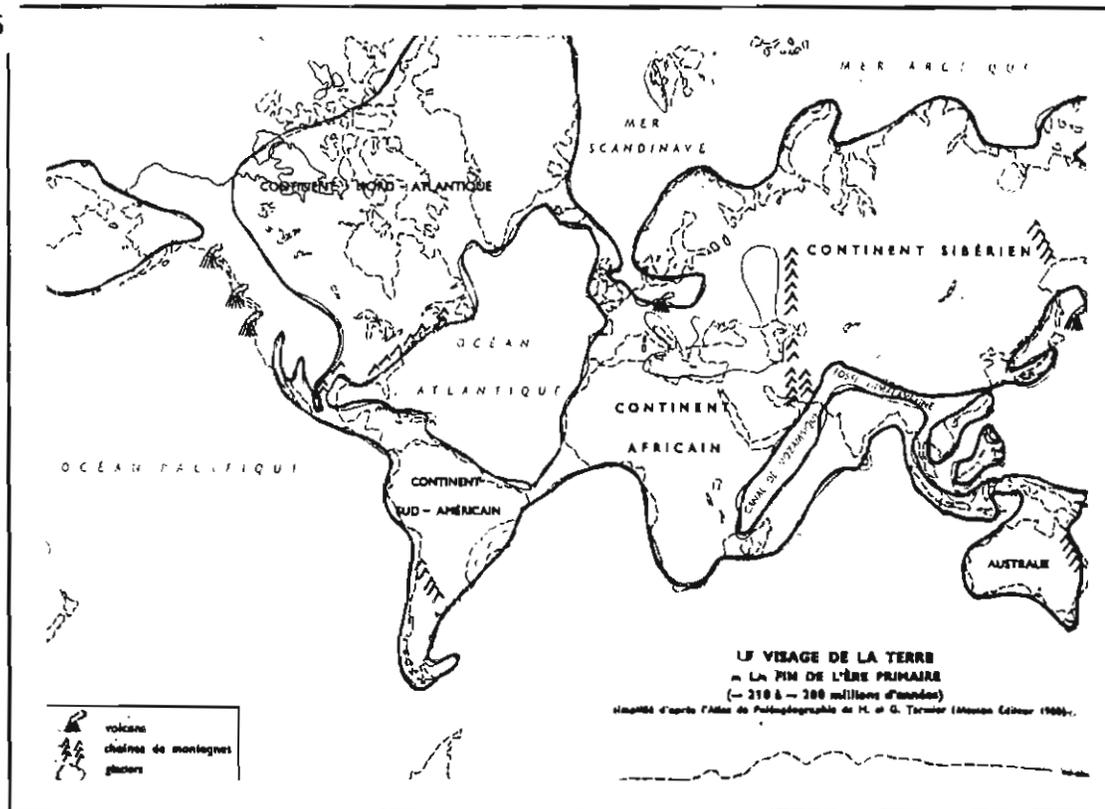
Les ères géologiques

Ères géologiques	Périodes	Durée de la période en millions d'années	Durée de l'ère en millions d'années	Vie animale
Âge de la terre			4,500	
Précambrien			3,500	Bactéries
Primaire	Cambrien	70	345	Invertébrés (trilobites) Vertébrés (poissons) Reptiles
	Ordovicien	105		
	Carbonifère	170		
Secondaire	Trias	30	160	Ères des reptiles Dinosaures 1ers oiseaux
	Jurassique	59		
	Crétacé	71		
Tertiaire	Eocène	27	64	Ère des mammifères (singes, chevaux, éléphants)
	Oligocène	12		
	Miocène	19		
	Pliocène	6		
Quarternaire	Pléistocène	2	2	Éléphants, rhinocéros, bison, chevaux, chiens, etc
	Holocène			

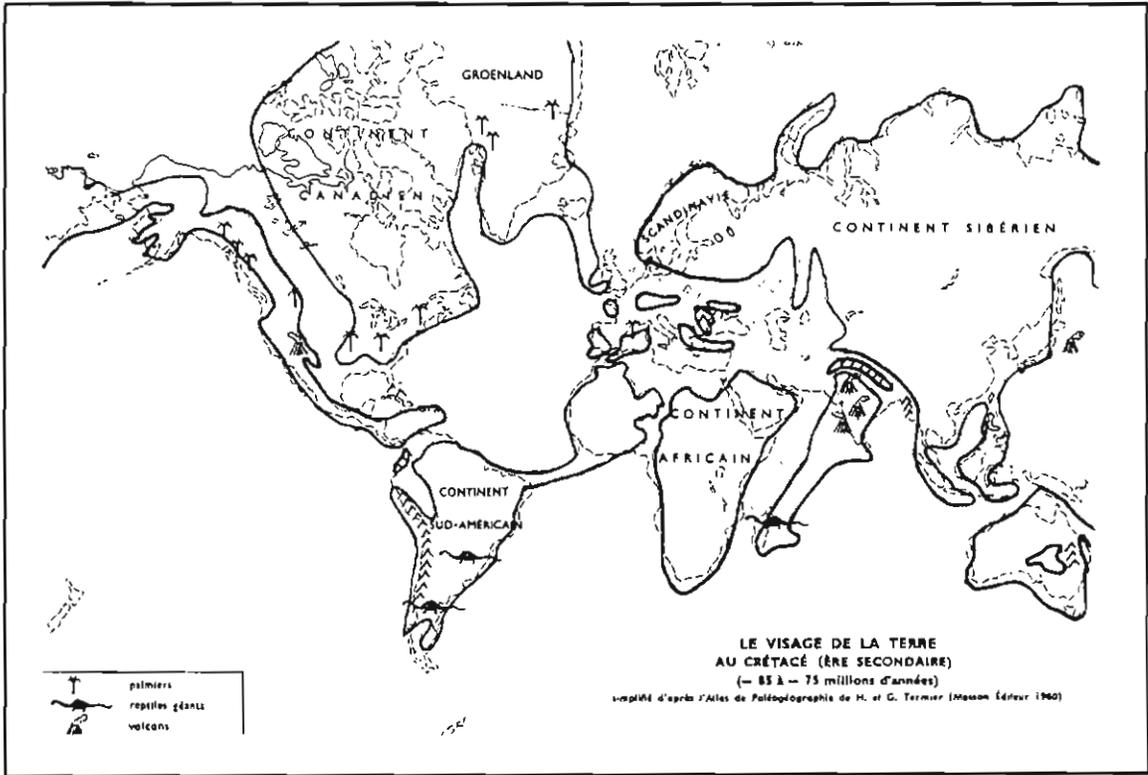
CARTE 4



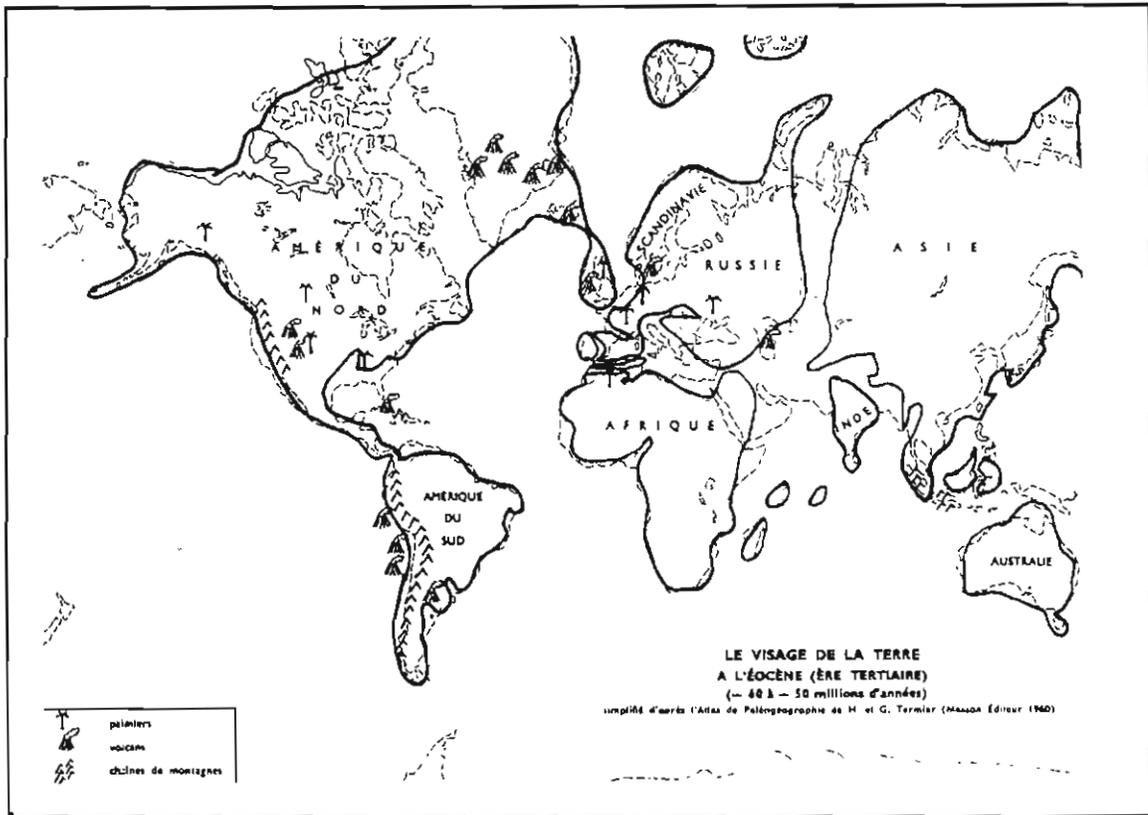
CARTE 5



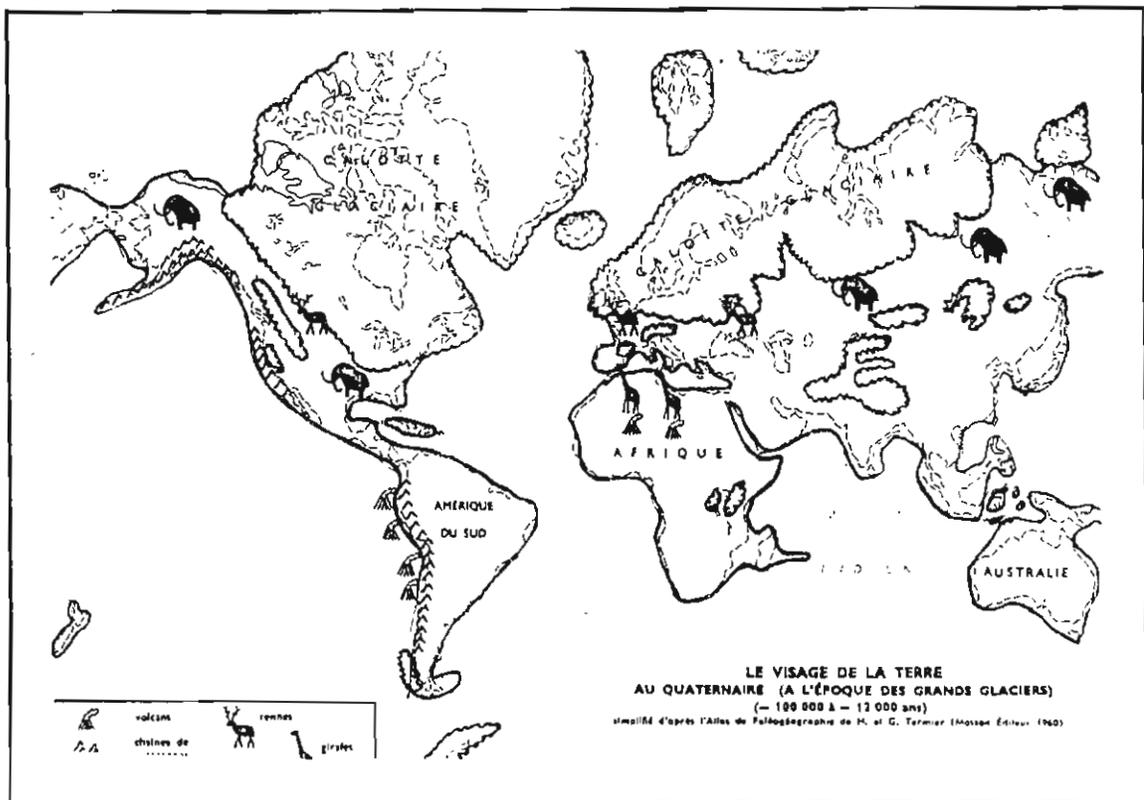
CARTE 6



CARTE 7



CARTE 8



3. Utilisation du sol

Alors que la plupart des villes et des villages de l'est ontarien ont un caractère essentiellement rural, Vanier est un centre urbain. La ville a, depuis de nombreuses années, éliminé toutes traces d'agriculture.

Comme toute ville, Vanier a ses quartiers commerciaux et résidentiels, ses espaces verts et ses routes. Comme l'indique la carte 9, à la page , le quartier commercial est limité aux trois artères principales: la rue Beechwood et les chemins Montréal et McArthur. Ces artères traversent la ville dans un axe est-ouest. Sauf pour quelques petits commerces ou "magasins du coin", le reste de la ville forme une zone résidentielle.

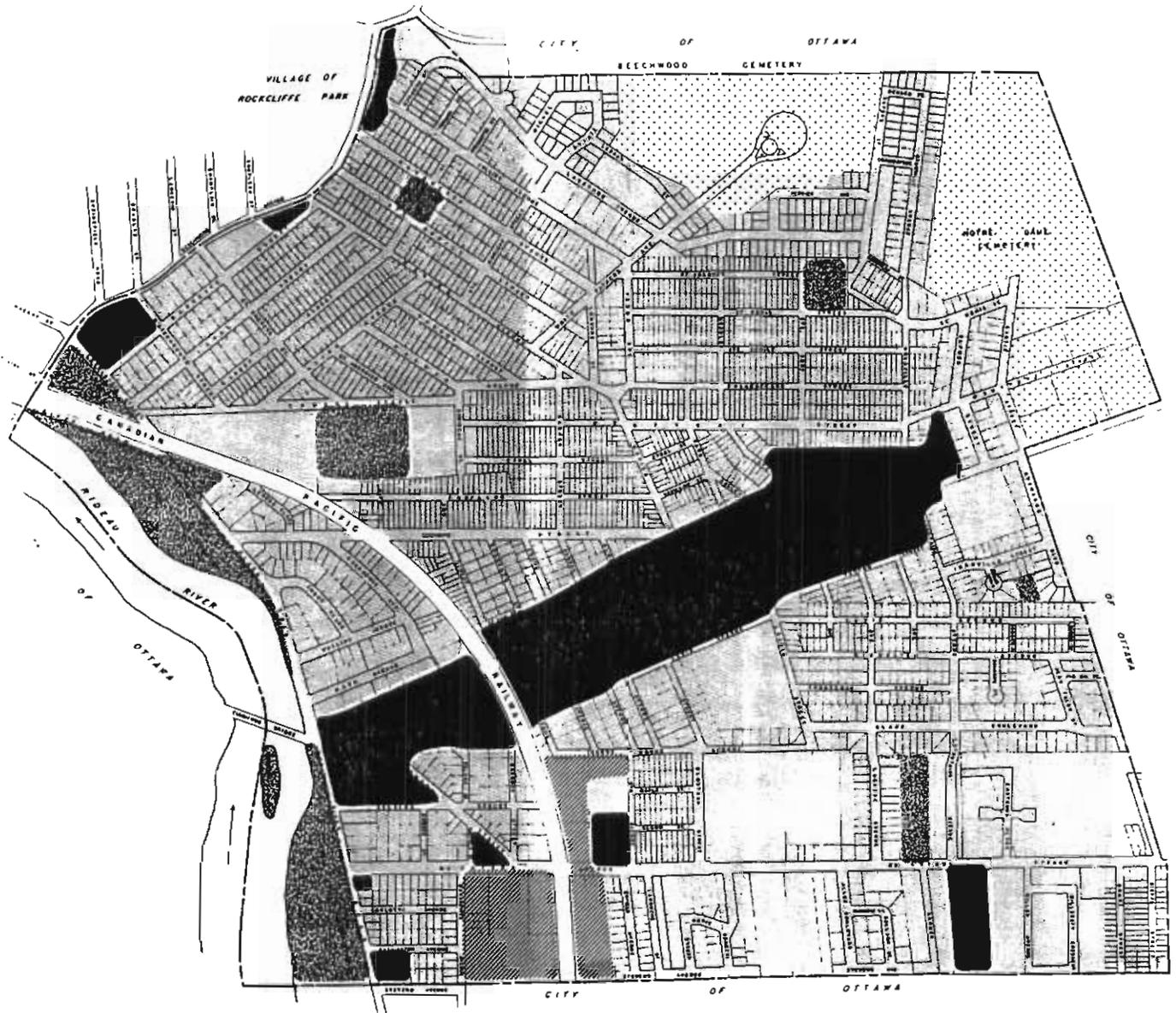
Les villes modernes sont remplies d'innombrables gratte-ciel de béton. Jusqu'à il y a dix ans, Vanier avait réussi à limiter

le nombre de ces bâtiments. Cependant, dans une ville aussi limitée physiquement, le seul moyen d'agrandissement reste la construction d'édifices en hauteur. Ainsi, dernièrement, de nombreuses bâtisses affectées au logement et aux espaces de bureaux, sont apparues un peu partout. L'apparition de ces structures menace de transformer radicalement l'apparence de Vanier, mais il reste à souhaiter que cette dernière puisse toujours garder son cachet particulier et ne pas devenir un monstre de béton anonyme.

4. Le réseau hydrographique

Située approximativement à 1,5 km au sud de la rivière des Outaouais, Vanier est bornée à l'ouest par la rivière Rideau. Celle-ci s'étend de Kingston à Ottawa, où elle se jette dans la rivière des Outaouais du haut d'un escarpement d'une quinzaine de mètres. Au-dessus de l'escarpement, l'île Green divise la rivière en deux, formant des chutes jumelles. Les premiers explorateurs leur donnèrent le nom de chutes Rideau, par extension on utilisa par la suite le même nom pour la rivière.

Le dernier tronçon de la rivière, celui qui longe Vanier, est parsemé de chutes et de rapides. À cause de cette particularité et de son débit plutôt faible, la rivière Rideau ne sert plus pour fin de locomotion, quoique les premiers colons l'utilisaient à cette fin. La construction du canal Rideau, dans les années 1830 marqua la fin de la navigation commerciale sur la rivière.



LÉGENDE

- LIMITE DU TERRITOIRE D'URBANISME D'EASTVIEW
- ESPACE LIBRE
- ▨ RÉSIDENTIEL
- ▤ INSTITUTION MAJEUR
- COMMERCIAL
- ▨ INDUSTRIEL

5. Le climat

La région de Vanier est située dans une zone de climat continental, où dominent les vents de l'ouest. La région est fréquemment traversée par des perturbations atmosphériques, se déplaçant de l'ouest à l'est, à intervalles de 2 à 5 jours. Les conditions climatiques sont influencés par ces perturbations, qui provoquent souvent des changements prononcés de la température.

La situation géographique influence également le climat de cette région. La proximité des Grands Lacs, de la rivière des Outaouais et du fleuve Saint-Laurent a pour effet d'adoucir légèrement les températures de la région. Ainsi, il fait beaucoup moins froid dans la région de Vanier que dans l'ouest du pays.

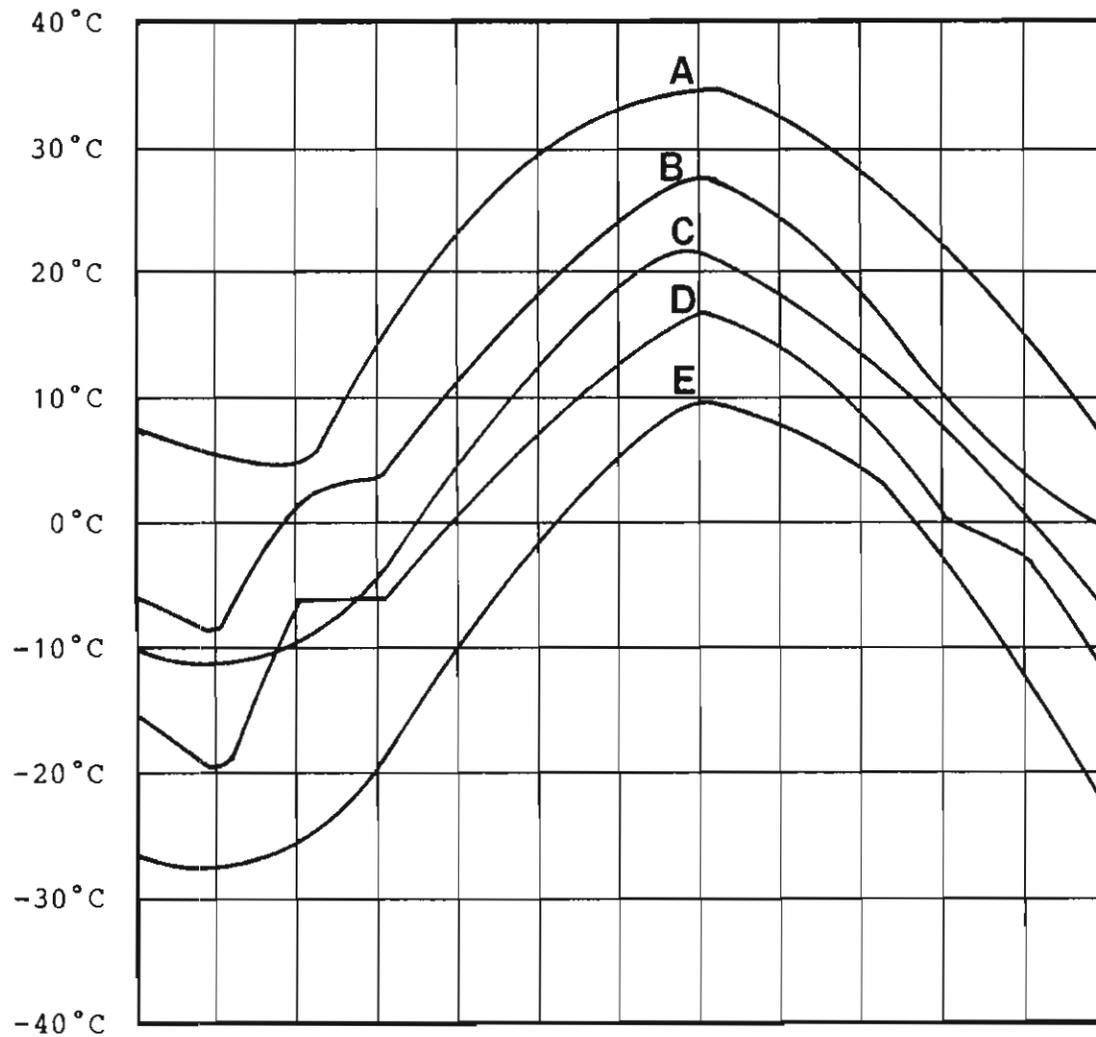
Les températures saisonnières varient énormément d'une année à l'autre (voir tableau 2). Malgré des normales de $-10,9^{\circ}\text{C}$ en janvier et de $20,7^{\circ}\text{C}$ en juillet, la température a atteint des niveaux extrêmes de moins $-32,8^{\circ}\text{C}$ en janvier 1968 et de $36,7^{\circ}\text{C}$ en juillet 1963.

La précipitation moyenne pour la région est de 642 mm de pluie (voir tableau 3) et de 216 cm de neige (voir tableau 4). Ces moyennes varient également beaucoup selon les années. Les tableaux 5 et 6 aux pages ?? et ?? indiquent des écarts fréquents dans les taux d'accumulation. En 1981, par exemple, il tomba 956 mm de pluie alors qu'il n'y en eut que 390 mm en 1944. Il en est de même pour les hivers, ainsi, pendant l'hiver 1952-53, il tomba à peine 120 cm de neige alors qu'à l'hiver 1970-71, les chutes de neige atteignit 444 cm.

Le dernier gel printannier et le premier gel automnal tombent généralement le 11 mai et le 1^{er} octobre, donnant une période moyenne de 142 jours sans gel. Cela représente environ une vingtaine de jours de plus que pour la région de Québec.

TABLEAU 2

Température pour la ville de Vanier



Légende

- A - Moyenne maximale pour une période de 40 ans
- B - Température maximale 1981
- C - Température moyenne pour une période de 40 ans
- D - Température minimale 1981
- E - Moyenne minimale pour une période de 40 ans

TABLEAU 3 Moyenne d'heures d'ensoleillement par mois

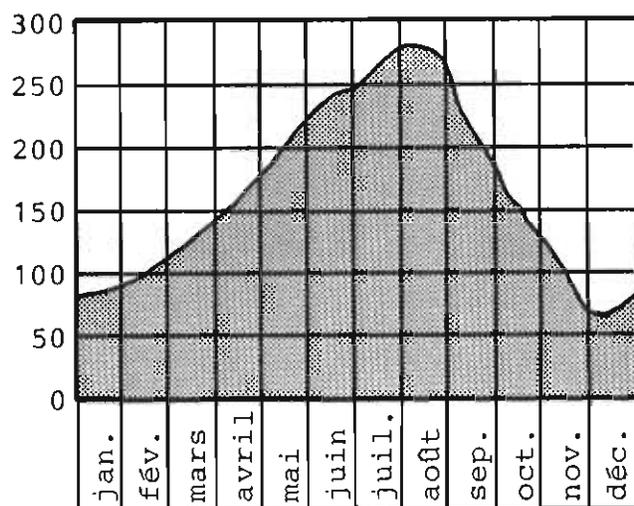


TABLEAU 4
Moyenne de pluie par
mois, pour la période
1941-1981

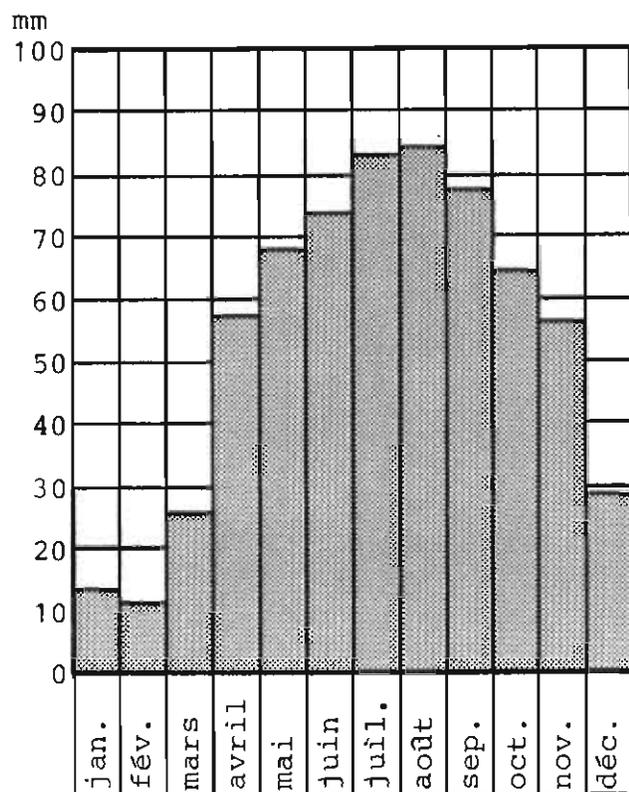


TABLEAU 5
Moyenne de neige par
mois, pour la période
1941-1981

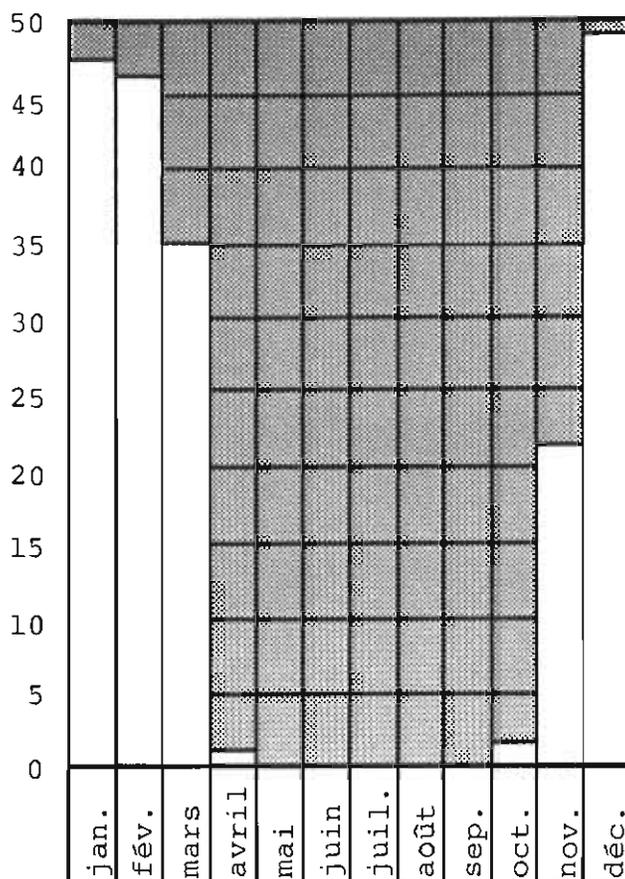
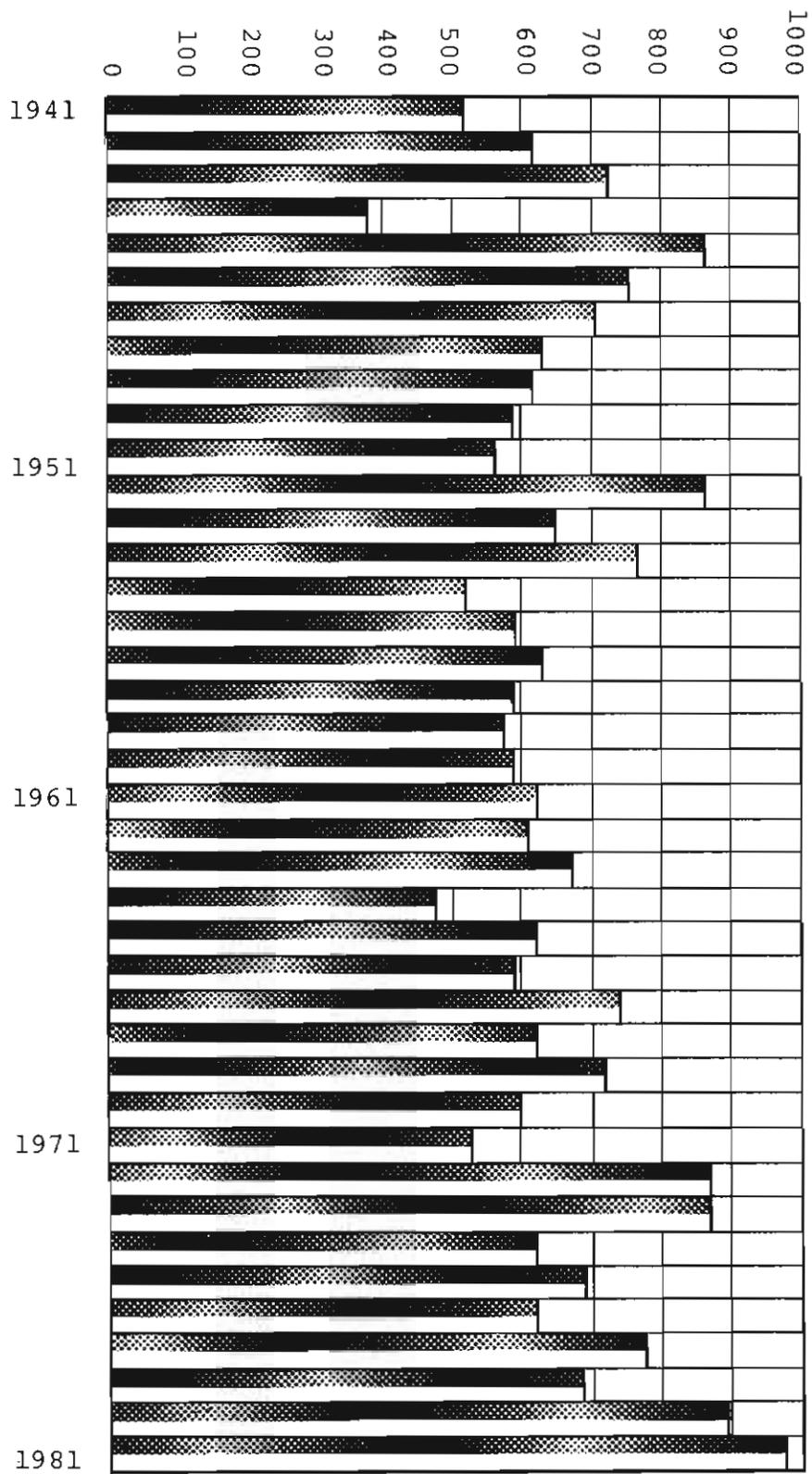


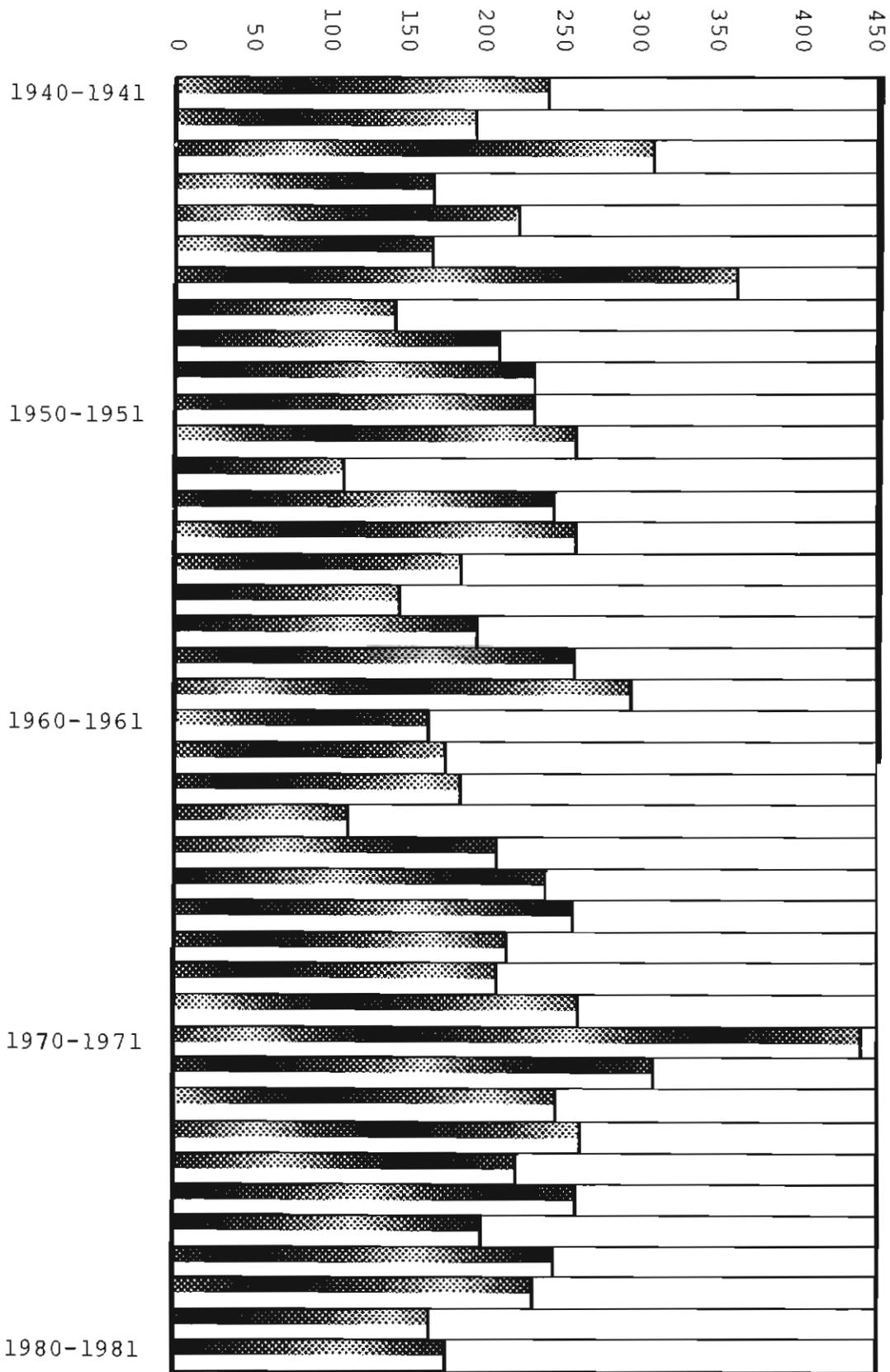
TABLEAU 6

Pluie en millimètres



TABEAU 7

Chute de neige en centimètres



6. Le transport et les communications

La ville de Vanier est aujourd'hui dotée d'un réseau routier des plus modernes. Les anciennes routes de terre qu'étaient les chemins Montréal et McArthur ont depuis longtemps fait place à des rues larges et fonctionnelles. La route transcanadienne secondaire, la 17b, traverse la ville de l'est à l'ouest, en empruntant le chemin Montréal.

La promenade Vanier est la seule artère qui traverse la ville du nord au sud. Construite en deux tronçons par la municipalité d'Ottawa-Carleton, cette promenade constitue une voie importante dans le développement urbain de Vanier.⁵

Les rues de Vanier n'ont pas été tracées systématiquement. En examinant de près la carte 10, à la page , on constate qu'il n'y a aucune rue qui traverse le chemin Montréal à angle droit. Cette particularité gêne lors de l'installation des feux de circulation, mais elle donne un caractère pittoresque à la ville.

Autrefois, les chemins de fer sillonnaient la ville, empruntant à peu près le tracé de la promenade Vanier. Peu à peu, l'automobile a supplanté le train, et les voies ferrées ont fait place aux routes de macadam. Desservie par la Commission de transports urbains de la communauté d'Ottawa-Carleton,⁶ Vanier bénéficie en plus des services de deux compagnies indépendantes de taxi.

7. La population

Même si elle est entourée par une population essentiellement anglophone, 15 fois plus nombreuse, la ville de Vanier est majoritairement francophone. Depuis le recensement de 1901, où on fait mention d'Eastview pour la première fois, jusqu'au recense-

ment de 1981, la proportion de francophones à Vanier n'a à peu près pas changé. Des 776 habitants de 1901 au 18,792 habitants recensés en 1981, on compte toujours près de 2/3 de francophones. En 1981, la proportion exacte de la population dont la langue maternelle est le français est de 63.5643%.⁷

Les données du recensement de 1981 présagent un avenir incertain pour Vanier. En effet, en comparant les moyennes d'âge des habitants de Vanier, on constate une tendance au vieillissement de la population (voir tableau 7). En 1951, alors que l'on comptait 13,799 habitants, 16% d'entre eux, soit 2,204 habitants, étaient âgés de 0 à 4 ans et seulement 3.7%, ou 507 personnes, étaient âgées de 65 ans et plus. En 1961, alors que la population atteint un sommet de 24,555 âmes (voir tableau 8), les proportions sont semblables: 15,8% de la population a moins de 4 ans et 3,6% en a plus de 65. Par contre, en 1981, sur 18,792 habitants, il n'y en a que 1,155 ou 6,15% âgés de moins de 4 ans et 1,795 ou 9,5% qui ont 65 ou plus. Cette régression du nombre de jeunes enfants et l'augmentation du nombre de personnes âgées indiquent un vieillissement marqué de la population. Alors qu'en 1951 et en 1961, l'âge médian de la population était de 22 ans, en 1981, l'âge médian est de 30 ans.

Même si Vanier conserve encore son caractère francophone, ces chiffres sont inquiétants pour l'avenir de la ville. Vanier n'est évidemment pas un cas à part; elle fait partie d'un mouvement beaucoup plus vaste du vieillissement général de la population occidentale. Cependant, à cause de ses limites physiques, qui l'empêchent de faire de la place aux jeunes, on se demande si Vanier ne deviendra pas un jour une ville peuplée de vieillards.

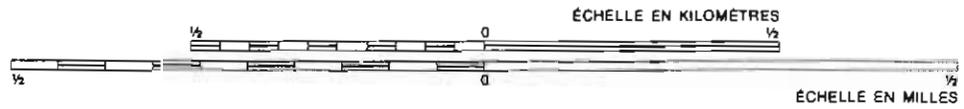


TABLEAU 8 La population de Vanier par groupes d'âge

Groupes d'âge	Année			
	1951	1961	1971	1981
0 - 4	2204	3898	2005	1155
5 - 9	1518	2424	1860	955
10 - 14	1111	2064	1855	970
15 - 19	927	1176	2115	1680
20 - 24	1203	2718	3345	2910
25 - 34	2800	4614	3975	3610
35 - 44	1851	2938	2165	1940
45 - 54	990	2078	2140	1910
55 - 64	690	1146	1705	1860
65 - 69	198	387	545	790
70 et +	309	512	755	1005

TABLEAU 9

Population de Vanier depuis 1901

1901	-	776
1911	-	3,169
1921	-	5,324
1931	-	6,686
1941	-	7,966
1951	-	13,799
(1956)*	-	(19,283)
1961	-	24,555
(1966)	-	(24,269)
1971	-	22,477
(1976)	-	(19,812)
1981	-	18,792

* Les données entre parenthèses parviennent de recensements partiels faits à tous les cinq ans.

REFERENCES

1. Quoique l'on voit souvent le terme "Cité de Vanier", le mot cité utilisé dans ce sens constitue un anglicisme.
2. Recensement 1981.
3. 63,5643%
4. Tous les chiffres de température et de précipitations sont tirés du Sommaire météorologique annuel 1981 de l'Aéroport international d'Ottawa, Environnement Canada, 1982, 31 pages.
5. Pour une discussion plus approfondie de la construction de la promenade Vanier, voir chapitre 4.
6. O.C. Transpo.
7. Il est à noter que la langue maternelle n'est pas l'équivalent de la langue parlée. C'est à dire que certaines personnes de langue maternelle française peuvent ne se servir que de l'anglais comme langue de communication.

II
PEUPLEMENT ET COLONISATION

1. Vanier au temps de la Nouvelle-France
2. L'organisation du territoire
3. Les premiers habitants du canton
de Gloucester
4. L'organisation du canton

CHAPITRE II

Peuplement et colonisation

1. Vanier au temps de la Nouvelle-France

La rivière, ainsi que la vallée de l'Outaouais ont joué un rôle important dans l'histoire du Canada. Cette région était peuplée d'Amérindiens avant même l'arrivée des Blancs en Amérique. Des fouilles archéologiques ont permis d'établir que la région de Vanier était habitée par des Algonquins, membres de la grande famille algique. Étant donné l'absence de documents écrits, il reste cependant difficile de préciser sur quelle rive de la rivière des Outaouais étaient situés leurs camps.

L'arrivée des Français au pays, au début du XVIIe siècle, et l'instauration de la traite des fourrures confirment l'importance économique des cours d'eau. Le fleuve Saint-Laurent et la rivière des Outaouais ouvrent tout le continent aux explorateurs et aux coureurs des bois. La colonie française, implantée dans ce vaste pays, ne tarde pas à étendre ses frontières du Golfe Saint-Laurent au fleuve Mississippi.

Malgré l'importance de la rivière des Outaouais¹ comme principale porte d'entrée au continent, on ne sait pas avec certitude qui fut le premier Blanc à la remonter. Dans ses récits de voyage, Champlain parle, en 1610, d'"vn ieune garçon, qui auoit desia yverné deux ans à Québecq, lequel auoit desir d'aller avec les Algoumequins, pour apprendre la langue".² Ce n'est qu'en 1618 que Champlain identifie Etienne Brûlé comme étant "vn de nos truchemens" (interprète) "qui s'estoit addonné avec eux" (les Algonquins) "depuis 8 ans, tant pour passer son temps, que pour voir le pays, & apprendre leur langue & façon de viure..."³ Ce recoupement nous permet de croire que le "jeune garçon" dont parle

Champlain est bien Etienne Brûlé et qu'il se trouvait à Québec depuis 1608. Il semble donc que Brûlé ait été le premier à remonter la Grande Rivière au cours de ses séjours chez les Amérindiens.

C'est un autre Français, Nicolas de Vignau, qui intéressera Samuel de Champlain à la Grande Rivière. On se souviendra que le but premier des Européens, lorsqu'ils levèrent les voiles vers l'ouest, était de trouver une route vers les Indes. Or, Vignau, après avoir passé l'hiver de 1611-1612 avec les Algonquins de l'île aux Allumettes,⁵ revint en France faire le récit de son séjour. Il affirme alors avoir voyagé jusqu'à la mer du nord (la Baie d'Hudson) en compagnie des Algonquins, là où il aurait même vu les restes d'un bateau anglais naufragé. Intrigué par ce récit et espérant pouvoir éventuellement se rendre en Orient par la Baie d'Hudson, Champlain s'embarque avec Vignau, en 1613, pour remonter la rivière des Outaouais. Or, lorsque les explorateurs arrivent à l'île aux Allumettes, ils sont arrêtés par les Algonquins qui prélèvent un droit de passage de tous les voyageurs. Des pourparlers s'engagent entre Champlain et le chef amérindien, Tessouat, chez qui Vignau avait hiverné. En entendant le récit de Vignau, le chef algonquin nie toute son histoire et le force à se rétracter devant Champlain. Le fondateur de Québec garda une fort mauvaise impression de cette mésaventure et traita même Vignau "du plus impudent menteur qui se soit veu de long temps".⁶

Vignau avait-il menti? S'était-il rendu à la Baie d'Hudson "en dormant" comme le prétendait Tessouat ou bien avait-il voyagé vers le nord avec les Algonquins? Marcel Trudel, historien réputé et spécialiste de la Nouvelle-France, avance une hypothèse intéressante à ce sujet.⁷ Selon lui, Tessouat aurait dupé Champlain, en niant le récit de Vignau, afin de protéger ses intérêts économiques. Le chef algonquin craignait en effet de perdre ses revenus de péage, si les Français commençaient à voyager librement sur la rivière des Outaouais. Vignau aurait donc été victime d'une astuce, et Champlain, qui ne connaissait pas encore la

ruse des Amérindiens, lui aurait donné injustement une réputation de menteur.

Quelle que soit la vérité sur l'aventure de Nicolas de Vignau, il n'en reste pas moins que c'est lui qui amena Champlain à explorer davantage la région de Vanier-Ottawa. C'est d'ailleurs la relation de ce voyage de 1613 qui nous vaut la première description des Chutes Rideau:

À l'embouchure d'icelle (rivière Gatineau) il y en a vne autre (rivière Rideau) qui vient du Sud, où à son entrée il y a vne cheute d'eau admirable: car elle tombe d'vne telle impétuosité de 20. ou 25. brasses de haut, qu'elle faict vne arcade, ayant de largeur près de 400. pas. Les Sauuages passent dessous par plaisir sans se mouiller que du poudrin que fait ladite eau. Il y a une isle au milieu de la dicte riuière, qui est comme toute le territoire d'alentour remplie de pins & cèdres blancs; Quand les Sauuages veulent entrer dans la riuière, ils montent la montagne en portant leurs Canots, & font demye lieuë⁸ par terre. Les terres des enuiron sont remplies de toute sorte de chasse, qui faict que les Sauuages s'y arrestent plus tost; les Yroquois y viennent aussi quelques-fois les surprendre au passage.⁹

Après ce premier voyage, Champlain allait, jusqu'à sa mort le 25 décembre 1635, longer plusieurs fois le site de Vanier-Ottawa. C'est lui qui ouvrit la voie aux coureurs des bois, aux explorateurs et aux missionnaires. Des personnages aussi connus que Jolliet et Marquette, que Sagard et Brébeuf, allaient suivre dans son sillon.

Pendant les XVIIe et XVIIIe siècles, la rivière des Outaouais sert aux échanges commerciaux entre les Amérindiens et les marchands de fourrure de la Nouvelle-France. Les guerres iroquoises et les raids des Agniers contre les Algonquins forcent toutefois ces derniers à quitter notre région pour se réfugier plus au nord, près de la Baie Georgienne, interrompant ainsi la

traite des fourrures. Les Relations des Jésuites¹⁰ nous apprennent cependant que ce commerce reprit en 1654.

Vne flotte parut de loin, qui descendoit les rapides & les chutes d'eau, qui sont au dessus de Montréal. On eut fuiet de craindre que ce fust vne armée ennemie; mias on reconnut aux approches, que c'estoient des amys, qui venoient de quatre cents lieuës loin, nous apporter des nouvelles de leur Nation, & en sçauoir des nostres.

Les habitants de Montreal, & des trois Riuières, eurent vne double ioye, voyants que ces canots estoient chargez de pelleteries, que ces nations viennent traiter pour nos denrées françoises.

Ces gents là, estoient partie Tionnontatehronnons, que nous appellions autrefois la Nation du petun;¹¹ de langue Huronne: & partie Ondataouaouat,¹² de langue Algonquine.¹³

C'est à partir de cette époque que la Grande Rivière devint la rivière des Outaouais. C'est-à-dire la rivière que les Outaouais empruntaient pour se rendre à Montréal afin de commercer.

La circulation sur la rivière des Outaouais étant facilitée par la paix iroquoise, on assiste à un regain des activités commerciales. Même la conquête anglaise, en 1760, ne réussit pas à rompre ces liens économiques devenus vitaux pour les Amérindiens. Les commerçants anglais remplacent les traiteurs français et le commerce se poursuit sous le nouveau régime.

Or, pendant ces deux siècles, pas un seul colon ne vint s'établir dans la région de Vanier. La colonie du St-laurent était bien assez grande pour eux, et les coureurs des bois ne s'intéressaient pas sérieusement à l'agriculture. La révolution américaine devait changer tout cela.

2. L'organisation du territoire

La révolution américaine modifie considérablement le peuplement du Canada et le développement de la région de Vanier-Ottawa. Après la déclaration d'indépendance des anciennes colonies anglaises, en 1776, de nombreux colons, restés loyaux à la Grande-Bretagne, émigrent au Canada plutôt que de retourner en Angleterre. Ces Loyalistes, fidèles à l'Empire britannique,¹⁴ s'installent principalement au Nouveau-Brunswick et au Québec, dans les cantons de l'est et dans ce qui deviendra plus tard le Haut-Canada.¹⁵

De nos jours, la province d'Ontario est divisée en comtés, en cantons, en villes et en villages. Toutes ces divisions et subdivisions n'existent pas au moment de la Révolution américaine. La venue de ces nouveaux colons, à qui on donnait des terres en récompense de leur loyauté, oblige donc le gouvernement à diviser systématiquement le territoire.

C'est ainsi qu'en 1783, le premier arpenteur de la région, le lieutenant G. French, quitte Carillon pour recenser les terres jusqu'à la rivière Rideau. Son équipe voyage en simple canot d'écorce, de la même façon que l'avaient fait Champlain et ses compagnons 170 ans auparavant. Au début d'octobre, le groupe longe le site de Vanier et remonte par la suite jusqu'à la source de la rivière Rideau.

À la lumière des rapports des divers arpenteurs, le gouverneur, Lord Dorchester (Sir Guy Carleton), divise la partie ouest de la province de Québec en 4 districts: Lunenburg, Mecklenburg, Nassau et Hesse. En 1791, l'Acte constitutionnel sépare la province de Québec en Bas et Haut-Canada (plus ou moins le Québec et l'Ontario d'aujourd'hui). Un an plus tard, les districts sont rebaptisés: Eastern, Midland, Home et Western. La même année, John Graves Simcoe, premier lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, voit à la création des 19 premiers comtés (voir carte 1).

À cette époque, les districts et les comtés avaient chacun leur rôle particulier. Les districts étaient des divisions judiciaires alors que les comtés représentaient des divisions politiques semblables à nos circonscriptions électorales. De 1792 à 1849 les 4 premiers districts sont subdivisés plusieurs fois, et, en 1849, on en compte 20.

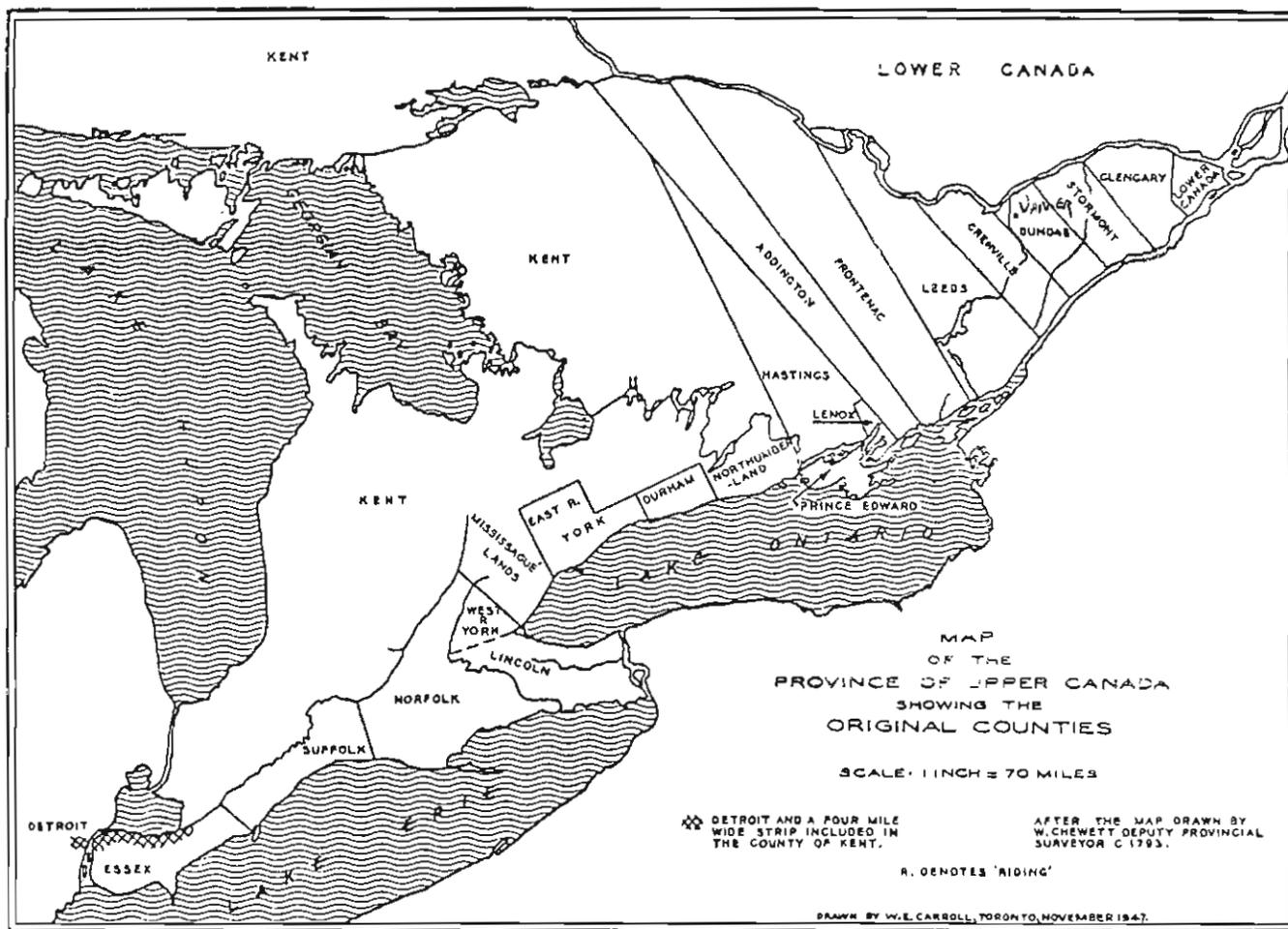
La carte des districts est modifiée selon le rythme d'accroissement de la population, ce qui entraîne des changements de districts pour plusieurs comtés. C'est le cas, entre autres, du territoire de Vanier. Dès le début, Vanier fait partie du district de Lunenburg puis de celui de Eastern lorsque l'on en change le nom en 1792. À partir de 1822, Vanier est compris dans le district d'Ottawa et finalement de 1842 à 1849 dans le district de Dalhousie (voir cartes 12, 13 et 14).

Les districts, très importants de 1792 à 1849, sont abolis en 1849 par le "Municipal Act": "la nouvelle loi municipale qui entre en vigueur le premier janvier 1850 fait du comté l'unité principale de division pour les affaires municipales et judiciaires. Ce système restera en vigueur jusqu'au vingtième siècle".¹⁶

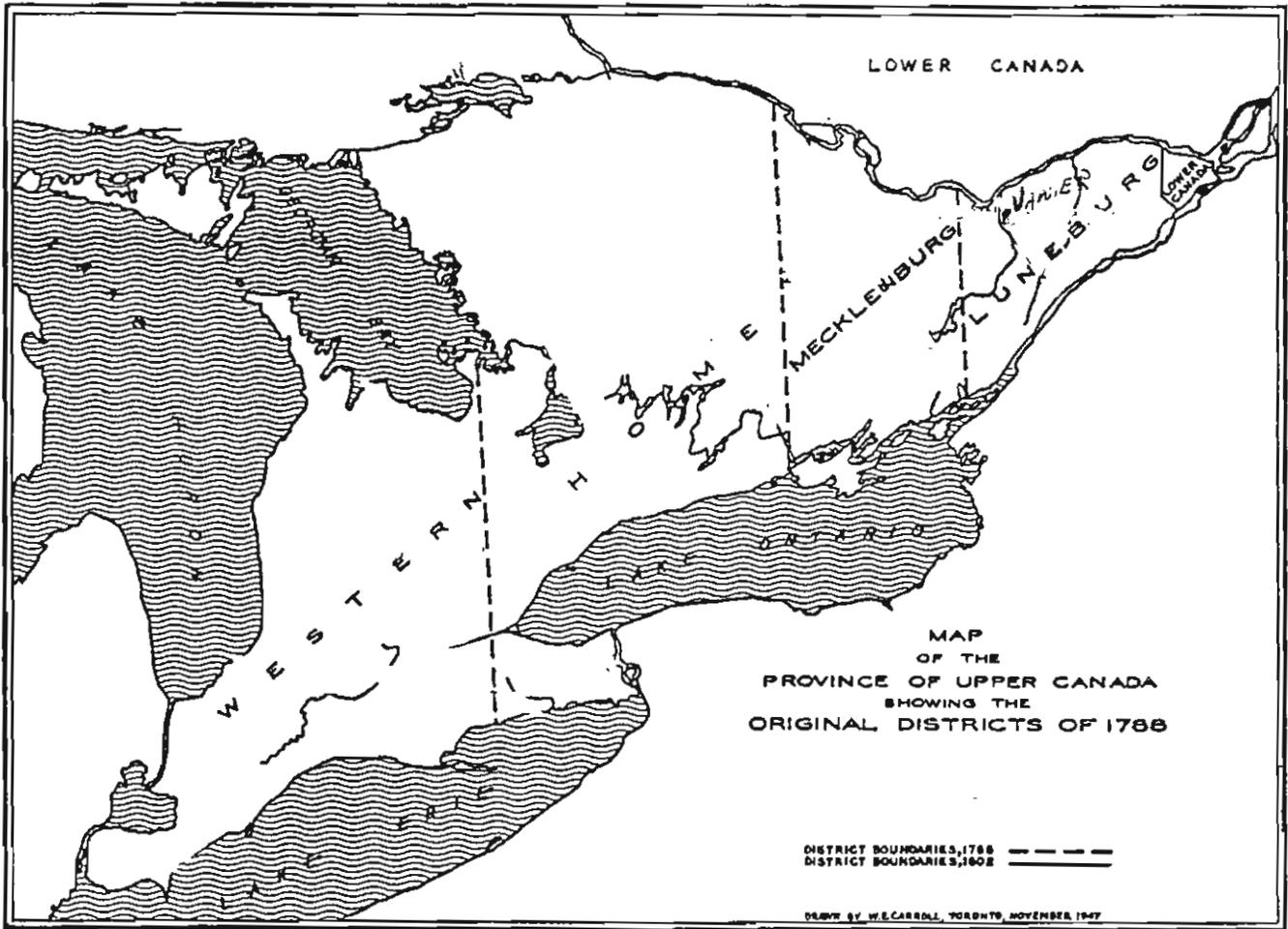
Aux districts et aux comtés s'ajoutent les cantons:

Le gouverneur Lord Dorchester ordonne que le territoire du Haut-Canada soit divisé en cantons mesurant 14,4 km de front sur 19,2 km de profondeur le long des cours d'eau, et de 256 km² à l'intérieur des terres. Les cantons près des cours d'eau sont divisés en quatorze concessions de vingt-quatre lots de 80,9 ha chacun. Les cantons à l'intérieur des terres sont divisés en dix concessions de trente lots chacune. On doit laisser entre chaque concession 22 m pour le chemin, et des routes transversales sont prévues à tous les cinq lots.¹⁷

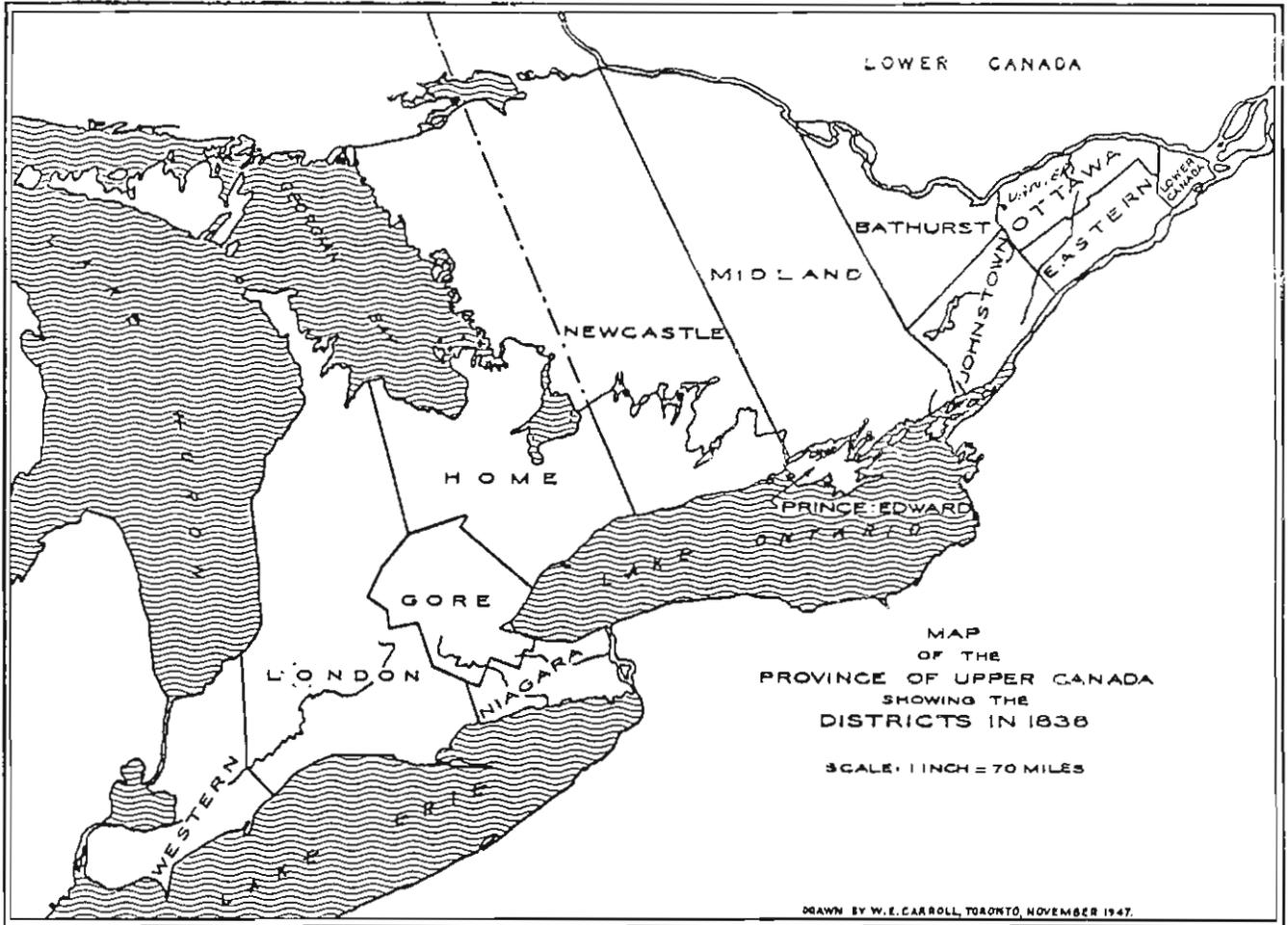
C'est ainsi qu'apparaît le canton de Gloucester, dans lequel sera située la future ville de Vanier. Lors de la formation des



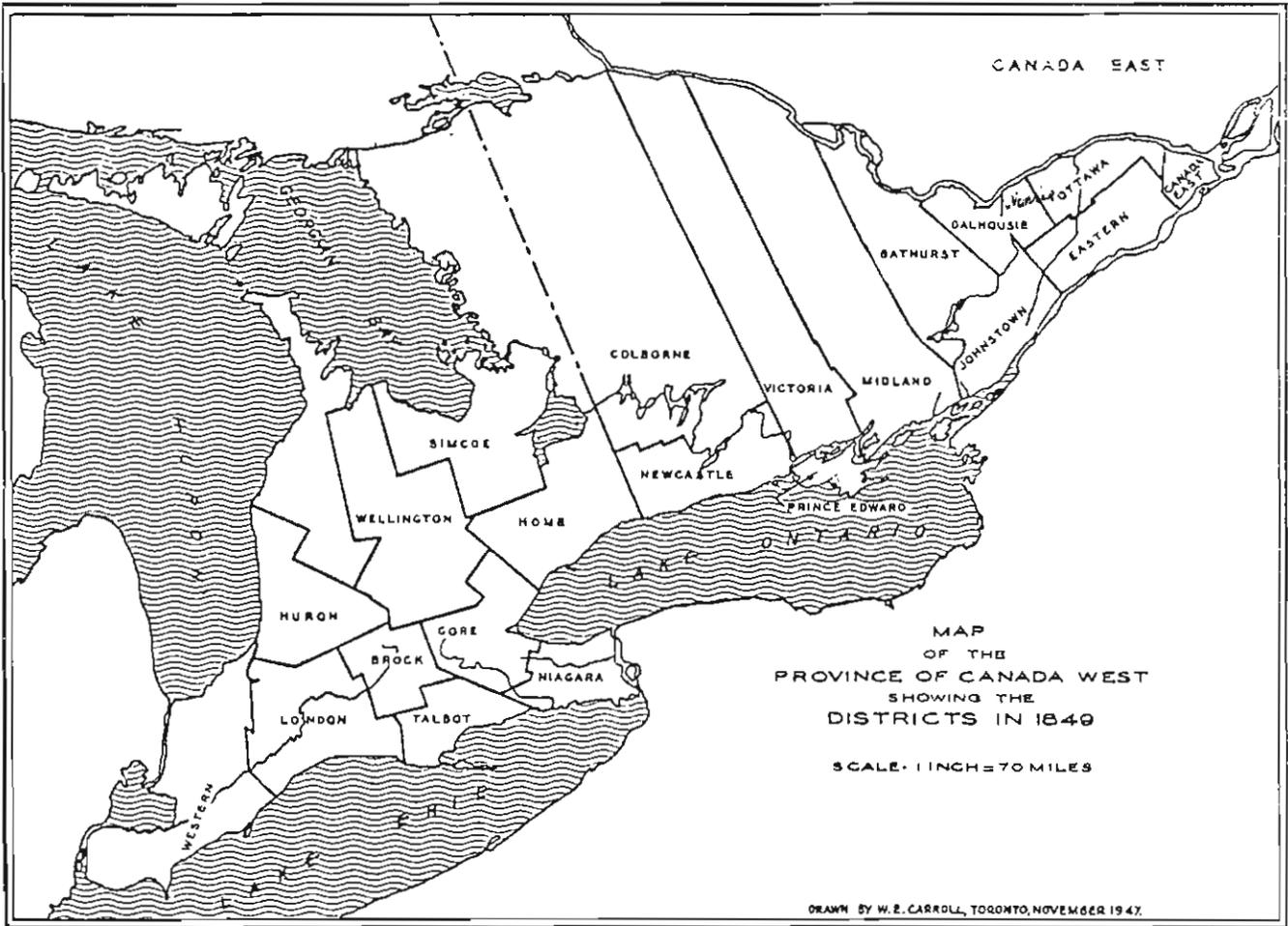
G.W. Sprague, The Districts of Upper Canada dans Profiles of a Province, studies in the History of Ontario, E.G. Firth, éd., Toronto, 1967, page 37.



G.W. Spraggle, op. cit., page 35.



G.W. Spraggle, op. cit., page 39.



G.W. Spraggle, op. cit., page 41.

comtés de Carleton et de Russell, en 1798, le canton de Gloucester est intégré à ce dernier.

À son origine, le comté de Russell comprenait les cantons de Clarence, de Cambridge, de Cumberland, de Russell, de Gloucester et d'Osgoode et les îles de la rivière Outaouais vis-à-vis de ce comté. Le 6 mars 1838, les deux derniers cantons mentionnés, les plus peuplés du comté, en furent détachés pour être remis au comté voisin de Carleton.¹⁸

Malgré tous les changements de districts et de comtés, Vanier a toujours fait partie du canton de Gloucester. Même si le canton et la ville sont aujourd'hui des entités municipales à part, il n'en reste pas moins que la ville est toujours sise sur le territoire du canton de Gloucester.

3. Les premiers habitants du canton de Gloucester

Il faut attendre le tournant du XIXe siècle pour voir apparaître Philémon Wright, le premier colon de la région de Vanier-Ottawa. Celui-ci s'installe sur la rive nord de la rivière des Outaouais, près des chutes Chaudière.

Philémon Wright est parti de Woburn au Massachussetts le 2 février 1800, avec vingt-cinq hommes, cinq familles dont 21 enfants, 14 chevaux, huit boeufs, cinq traîneaux, des outils et quantité de provisions.¹⁹ Le groupe de voyageurs arrive à Montréal le 10 février, puis voyage sur la glace de la rivière des Outaouais sur une distance de 120 km sans rencontrer âme qui vive. Le 7 mars 1800, les nouveaux colons arrivent enfin au site choisi par Wright lors d'un voyage précédent. Ils s'occupent dès lors à défricher un coin de terre pour construire quelques petites maisons et pour semer un jardin. Lorsque les voisins les plus proches sont à 120 km, on se doit d'être auto-suffisant.

Cet américain entreprenant avait bien choisi le site de son futur moulin à scie qui devait faire sa fortune. Ce moulin allait constituer la base économique du village encore inexistant qui deviendrait un jour la ville de Hull.

Lorsque la famille Wright s'installe près des chutes Chaudière, la rive sud de la rivière des Outaouais est complètement déserte. Ce n'est que vers 1807 qu'un dénommé Bradish Billings quitte Brockville, où sa famille, venue des États-Unis, était installée depuis 1792. Billings travaille alors pour Philémon Wright. Pendant l'hiver de 1809-10, Billings et deux autres hommes construisent la première maison du canton de Gloucester. Deux ans plus tard, Billings décide de s'établir définitivement dans le canton. En novembre 1812, il construit donc une maison en billes et s'installe pour l'hiver. L'année suivante, il épouse Lamira Dow, de Merrickville, qui l'aidera à s'établir et à cultiver la terre. Celle-ci travaille aussi durement que son époux et connaît des moments particulièrement difficiles. Par exemple, cette mésaventure rapportée par le géographe H. Belden, en 1879 dans son Atlas historique du comté de Carleton:

An accident of an exciting character happened to Mrs. Billings not long after she was married. She had been on a visit to Merrickville with her husband, and they were returning in their canoe. She was carrying her baby in her arms - Sabra, ... who was the first child born in the Township - and when approaching the Hog's Back Rapids, Philemon Wright, who was accompanying them in another canoe, by some mismanagement, ran into theirs, threw Mr. Billings off his balance and sent their canoe over the rapids. This was a most dangerous rapid, and had never been attempted to be run by even the most expert Indians or raftsmen. Mr. Wright paddled ashore and ran down to the foot of the rapids, aghast at what he had done, and fully expecting to witness their mangled corpses among the rocks midway. Mrs. Billings, however, firmly kept her seat and bravely assisted her husband in balancing the frail bark; and by the best of good management, assisted

by the best of good luck, and not forgotten by a kind over-ruling Providence, the little craft shot through the foaming waters and between and over rugged rocks, till on arriving in still water, it was almost full of water and in a sinking condition; and in this exciting situation, Mrs. Billings, bailed out the water while her husband paddled for dear life, and they reached the shore again to their own untold joy and Mr. Wright's supreme delight, just in time to save themselves from a watery grave. This was the only occasion on which a canoe ever ran the Hogs' Back Rapids.²⁰

En 1819, les familles Doxey et Otterson, et un marin du nom de Andrew Wilson, puis en 1821, Hugh McKenna, le capitaine William Smythe et la famille Holden se joignent aux Billings.²¹ C'est également vers cette période que l'arpentage du terrain est effectué, ce qui s'avèrera bénéfique pour la colonisation. En effet, jusque là, les premiers colons s'installaient un peu n'importe où, sans connaître au juste le terrain qu'ils choisissaient. Après l'arpentage du canton, les lots étaient bien identifiés et les colons savaient où s'installer pour construire leurs maisons.

4. L'organisation du canton

Selon Belden,²² l'organisation municipale du canton date de 1832. C'est le 2 janvier de cette même année que se tient la première réunion municipale de Gloucester.

M. George Sparks, cousin de Nicolas Sparks d'Ottawa, est nommé évaluateur municipal alors que Bradish Billings devient le premier trésorier et percepteur d'impôts. Les impôts récoltés la première année se chiffrent à un peu plus de quinze dollars. On décide également des premiers règlements municipaux concernant la hauteur des clôtures et l'identification du bétail.

TABLEAU 10 Population du canton de Gloucester²³

Année	Population totale	Hommes	Femmes
1851	3,005	1,614	1,391
1861	4,522	2,388	2,134
1871	4,785	2,471	2,314
1881	6,254	3,218	3,036
1891	6,823	3,566	3,267

De ces origines modestes, le canton de Gloucester se développe et devient bientôt une région agricole florissante. Du couple Billings et des premières familles, la population du canton passe éventuellement à 6,823 habitants en 1891 (voir tableau 10).

La population de Gloucester croît rapidement, sans toutefois que se modifie la proportion entre le nombre d'hommes et de femmes. Comme dans toute nouvelle colonie, il manque de femmes à marier.²⁴

L'augmentation rapide de la population du canton est due à deux causes principales: premièrement à la construction du canal Rideau, de 1826 à 1832 et deuxièmement, à l'industrie forestière. Comme le remarque H. Belden, la population du canton augmente peu

jusqu'en 1832, date de la fin des travaux du canal Rideau: "This event was the cause of an influx of population, as it was throughout most of the other Townships of the County, and scattering all over its area, settlements sprung up in every direction which soon developed into little villages..."²⁵ Ainsi, les familles Brown, Gamble, Lee, Major, Telford, Skiffington et Johnston,²⁶ entre autres, acceptent les terrains que leur offre le gouvernement britannique pour les inciter à s'établir dans la région.

L'arrivée de ces nouveaux colons favorise l'expansion du commerce du bois et de l'exploitation des chantiers. La construction de nouvelles maisons entraîne une augmentation de la demande en bois et force les entrepreneurs, comme les Wright, à embaucher plus d'employés. "Les bûcherons affluèrent par milliers; d'abord, des Irlandais, ensuite des Canadiens. À côté des exploitations forestières, les bourgeois établissaient des fermes considérables, où l'on emmagasinait les vivres et les fourrages. Quand le chantier disparaissait, la ferme demeurait et devenait le noyau d'un village."²⁷

C'est dans ces circonstances que Vanier accueille ses premiers habitants.

RÉFÉRENCES

1. À cette époque, les Français appelaient la rivière des Outaouais, la Grande Rivière des Algonmequins ou Algonquins ou, plus simplement, la Grande Rivière tout court.
2. Œuvres de Champlain, publiées par l'abbé Laverdière, 2e éd., Québec, 1870, tome 3, page 220, rééditées par les éd. du Jour, Montréal, 1973, vol. 1, page 368.
3. Œuvres de Champlain, op. cit., tome 4, page 133, éd. du Jour, vol. 2, page 621.
4. Dictionnaire biographique du Canada (DBC), vol. 1, page 134.
5. Cette île est située près de Pembroke, Ontario.
6. DBC, vol. 1, page 679.
7. Ibid, page 678-679.
8. Une demi-lieue c'est-à-dire environ 2 kilomètres, ce qui les fait passer sur le territoire de la ville de Vanier.
9. Champlain ne baptisa pas les Chutes ce sont les coureurs des bois qui s'en chargeront plus tard. Œuvres de Champlain, op. cit., tome 3, page 300, éd. du Jour, tome 1, page 448.
10. Les Relations des Jésuites constituent la principale source de renseignements sur la Nouvelle-France. Il s'agit des récits des missions que les Pères Jésuites envoyaient à leur Supérieur pour aider à la propagande des missions.
11. Pétun qui signifie tabac, de là le mot français "pétuner" ou fumer, priser du tabac.
12. Ondataouaouat ou Outaousis.
13. The Jesuits Relations and Allied Documents, éd. R.G. Thwaites, vol. 41, page 76, Cleveland, 1899.
14. On utilise parfois les lettres U.E.L., c'est-à-dire United Empire Loyalists.
15. Depuis l'Acte de Québec, en 1774, la province de Québec englobe le territoire du Québec d'aujourd'hui en plus du sud-ouest ontarien.
16. R. Choquette, L'Ontario français historique, Montréal, 1980, page 82.
17. Ibid, page 81.
18. L. Brault, Histoire des comtés unis de Prescott et de Russell, L'Original, 1965, page 13.
19. L. Brault, Ottawa Old and New, Ottawa, 1946, page 54.
20. H. Belden, Historical Atlas of Carleton County, Toronto, 1879, page xxxvi.
21. Ibid, page xxxvi.
22. Ibid, page xxxvi.
23. Ces chiffres sont tirés des Recensements du Canada pour les années 1851, 1861, 1871, 1881 et 1891.
24. C'est ce même problème qui amena l'arrivée des Filles du Roy en Nouvelle-France.
25. H. Belden, op. cit., page xxxvi.
26. J.L. Gourlay, History of the Ottawa Valley, Ottawa, 1896, page 111.
27. A. De Barbezieux, Histoire de la province ecclésiastique d'Ottawa, Ottawa, 1897, tome I, page 102.

III
VANIER AU XIX^e SIÈCLE

1. Les premiers habitants
2. Cummings' Bridge
3. La famille Cummings
4. Les premiers noms de Vanier
5. Transport et communication

CHAPITRE III

Vanier au XIXe siècle

1. Les premiers habitants

Il est difficile d'établir avec certitude qui fut le premier habitant à venir s'installer à Vanier. Nous savons cependant que le Capitaine Bradley, du 104^e régiment, obtint deux terres de deux cents acres chacune, dans le canton de Gloucester, le 24 juillet 1819.¹ Il reçut également des concessions dans les cantons de Goulburn, Huntley, et March où il se serait installé.

La seule personne sur laquelle nous possédons des renseignements précis est Charles Cummings. Selon J.L. Gourlay,² ce dernier s'établit sur le chemin de Russell³ en 1834. Deux ans plus tard, il acquiert, de John Scott, les droits à une île sur la rivière Rideau. Le nouveau-venu s'installe sur l'île, à laquelle il donne son nom, et devient ainsi un des premiers, sinon le premier, résident de Vanier.

Trois noms de colons résidant dans la région immédiate de Vanier figurent dans les livres de votation de 1854 (Poll Book), il s'agit de: Clements Bradley,⁴ Donald McArthur⁵ et George Sparks,⁶ qui habitent respectivement les lots 5, 7 et 8 de Junction Gore.⁷

L'absence de Cummings des livres de votation ne signifie pas pour autant que celui-ci soit déménagé puisque nous retrouvons son nom, ainsi que ceux de Bradley, McCartier (McArthur) et Sparks, sur une carte du comté de Carleton datant de 1863 (voir carte 15).

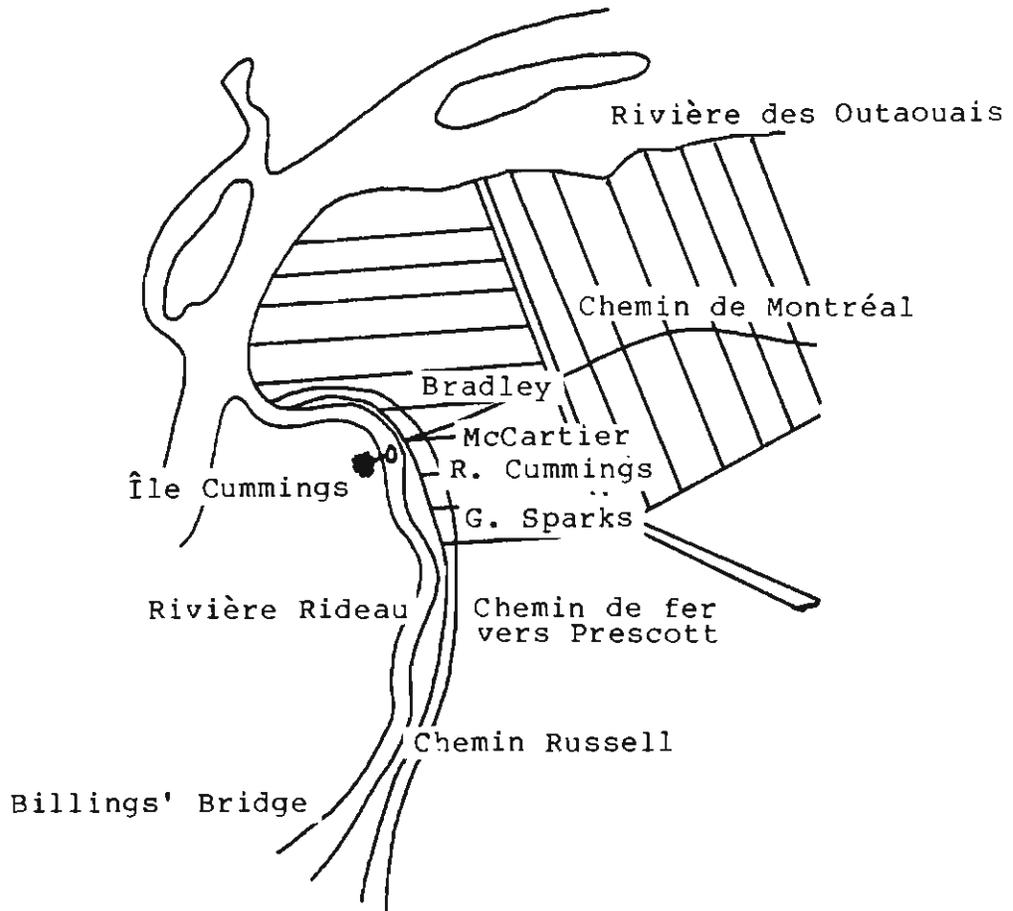
Il n'y avait donc qu'un petit nombre d'habitants anglophones sur le territoire de la ville de Vanier au milieu du XIXe siècle. À cette époque, il n'existait pas de nom précis pour désigner la future ville. On utilisait le nom de Junction Gore qui englobait tout le territoire de la pointe de terre triangulaire à la jonction des rivières Rideau et Outaouais, et qui s'étendait jusqu'à Billings Bridge.

Il faut attendre la seconde moitié du XIXe siècle avant de voir arriver les premiers Canadiens français dans la région.

Plusieurs facteurs expliquent l'installation progressive des Canadiens français dans la région de l'Outaouais en général et dans l'est ontarien en particulier. Le développement des scieries et des industries connexes permet à la main d'oeuvre canadienne-française habituée au travail du bois de prendre racine. Les surplus démographiques des vieilles paroisses du Québec cherchent de nouvelles terres. La croissance urbaine d'Ottawa attire une population canadienne-française qui s'engage dans le secteur du petit commerce et des services ou, après 1860, dans les travaux de construction des édifices du gouvernement. De même, le ravitaillement de la ville en produits agricoles amène la mise en valeur de terres demeurées vacantes en bordures d'Ottawa; des Canadiens français fondent la paroisse St-Joseph d'Orléans, en 1849 et vers 1850, Joseph et Michel Cyr jettent les bases de la petite communauté agricole de Cyrville.⁸

Ces nouveaux colons venus du Québec se retrouvent en terre inconnue et, dans un réflexe naturel, cherchent à s'établir auprès d'autres familles canadiennes-française. Alors que plusieurs nouveaux-venus s'installent à St-Joseph d'Orléans ou à Cyrville, d'autres décident de se rapprocher de la ville. Ils s'établissent alors un peu au nord de Janeville (voir no. 4: Les premiers noms de Vanier), qu'ils jugent trop anglophone, dans l'actuelle paroisse de St-Charles, alors appelée Clarkstown. Les villages de Janeville et Clarkstown constituent les bases de la

Section d'une carte du comté de Carleton par H.F. Walling, O.W. Gray et A. Davis, publié par D.P. Putman de Prescott en 1863. Département de la cartographie, Archives publiques du Canada.



future ville de Vanier avec ses éléments anglophones et francophones. D'ailleurs, la répartition géographique actuelle des deux groupes linguistiques de Vanier illustre encore aujourd'hui le choix des premiers colons. Ainsi, la paroisse St-Charles a toujours gardé son caractère presque exclusivement francophone alors que les anglophones se sont presque toujours établis dans le secteur ouest de la ville, près de l'île Cummings.

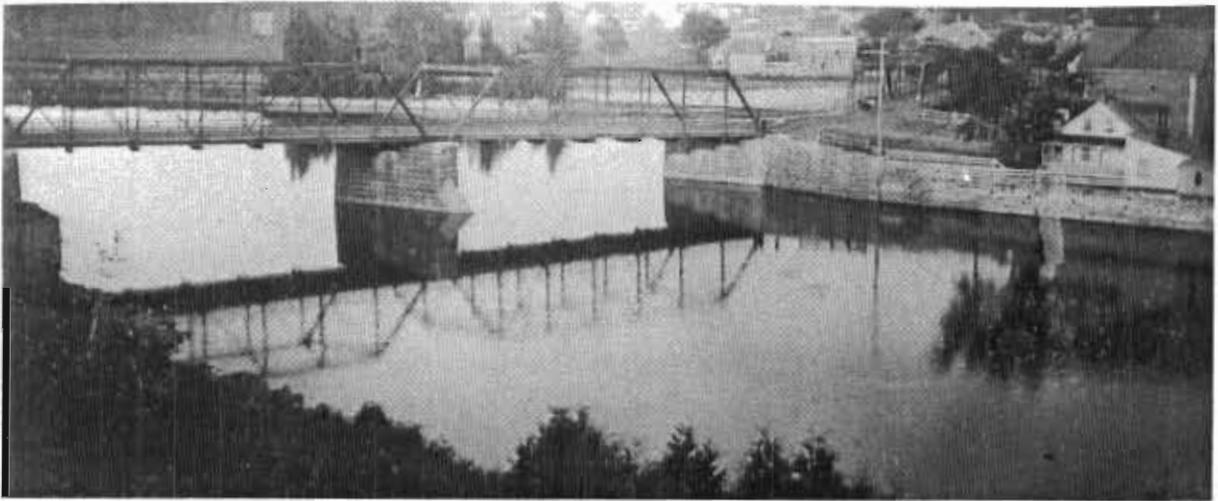
Parmi les familles qui s'installent à Clarkstown, on retient les noms de: Francis Champagne, ouvrier; Jean-Baptiste Cyr, charpentier; Isaïe Dazé, hôtelier de la rue Beechwood; Alphonse Jolicoeur, cocher; Michel Jolicoeur, charpentier; Octave Jolicoeur, cordonnier; et Basile Monette, marchand de bois.

À Janeville, on retrouve entre autre: M. Cantin, jardinier résidant près de la grotte Notre-Dame-de-Lourdes; Joseph Durocher, dont l'épicerie était située au coin du chemin de Montréal et de la rue qui porte maintenant son nom; Jean Gladu; Camille Hurtubise, charron; Pierre Marier, marbrier; Luc Ducharme, hôtelier du chemin de Montréal et Narcisse St-Denis, propriétaire de l'hôtel Ottawa également sur le chemin de Montréal.

2. Cummings' Bridge

Lorsque Charles Cummings s'installe sur son île, il fait construire un pont reliant celle-ci aux rives de la rivière Rideau. Ce pont primitif est formé de pièces de bois aboutées de façon précaire. Les habitants assez braves pour tenter la traversée, doivent se tenir en équilibre sur les aboutements. Les animaux, quant à eux, doivent traverser à la nage. Le passage est difficile et dangereux: "It was no easy thing... to pass on flatted stringers, ... they required to be soberminded or level-headed."⁹ Les maladroits risquaient de finir comme ce dénommé

PHOTO 1



Le pont Cummings en 1896. À cette époque, le pont atteignait l'île Cummings, l'on aperçoit d'ailleurs les renforts de pierre érigé sur l'île pour soutenir le pont et qui sont encore là en 1983. Sur l'île on distingue la maison de M. Robert Cummings ainsi que son magasin général. De l'autre côté de l'île on voit une voiture qui franchit le deuxième tronçon du pont. On peut également voir quelques maisons de ce qui s'appelait alors Janeville. (Photo APC)

Peter Kinmond qui, selon Gourlay, en tentant de traverser le pont, se noya sous le regard impuissant de son épouse.

Comme la population de la région augmente et que la circulation sur le pont s'intensifie, le comté de Carleton, la ville d'Ottawa et Robert Cummings¹⁰ s'entendent, vers 1845, pour construire un pont de bois plus solide. Pour défrayer les coûts de construction du nouveau pont, Robert Cummings obtient l'autorisation de percevoir un droit de passage de chaque voiture et de chaque piéton. Le pont sert alors aux jardiniers de Cyrville et aux fermiers des environs qui vendent leurs produits au marché By. Pour s'y rendre, ceux-ci empruntent les rues McArthur et Montgomery actuelles, où ils doivent à nouveau déboursier dix cents de péage,¹¹ à la Ottawa, Montreal and Russell Consolidated Road Company.¹²

En 1891¹³ ou 1893,¹⁴ on remplace le pont de bois par une structure en métal (voir photo 1). Le nouveau pont, construit par la ville d'Ottawa sous l'initiative du conseiller et futur maire Samuel Bingham, engendre une dispute locale. À la fin de la construction les officiels de la ville d'Ottawa, croyant bien faire, décide d'en changer le nom. Ils font donc installer des affiches portant l'inscription: Bingham's Bridge. Les citoyens de Janeville n'apprécient guère le geste de gens d'Ottawa. Il s'agit pour eux d'un baptême illégitime consacré par des étrangers. La nuit suivante, les deux affiches du pont disparaissent mystérieusement. Les citoyens d'Ottawa comprennent la leçon et, à ce jour, le pont Cummings porte toujours son nom originel.

3. La famille Cummings

En homme d'affaires avisé Charles Cummings avait su tirer avantage de l'emplacement idéal de l'île en y ouvrant un magasin général. Son fils aîné, Robert (voir photo 2), héritier de ce

PHOTO 2



H. Belden, Illustrated Historical Atlas of the County of Carleton, Toronto, 1879, page 39.

Cummings' Bridge, via Ottawa 1900

M.....

BOUGHT OF **William R. Cummings,**
Groceries, Boots and Shoes, Feed and Hardware.

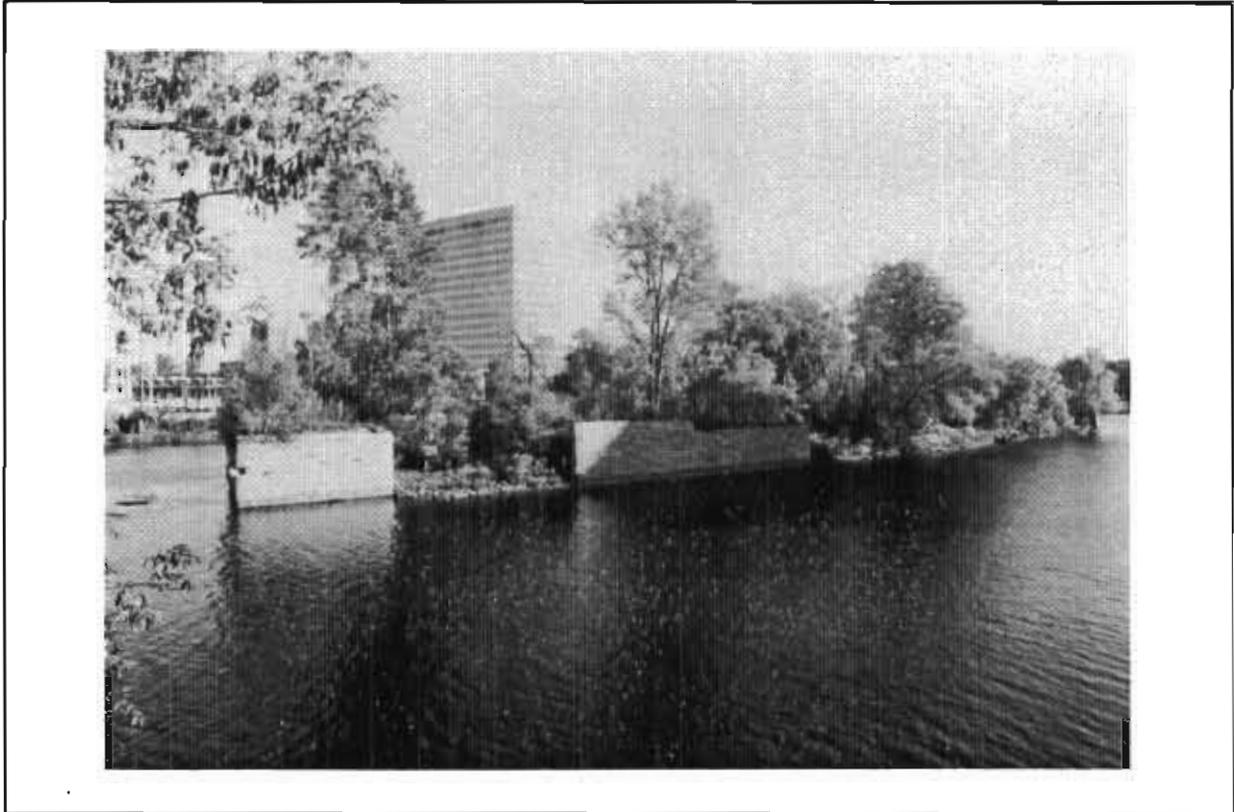
— TELEPHONE 775 —

Flour	2	80
Soda		.05
Sugar		18
Spool		05
P. Oats		.35
<i>Paul</i>	2	63

Copie d'une facture du magasin de William Cummings en 1900.

APC, MG 55/29 #148

PHOTO 4



Aujourd'hui abandonnée, l'île Cummings accueillit, en 1836, une des premières familles de Vanier. Il ne reste pour tout vestige de cette époque que le renfort à l'extrémité gauche de l'île qui supportait auparavant le vieux pont Cummings.

commerce prospère, qui est rapidement devenu le centre d'approvisionnement de la région, diversifie l'entreprise familiale. Il se lance dans la fabrication de voitures et sa réputation s'étend bientôt à tout le Canada. Le magasin général Cummings devient de plus le seul bureau de poste de la région et M. Léo Cantin¹⁵ se souvient même du temps où le seul téléphone de Vanier se trouvait sur l'île Cummings.

En plus de gérer le magasin, Robert Cummings se mêle de politique locale, où il oeuvre pendant près de cinquante ans. Vers 1900, il cède son commerce à son fils William R. (voir photo 3), tout en continuant à y travailler. Respecté de tous, Cummings meurt le 16 janvier 1910. Le journal Le Temps d'Ottawa lui rend cet hommage:

Monsieur Robert Cummings, l'un des plus anciens citoyens du district, et fondateur de Cummings Bridge, village de la banlieue d'Ottawa, est mort hier soir à l'âge de 77 ans. M. Cummings est tombé malade jeudi alors qu'il était à Ottawa pour faire des achats pour son magasin.

Feu R. Cummings, était né dans le Canton de Gloucester, district qu'il ne quitta jamais. Pendant 45 ans, il fut membre du conseil municipal du canton, position qu'il abandonna il y a 8 ans. En trois différentes occasions, il fut préfet du comté de Carleton. M. Cummings était un vétéran de 1866 et de 1870. Il laisse une veuve et six enfants.

Il avait épousé Mlle Agnès, fille de feu Thos. Borthwick, de Gloucester. Les enfants sont Charles, de Toronto, William R., de Cummings Bridge, Robert C. Cummings, marchand de chaussure rue Sparks, mesdames Hugh Robert, William Charleson, Edward Charleson, tous d'Ottawa.¹⁶

4. Les premiers noms de Vanier

L'histoire des noms de la ville de Vanier est particulièrement riche. Avant la fin du siècle, pas moins de cinq noms différents auront servi à désigner l'ensemble ou une partie de la ville. Le nom le plus ancien de la région est celui de Junction Gore dont nous avons déjà parlé. Éventuellement, le nom de Cummings' Bridge obtient la faveur des gens sans pour autant avoir été consigné officiellement. En 1873,¹⁷ le village de Janeville est incorporé. Celui-ci regroupe les habitants du chemin de Montréal jusqu'au pont Cummings. Pour plusieurs d'entre eux, le nouveau nom ne veut rien dire et dans leur esprit, l'endroit garde son nom premier: "That bordering the Rideau, and which centers toward's (sic) Cummings Island is officially called Janesville (sic), though it is known by everyone as Cummings Island."¹⁸

Les noms de Janeville et de Cummings' Bridge¹⁹ coexistent donc jusqu'à la fin du siècle. On retrouve d'ailleurs l'un ou l'autre de ces deux noms dans les annuaires de ville publiés pendant cette période. Ainsi, dans l'annuaire Lovell de 1882, Cummings Bridge est décrit comme "a post village in Carleton County, on the outskirts of the City of Ottawa. Population 75."²⁰

Dans le Eastern Ontario Gazetteer and Directory de 1898-99, on peut lire la description suivante:

Cummings Bridge: a postal district including the two suburbs of Ottawa, otherwise known as Janeville and Clarkston (sic) village situate (sic) together on the east side of the Rideau River, opposite Ottawa, the county seat and nearest railway and banking point. It contains Cath (sic) and Anglican churches, a public and a separate school and a public hall. Mail stage daily to Ottawa and St-Josephs. Population 1,100. Telephone connection ... Agnes Cummings, postmaster.²¹

L'origine du nom de Janeville reste obscure. Plusieurs historiens se basant sur le reportage d'un journaliste du Ottawa Citizen, Fred Inglis, prétendent que ce serait le nom de l'épouse de McArthur. Voici ce que rapporte Inglis d'une entrevue avec Mme E.E. Charlson, une des dernières descendantes de la famille Cummings: "Of all the old timers, I asked in Eastview, Mrs. Charlson was the only person who could tell me that Janeville was named after Jane McArthur, presumably the wife of John A. McArthur,²² "yeoman", who settled here in 1830."²³ Deux citoyens natifs de Janeville, M. Léo Cantin, né en 1894, et Mme Bertha Liard, née en 1903, ne sont pas de cet avis. Selon M. Cantin,²⁴ le village aurait été nommé d'après une dame Jeanne Conway, née Cyr, soeur de sa mère. Janeville serait la forme anglicisée de "Jeanneville". Mme Liard²⁵ relie pour sa part l'origine du nom du village à la fille de Clements Bradley, dont le prénom était Jane. Le journal Ottawa Free Press présente, en 1877, deux autres versions plausibles pour expliquer l'origine de ce nom. Le journaliste écrit que Jane serait "the first christian name of the widow of the first settler or else of the first white child born in that section, as near as can be ascertained."²⁶ Si même les gens de 1877 ne peuvent se rappeler l'origine du nom de Janeville, il serait imprudent pour nous de prendre position dans un débat apparemment sans issue.

À l'est du village de Janeville (voir carte 16), on trouve la petite agglomération de Clandeboye (voir carte 17). Celle-ci est située à l'ouest de l'églises Notre-Dame-de-Lourdes, entre les rues Cantin et Granville d'aujourd'hui. Ce petit bourg n'est pas très peuplé: "Although planned as a settlement as early as 1879, it (Clandeboye) never amounted to village status."²⁷ Clandeboye sera d'ailleurs annexé à Janeville au fur et à mesure qu'augmentera la population.²⁸ Selon M. Lucien Brault, Clandeboye aurait été baptisé ainsi en l'honneur de Lord Dufferin (gouverneur général du Canada de 1872 à 1878) qui possédait un domaine du même nom en Irlande.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, on retrouve au nord de Janeville, le village de Clarkstown,²⁹ nommé d'après un M. Clark, habitant près du cimetière Beechwood.³⁰ Clarkstown est situé à proximité du pont St-Patrick de chaque côté de la rue Beechwood. Alors que "Janeville was centred on the Montreal Road, Clarkstown used Beechwood and St-Patrick streets as its main thoroughfare."³¹ Voici ce que dit l'annuaire Ottawa City Directory de Clarkstown en 1895:

Clarkston village: A settlement on the McKay estate; east of the St-Patrick street bridge, Rideau River, and bounded on the north by the city limits, centre of Beechwood av., Post Office address Cummings Bridge (sic).³²

Entre Janeville et Clarkstown, c'est-à-dire entre le chemin de Montréal et la rue Beechwood, il n'y a que des champs qui servent de pâturages aux vaches. Nous sommes donc en présence de deux villages distincts ayant une activité économique, sociale et culturelle séparée. Les gens de Clarkstown, presque exclusivement francophones (voir tableau 10), entretiennent de bons rapports avec les gens de la Basse-ville d'Ottawa et de la paroisse Ste-Anne. Les habitants de Janeville, à majorité anglophone (voir tableau 11), ont des liens plus étroits avec les marchands de la rue Rideau.

Quoique réunis en un même village au début du XXe siècle, les villages de Clarkstown et de Janeville garderont toujours plusieurs traits distinctifs. Ainsi, même en 1983 on sent bien que la paroisse St-Charles est un peu à l'écart du reste de Vanier. Et pour cause, son origine est bien différente du reste de la ville.

5. Transport et communication

Les premières routes de Vanier sont de petits sentiers mal entretenus et presque impraticables "from there (Billing's Bridge) to New Edinburgh (soit le chemin de la rivière ou River Road) was

TABLEAU 11 Population francophone à Clarkstown et Janeville

Année	Clarkstown		Janeville	
	Francophones	Total	Francophones	Total
1893	35	37	47	145
1895	41	42	39	144
1898	50	52	40	153
1900	52	55	86	211
1901	47	53	128	238
1901	61	68	122	344

* Ces chiffres proviennent des annuaires Ottawa City Directory pour les années citées.

stony, muddy, crooked, and narrow and not much to speak of for many years. That to Green's Creek (chemin de Montréal) was little better for years after Clement Bradley, ... and others, got lands on it."³³ En fait, comme le dit l'historien de la Commission de la Capitale Nationale (CCN), C.C. J. Bond:

Les premières routes n'étaient réellement praticables qu'en hiver, où l'on voyageait en traîneaux. À la fonte des neiges, la surface devenait vite boueuse et on manquait de ponts

pour traverser les principaux cours d'eau. ... En 1868, l'Ottawa (sic), Montréal and Russell Consolidated Road Company construisit cinq milles de chemin à l'est de la rivière Rideau en direction de Montréal.³⁴

C'est là l'origine du chemin de Montréal d'aujourd'hui.

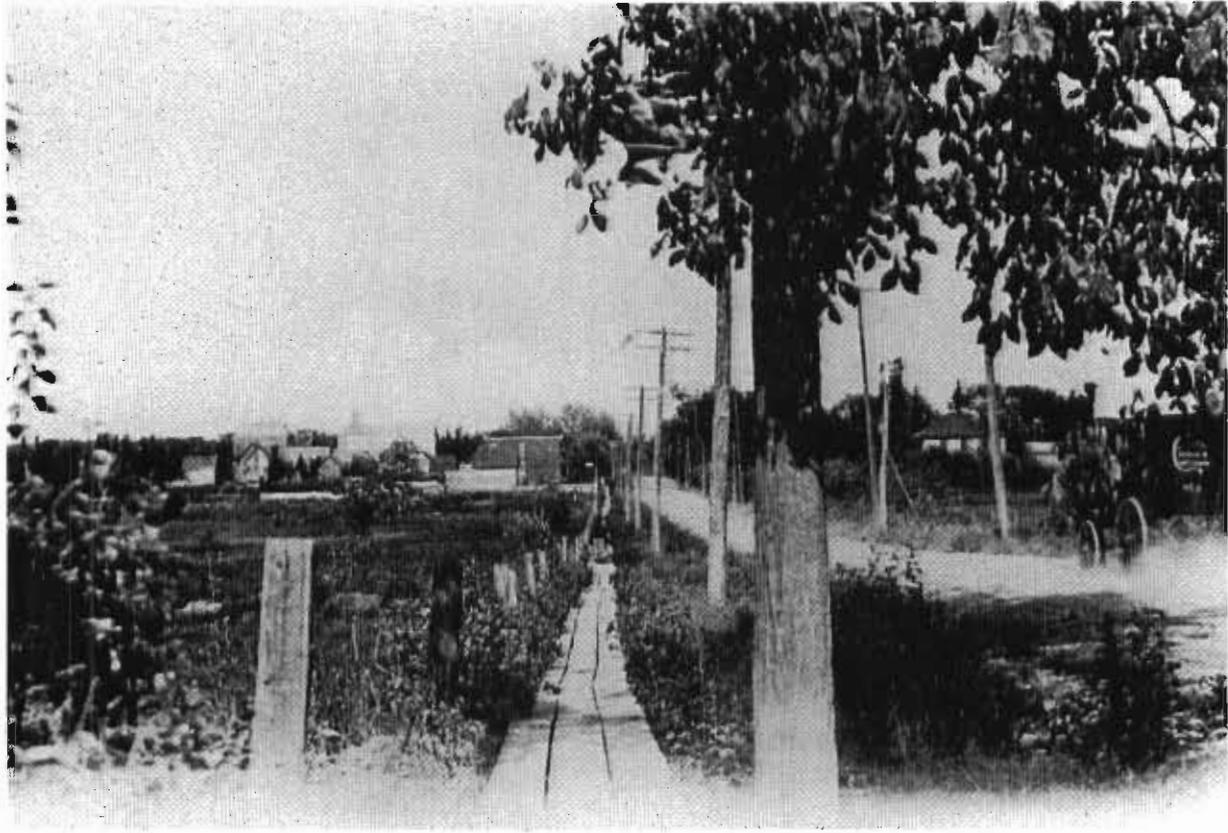
À cause de l'état pitoyable des routes, les colons utilisent plutôt les cours d'eau pour franchir de grandes distances. On emprunte la rivière des Outaouais pour se rendre à Montréal, en canot l'été ou en traîneau l'hiver. La rivière Rideau ouvre pour sa part le chemin vers le sud de l'Ontario et les États-Unis.

La construction du premier chemin de fer dans la région Vanier-Ottawa facilite les communications et le transport. D'abord conçu pour encourager le commerce du bois vers les États-Unis, la compagnie de chemin de fer Bytown-Prescott reçoit sa charte officielle le 10 mai 1850.³⁵ La nouvelle compagnie éprouve cependant de telles difficultés financières que le chemin de fer n'est inauguré qu'à la fin de l'année 1854: "the first train finally skulked into New Edinburgh just across the Rideau from the site of the Bytown station on December 25, 1854."³⁶

Le chemin de fer Bytown-Prescott, construit vers le nord à partir de la ville de Prescott, s'étend "sur un parcours passant par Kemptville, atteignant New Edinburg et traversant la rivière Rideau pour atteindre Ottawa."³⁷ Avant d'entrer dans le secteur New Edinburgh, la voie ferrée passe au centre de Janeville, sur le tracé actuel de la Promenade Vanier. Les trains de l'époque peuvent communiquer avec les lignes américaines à Ogdensburgh et, à partir de 1856, avec la ligne Toronto-Montréal à Prescott.

Un voyageur du XIXe siècle arrivant à Janeville ou à Clarkstown aurait trouvé deux petits villages prospères aux chemins de terre et aux maisons de planches; deux petits villages tranquilles en bordure de la "grande ville" d'Ottawa.

PHOTO 5



Vue du chemin de Montréal, c. 1900. À l'arrière plan à gauche on aperçoit l'église Notre-Dame-de-Lourdes qui n'est pas encore achevée. Au centre, il y a une dame qui marche sur les anciens trottoirs de bois et à droite on voit une voiture se dirigeant vers l'est (photo AFdISO).

Un de ces voyageurs est le Père Pondurand, qui arrive à la mission de Janeville le 18 août 1890. Voici la description de Janeville qu'il nous a laissée:

En gare, personne ne nous attend. Cela se comprend, nous sommes en retard d'une grande demi-journée. Nous prenons une voiture pour nos valises, elle nous servira aussi de guide. Un prêtre français, établi depuis 5 ans dans ce pays et qu'une bonne Providence nous a fait trouver en chemin, nous accompagne pendant assez longtemps en ville. C'est lui qui nous instruit de ce que signifient au Canada, 20 minutes de la ville! ... Ce sont 20 minutes au grand trot d'un cheval, ce qui équivaut à plus d'une heure de marche! ... Et la chaleur est accablante! et la fatigue extrême! ...

Nous avons envoyé notre voiture prévenir de notre arrivée. Mais, ... nous ne voyons rien venir. La ville est déjà loin derrière nous, nous avons passé la Rideau, nous sommes en pleine campagne, ne nous serions-nous point égarés? ... Nous passons près de deux Dames: nous les interrogeons. Ces Dames sont anglaises et nous n'avons pas le réciproque honneur de nous comprendre. Elles saisissent cependant: Church of Lourdes, et elles vont nous conduire. Mais, c'est notre voiture qui revient! (on vient rencontrer le nouveau missionnaire de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes).³⁸

Le XXe siècle et la technologie moderne modifieront considérablement les deux petits villages de Clarkstown et Janeville. En 1983, la campagne qui accueillit le Père Pondurand lorsqu'il franchit la rivière Rideau, a depuis longtemps cédé la place à l'asphalte et au béton.

REFERENCES

1. APC, M-320, #18, page 102.
2. J.L. Gourlay, History of the Ottawa Valley, Ottawa, 1896, page 105.
3. Aujourd'hui, River Road.
4. Apparemment, le fils du Capitaine Bradley.
5. Selon H. et O. Walker, Carleton Sage, Ottawa, 1975 (1968), page 194, McArthur ae serait installé à Vanier en 1833.
6. Un cousin de Nicolas Sparks, d'Ottawa.
7. Le mot "Gore" signifie: langue de terre; enclave.
8. J. Grimard et G. Vallières, Explorations et enracinements français en Ontario, page 84.
9. J.L. Gourlay, op. cit., page 105.
10. Fils aîné de Charles Cummings.
11. Le rôle du gouvernement dans la construction et l'entretien des routes était alors très limité. On s'en remettait donc à des compagnie privées qui récupérait leurs investissements par ces barrières tarifaires assez communes à l'époque.
12. H. et O. Walker, op. cit., page 194.
13. Ibid, page 194.
14. R. Haig, Ottawa City of the Big Ears, Ottawa, 1975, page 160.
15. Entrevue réalisée le 8 mars 1983 avec M. Léo Cantin.
16. Le Temps, 17 janvier 1910.
17. R. Haig, op. cit., page 77.
18. H. Belden, op. cit., page xxxvi.
19. Contrairement à Belden qui utilise l'appellation Cummings'Island, les gens employaient plutôt Cummings' Bridge.
20. Lovell's Business and Professional Directory of the Province of Ontario, Montréal, 1882, page 548.
21. Eastern Ontario Gazetteer and Directory, Ingersoll, 1898-99, pages 242-43.
22. Selon nos recherches, le prénom de McArthur serait plutôt Donald.
23. The Ottawa Citizen, le 2 décembre 1953.
24. Entrevue avec M. Léo Cantin, op. cit.
25. Entrevue réalisée avec Mme Bertha Liard, le 13 avril 1983.
26. Ottawa Free Press, le 9 novembre 1877.
27. H. et O. Walker, op. cit., page 194.
28. Il est faux de prétendre, comme l'ont fait des historiens amateurs et des journalistes, que le nom de Clandeboye s'appliquait à toute la ville de Vanier. Il ne désignait en fait que le secteur que nous avons décrit.
29. On utilise indifféremment Clarketown ou Clarkston.

30. Entrevues avec M. Cantin et Mme Liard, op. cit.
31. H. et O. Walker, op. cit., page 194.
32. The Ottawa City Directory, vol. 22, 1895, page 497.
33. J.L. Gourlay, op. cit., page 100.
34. C.C.J. Bond, Le pays de l'Outaouais, Ottawa, 1968, page 32.
35. C.C.J. Bond, Tracks into Ottawa: the Construction of Railways into Canada's Capital dans Ontario History, vol. 57, 1965, page 123.
36. Ibid, page 125.
37. C.C.J. Bond, Le pays de l'Outaouais, op. cit., page 34.
38. APM, Bulletin trimestriel, numéro 13, le 16 octobre 1890.

IV
LA VIE POLITIQUE

1. La scène municipale
2. La scène provinciale
3. La scène fédérale

CHAPITRE IV

La vie politique

Trop longtemps, la politique a constitué la seule source des historiens. Ces derniers n'étudiaient que les faits et gestes des hommes politiques pour écrire leur histoire "officielle" d'un pays ou d'une région. Dans un réflexe de rejet du passé, les historiens ont par la suite tenter de réduire au minimum l'importance de la vie politique en histoire. Aujourd'hui, il est possible de mettre l'histoire politique en perspective et d'en faire une partie intégrante d'une histoire qui se veut globale.

Il n'y a pas si longtemps, ce chapitre aurait constitué toute l'histoire de Vanier. Maintenant, il représente une partie importante mais non pas exclusive d'un tout composé de plusieurs éléments.

Ce chapitre portera sur la vie politique de Vanier à tous les niveaux. Il sera d'abord question de la politique sur la scène municipale, et ensuite sur les scènes provinciale et fédérale.

1. La scène municipale

a) La politique municipale:

i) L'origine d'Eastview

Ce n'est qu'en 1908 qu'apparaît pour la première fois le nom d'Eastview. Le 11 décembre 1908 le conseil municipal du comté de Carleton vote en effet l'incorporation du nouveau village d'Eastview! Celui-ci inclut les villages de Janeville, de Clandeboye

et la partie de Clarkstown située au sud de la rue Beechwood. De fait, les limites d'Eastview seront les mêmes que celles de Vanier, qui naîtra 50 ans plus tard.

L'arrêté municipal 533 du comté de Carleton, qui voit à l'incorporation d'Eastview, ne fait cependant pas l'affaire de tous. En effet, dès le 26 décembre 1908, le journal Le Temps d'Ottawa relate qu'une centaine de citoyens de Janeville s'opposent à la légalité du règlement 533. Leur action s'avère néanmoins vaine et le village d'Eastview naît officiellement au début de l'année 1909.

Le 5 janvier 1909 Le Temps annonce l'élection du premier conseil municipal d'Eastview. C'est M. W.R. Cummings qui est élu préfet,¹ "par une majorité de 15 voix sur M. Camille Gladu".² Les premiers conseillers sont MM. Isidore Champagne, T.F. Elmitt, J.H. White et F. Robert. Le 15 février les fonctionnaires du nouveau village sont nommés: "Greffier: R. Washington, à un traitement de 40,00\$ par année; percepteur des taxes: Joseph Emond, 30,00\$; trésorier; A. Hellard, 10,00\$; auditeurs: Pierre Marier et N.J. Squires."³

Le nom d'Eastview aurait été choisi par le greffier Henry R. Washington et le préfet Cummings, malgré l'opposition du conseiller J.H. White: "When they were choosing a new name for Janeville, H.R. Washington and W.R. Cummings wanted it to be Eastview, but I wanted it called Riverside. I went to a great deal of trouble to find out that there was no other place by that name at that time."⁴ Les efforts de M. White sont inutiles et le village prend le nom d'Eastview, pour signifier que de son emplacement, on voit l'est de la ville d'Ottawa. L'historien bien connu Séraphin Marion n'était guère enthousiasmé par le choix de ce nom:

En 1909, le nom d'Eastview fut choisi pour désigner une ville encore au berceau. L'originalité, il faut bien en convenir, ne devait pas être la qualité maîtresse de ceux qui ont opté pour ce choix. Eastview: mot incolore, inodore, sans suc, sans sève et quasi anonyme...⁵

En 1909, le conseil d'Eastview adopte l'arrêté municipal 19, qui dote le village des armes, qui sont encore celles de Vanier:

Surmounting the crest of the coat of arms are three maple leaves conjoined on a log. Then comes the rising sun, rising from the east from Hawkesbury, with below the green fields which surround Eastview.

In the lower left hand quadrant of the crest is shown a house indicating the progress Eastview has made concerning family houses.

In the lower right hand quadrant are shown a hammer, symbolic of the work of Eastview residents and a pen typifying education in the municipality.⁶

La devise, inscrite au bas du blason, est "Labore et honore", c'est-à-dire, Le travail et l'honneur.

Le conseil ne s'occupe pas uniquement de protocole. Il s'ingère rapidement dans toutes les sphères d'activité du village. Ainsi, le 9 avril 1909, le conseil approuve le règlement municipal 14 régissant les tables de billards. Selon ce nouveau règlement, toute personne recevant de l'argent de la location d'une ou de plusieurs tables de billard devra obtenir un permis au coût de 5,00\$ par année, pour chacune des tables. De plus, les salles de billard devront être fermées toute la journée du dimanche et les jours de semaines entre 11 heures et 18 heures. Si le propriétaire d'une table de billard refuse de se soumettre au règlement, il est possible d'une amende de 25,00\$.⁷

Le 5 mai 1909, le conseil définit les tâches des employés municipaux, et plus particulièrement celles du gardien de la

fourrière municipale. Ce dernier doit attraper les animaux errants dans le village pour les garder à la fourrière. Le propriétaire qui laisse vagabonder ses animaux devra payer une amende fixée à l'avance:

- pour un étalon de plus de 2 ans	10,00\$
- pour tout autre cheval ou jument de plus de 2 ans	5,00\$
- pour un poulain ou pour une pouliche de moins de 2 ans	2,00\$
- pour un boeuf	10,00\$
- pour une vache ou tout autre animal à cornes	2,00\$
- pour un cochon	1,00\$
- pour un mouton	1,00\$ ⁸

Nulle part est-il question de chat ou de chien!

Le 11 août 1909, le conseil adopte un règlement très important, sur un sujet délicat: la moralité publique. En voici quelques extraits: .

A By-law to Enforce Public Morals

Whereas it has been deemed expedient by the Corporation of the Village of Eastview, to prevent the posting of indecent placards, writing of pictures or the posting of indecent words or the making of indecent pictures or drawings on walls or fences in streets or public places, to prevent vice, drunkenness (sic), profane swearing, obscene, blasphemous or grossly insulting language and other immorality or indecency - to suppress disorderly houses and houses of illfame - to suppress gambling houses and for seizing and destroying faro-banks rouge et noir roulette tables and other devices for gambling found therein - to prevent horseracing - to restrain and punish, vagrants, mendicants and persons found drunk and disorderly in any streets, high-way or public place - to prevent indecent public exposure of the person and other indecent exhibitions.

Therefore the Council of the Corporation of the Village of Eastview enacts and ordains as follows:

Any person or persons guilty of any of the above misdeveacous (sic) shall upon conviction thereof ... pay, at the discretion of the Magistrate Justice or Justices convicting, a penalty not exceeding the sum of \$25.00 and not less than \$2.00 ... and in default of payment thereof ... it shall be lawful ... to levy the said penalty ... by the sale of the offender goods and chattles and in the case of no sufficient (amount) being found to satisfy the said penalty, it shall be lawful ... to convict the offender or offenders to the Commission Gaol of the County of Carleton, with or without hard labour for any time ... not exceeding six months unless the said penalty be sooner paid.⁹

On ne rigolait pas avec la moralité en 1909 à Eastview!

Le conseil municipal s'occupe également de faire des améliorations d'ordre pratique au village. En 1910, on conclut une entente avec la Ottawa Electric Company pour l'éclairage des rues et des places publiques d'Eastview. Cette entente, d'une durée de cinq ans,¹⁰ entre en vigueur le 1^{er} avril 1910. Deux ans plus tard, le conseil vote les arrêtés municipaux 10 et 11 visant la construction des premiers trottoirs en ciment, qui viennent remplacer les vieux trottoirs de bois. Le règlement 10 amène la construction d'un trottoir du côté nord du chemin de Montréal, alors que le règlement 11 concerne le côté sud de la même route. C'est l'ingénieur Franck Patterson qui verra à la construction "of a granolithic sidewalk from a point at the easterly end of Cummings Bridge to the easterly boundary of the village of Eastview."¹¹

ii) De village à la ville

La population d'Eastview augmente peu à peu. En juin 1909, le journal Le Temps rapporte en effet que:

D'après les dernières statistiques, Eastview, anciennement Janeville et Clarkstown,

possède aujourd'hui une population de 2,050 âmes, 592 votants avec droit à deux représentants au conseil de comté de Carleton. L'évaluation foncière (sic) est de 413,247,00\$.¹²

En 1911, la population atteint 3,169 habitants,¹³ soit une augmentation d'un peu plus de 50% en moins de deux ans!

Ce taux de croissance rapide permet au village d'Eastview d'accéder au statut officiel de ville le 20 décembre 1912, et, par conséquent de choisir son premier maire. C'est Camille Gladu, jadis défait par Willaim R. Cummings en 1909 pour le poste de préfet, qui est élu.¹⁴ Le premier conseil de la ville d'Eastview se compose également de:

H. Hellard	-	préfèt
A. Brownlee	-	sous-préfet ¹⁵
H. Jolicoeur	-	conseiller
N. Gamman	-	conseiller
R. Wilson	-	conseiller
A. Goneau	-	conseiller
G. Champagne	-	conseiller
G.H.A. Collins	-	conseiller ¹⁶

Le maire Gladu est réélu en 1914 et 1915, puis à nouveau à titre de remplaçant de J.H. White en 1920¹⁷ et 1921. C'est lui qui établit les lignes de conduite et la procédure à suivre pour les réunions du conseil de ville, "tous les maires qui se sont succédé à la tête de la municipalité ont tenu à conserver certaines coutumes établies par M. Camille Gladu, qui a présidé la première réunion du Conseil de ville d'Eastview...

C'est pourquoi aujourd'hui encore, il est agréable de constater que toutes les réunions du Conseil commencent et se terminent par la récitation du 'Notre Père'.¹⁸

Le premier arrêté municipal voté par le nouveau conseil de ville établit la rémunération du maire, poste inexistant avant 1913. Il est alors déterminé que le maire recevra un salaire de

200,00\$ par année pour ses services. Cette redevance lui sera versée en entier à tous les 16 décembre.¹⁹

Le conseil se penche également sur d'autres préoccupations sérieuses. Le 5 novembre 1913, on approuve l'arrêté municipal 23 pour réduire les limites de vitesse dans la ville. À l'avenir, il sera interdit de mener son cheval au galop ou de faire des courses de vitesse à l'intérieur des limites d'Eastview. Toute personne trouvée coupable de conduire son cheval à plus de 6 milles à l'heure, vitesse jugée "immoderate and dangerous",²⁰ sera passible d'une amende variant entre 10,00\$ et 50,00\$.

En 1917, sous le règne du maire J.H. White, on vote le règlement 258, visant à numéroté les maisons d'Eastview. Jusqu'alors, on s'y retrouvait tant bien que mal dans les rues de la ville. Les annuaires de l'époque se contentaient de préciser si un individu quelconque habitait du côté nord ou sud, est ou ouest d'une rue, sans pouvoir toutefois apporter plus de précisions. Le recours à l'emploi d'adresses facilite la livraison des marchandises et les communications.

L'entente conclue en 1919, entre la ville d'Eastview et la ville d'Ottawa, concernant les conduites d'eau réjouit une grande partie de la population d'Eastview. Cette entente, ratifiée le 4 juin par l'arrêté municipal 319, prévoit l'installation de tuyaux pour la conduite des eaux à partir du service d'eau de la ville d'Ottawa. L'aqueduc desservira les résidents du chemin de Montréal à partir du pont Cummings jusqu'au chemin de Marier et de là jusqu'à la rue Beechwood, pour réintégrer le système d'eau de la ville d'Ottawa.

Ces améliorations locales encouragent la venue de nouveaux habitants à Eastview. Des 3,169 personnes recensées en 1911, on en compte 5,324 en 1921,²¹ soit une augmentation de 2,155 âmes. De petit village de campagne, on passe graduellement à un centre urbain de taille respectable.

iii) La dépression et les années trente

Lorsque survient le krach de 1929, qui sonne le début de la grande dépression, Eastview compte près de 6,000 habitants. La plupart d'entre eux sont de petits commerçants ou de simples ouvriers qui trouvent de l'emploi dans la ville voisine d'Ottawa. Or, lorsque la dépression atteint la région, plusieurs des gens d'Eastview se retrouvent sans emploi car les employeurs d'Ottawa leur préfèrent des gens de leur ville. Le taux de chômage de la ville d'Eastview atteint des niveaux records, le nombre de nécessiteux croît sans cesse et les revenus municipaux ne suffisent pas à répondre aux demandes de secours de plus en plus nombreuses. La ville est au bord de la faillite.

Le conseil municipal fait alors appel au gouvernement provincial. À Toronto, on accepte de voter un décret spécial pour permettre à la ville d'emprunter 75,000\$ pour payer ses dettes. Le conseil adopte alors le règlement 636 lui permettant de faire l'emprunt.²²

Cet emprunt ne fait que prolonger l'agonie des finances municipales. En 1932, près du tiers de la population reçoit une allocation de bien-être social, communément appelée par son nom anglais "le relief", les instituteurs et les institutrices n'ont pas été payés depuis 9 mois, la compagnie électrique Ottawa Light Heat and Power coupe l'électricité dans les rues d'Eastview pendant 2 nuits pour comptes non-payés et finalement, la ville d'Ottawa menace d'interrompre le service d'eau devant la lenteur d'Eastview à s'acquitter de ses dettes.

Devant cette situation alarmante, un groupe de citoyens tente de convaincre un homme d'affaires du nom de Donat Grandmaître à se présenter à la mairie d'Eastview. Celui-ci finit par accepter et devient, en 1933, le huitième maire de la ville. La solution aux problèmes financiers qu'il préconise est simple: "Tous doivent payer leurs impôts fonciers." Depuis le début de la

PHOTO 6



Photo aérienne de Vanier c. 1930. On voit, au centre, l'église Notre-Dame-de-Lourdes, le couvent des Filles de la Sagesse. Le cimetière Notre-Dame est à gauche, alors qu'à droite on aperçoit quelques maisons sises sur le chemin de Montréal et la rue Overton, aujourd'hui la rue Montfort. (photo APM)

crise économique en effet, maintes familles refusaient de payer leurs redevances à la municipalité. Celle-ci voyait donc ses revenus diminuer à une époque où les demandes d'aide financière augmentaient en flèche.

Une fois élu, Donat Grandmaître charge J.-A. Casault de la perception des impôts. Celui-ci entreprend son travail très sérieusement. On lui prête d'ailleurs cette devise: "In God we trust, all others pay cash." M. Casault réussit à faire payer de nombreux contribuables récalcitrants mais, le chômage augmentant sans cesse, la situation financière de la ville continue de se détériorer. Le conseil municipal prend donc la décision de demander au gouvernement provincial d'intervenir afin d'éviter la banqueroute. Au début mai 1935, la ville d'Eastview est mise sous tutelle provinciale. Elle se voit donc protéger contre ses créanciers mais elle doit néanmoins faire approuver toutes ses dépenses par un administrateur provincial.

La mise en tutelle de la ville et la mise sur pied d'un système plus efficace de perception des impôts ne contribuent pas à augmenter la popularité de Donat Grandmaître et de J.-A. Casault. Aux élections suivantes, le maire Grandmaître est donc défait par le préfet Jean-Baptiste Charette. Celui-ci préconise une approche différente aux problèmes de la ville.

Sachant rallier le vote des sans-emploi et des assistés sociaux,²³ J.-B. Charette se fait élire en promettant de baisser le salaire des employés municipaux, diminuant ainsi les dépenses de la ville qui ne vont pas directement aux chômeurs. De plus, M. Charette promet la destitution de M. J.-A. Casault (voir l'extrait du journal Le Droit qui suit).

Dès la première réunion du nouveau conseil de ville, le sous-préfet, "Thomas - E. Léonard, secondé par le conseiller Léo Cantin, propose la motion suivante: "qu'avis soit donné à tous les employés de la municipalité, à l'exception des membres du

PHOTO 7



M. J.-A. Casault, percepteur d'impôts et trésorier de la ville d'Eastview de 1933 à 1951. (photo gracieuseté de Mlle Irène Grandmaître.)

service de la police et celui des incendies, qu'ils seront remerciés de leurs services dans un mois et que des demandes pourront être faites d'ici là pour les emplois qu'ils occupent."²⁴

En procédant de cette façon, le conseil se propose de réengager les mêmes employés ou de nouveaux-venus à salaire réduit.²⁵

Cette décision du conseil frappe six fonctionnaires. Ce sont MM. Roméo Bégin, greffier de la ville depuis plusieurs années, J.-A. Casault percepteur d'impôts, Emile Martel, directeur de l'assistance publique, et ses deux aides, Victor Joly et Albert Bérard, et Théophile St-Amour, contremaître des travaux publics.²⁶

La motion Léonard, en plus de vouloir faire économiser près de 3,000\$ à la municipalité, vise plus particulièrement le percepteur d'impôts, J.-A. Casault. Par son efficacité à s'acquitter de ses tâches, ce dernier s'est attiré les foudres de ses concitoyens. Le conseil propose donc de le remplacer par M. Charles Collard, d'Ottawa.

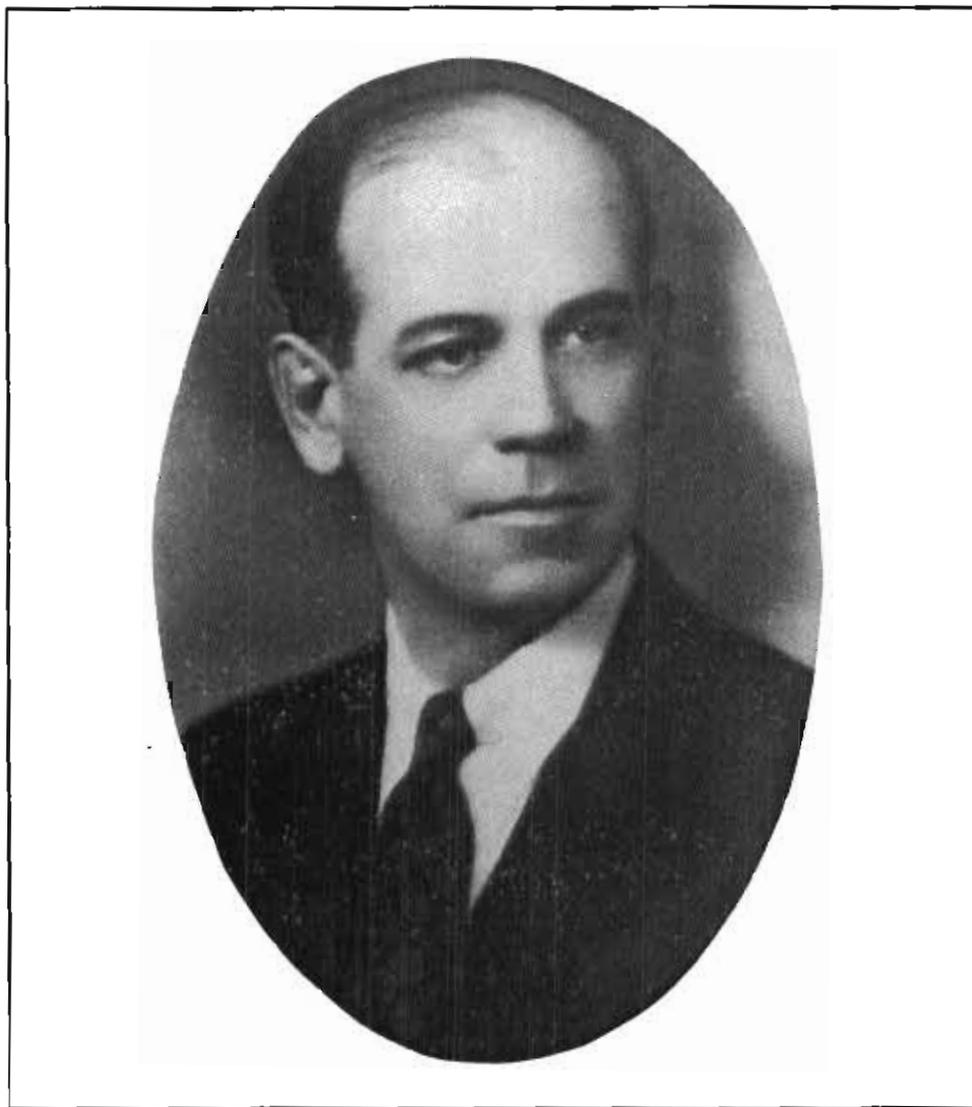
La décision du conseil n'aurait pas créé un grand remous, n'eut été de la présence de M. Roméo Bégin. Ce dernier, greffier de la ville depuis longtemps, connaît la loi municipale et soutient que la municipalité n'a pas le droit de prendre une telle décision étant donné les prescriptions de la tutelle provinciale. Rappelons en effet que, selon les dispositions de la tutelle, toute mesure financière doit être approuvée par Toronto. Or, le conseil a passé outre à cette recommandation et M. Bégin le sait très bien.

Bien servi par sa connaissance de la loi municipale ontarienne, Roméo Bégin décide donc de contester la légalité du geste du conseil d'Eastview auprès de M. W.H. Moore, président de la commission municipale de l'Ontario. Ce dernier demande sur le champ au maire Charette de venir discuter de la situation avec lui à Toronto. Le maire se prête à cette demande mais, de retour à Eastview le 7 janvier 1936, il annonce sa ferme intention d'aller de l'avant avec sa décision, malgré l'opposition du département des affaires municipales et de M. Moore. Le maire Charette annonce également que les demandes d'emploi pour les postes vacants seront acceptées à la réunion du conseil le lendemain soir.²⁷

À la suite de cette déclaration, W.H. Moore, furieux, saute sur le premier train en partance pour Ottawa. Il arrive dans l'après-midi précédant la réunion du conseil. Il en profite alors pour s'entretenir longuement avec le maire et plusieurs de ses collègues.

La nouvelle de l'arrivée de M. Moore se répand comme une traînée de poudre à travers la ville. Bientôt, près de 300 personnes se dirigent vers l'hôtel de ville pour assister à la réunion du soir, où l'on s'attend à un débat orageux. Les quelque cent curieux qui réussissent à s'entasser à l'intérieur de la salle du conseil sont cependant déçus. En effet, grâce à l'intervention de M. Moore, le conseil évite de discuter des congédiements.

PHOTO 8



M. Roméo Bégin, greffier municipal durant de nombreuses années et notamment pendant "l'affaire Charette", a également été élu député de Russell à l'Assemblée législative de l'Ontario de 1937 à 1948. (photo APO)

À la fin de la réunion cependant, M. Moore demande à adresser la parole aux membres du conseil en entier. À la grande déception des curieux, seuls les journalistes sont admis à cette rencontre. Voici donc le compte-rendu du débat qui suivit, tel que rapporté par un reporter du journal Le Droit:

... Au cours de cette conférence, ... il apparut clairement que le conseil n'avait pas adopté la motion de M. Léonard ... seulement par mesure d'économie, mais autant et peut-être plus pour remplir certaine promesse électorale.

En réponse à M. Léo Cantin qui lui demandait quelle était exactement l'autorité du conseil d'Eastview sur les employés de la municipalité, M. Moore répondit que, ... Aucun fonctionnaire ne peut être destitué sans raisons très graves, ... et c'est au ministère des affaires municipales de décider si une destitution doit être faite dans une municipalité dont l'administration est tombée sous la surveillance du gouvernement provincial ...

Le conseiller Léo Cantin souleva dès le début le cas de M. J.A. Casault, que M. Charette voulait remplacer au poste de percepteur des impôts par M. Charles Collard.

- Plusieurs personnes se sont plaintes à moi de M. Casault dit M. Cantin. Elles affirment que depuis qu'il occupe son emploi, il s'est toujours montré discourtois avec les contribuables de la municipalité.

- Avez-vous questionné là-dessus M. Casault, demanda M. Moore, afin qu'il vous donne lui aussi sa version?

- Non. Je suppose que j'aurais dû le faire. Mais plusieurs autres membres du conseil ont aussi reçu des plaintes au sujet de la façon d'agir de M. Casault.

- J'habite Eastview depuis 30 ans, dit le conseiller Lavergne, et je n'ai jamais vu la population désirer le renvoi d'un percepteur d'impôts comme ils désirent actuellement le renvoi de M. Casault. Ils veulent qu'il s'en aille parce qu'il les a tous insultés.

- Vous faites des affirmations générales, répliqua M. Moore, je veux des cas particuliers.

- Nous avons été élus parce que nous avons promis la destitution de M. Casault, répondit M. Lavergne, et le peuple veut que M. Casault s'en aille.

- Je vous le dis une fois pour toutes, dit alors M. Moore, M. Casault conserve son emploi. Je n'entends pas qu'on fasse des destitutions pour des raisons politiques. Un tel aveu fait par un membre du conseil est pour le moins inattendu et je m'étonne que vous admettiez une telle chose ici ...

Le conseiller Cantin crut bon alors de placer la discussion sur un autre terrain et rappela que les destitutions avaient été adoptées par le conseil par mesure d'économie ...

- Quelquefois, observa M. Moore, en voulant économiser de l'argent on en dépense davantage.

- Cela veut-il dire que, dans ce temps de dépression, Eastview doit payer à son percepteur d'impôts et à son greffier-trésorier des salaires plus élevés qu'elle ne peut le faire?

- M. Cantin, dit M. Moore, si votre percepteur des impôts fait son devoir et s'il vous apporte de l'argent, il est certainement meilleur pour vous de lui payer un salaire convenable. Il est préférable de payer convenablement un homme qui perçoit des impôts que de laisser les impôts non perçus et de voir s'accumuler les intérêts à payer aux banques. Je ne crois pas que ce soit sage de destituer des employés avant de leur donner une chance de corriger leurs erreurs.

- Je crois à votre sincérité comme inspecteur du gouvernement, répondit à cela M. Cantin, mais je suis convaincu qu'une autorité supérieure approuverait notre essai d'économie.

- Si vous portez l'affaire devant les tribunaux, vous risquez de devenir ridicules. Je vous ai déjà dit que la question des salaires

nous l'étudierions sérieusement quand vous soumettrez votre budget de 1936 ...

Le maire, qui ne s'était à peu près pas mêlé à la discussion depuis le début de la conférence, se décida enfin à poser quelques questions.

- J'aimerais savoir quelle est exactement notre autorité, dit-il ...

M. Moore répliqua posément: Je crois qu'il est du devoir de chacun des membres de ce conseil de se procurer un exemplaire de la loi des affaires municipales et de la (sic) lire attentivement. Pour ce qui est des destitutions que vous désirez faire, je ne vous ai demandé qu'une chose: présentez-moi des raisons sérieuses et valables. Ce que vous n'avez pas encore fait ... Pour ce qui est de M. Casault, je crois vous avoir déjà dit quatre fois qu'il ne serait pas destitué. Oui, je vous le dis, bien que vous ayez désigné M. Charles Collard pour lui succéder. Collard n'a aucune autorité officielle dans la municipalité. Il n'est rien dans la municipalité ...

M. Collard que M. Charette avait désigné le 2 janvier pour succéder à M. J.-A. Casault au poste de percepteur des impôts de la municipalité, a envoyé une lettre au conseil pour demander qu'il lui soit payé 25,00\$ pour le travail qu'il est censé avoir fait depuis le 2 janvier jusqu'au huit. M. Charette présenta cette lettre à M. Moore à la fin de la conférence. M. Moore jeta un coup d'oeil sur la lettre et répondit brusquement: "Rien à faire! Cet homme n'a jamais légalement été employé par le conseil."

- Je crois au contraire, dit M. Charette, qu'il a droit à être payé parce qu'il a été temporairement engagé par le conseil.

- M. le maire, dit M. Moore, je crois que vous désirez ma confiance. Si je ne me trompe pas, n'essayez plus jamais de me faire marcher avec de pareilles histoires! Je n'ai jamais vu de toute ma vie une pareille comédie! ...²⁸

La réunion se termine au moment où M. Charette annonce sa décision de mener l'affaire plus loin.

Le maire Charette décide alors de faire circuler une pétition à travers la ville pour appuyer la position du conseil. Malgré la signature de près de la moitié des citoyens, la décision finale est imposée par Toronto. Les fonctionnaires municipaux reprennent donc leur emploi et continuent de recevoir leur salaire habituel.

Cette mésaventure, qui relève presque du burlesque, obscurcit la carrière politique de Jean-Baptiste Charette. Il sera, par conséquent, défait aux élections suivantes par son adversaire, M. Donat Grandmaître.

iv) L'administration Grandmaître (1937-1948)

Le maire Grandmaître reprend les rênes du pouvoir en 1937.²⁹ Lorsqu'il se retirera en 1948, Donat Grandmaître aura été maire d'Eastview pendant quinze années, soit plus longtemps que n'importe quel autre maire de l'histoire d'Eastview. Cette longue carrière mérite que l'on s'y attarde un peu.

Donat Grandmaître est né en 1891. Son père, Pierre, est alors jardinier et marchand de bois de chauffage. La terre paternelle sur laquelle Donat grandit se situe environ à l'emplacement de l'actuel cimetière Notre-Dame, d'Ottawa.

Jeune adulte, celui-ci achète une porcherie près de la rue Oxford (la rue Côté d'aujourd'hui). Vers 1925, il se lance dans une entreprise qui allait constituer le pilier de son succès commercial, la vente de sable. Il exploite d'abord une carrière sur un terrain qui sera plus tard vendu aux Pères Blancs d'Afrique; puis une deuxième aux alentours du lac McKay à Rockliffe. Les entreprises Donat Grandmaître exploitent ensuite des carrières de sables situées successivement sur Duck Island dans la rivière des Outaouais; près du chemin de la Montagne à Hull et finalement en 1955 aux îles Petrie, situées sur la rivière des Outaouais, à

l'est d'Orléans. Ces dernières exploitations extraient toujours du sable de la rivière des Outaouais en 1983.

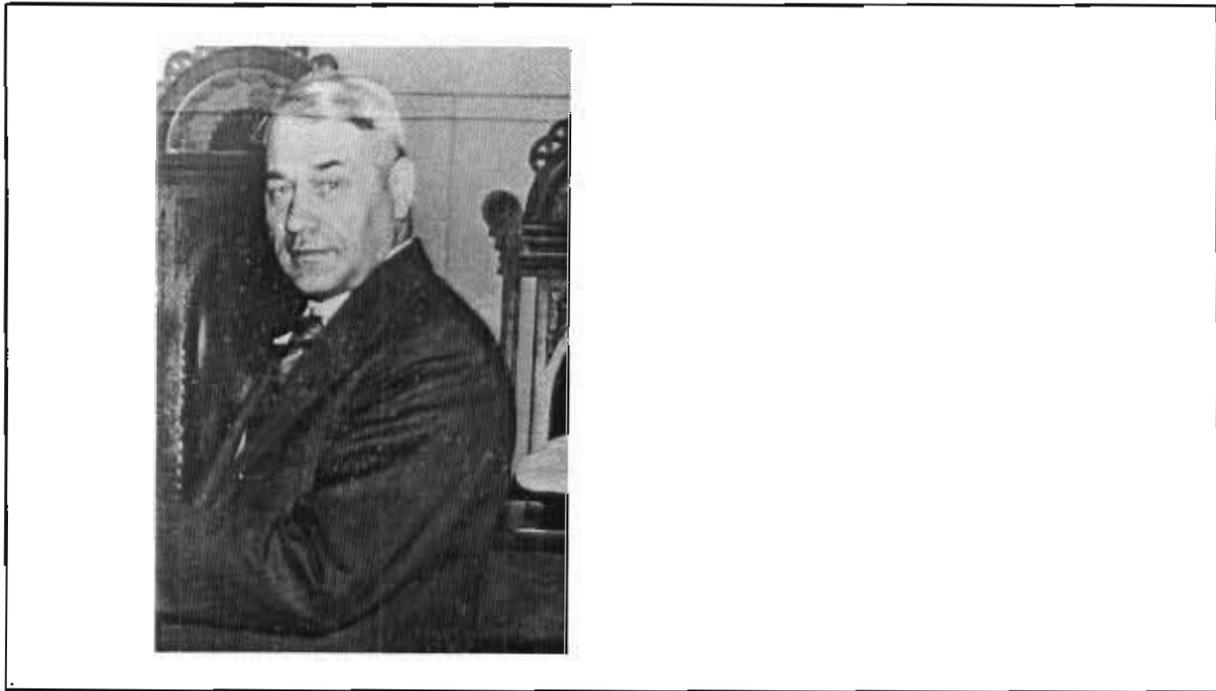
Avec les années, les entreprises Donat Grandmaître se diversifient. En 1946, on assiste à l'ouverture d'une station service Esso, située au coin nord-est de l'intersection de la promenade Vanier et du chemin de Montréal d'aujourd'hui. Puis, un peu plus tard, aux débuts des années '50, M. Grandmaître établit un commerce d'huile à chauffage qui existe encore en 1983.³⁰

En plus d'avoir réussi en affaires, Donat Grandmaître s'est très bien acquitté de ses devoirs de maire d'Eastview. Sa principale réalisation reste l'assainissement des finances de la ville. Grâce à ses efforts, conjugués à ceux du percepteur d'impôts J.-A. Casault, la dette d'Eastview passe de 876,700\$ en 1932 à 381,000\$ en 1946.³¹

L'administration Grandmaître s'occupe également du développement de la ville. De 1932 à 1946, elle consacre "une somme d'au-delà de 40,000.00\$ pour la construction de rues, d'égouts et de service d'eau."³² En 1940, le conseil de ville adopte un règlement pour la protection de la propriété, qui établit des règles générales de construction: "chaque construction qui s'élève à Eastview aujourd'hui doit être bâtie selon les exigences d'une construction confortable, bien bâtie et moderne."³³ Ces prescriptions, aussi vagues soient-elles, sont les premières, dans l'histoire de la ville, à régir la construction!

C'est sous l'administration Grandmaître que prend forme le projet domiciliaire de Kingsview Park, près de la rivière Rideau. Le 18 décembre 1943, la Clairson Construction Company annonce la vente de 30 maisons qu'elle est à construire sur les rues Wayling, Greenway et Jean. Il s'agit de maisons à 1 ou 1½ étage, vendues au prix de 4,700\$ et 5,500\$ respectivement. Après un déboursé initial de 20% du coût d'achat, les paiements mensuels pour ces maisons se chiffrent à 20,00\$ ou 31,40\$ selon le modèle

PHOTO 9



M. Donat Grandmaître, homme d'affaires et maire d'Eastview de 1933 à 1936 et de 1937 à 1948. (photo gracieuseté de Mlle Irène Grandmaître.)

choisi! Entre autres avantages, les architectes de la compagnie Clairson ont vu à la construction de carrés à charbon dans les sous-sols!³⁴

Afin d'encourager d'autres entrepreneurs à ériger de nouveaux bâtiments à Eastview, la municipalité vend à bas prix un certain nombre de terrains qu'elle possède: "On peut les obtenir à prix exceptionnellement bas, pourvu que l'acheteur consente à construire. Sur presque tous les terrains offerts en vente par la ville d'Eastview on a installé un service d'aqueduc, un système d'égout. Les trottoirs sont en construction solide (sic)."³⁵

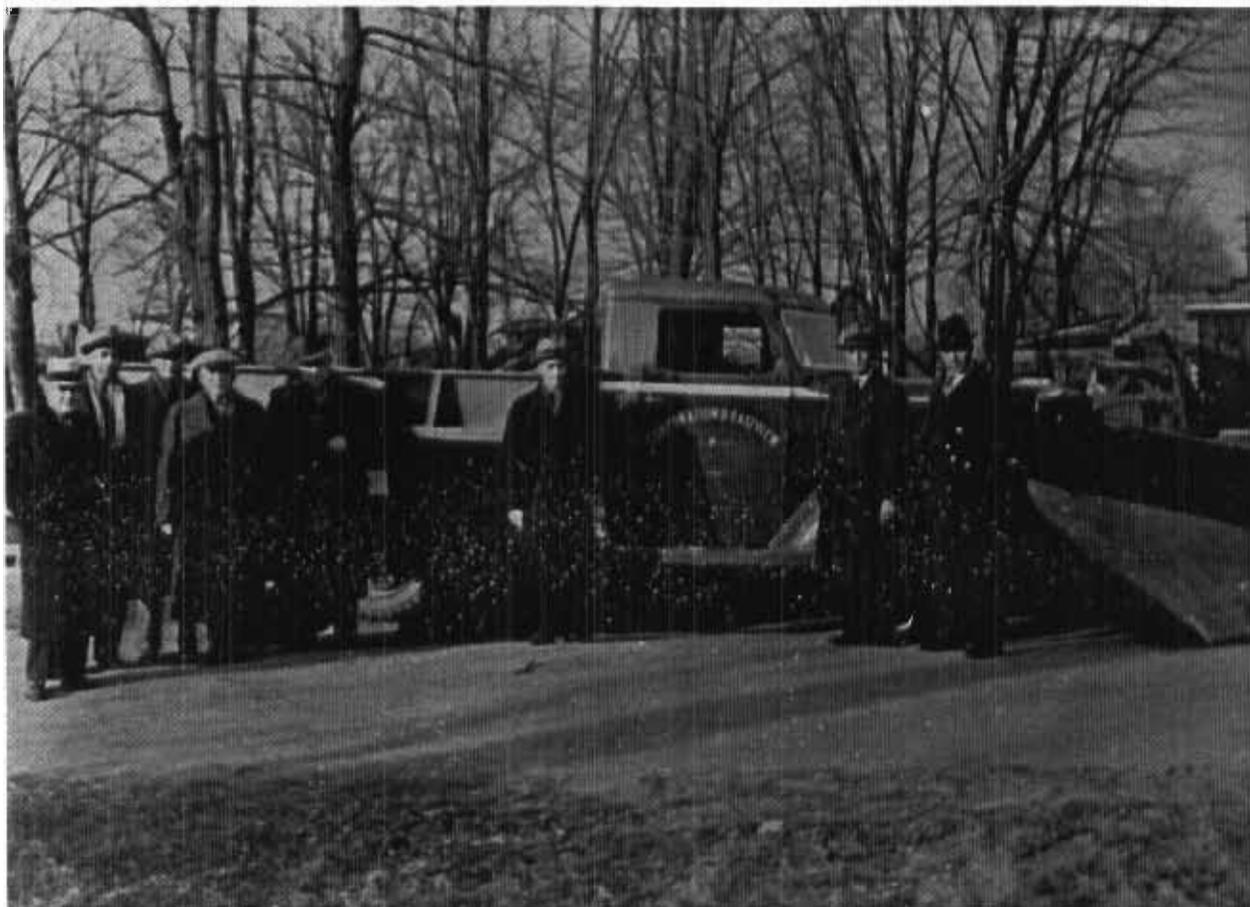
Grâce à ces mesures prises pour développer la ville, le maire Grandmaître peut clamer avec satisfaction qu'en "1946, nous avons émis au delà (sic) de 300 permis de construction, pour valeur (sic) totale de plus d'un million piastres (sic)."36

Pendant ses divers mandats, l'administration Grandmaître veille également à l'instauration de nouveaux services municipaux. C'est à cette époque que l'on commence à déblayer les rues après les chutes de neige³⁷ et que le service des éboueurs est inauguré. On voit également à instaurer un service d'infirmières dans les écoles.³⁸

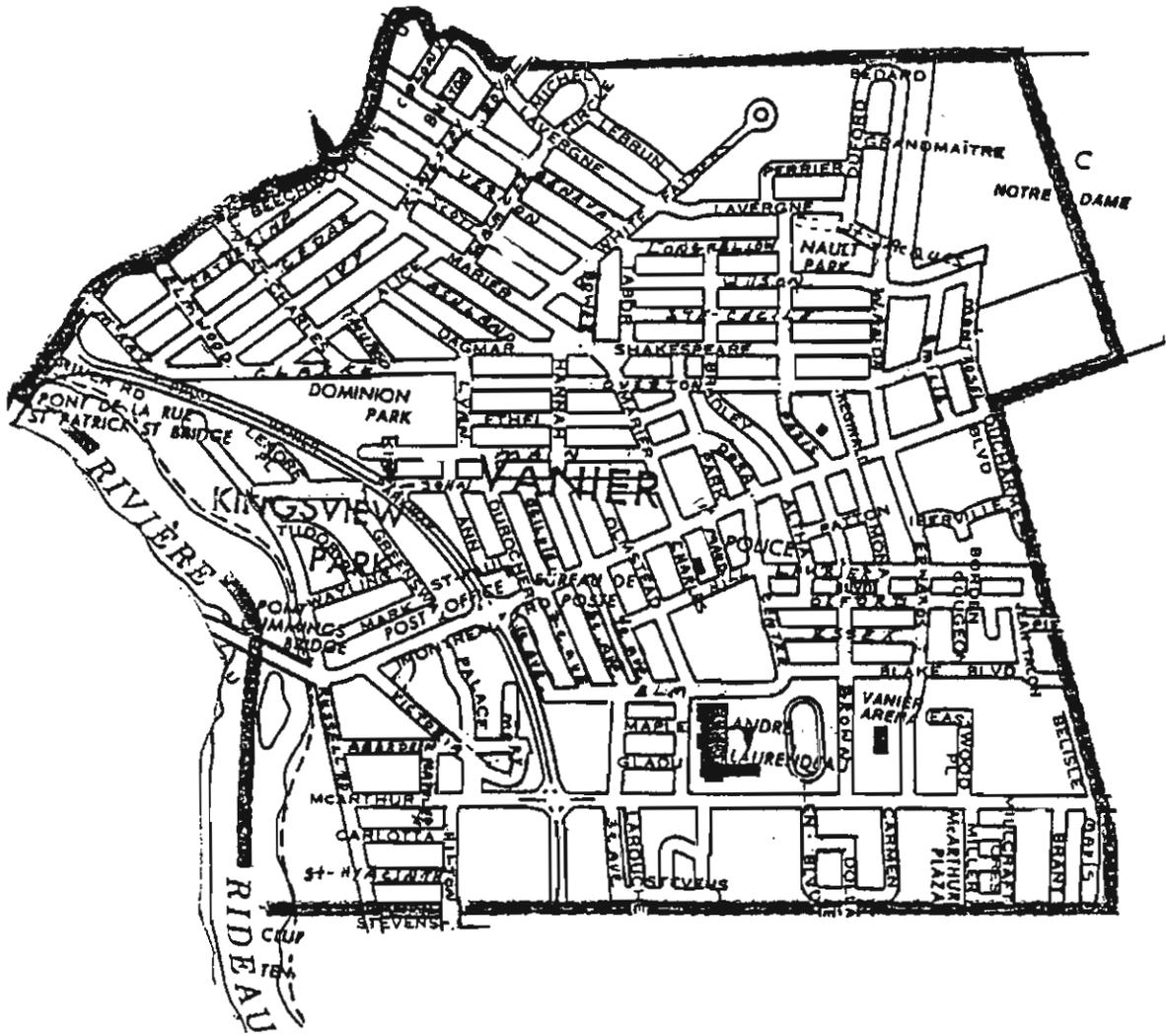
Enfin, en 1947-48, lors de son dernier mandat, Donat Grandmaître, avec l'appui du Père Ducharme de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes et de l'Association St-Jean-Baptiste de la même paroisse, fait passer, le 5 novembre 1947, l'arrêté municipal 765, pour changer le nom de plusieurs rues dans la ville (voir cartes 19 et 20). La raison officielle invoquée auprès du conseil de comté est celle du dédoublement des noms de rues à Eastview et à Ottawa: "The names of these certain streets ... have created confusion, and do create confusion, by reason of streets bearing the same, or similar, names in the City of Ottawa."³⁹ Cependant, la raison officieuse est tout autre. C'est en effet pour donner à Eastview un caractère plus francophone que le Père Ducharme et la Société St-Jean-Baptiste se dévouent pour cette cause. Il était difficilement acceptable pour eux, comme pour plusieurs autres résidents d'Eastview, qu'une ville à majorité française ait presque exclusivement des noms de rue anglais. La prochaine étape de cette francisation devra attendre encore vingt ans; cette fois ce sera la ville qui changera de nom!

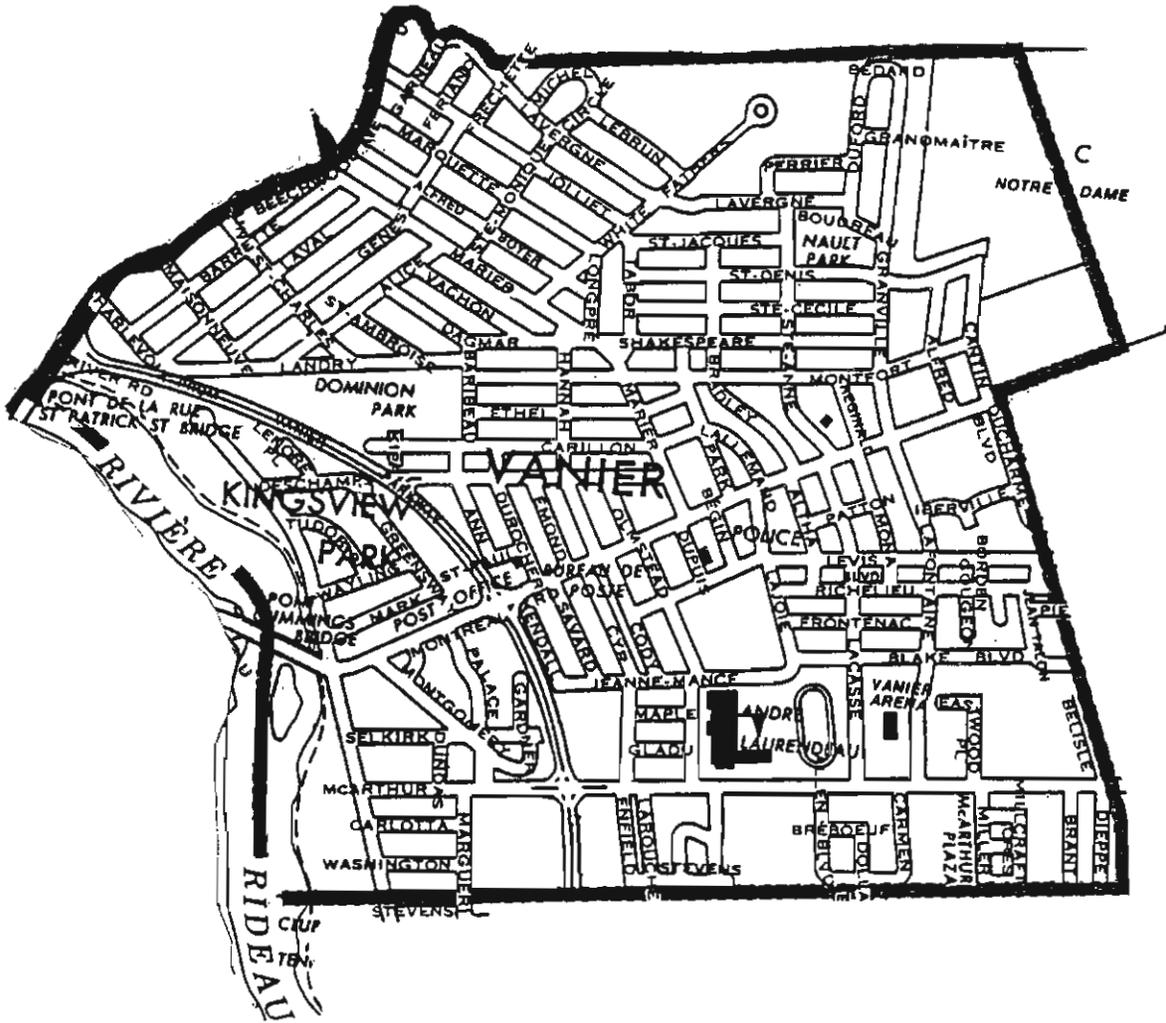
C'est le 5 avril 1948 que le changement entre en vigueur, ce qui n'est pas sans causer une certaine confusion parmi les gens de la ville. Les nouveaux noms de rue sont affichés, sur les maisons situées aux intersections des rues, au moyen de plaques de bois⁴⁰ fabriquées par les scouts de Notre-Dame-de-Lourdes.

PHOTO 10



La première "charrue" à neige de la ville d'Eastview, c. 1940.
(Photo gracieuseté de Mlle Irène Grandmaître.)





Changement des noms de rue d'Eastview, tel que défini par l'arrêté municipal 765, 1948:

<u>Ancien nom</u>	<u>Nouveau nom</u>
Victoria	Montgomery
Aberdeen	Selkirk
1 ^{ère} avenue	Kendall
2 ^e avenue	Savard
4 ^e avenue	Cody
Elm	Jeanne-Mance
Charles	Dupuis
Oxford	Richelieu
Main	Carillon
King	Kipp
Catherine	Barrette
McKay	Charlevoix
Elmwood	Maisonneuve
Geneva	Joliette
Bower	Longpré
Burton	Ferriand
Hill	Lévis
Laurier	Lévis
Scott	Ste-Cécile
Cécile	Ste-Cécile
Ivy	Genest
Kingsley	Genest
Mary	Gardner
Overton	Montford
Emilie	Alfred
Wilson	St-Denis
Longfellow	St-Jacques
Dora	Lallemand
Paris	Ste-Anne
Montrose	Cantin

Ancien nomNouveau nom

Cedar	Laval
Clarke	Landry
Vernon	Marquette
Royal	Fréchette
Colony	Garneau
Ashland	Vachon
Walmer	Ste-Monique
St-Hyacinth	Washington
Hilton	Marguerite
Napoléon	Dundas
Avenue	Mayfield
Maud	Bégin
Centre	Lajoie
Brown	Lacasse
Essex	Frontenac
Mavis	Dieppe
Ogilvie	Emond
Edwards	Lafontaine
Thurso	St-Ambroise

La plupart des nouveaux noms de rue sont tirés des manuels d'histoire du Canada. Ces noms français, approuvés par le conseil anglophone du comté de Carleton et le ministère des affaires municipales de l'Ontario, contiennent certaines erreurs, qui n'ont pas encore été rectifiées. On a ainsi écrit: rue Joliette pour l'explorateur Jolliet; les rues Bréboeuf et Lallemand pour les missionnaires Jean de Brébeuf et Jérôme Lallemand et la rue Feriand pour l'historien l'abbé Ferland!

Après 15 ans à la mairie d'Eastview, Donat Grandmaître se retire de la politique active, mais continue à jouer un rôle im-

portant dans la municipalité, notamment lors de la construction de l'Hôpital Montfort de 1950 à 1953. Aux élections de 1948, le conseiller Gordon Lavergne devient le 9^e maire de la ville d'Eastview.

v) L'administration Lavergne (1949-1960)

Gordon Lavergne fait son entrée sur la scène municipale en 1945 alors qu'il est élu conseiller du quartier trois. Après son élection à la succession de Donat Grandmaître en 1948, Gordon Lavergne sera réélu maire à tous les deux ans jusqu'en 1960.

À cette époque, le développement de la ville se poursuit à un rythme accéléré. La période de l'après-guerre est une période de prospérité un peu partout au Canada, et Eastview n'échappe pas à la règle. Le "boom" des naissances qui suit le retour des soldats canadiens sur leur terre natale secoue Eastview et entraîne une demande accrue pour de nouveaux logements. De nouveaux secteurs doivent donc être développés.

En mars '49, le contracteur Marius Vachon, propriétaire de la Capital Lumber Company, annonce la mise en chantier d'un complexe de 40 édifices à logements. Les 320 logis modernes, construits au coût de 2,700,000\$ seront prêts à la fin de l'année! La réclame publicitaire, pour ce que l'on qualifie du "plus bel appartement d'Ottawa", se fait dès le mois de septembre 1949 dans les journaux de la capitale. On vante alors les mérites d'"un des plus grands développements entrepris jusqu'ici dans l'Ontario", sur un terrain de "dix acres situées entre l'avenue Richelieu et le chemin McArthur,..."⁴¹

Construits à un moment où une crise du logement sévit dans la région d'Ottawa, ces logements sont rapidement loués. On peut alors louer un appartement de 1 ou de 2 chambres à coucher pour 70,00\$ ou 91,50\$ par mois!

PHOTO 11



Le complexe d'habitation Blakeview, érigé en 1950 par l'entrepreneur S.G. Blake, tel qu'on peut le voir en 1983.

Un autre entrepreneur d'Eastview profite de la pénurie de logements pour développer l'extrémité ouest de la rue ouverte par Marius Vachon et qui deviendra éventuellement le Boulevard Blake. Il s'agit de l'homme d'affaire S.G. Blake. Celui-ci annonce l'ouverture officielle du complexe domiciliaire Blakeview pour le 10 août 1950. Ces appartements de 1 ou 2 chambres à coucher sont disponibles à 65,00\$ et 86,00\$ par mois, respectivement. Et, contrairement à ce que l'on voit en 1983, on annonce fièrement que "les familles avec des enfants sont des locataires bienvenus."⁴²

La construction domiciliaire ouvre de nouveaux secteurs dans la ville et force la municipalité à entreprendre de grands travaux d'amélioration au réseau routier d'Eastview. En 1949, par exemple, on refait à neuf l'asphalte du chemin de Montréal, que l'on doit fermer pour quelques semaines. De même, on tarmacadamise la plupart des autres rues de la ville.

Devant le développement d'Eastview et l'accroissement de la population, la ville tente d'annexer une partie du canton de Gloucester au sud de la rue McArthur. Le 8 novembre 1949, le conseil municipal présente une requête d'annexion dudit territoire au gouvernement ontarien.⁴³ Or, la ville d'Ottawa reluque les mêmes terrains pour résoudre elle aussi un problème d'expansion. Croyant que la capitale fédérale est en meilleure mesure de répondre aux besoins des gens habitant le terrain en question la Commission municipale de l'Ontario refuse la demande d'Eastview et accorde la permission à Ottawa d'annexer le territoire convoité. Ainsi, en 1950, la ville d'Eastview se trouve complètement entourée par la ville d'Ottawa. Elle voit donc ses désirs d'expansion disparaître à tout jamais. C'est ce qui explique que la ville de Vanier possède encore en 1983, les mêmes limites que le village d'Eastview, né en 1908-09.

Pendant les années 1950-1951, le conseil municipal décide d'innover et de décorer le chemin de Montréal de parcomètres. On désire alors alléger la circulation en empêchant les automobilistes de laisser leur voiture garée au même endroit toute la journée. La force constabulaire est autorisée à distribuer des contraventions pour des effractions de stationnement. Cette innovation donne lieu à des échanges cocasses lors d'une réunion du conseil. Messieurs les conseillers Léo-D. Paquette et Lionel Gladu échangent alors leur point de vue à ce sujet:

M. Gladu avait ouvert la discussion en demandant à la Sûreté locale d'être plus généreuse dans la distribution de billets roses aux automobilistes qui n'observent pas les lois.

Des richards de l'extérieur viennent ici en Buick et en Cadillac, déclara M. Galdu, et ils ne sont même pas capables de mettre un cent dans le compteur. La police devrait distribuer plus de billets roses qu'elle n'en donne. Les profits vont à la ville, et plus le nombre de billets apposés aux pare-brise est grand, plus la municipalité fait d'argent.

C'est alors que le conseiller Paquette fit remarquer à M. Gladu que les "gens pensent que nous administrons un commerce de gobe-sous. Les compteurs n'ont pas été installés en premier lieu pour faire réaliser quelques profits à la ville, mais bien plutôt pour remédier au problème du congestionnement, chemin de Montréal.⁴⁴

Toujours au chapitre des innovations, le conseil de ville envisage en 1952 la possibilité de déménager l'île Cummings! On pense que ce serait la solution parfaite au problème des inondations qui menacent la ville à tous les printemps. Si l'île, qui restreint le courant de la rivière Rideau, disparaît, il n'y aura plus de menace pour les gens d'Eastview. Le maire Lavergne conclut cependant que le projet "was too big for Eastview"⁴⁵ et rejette l'idée du déménagement, si originale fut-elle. L'île Cummings, qui accueillit les premiers commerçants de l'histoire de Vanier, l'échappa belle et reste encore aujourd'hui au même endroit!

Avant la fin de la décennie, d'autres projets domiciliaires voient le jour à Eastview. En 1954, l'entrepreneur Ovila Allen construit une série d'immeubles sur la rue Lafontaine. Les appartements comprennent deux chambres à coucher et des commodités modernes: "Il y a des stores vénitiens partout et chaque appartement possède sa propre antenne de télévision..."⁴⁶ Tout cela pour 100,00\$ par mois! M. Allen, tout comme MM. Vachon et Blake, s'occupera également de la construction de maisons unifamiliales. Il donnera d'ailleurs son nom au boulevard Allen, au sud de la rue McArthur, dans un quartier où il a beaucoup travaillé.

Trois années plus tard, le conseil de ville approuve la mise en chantier d'un autre projet domiciliaire. Ce dernier est situé au coin des rues Montgomery, Selkirk et Dundas. Il est érigé au coût approximatif de 350,000\$. Ces nouveaux édifices contiennent 72 logis, divisés en garçonnières et en appartements de une ou deux chambres à coucher.⁴⁷

La construction de ces nombreux édifices à logement dans le secteur des rues Blake, McArthur et Lafontaine augmente considérablement la densité de la population de ce secteur. À cause de cette augmentation, on songe à y établir un centre commercial. Jusqu'alors, il y avait des magasins sur le chemin de Montréal seulement (sans tenir compte des dépanneurs). À l'été 1958, le maire Lavergne annonce la mise en chantier du centre d'achat McArthur. Ce nouveau centre, construit au coût de 650,000\$, contiendra 18 magasins.

On estime alors que l'aménagement du terrain portera le coût total du projet à plus d'un million de dollars.⁴⁸

Agrandissement de la ville, amélioration du service des égouts, entretien des rues, etc. tout cela ne se réalise pas sans d'énormes dépenses. Les citoyens d'Eastview ne subissent pourtant pas de hausse de taxe sérieuse malgré le coût élevé de tous ces projets et la croissance accélérée du déficit municipal. La situation financière malsaine de la ville sera le talon d'Achille de l'administration Lavergne. Cette faiblesse sera révélée lors d'une enquête provinciale en 1960.

vi) L'enquête d'Eastview (1960)

L'enquête d'Eastview, qui fait la une des journaux d'Ottawa, de la mi-juillet au début août 1960, tire son origine de trois causes. Premièrement, la ville, qui a accumulé un déficit de 565,497\$, demande au gouvernement provincial "l'autorisation d'émettre des obligations au montant de 485,000\$ dans le but d'amortir cette dette flottante."⁴⁹ Le maire Lavergne, qui est alors le député conservateur de Russell à l'Assemblée législative de l'Ontario, défend la situation financière de sa ville: "La dette actuelle provient (sic) d'un vaste projet de construction et de réparations des rues d'Eastview, l'installation d'égouts et de ponceaux, la construction de trottoirs, etc., depuis cinq ou

six ans."⁵⁰ Malgré la critique de certains adversaires qui réclament la mise en tutelle de la ville, le projet de loi spécial pour Eastview est adopté le 25 mars 1958 à Toronto.

En second lieu, le ministère des Affaires municipales, inquiet de la situation précaire des finances de la ville d'Eastview, procède à une mini enquête. Le rapport, présenté à la Commission des affaires municipales de l'Ontario, à la suite de cette enquête, révèle:

1. que la ville d'Eastview n'a pas préparé de budget réel de ses dépenses depuis 5 ans.
2. que la ville d'Eastview a négligé de percevoir des impôts additionnels pour couvrir ses dépenses⁵¹
3. que la ville d'Eastview n'a pas limité les dépenses autorisées dans son budget annuel.
4. que la ville d'Eastview a accumulé déficit sur déficit:

<u>année</u>	<u>déficit</u>
1954	72,000\$
1955	92,000\$
1956	253,000\$
1957	565,000\$ ⁵²

À la suite de ces révélations, le rapport recommande la mise en tutelle de la ville. Le ministre responsable du dossier, l'Honorable W.K. Warrender, juge qu'il n'est pas nécessaire de prendre cette mesure et de risquer de gêner un membre du gouvernement conservateur, en l'occurrence le maire Lavergne. Il s'appuie sur les dires du président de la commission, Lorne Cummings, qui déclarait: "Avec un emprunt de \$480,000, la dette d'Eastview s'élèvera à moins de \$2,550,000, montant limite permis par la Commission ontarienne des affaires municipales⁵³ selon l'évaluation foncière de cette municipalité."⁵⁴, pour soutenir sa décision.

La troisième cause de l'enquête de 1960 est la plus immédiate. En 1959, afin d'assurer plus de revenus à la ville, et de pouvoir augmenter les limites de la dette municipale, le conseil approuve une réévaluation de la taxe foncière. L'évaluation municipale passe alors de 7,300,000\$ à 28,000,000\$.⁵⁵ Les mar-

chands du chemin de Montréal sont les plus durement touchés par cette hausse de l'impôt foncier. Ils forment donc une association et font circuler une pétition afin de pousser le ministère des Affaires municipales à faire une vérification des compte de la ville. Leur pétition recueille les signatures de 98 contribuables et entraîne l'enquête de 1960.⁵⁶

L'enquête d'Eastview s'ouvre donc le 18 juillet 1960, sous la co-présidence de Charles Yates, conseiller juridique des affaires municipales de l'Ontario, et F.G. Blake,⁵⁷ directeur du bureau des comptables au ministère des Affaires municipales. Maître Edward J. Houston représente le conseil de ville et le maire Lavergne, alors que l'Association des marchands du chemin de Montréal, plus tard jumelée à la Ligue des citoyens d'Eastview, est représentée par Me J.P. Nelligan.

Après avoir fait la manchette des journaux d'Ottawa pendant plus de 15 jours et avoir retenu l'attention de tous les citoyens d'Eastview, l'enquête se termine le 5 août 1960, après la comparution de 63 témoins. À tous les jours, pendant la durée de l'enquête, la salle du conseil est bondée de spectateurs et de curieux qui ne veulent rien manquer. Le journal Le Droit rapporte que, le jour de la comparution du maire Lavergne, "Plusieurs curieux sont même montés sur les rebords des fenêtres à l'étage afin de voir ce qui se déroulait à l'intérieur..."⁵⁸

L'enquête d'Eastview attire même l'attention des parlementaires fédéraux. En effet, à la suite du refus des présidents de l'enquête d'accorder la permission à la trésorière d'Eastview, Mme Adrienne Laroche, le droit à un interprète lors de son témoignage, le 25 juillet, le député libéral Jean-Paul Deschâtelets profite de la controverse entourant cette question pour présenter un amendement au projet de loi du gouvernement Diefenbaker sur la Charte des droits, alors à l'étude à la Chambre des communes. Il propose d'y ajouter une:

clause qui donne à toute personne le droit de bénéficier des services d'un interprète, si elle préfère témoigner dans sa langue maternelle, devant une cour de justice, une commission ou autre tribunal.

C'est l'incident d'Eastview, ... où Mme Adrienne Laroche s'est vue refuser le droit de témoigner dans sa langue maternelle, récemment, qui a déclenché, ou du moins occasionné le grand débat académique. Les vieux philosophes ont souvent dit que des petites causes pouvaient avoir de grands effets.⁵⁹

Cet amendement, présenté le 4 août 1960, sera incorporé à la version finale du projet de loi sur les droits fondamentaux, voté le 10 août.⁶⁰

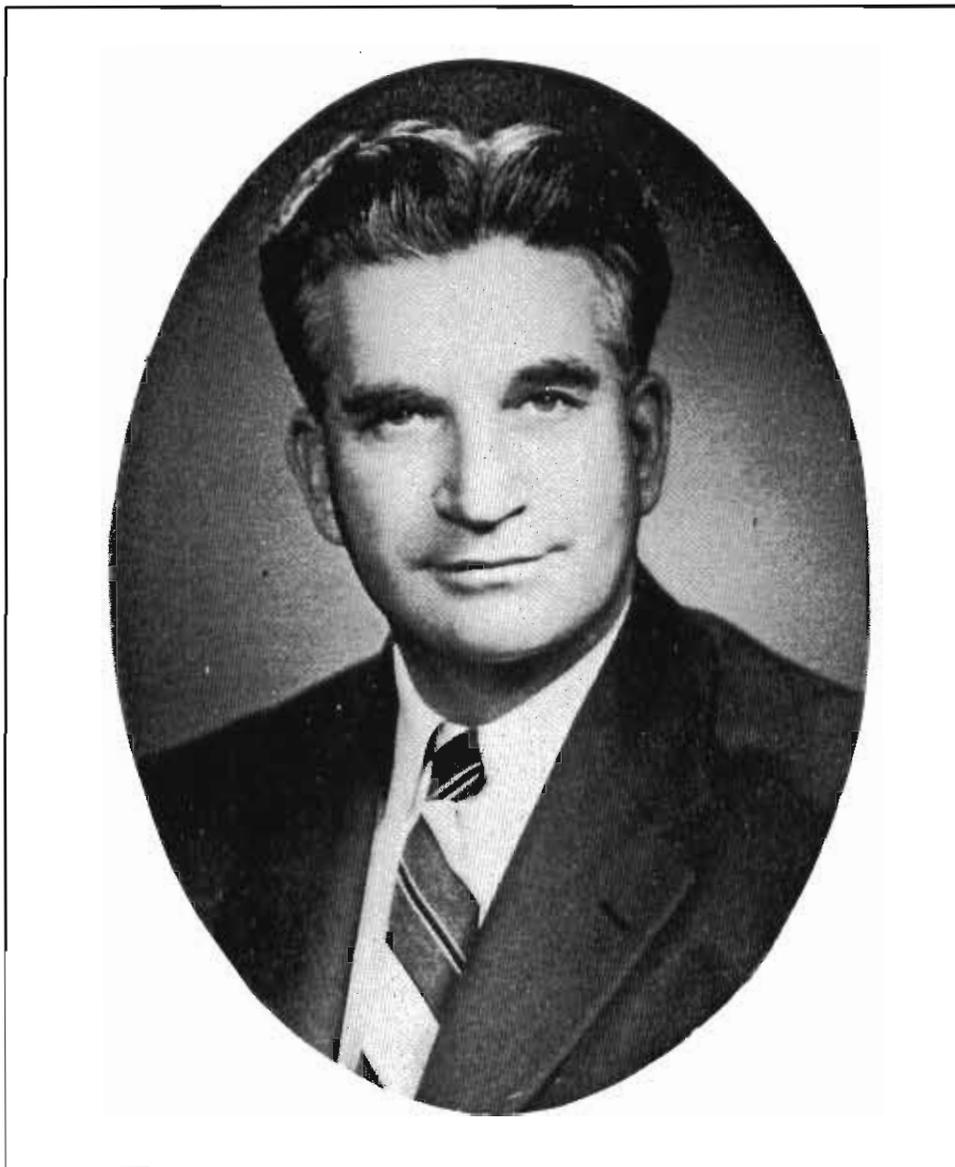
Les enquêteurs terminent leur travail le 5 août et, cinq jours plus tard, soumettent un rapport préliminaire qui contient trois recommandations:

1. il faut nommer un vérificateur pour revoir les livres de compte de la municipalité dans les plus brefs délais
2. il faut relever la trésorière, Mme Laroche, de ses fonctions immédiatement
3. il faut nommer un(e) trésorier(ère) intérimaire

Ces recommandations sont immédiatement mises en vigueur alors que la ville engage la maison Milne, Honeywell et Burpee comme vérificateurs en remplacement de la maison Massé et Vien, de Hull. M. Jean-Paul Quéry, de la même maison, remplace temporairement Mme Laroche au poste de trésorier.

Alors que le rapport préliminaire de l'enquête paraît moins d'une semaine après la comparution du dernier témoin, le rapport final, pour sa part, se fait attendre. Ce n'est que le 17 novembre 1960 que les enquêteurs Yates et Blake rendent public leur rapport final. Les journalistes couvrant l'affaire se voient remettre un document de 74 pages intitulé "Provincial - Municipal Audit Report of the Town of Eastview", dont nous reproduisons les grandes lignes.

PHOTO 12



M. Gordon Lavergne a d'abord été élu conseiller municipal de 1945 à 1948, puis maire d'Eastview de 1948 à 1960 et aussi député de Russell au parlement ontarien de 1955 à 1963. (Photo APO)

Le rapport Yates-Blake se divise en neuf grandes parties, en plus de l'introduction et de la conclusion. Nous retenons des éléments de huit d'entre elles:

- 1) Développement municipal
- 2) Transactions immobilières
- 3) La compagnie Garcharl
- 4) L'évaluation fixe
- 5) Les contrats municipaux
- 6) La rémunération du Conseil
- 7) L'administration financière
- 8) Conduite de la trésorière

1) Développement municipal

Après avoir clairement établi qu'il n'est pas du ressort de cette enquête d'intenter des poursuites civiles ou criminelles mais plutôt d'établir les faits entourant l'administration de la ville d'Eastview, les deux enquêteurs commencent par traiter du développement de la ville. Ils notent que malgré l'étonnante poussée démographique de la ville entre 1949 et 1959,⁶¹ le conseil n'a pas cru nécessaire d'établir des normes de construction et de développement. Seuls deux arrêtés municipaux (numéro 963 et 996) traitent du développement en interdisant l'utilisation commerciale ou industrielle "in a comparatively small part of town."⁶² C'est donc dire que les édifices construits à cette époque ne sont pas tenus de respecter des normes préétablies. Cette situation laisse beaucoup trop de latitude à certains fonctionnaires municipaux, chargés d'accorder les permis de construction. La ville n'exerce donc aucun contrôle sur l'allure que peut prendre le développement et les contribuables ne peuvent en aucune façon connaître les exigences de construction susceptibles de satisfaire les commis de l'Hôtel de ville.

2) Transactions immobilières

Les enquêteurs se penchent ensuite sur les transactions immobilières impliquant des terrains de la municipalité. Ils relèvent alors un dénominateur commun aux neuf transactions soumises à l'étude pendant l'enquête. Dans aucun des cas étudiés, la ville a-t-elle procédé à une évaluation indépendante des terrains qu'elle vend à divers contribuables. Dans chacun des cas, le montant perçu par la municipalité pour ces terrains est de beaucoup inférieur à leur valeur réelle. De plus, plusieurs des acquéreurs de ces lots sont liés par parenté, par amitié ou par affaires à l'un ou l'autre des membres de l'administration Lavergne (voir tableau ci-après.)

Le tableau ci-dessous illustre ce népotisme en étudiant 4 transactions immobilières effectuées entre 1953 et 1959. Les chiffres donnés proviennent des pages 17 à 23 du rapport d'Eastview, op. cit.

Date de la vente	Montant perçu par la ville	Valeur réelle du terrain	Perte pour la ville	Acheteur	Lien avec le conseil
le 7 avril 1953	200\$	500\$ à 600\$	200\$ à 300\$	Cécile Paquette	épouse du sous-préfet Léo-D. Paquette
le 26 mai 1953	375\$	1500\$ à 2000\$	1225\$ à 1625\$	Laurette Robert	épouse du sous-préfet Marcel Robert
le 4 septembre 1959	1000\$	13000\$ à 15000\$	12000\$ à 14000\$	Yollande Labelle	épouse du greffier, Léopold Labelle et fille de la trésorière Adrienne Laroche
le 15 décembre 1959	1000\$	6000\$	5000\$	Darie Brunet	associé du maire Lavergne dans la compagnie Garcharl

3) La compagnie Garcharl

Les enquêteurs étudient par la suite les transactions de la compagnie d'investissement Garcharl Limitée.⁶³ Ils remarquent que la présence du maire Lavergne au sein de cette compagnie entache son impartialité, lorsqu'il s'agit pour le conseil de ville d'octroyer divers contrats. Nous constaterons un peu plus loin comment certains membres de la Compagnie Garcharl tiraient des bénéfices lors de transactions avec la ville.

4) Les évaluations fixes

Lorsque les enquêteurs examinent le problème des évaluations fixes, ils se rendent vite compte qu'un des membres de la Garcharl, M. Ronaldo Chénier, tire certains avantages financiers de l'évaluation fixe accordée à l'Hôtel Eastview, dont il est propriétaire. Selon la loi municipale ontarienne, une municipalité peut accorder une évaluation fixe à un manufacturier, en autant qu'elle puisse obtenir l'appui d'au moins deux tiers des contribuables.⁶⁴ La première condition élimine nettement l'Hôtel Eastview, qui n'est certainement pas un manufacturier, et le deuxième article exclut la Ottawa Iron Works Limited, à qui on avait également accordé un taux d'évaluation fixe.

La ville d'Eastview a perdu des revenus considérables à cause de ces avantages fiscaux, somme toute illégaux. Le premier janvier 1950, on a fixé l'évaluation de l'Hôtel Eastview à 20,000\$ jusqu'au 31 décembre 1952. Puis, du premier janvier 1952 au 12 décembre 1954, à 30,000\$.

This meant that the assessment of the Hôtel was \$28,125.00 less than it should have been, for each of the years 1950, 1951 and 1952 and \$18,125.00 less than it should have been for each of the years 1953 and 1954 ... The Hôtel paid approximately \$14,000.00 less in taxes to the town than it should have paid.⁶⁵

Qui plus est, selon la loi municipale, la ville ne peut réclamer les sommes dûes que pour les deux dernières années seulement. De toute façon, Ronaldo Chénier, qui a acheté l'Hôtel Eastview pour la somme de 25,000\$ en 1944, l'a revendu en 1959 "à des intérêts montréalais pour environ \$500,000."⁶⁶

La compagnie Ottawa Iron Works a également bénéficié d'une évaluation fixe qui selon les enquêteurs, aurait coûté 5,200\$⁶⁷ à la ville en revenus d'impôts non perçus. La mauvaise administration de la ville coûtait donc cher aux petits contribuables.

5) Les contrats municipaux

Les administrateurs municipaux commettent également des irrégularités dans l'octroi de contrats municipaux. Ainsi, M. Fernando Gaulin, membre de la Garcharl, se voit octroyer deux contrats d'une durée de cinq années chacun, pour la cueillette des ordures ménagères (1955-1959 et 1960-1964). Selon les termes du premier contrat, M. Gaulin reçoit 22,000\$ par année pour ces services. Lors du second contrat, cette somme est portée à 65,520\$, "a fairly substantial sum, ... yet at no time does it appear that the council investigated the possibility of having someone beside Gaulin undertake the contract at a lesser figure nor were tenders ever called."⁶⁸

Le conseil approuve un autre contrat discutable en 1957, avec l'entrepreneur S.G. Blake. Il s'agit d'un contrat de trois ans pour la location d'un camion. "The amount paid for rental of this truck from January 11, 1957 to May 13, 1960, totalled \$10,536,00 ... the purchase of a similar truck would have been from \$2,500.00 to \$3,000.00."⁶⁹

6) La rémunération du conseil

Les enquêteurs s'intéressent ensuite à la rémunération des membres du conseil municipal. Ils notent que le 26 mars 1953, le conseil a voté l'arrêté municipal 924 qui fixe la rémunération des conseillers et du maire à 10,00\$ par réunion du conseil. Or, même si ce règlement n'est jamais amendé, les enquêteurs remarquent que "the Council apparently shows consistently to disregard it and paid themselves an annual allowance, ..."70 Le tableau 11 indique le salaire reçu par chacun des membres du Conseil et le salaire que chacun d'eux aurait dû recevoir selon le règlement municipal 924.

TABLEAU 12

Année	Nombre de réunions	Salaire fixé par le règlement 924	Salaire réel des conseillers	Salaire réel du maire
1953	61	610\$	600\$	2,400\$
1954	36	360\$	600\$	2,400\$
1955	39	390\$	600\$	2,400\$
1956	37	370\$	600\$	2,400\$
1957	28	280\$	800\$	2,400\$
1958	26	260\$	800\$	2,400\$
1959	34	340\$	800\$	2,400\$

7) L'administration financière

Dans l'avant-dernière division de leur rapport, MM. Yates et Blake traitent de l'administration financière de la ville. Ils concluent que la ville souffre d'un manque de planification budgétaire et d'une carence dans le système des impôts fonciers.

Ils remarquent entre autres que les prévisions budgétaires de la ville sont régulièrement dépassées. Ainsi, en 1958, "The amount provided in the budget for resurfacing, patching and draging (of streets) was \$28,000.00 whereas actual expenditures exceeded \$71,000.00 which was two and a half times the amount budgeted."⁷¹ La même erreur se reproduit en 1959 alors que le budget prévoit des dépenses de l'ordre de 37,000\$ pour le même item et que les coûts réels sont de 96,000\$.⁷²

Le résultat de ces pratiques est évident pour les enquêteurs:

The failure to budget properly and to make adequate levies each year coupled with the Council's continued overspending resulted in repeated borrowing from the Town's bankers which in turn resulted in a growing burden of interest charges to meet which (meant) the Town has to borrow more money...⁷³

8) Conduite de la trésorière

En dernier lieu, les enquêteurs étudient la conduite de la trésorière de la municipalité, Mme Adrienne Laroche. Après avoir travaillé pendant deux ans comme commis chez un grossiste, cette dernière obtient un poste de commis à l'Hôtel de ville en 1947. Quatre ans plus tard, à la mort du trésorier J.A. Casault, Mme Laroche est nommée trésorière. "She never had any formal training in accounting, financial administration or office administration."⁷⁴ Les livres de la municipalité sont donc mal tenus, les argents de la ville sont déposés sans égard dans l'un ou l'autre compte de la municipalité et certaines sommes disparaissent tout simplement du bureau de la trésorière. Les enquêteurs pensent donc que "this matter warrants further and complete investigation."⁷⁵ Selon eux, "it is our opinion that the Town of Eastview has not had a competent treasurer during the years in which the position was held by Mrs. Adrienne Laroche."⁷⁶

Les enquêteurs terminent leur rapport par leur recommandations. Parmi les plus importantes d'entre elles:

- a qualified and competent treasurer should be appointed at an early date so that order and efficiency may replace disorder and the financial administration be strength tenend
- the Town should immediately give consideration to a complete revision of its building by-law and zoning by-law which in our view are not producing the results required for a town the size of Eastview
- the sale of land owned by the Town ... should be undertaken only after independant appraisals and in other cases, after public advertisement
- in respect of contracts for major expenditures, it would be advisable to call for tenders
- any continuance of the practices followed in recent years might soon impair its (the Town) financial position and injure its prospects for the future.⁷⁷

vii) Le rapport d'Eastview et ses répercussions

Les réactions au rapport final des enquêteurs ne se font pas attendre, tant à Eastview qu'à Toronto. À Eastview, la Ligue des citoyens clame victoire et exige la démission en bloc du Conseil municipal. À Toronto, le chef du Parti libéral de l'Ontario, John Wintermeyer, demande la démission du ministre des Affaires municipales, l'Honorable D.K. Warrender, qu'il accuse d'avoir protégé le député de la circonscription de Russell, Gordon Lavergne. Donald MacDonald, chef du CCF⁷⁸ ontarien, réclame pour sa part la démission du député Gordon Lavergne.

Toutes ces demandes de démission sont toutefois ignorées et le Conseil municipal en entier se représente aux élections du 5 décembre 1960. La Ligue des citoyens en profite pour présenter ses propres candidats. La bataille décisive s'engage, les contribuables d'Eastview décideront du vainqueur. D'une part, le maire Lavergne défend ses erreurs et rappelle ses réalisations. De l'autre, l'aspirant à la mairie, Oscar Perrier, dénonce les abus de l'administration sortante et promet d'instaurer l'honnêteté à l'Hôtel de ville.

Le 5 décembre 1960, moins de trois semaines après la parution du rapport Yates-Blake, les citoyens d'Eastview votent en bloc contre l'administration Lavergne. Tous les conseillers sortant et le maire sont défaits par l'équipe de la Ligue des citoyens, menée par le nouveau maire Oscar Perrier.

Deux jours après les élections, le greffier de la ville, Léopold Labelle, gendre de Mme Laroche, remet sa démission. Au début de l'année 1961, l'inspecteur Jean-Paul Laperrière, de la division des enquêtes criminelles, de la Sureté de l'Ontario, mène une enquête sur certaines révélations du rapport final d'Eastview. Cette enquête porte particulièrement sur la disparition de sommes d'argent du bureau de la trésorière. L'enquête criminelle se termine le 4 avril 1961 et le lendemain, Mme Laroche est arrêtée et accusée de s'être emparée frauduleusement d'un montant de 20,044.14\$ entre le 17 septembre 1956 et le 17 mai 1960. Mme Laroche sera la seule personne à être incarcérée à la suite de l'enquête d'Eastview.

Les années 60 s'ouvrent donc sur une nouvelle administration. Cette décennie comptera plusieurs changements importants dans l'histoire municipale d'Eastview. C'est à cette époque que la population atteint son plus haut niveau et que la ville accède au statut officiel de "cité". Mais c'est surtout pendant cette décennie que la ville se débarrasse d'un nom qui lui convenait mal: Eastview deviendra Vanier. Ces changements majeurs s'opèrent sous deux administrations différentes, d'abord celle d'Oscar Perrier puis celle de Gérard Grandmaître.

viii) L'administration Perrier (1961-1964)

C'est grâce aux efforts de l'administration Perrier que la ville d'Eastview devient une cité. La population de la ville augmentant sans cesse,⁷⁹ le Conseil municipal mène une campagne auprès des autorités provinciales en vue d'obtenir le statut de

"cité" pour Eastview. Leurs tentatives sont couronnées de succès le premier janvier 1963, alors qu'Eastview devient officiellement la 32^e cité ontarienne. Après Cornwall, où près de 22,000 habitants sont francophones, "Eastview devenait ... la deuxième cité à majorité française de l'Ontario (avec) soixante-cinq pour cent des 25,125 habitants (qui) sont d'expression française."⁸⁰

Le statut de cité n'est pas qu'un titre honorifique. Dorénavant, les contribuables d'Eastview n'auront plus à payer une partie de leurs taxes au comté de Carleton. Le Conseil de ville se trouve également modifié par le changement de statut. Les postes de préfet, de sous-préfet sont éliminés, puisque Eastview n'a plus à participer au conseil du comté de Carleton, et les conseillers deviennent des échevins. On choisit également d'apporter des modifications aux quartiers électoraux de la ville. Il y aura à l'avenir quatre quartiers électoraux, représentés par deux échevins, au lieu de six quartiers représentés par un seul conseiller. Ce système est toujours en vigueur en 1983.

Outre ces changements majeurs, le conseil municipal s'occupe également de l'assainissement de l'administration municipale. Elle met aussi sur pied un vaste programme de réparations des rues, dont plusieurs ne sont pas encore asphaltées, en 1962. De plus, l'administration achève la tâche de francisation des noms de rue, entreprise par M. Donat Grandmaître et le Curé Ducharme.⁸¹

On se penche également sur le problème des égouts pluviaux. À cause de la croissance rapide de la ville, le système de recueillement des eaux s'avère désuet, si bien que presque toutes les tempêtes provoquent des inondations dans certains quartiers (entre autres la région de la Savane⁸² et de la rue Lévis près de Lafontaine). On voit donc en 1964, à l'installation d'égouts pluviaux indépendants du système d'égouts sanitaires.⁸³

Un autre changement important modifie la physionomie de la ville à cette époque. La Commission de la Capitale nationale (CCN), chargée du réaménagement des voies ferrées de la région d'Ottawa, décide en effet de fermer le chemin de fer qui traverse Vanier depuis plus de cent ans.

Le maire Perrier, qui avait interrompu sa retraite pour se lancer en politique municipale en 1960, décide de se retirer à la fin de son mandat en 1964. Homme d'affaires reconnu et décorateur d'église réputé, Oscar Perrier avait atteint les buts qu'il s'était fixé en sautant sur la scène municipale. Un nom familier allait le remplacer à la mairie.

ix) L'administration Gérard Grandmaître (1965-1969)

Gérard Grandmaître, fils aîné de Donat Grandmaître, est élu maire d'Eastview aux élections de décembre 1964. Élevé dans une famille dont le nom a longtemps été associé à la vie politique d'Eastview, Gérard Grandmaître a d'abord été conseiller municipal pour le quartier 3 en 1949-1950. Il s'est ensuite retiré de la politique active pour s'occuper de l'entreprise familiale. Jugant qu'il a maintenant suffisamment de temps libre à consacrer aux affaires de la ville, il revient sur la scène municipale.

C'est sous son administration que s'opère le prochain changement important dans l'histoire d'Eastview. En effet, le 1^{er} janvier 1969 la cité d'Eastview devient la cité de Vanier (17 Eliz. 2 [1968] c. 151).⁸⁴ Ce changement de nom, qui s'imposait depuis longtemps, a été le sujet de spéculation à maintes reprises depuis la naissance de la ville. Il a néanmoins fallu attendre 60 ans pour qu'il se concrétise. Lors des célébrations marquant l'évènement, l'historien Séraphin Marion prend la parole:

Il faut applaudir à la décision de M. le
Maire Gérard Grandmaître et de ses collègues

de substituer à ce nom terne d'Eastview un nom plus significatif et plus en harmonie avec la volonté de l'immense majorité de ses citoyens. Et leur choix s'est arrêté sur un nom célèbre, un nom déjà promis à l'immortalité, un nom déjà inscrit dans le livre d'or du Canada tout entier, le beau nom bien français de Vanier.⁸⁵

En 1966, l'administration Grandmaître procède à la municipalisation de la bibliothèque,⁸⁶ ce qui permet à cette dernière d'obtenir des subventions provinciales et d'afficher un caractère véritablement municipal. Auparavant, il existait 2 bibliothèques paroissiales desservant St-Charles et Notre-Dame-de-Lourdes. Ces bibliothèques survivaient grâce aux dons et au travail de bénévoles. À partir de 1966, les gens d'Eastview jouissent d'un système beaucoup plus efficace et mieux adapté aux besoins d'une cité.

De plus, le conseil municipal, après avoir hésité entre la construction d'une piscine intérieure ou d'une aréna, opte pour cette dernière. Ce projet est réalisé dans le cadre des Fêtes du centenaire du Canada.

Avec le temps, les dépenses municipales augmentent plus rapidement que les revenus dans la plupart des municipalités de la région d'Ottawa. C'est pourquoi, en 1968, on songe à créer une municipalité régionale qui administrerait certains secteurs du développement urbain, tout en laissant les diverses municipalités autonomes dans d'autres domaines. La nouvelle municipalité régionale d'Ottawa-Carleton voit le jour le 1^{er} janvier 1969. Elle regroupe la ville d'Ottawa, la cité de Vanier, le village de Rockliffe et les cantons de Cumberland, Gloucester, Goulburn, March, Nepean, Osgoode, Rideau et Carleton-ouest.

Les responsabilités les plus importantes du gouvernement de

la Municipalité Régionale d'Ottawa-Carleton sont de cinq ordres: d'abord de fournir et de distribuer de l'eau à l'intérieur de la Région, puis de traiter les égouts pour

l'ensemble des municipalités de la région, en outre la confection et l'entretien des routes régionales, ensuite de préparer un plan directeur régional, et s'occuper de santé et d'aide sociale à l'intérieur des frontières de la Municipalité Régionale.⁸⁷

En adhérant à la Municipalité régionale, Vanier voit son fardeau de dépenses allégé. La ville continue de s'occuper de l'entretien des rues locales, de l'émission de permis de construction, de l'évaluation foncière, de la perception des impôts municipaux, etc. La ville est représentée au sein du conseil d'Ottawa-Carleton par son maire et un échevin choisi par le conseil municipal. Une nouvelle ère s'ouvre donc en politique municipale.

x) Les années '70

Pendant la décennie des années '70, trois maires se succèdent à l'hôtel de ville de Vanier. Ces maires sont: Roger Crêtes (1970-1972), Gérard Grandmaître (1973-1974) qui effectue alors un retour sur la scène municipale, et Bernard Grandmaître (1975-1980), cousin du premier.

Durant cette période, la ville se modernise à plusieurs niveaux. On assiste à la construction d'édifices en hauteur, comme les trois tours d'habitation du Château Vanier et les deux édifices à bureaux du gouvernement fédéral sur le chemin de la Rivière. On procède également à l'élargissement du chemin de Montréal et à la construction de la Promenade Vanier.

Cette dernière réalisation est entreprise conjointement avec la municipalité régionale. La construction de cette promenade, qui traverse la ville du nord au sud, en empruntant l'ancien tracé du chemin de fer, change radicalement l'aspect physique de la ville. Le premier tronçon de la Promenade Vanier relie le chemin McArthur et la rue Beechwood. Cette section est construite entre

PHOTO 13



Les trois tours à logement du "Château Vanier", érigées à partir des années '70, constituent les premiers immeubles d'importance en hauteur à Vanier.

PHOTO 14



La Promenade Vanier traverse la ville dans un axe nord-sud, empruntant l'ancien parcours du chemin de fer. À la gauche de la photo on voit la petite agglomération qu'était Janeville vers le milieu du 19e siècle. Ce secteur de la ville a toujours gardé un caractère un peu plus anglophone que le reste de Vanier.

le mois de décembre 1974 et le mois de septembre 1975. L'inauguration du second tronçon, entre le chemin McArthur et le Queensway, en octobre 1980, confirme l'importance de la nouvelle promenade pour la ville. La circulation, qui depuis le 19e siècle s'effectuait dans un axe est-ouest, est tout à coup réorientée dans la direction nord-sud. Cette réorientation permet d'alléger la circulation du chemin de Montréal, tout en facilitant l'accès à divers secteurs de la ville d'Ottawa, pour les gens de Vanier.

Vanier se modernise également au point de vue administratif. On conçoit maintenant des plans d'urbanisme et on ne régit plus la ville à la "bonne franquette" comme autrefois.

xi) Les années '80

Depuis le début des années '80, plusieurs changements se sont produits à l'hôtel de ville. C'est tout d'abord M. Wilfrid Champagne qui défait le maire sortant, Bernard Grandmaître, aux élections de décembre 1980. M. Champagne est alors défait à son tour par son adversaire aux élections suivantes. M. Bernard Grandmaître revient à la mairie en 1982 pour un mandat qui, pour la première fois de l'histoire de Vanier, sera de trois ans.

Les dernières élections municipales de Vanier se sont surtout déroulées sur le thème de l'annexion de la ville à Ottawa. M. Champagne favorisait l'annexion alors que son rival préconisait la tenue d'un référendum sur la question. À la suite de la victoire de M. Grandmaître, l'avenir de Vanier est donc dans les mains des électeurs qui auront à se prononcer sur un sujet délicat, d'ici à 1985.⁸⁸

PHOTO 15



La rue McArthur, telle que l'on peut la voir du haut de la première tour du "Château Vanier". On distingue entre autres, l'école secondaire André-Laurendeau et son vaste champ d'exercices.

b) Les services municipaux

i) Le service de police

Pendant de nombreuses années, la ville de Vanier ne compte qu'un seul policier. En fait, de 1909 à 1919, on a recours au service d'un gardien de la paix qui "est obligé de conduire les prisonniers à la prison centrale de la ville d'Ottawa."⁸⁹ En 1920, la ville engage le policier Richard Mannion. "Des vingts (sic) candidats à la position de chef de police d'Eastview, M. Richard Mannion a été choisi par la commission composée du juge Gunn, le maire White et le magistrat Cummings."⁹⁰ Le "chef" Mannion reste au poste pendant 41 ans, avant de se retirer en 1961. Pendant toutes ces années, son nom est associé au maintien de l'ordre, même s'il se refusa toujours à porter le fusil.⁹¹

En 1923, le sergent Emile Martel se joint à Richard Mannion. La ville étant alors en pleine croissance, le conseil décide de voir au transport des policiers. Il s'avère en effet de plus en plus difficile pour les policiers de se déplacer uniquement à pied. Le conseil de ville approuve donc l'achat d'une bicyclette devant "être placée à la disposition des deux seuls policiers."⁹² Les policiers Mannion et Martel peuvent alors faire leur ronde quotidienne plus efficacement.

En 1936, la municipalité innove en achetant le premier véhicule motorisé pour sa force constabulaire: une motocyclette. Finalement, en 1938, la Sûreté d'Eastview se dote de sa première auto-patrouille.⁹³

Peu à peu, d'autres policiers se joignent aux deux constables Mannion et Martel. En 1943, la ville compte 4 policiers chargés de faire régner l'ordre à Eastview. Au fur et à mesure que la ville grandit, on engage d'autres policiers et on modernise les installations du poste de police. Ainsi, les agents ne sont plus tenus d'acheter leurs propres menottes et peuvent bientôt compter sur les services d'une radio.

Le seul inconvénient du système de radio est que "les messages qu'on voulait transmettre aux patrouilles devaient d'abord passer par le bureau de la Sûreté d'Ottawa, ce qui occasionnaient souvent des retards fâcheux."⁹⁴ Dès le début des années soixante, on met un système direct de communication à la disposition des forces de l'ordre de la ville.

En 1961, le chef Mannion se retire après plus de 40 ans de loyaux services. Il est remplacé par le sergent Claude Dwyer, membre de la Sûreté municipale depuis 1946. Le chef Dwyer compte alors sur les services de 17 policiers. Il occupe son poste jusqu'en septembre 1975 alors qu'il doit se retirer à la suite d'accusations de vol. M. Jim Joly, de la police provinciale de l'Ontario, le remplace alors pendant près d'un an. Depuis le 19

avril 1977, c'est le chef Paul Pagé qui dirige la Sûreté municipale de Vanier.

ii) Le service d'incendie

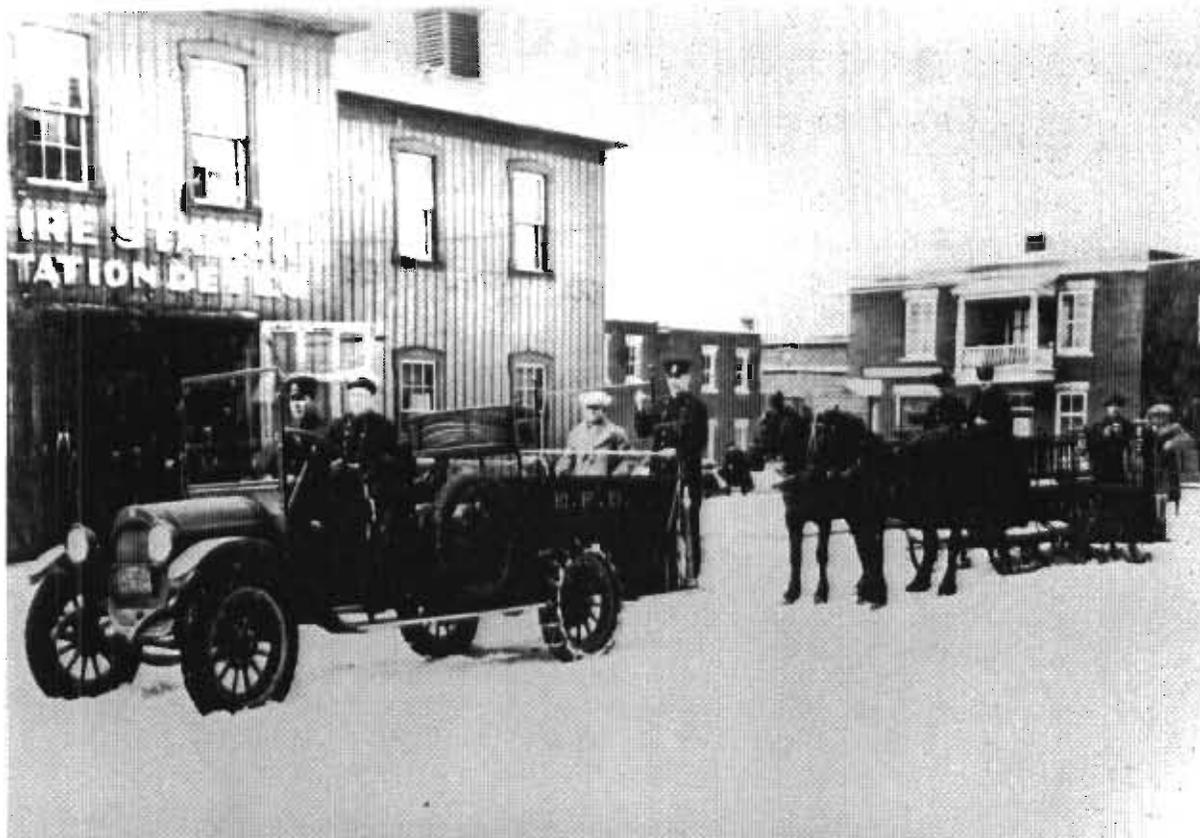
Avant même que naisse la ville d'Eastview, les habitants de Janeville mettent sur pied une brigade de pompiers-volontaires. M. Philippe Durocher en est le premier chef. En 1909, le nouveau village d'Eastview établit sa "brigade de pompiers volontaires dont le chef est le constable F. Nichol. Les capitaines de chaque district sont: No. 1 - F. Robert; No. 2 - A. Goneau; No. 3 - D. Roberge, No. 4 - E. Gibson."⁹⁵

À la suite d'un incendie, le 23 septembre 1913, qui détruit un édifice, propriété de M. Joseph Durocher, sur le chemin de Montréal,⁹⁶ le conseil municipal décide d'acheter une pompe chimique. Cet achat est autorisé par l'arrêté municipal 149, qui octroie la somme de 5,000\$ pour l'achat d'une pompe moderne.

La même année, la ville engage son premier pompier à plein temps. Il s'agit d'Emile Dupuis, engagé au salaire de 75\$ par mois. Le nouveau pompier a plusieurs tâches:

The duties of the said 'Emile Dupuis' shall be to have charge of the Chemical Fire Engine, Fire horses, and all the fire appliances and appurtenances belonging to the Corporation of the Town of Eastview, to attend all fires whenever called, to have charge of the Fire station, and to do such other duties as he may be instructed to do by the Fire Committee of the said Town.⁹⁷

En plus de son salaire, Dupuis et sa famille sont logés gratuitement à la station, située sur le chemin de Montréal à l'angle de la rue Cyr d'aujourd'hui.



Le premier camion des pompiers d'Eastview. À l'avant du véhicule on distingue le chef Adélaré Lanoue et le sous-chef, John Lanoue. Avec eux, il y a quelques membres de la brigade volontaire. Cette photo prise sur la rue Cyr nous fait voir quelques maisons sur le chemin de Montréal. (Photo courtoisie de M. Paul Corbeil)

Malgré tous ces avantages, Emile Dupuis quitte son emploi après seulement six mois. Il est remplacé par M. J. Gauthier. Ce dernier occupe son poste jusqu'en 1918. Cette même année, la municipalité engage Adélaré Lanoue, qui sera chef des pompiers pendant 41 ans!

En 1919, on engage un chef-adjoint en la personne de M. John Lanoue, frère du premier. Les frères Lanoue restent les 2 seuls pompiers permanents de la ville jusqu'en 1945. Après la guerre, le nombre des pompiers augmente, alors que le nombre de membres de la brigade volontaire diminue. Le 1^{er} janvier 1961, le conseil abolit cette dernière afin de réduire ses primes d'assurance.

En 1923, le service des incendies d'Eastview inaugure un système de boîtes téléphoniques afin de prévenir les pompiers lors d'un sinistre:

On installera dans les rues de la ville 16 téléphones et quand quelqu'un remarquera un incendie il lui suffira d'ouvrir la boîte où se trouve ce téléphone pour avertir les pompiers. Cinq de ces boîtes seront installées sur le chemin de Montréal. Onze autres seront placées dans les différents quartiers.⁹⁸

Ce système deviendra désuet avec les progrès du système téléphonique. En effet, lorsque la plupart des foyers auront leur propre appareil téléphonique, les boîtes rouges des pompiers seront inutiles.

Le chef Adélaré Lanoue quitte ses fonctions en 1959. Il est alors remplacé par son neveu Michel pour une période de deux ans. De 1961 à 1964, le service des incendies est dirigé par M. Bernard Joly. Depuis 1965, c'est M. Paul Corbeil qui est le chef des 28 pompiers de Vanier.

iii) Le transport urbain

Ce n'est qu'en 1923 que la cité d'Eastview est dotée d'un réseau complet de transport urbain. En effet, le 26 juin 1923, le quotidien Le Droit annonce que l'on a:

inauguré ce matin un service d'autobus entre Ottawa et Eastview. Les autobus partent de l'angle des rues Wellington et Elgin et se rend (sic) jusqu'au chemin Marier sur le chemin de Montréal. Ce service se fait toutes les quinze minutes. On peut obtenir 15 billets pour \$1.00.⁹⁹

Le nouveau service d'autobus complète ainsi le réseau de transport urbain de la ville en desservant le chemin de Montréal. En effet, depuis le 25 juillet 1921,¹⁰⁰ les gens de l'ancien Clarkstown profitent du service des tramways qui traversent le pont St-Patrick pour ensuite emprunter la rue Beechwood. Malgré de nombreuses promesses à cet effet, jamais les tramways ne franchirent le pont Cummings. Avant 1923, les gens du chemin de Montréal doivent marcher jusqu'à l'angle des rues Charlotte et Rideau afin de prendre "les p'tits chars".

En 1927, la ville signe une entente avec la Eastview Bus Service, de M. Léon Petegorsky. Cette entente, d'une durée de 8 ans, fixe le tarif des passagers à 0,05\$ par adultes et à 0,03\$ pour les enfants de moins de 51 pouces. Le contrat exige également qu'un minimum de 2/3 des employés soient domiciliés à Eastview. Finalement, la compagnie s'engage à verser un loyer de 25,00\$ par mois à la ville pendant les 3 premières années et de 40,00\$ par mois pour les 5 années suivantes.¹⁰¹

Au début, le service d'autobus de M. Petegorsky est assez limité. Il n'exécute qu'un seul trajet sur le chemin de Montréal jusqu'au Château Laurier. Peu à peu, le service prend de l'expansion. Bientôt 5 trajets différents sont offerts à l'ensemble de la population.

À la suite d'un incendie qui rase complètement son garage et qui détruit 15 de ses autobus,¹⁰² Léon Petegorsky songe à vendre ce commerce si exigeant. Vers 1945, il s'entend avec MM. Lazarus Greenberg et Hyman Bessin qui désirent acquérir la Eastview Bus Line.

Les nouveaux co-propriétaires connaîtront cependant des moments difficiles. D'abord, certains véhicules sont âgés et ne fonctionnent plus tellement bien. De plus, la compagnie est victime d'une série d'actes de sabotage inspirés par une vague d'antisémitisme. Le 26 avril 1948, le feu détruit 3 autobus et le garage de la compagnie, situé à l'angle de la rue Olmstead et du chemin de Montréal. Des enquêteurs du service des incendies découvrent que le feu s'est déclaré indépendamment à l'intérieur de chacun des autobus en question et qu'il ne s'est pas communiqué à partir d'une seule source. On en arrive facilement à la conclusion qu'il s'agit d'un incendie criminel.¹⁰³

Entre le mois d'avril 1948 et le début de l'année 1949, la compagnie doit faire face à une série d'actes de piraterie. Plusieurs incendies se déclarent dans les moteurs d'autobus en service, on trouve de la ficelle, des bouts de tissus et autres rebuts dans les radiateurs et les pompes à huile des autobus, on laisse les autobus en marche toute la nuit, etc.¹⁰⁴ Bref, certains citoyens xénophobes et antisémites font tout leur possible pour nuire à la compagnie et la forcer à fermer ses portes.

Les usagers du service, que tous les retards occasionnés par ce sabotage impatientent, se plaignent du manque de régularité du service, de la malpropreté des véhicules et de leur nombre insuffisant. Devant tant d'embûches et de mauvaise volonté, les deux propriétaires décident qu'ils en ont assez.

En 1950, MM. Greenberg et Bessin vendent leur entreprise à la Ottawa Transportation Commission. La franchise est approuvée par les autorités lorsque la compagnie d'Ottawa présente les ga-

ranties qu'elle assurera un service complet à la ville. À compter du 1^{er} janvier 1951, le service d'autobus d'Eastview est assuré par la OTC qui deviendra plus tard OC Transpo.

Liste des conseils municipaux de la ville de Vanier
depuis sa fondation

1909-1910

Préfet William R. Cummings
Conseiller J. H. White
Conseiller F. Robert
Conseiller Gilbert Champagne
Conseiller Thomas F. Elmitt

1911

Préfet Camille Gladu
Conseiller G. Champagne
Conseiller Adolphe Gôneau
Conseiller Emile Laverdure
Conseiller Paul Nettbolieu

1912

Préfet Camille Gladu
Conseiller A. Goneau
Conseiller S. Martin
Conseiller E. Paradis
Conseiller Robert Wilson

1913

Maire Camille Gladu
Préfet H. Hellard
Sous-préfet A. Brownlee
Conseiller H. Jolicoeur
Conseiller N. Gamman
Conseiller R. Wilson
Conseiller A. Goneau
Conseiller G. Champagne
Conseiller G.H.A. Collins

1914

Maire C. Gladu
Préfet G. Farmer
Sous-préfet L. Woerner
Conseiller G.H.A. Collins
Conseiller N. Gauvreau
Conseiller A. Goneau
Conseiller A. Lacelle
Conseiller E. Martel
Conseiller R.E. Wilson

1915

Maire C. Gladu
Préfet G. Farmer
Sous-préfet W. McPhail
Conseiller F. Champagne
Conseiller D. Deguire
Conseiller J. Desjardins
Conseiller A. Goneau

1916

Maire J.H. White
Préfet George Farmer
Sous-préfet J. Desjardins
Conseiller H.W. Crouch
Conseiller M. Dessert
Conseiller R. Wilson
Conseiller A. Goneau
Conseiller L. Gravelle
Conseiller Félix Arbour

1917

Maire J.H. White
Préfet George Farmer
Sous-préfet A. Hudon
Conseiller J.C.S. Wolfe
Conseiller J. Lacasse
Conseiller D. Desjardins
Conseiller A. Mainville
Conseiller A. Mayer
Conseiller A. Lacelle

1918

Maire A. Desrosiers
Préfet W. Kipp
Sous-préfet A. Mainville
Conseiller R.C. Cummings
Conseiller G. Cyr
Conseiller D. Desjardins
Conseiller A. Mayer
Conseiller F. Arbour
Conseiller A. Goneau

1919

Maire A. Desrosiers
Préfet G. Farmer
Sous-préfet M. Dessert
Conseiller E. Hellard
Conseiller G. Cyr
Conseiller P. Durocher
Conseiller A. Goneau
Conseiller J.-B. Richard
Conseiller F. Arbour

1920

Maire J.H. White
21 mai 1920 Camille Gladu
Préfet G. Farmer
Sous-préfet G.H.A. Collins
Conseiller E.J. Hellard
Conseiller Léon Petegorsky
Conseiller P. Durocher

1920 suite

Conseiller E. Prudhomme
 Conseiller J.-B. Richard
 Conseiller F. Arbour

1921

Maire Camille Gladu
 Préfet James B. Charette
 Sous-préfet G.H.A. Collins
 Conseiller Richard Hayton
 Conseiller L. Petegorsky
 Conseiller David Gingras
 Conseiller Joseph Lepage
 Conseiller Moïse Bazinet
 Conseiller Félix Arbour

1922

Maire A. Desrosiers
 Préfet G. Farmer
 Sous-préfet J.E. Charrier
 Conseiller F. Turnbull
 Conseiller L. Petegorsky
 Conseiller D.S. Gingras
 Conseiller Joseph E. Lepage
 Conseiller M. Bazinet
 Conseiller Théophile St-Amour

1923

Maire Arthur Guilbault

1923 suite

Préfet Félix Arbour
 Sous-préfet David Gingras
 Conseiller F. Turnbull
 Conseiller Joseph Brunette
 Conseiller L. Brunette
 Conseiller Joseph Lepage
 Conseiller Moïse Bazinet
 Conseiller T. St-Amour

1924

Maire A. Desrosiers
 Préfet Léon Petegorsky
 Sous-préfet D.A. Gingras
 Conseiller F. Turnbull
 Conseiller H. Nixon
 Conseiller A. Dostaler
 Conseiller J. Bernard
 Conseiller David Langelier
 Conseiller L. Portelance

1925

Maire A. Desrosiers
 Préfet Léon Petegorsky
 Sous-préfet Oscar Woerner
 Conseiller R.E. Wilson
 Conseiller Hamilton Nixon
 Conseiller Joseph Bernard
 Conseiller A. Dostaler
 Conseiller J.A. Lapointe
 Conseiller J.A. Corbeil

1926

Maire A. Desrosiers
Préfet David Langelier
Sous-préfet Aflred Mainville
Conseiller E.J. Hellard
Conseiller Arthur Brunette
Conseiller J. Bernard
Conseiller Armand Beauvais
Conseiller M. Bazinet
Conseiller J. Alonzo Corbeil

1927

Maire A. Desrosiers
Préfet David Langelier
Sous-préfet A. Mainville
Conseiller J. Douglas Thomas
Conseiller J. Arthur Brunette
Conseiller Edouard Dubreuil
Conseiller Ludger Roy
Conseiller Daniel Nault
Conseiller Ludger Portelance

1928

Maire G.H. A. Collins
Préfet D. Langelier
Sous-préfet J.A. Brunette
Conseiller Godfrey Young
Conseiller Joseph Robert
Conseiller Edouard Dubreuil
Conseiller L. Roy
Conseiller Daniel Nault

1928 suite

Conseiller A. Larocque

1929

Maire G.H. A. Collins
Préfet D.A. Gingras
Sous-préfet J.A. Brunette
Conseiller Ernest Scharf
Conseiller J. Robert
Conseiller L. Petegorsky
Conseiller Ludger Roy
Conseiller William Facette
Conseiller T. St-Amour

1930

Maire G.H. A. Collins
Préfet L. Petegorsky
Sous-préfet Joseph Robert
Conseiller Ernest Scharf
Conseiller Georges Guy
Conseiller J. Bernard
Conseiller A. Mainville
Conseiller W. Facette
Conseiller T. St-Amour

1931

Maire D. Langelier
Préfet L. Petegorksy
Sous-préfet J. Robert

1931 suite

Conseiller Thomas Scharf
Conseiller G. E. Cyr
Conseiller R.E. William
Conseiller Isidore Pilon
Conseiller Daniel Nault
Conseiller J. Couillard

1932

Maire D. Langelier
Préfet A. Brunette
Sous-préfet Daniel Nault
Conseiller T. Scharf
Conseiller G. Guy
Conseiller David Gingras
Conseiller A. Mainville
Conseiller Norbert Houle
Conseiller Rosaire Séguin

1933

Maire D. Grandmaître
Préfet L. Petegorsky
Sous-préfet A. Mainville
Conseiller E. Scharf
Conseiller G. Cyr
Conseiller Eugène Gravelle
Conseiller Isidore Pilon
Conseiller Téléphore Rochon
Conseiller Rosaire Séguin

1934

Maire D. Grandmaître
Préfet J.B. Charette
Sous-préfet N. Desjardins
Conseiller H.E. Facto
Conseiller G. Cyr
Conseiller A. Delorme
Conseiller I. Pilon
Conseiller T. Rochon
Conseiller T. Cousineau

1935

Maire D. Grandmaître
Préfet J.B. Charette
Sous-préfet Daniel Nault
Conseiller S.B. Withers
Conseiller T. Leonard
Conseiller D. Gingras
Conseiller J. Boivin
Conseiller T. Rochon
Conseiller T. Cousineau

1936

Maire J.-B. Charette
Préfet Joseph Robert
Sous-préfet Thomas Leonard
Conseiller S.B. Withers
Conseiller D. McSheffrey
Conseiller D. Gingras
Conseiller E. Lavergne
Conseiller Léo Cantin
Conseiller T. Cousineau

1937-1938

Maire D. Grandmaître
Préfet Daniel Nault
Sous-préfet Léo Cantin
Conseiller S.B. Withers
Conseiller G. Renaud
Conseiller D. Gingras
Conseiller E. Lavergne
Conseiller W. Kipp
Conseiller T. Cousineau

1939-1940

Maire D. Grandmaître
Préfet Daniel Nault
Sous-préfet Léo Cantin
Conseiller S.B. Withers
Conseiller G. Renaud
Conseiller T. Cousineau
Conseiller T. Rochon
Conseiller D. Champagne
Conseiller D. Gingras

1941-1942

Maire D. Grandmaître
Préfet D. Nault
Sous-préfet L. Cantin
Conseiller S.B. Withers
Conseiller G. Renaud
Conseiller D. Gingras
Conseiller D. Champagne
Conseiller T. Rochon
Conseiller T. Cousineau

1943-1944

Maire D. Grandmaître
Préfet D. Nault
Sous-préfet L. Cantin
Conseiller S.B. Withers
Conseiller G. Renaud
Conseiller D. Gingras
Conseiller D. Champagne
Conseiller T. Rochon
Conseiller T. Cousineau

1945-1946

Maire D. Grandmaître
Préfet D. Nault
Sous-préfet L. Cantin
Conseiller S.B. Withers
Conseiller G. Renaud
Conseiller Gordon Lavergne
Conseiller E. Lavergne
Conseiller J. Rocheleau
Conseiller T. Cousineau

1947-1948

Maire D. Grandmaître
Préfet D. Nault
Sous-préfet L. Cantin
Conseiller S.B. Withers
Conseiller L. Gladu
Conseiller Gordon Lavergne
Conseiller B. Kipp
Conseiller J. Rocheleau
Conseiller T. Cousineau

1949-1950

Maire G. Lavergne
Préfet Léo Cantin
Sous-préfet J.A. Mayer
Conseiller G.R.H. Young
Conseiller L. Gladu
Conseiller G. Grandmaître
Conseiller D. Champagne
Conseiller L. Paquette
Conseiller M. Robert

1951-1952

Maire G. Lavergne
Préfet L. Cantin
Sous-préfet M. Robert
Conseiller V. Bélair
Conseiller L. Gladu
Conseiller J. McKenna
Conseiller D. Champagne
Conseiller D. Paquette
Conseiller Hector Hotte

1953-1954

Maire G. Lavergne
Préfet Marcel Robert
Sous-préfet L.D. Paquette
Conseiller V. Bélair
Conseiller L. Gladu
Conseiller R. Pilon
Conseiller A. Gravelle
Conseiller E. Spénard
Conseiller Hector Hotte

1955-1956

Maire G. Lavergne
Préfet Marcel Robert
Sous-préfet L.D. Paquette
Conseiller V. Bélair
Conseiller L. Gladu
Conseiller E.T. Wilson
Conseiller A. Gravelle
Conseiller E. Spénard
Conseiller Hector Hotte

1957-1958

Maire G. Lavergne
Préfet Marcel Robert
Sous-préfet H. Hotte
Conseiller V. Bélair
Conseiller A. Paquette
Conseiller E.T. Wilson
Conseiller A. Gravelle
Conseiller E. Spénard
Conseiller Roger Ménard

1959-1960

Maire G. Lavergne
Préfet Marcel Robert
Sous-préfet H. Hotte
Conseiller V. Bélair
Conseiller A. Paquette
Conseiller E.T. Wilson
Conseiller A. Gravelle
Conseiller E. Spénard
Conseiller Roger Ménard

1961-1962

Maire Oscar Perrier
Préfet A. Mayer
Sous-préfet W. Champagne
Conseiller J.A. Boivin
Conseiller G. Cyr
Conseiller J. Mannion
Conseiller G. Robert
Conseiller F.J. Champoux
Conseiller R. Chartrand

1963-1964

Maire Oscar Perrier
Échevin Ubald Pilon
Échevin J.A. Mayer
Échevin Roger Crête
Échevin Guy Cyr
Échevin Wilfrid Champagne
Échevin Edgar Viau
Échevin Hector Hotte
Échevin Georges Robert

1965-1966

Maire G. Grandmaître
Échevin J.A. Mayer
Échevin Roger Barette
Échevin Roger Crête
Échevin Guy Cyr
Échevin Bernard Roberge
Échevin W. Champagne
Échevin H. Hotte
Échevin Armand Montpetit

1967-1969

Maire G. Grandmaître
Échevin J.A. Mayer
Échevin L. Damphousse
Échevin Roger Crête
Échevin Guy Cyr
Échevin B. Grandmaître
Échevin E. Viau
Échevin H. Hotte
Échevin A. Montpetit

1970-1972

Maire Roger Crête
Échevin L. Damphousse
Échevin J. A. Mayer
Échevin R. Boudreau
Échevin Guy Cyr
Échevin B. Grandmaître
Échevin B. Rogerbe
Échevin A. Montpetit
Échevin H. Hotte

1973-1974

Maire G. Grandmaître
Échevin Paul St-Georges
Échevin J.A. Mayer
Échevin R. Boudreau
Échevin Ronald Killeen
Échevin B. Grandmaître
Échevin Rolland Bégin
Échevin H. Hotte
Échevin Gérard Savary

1975-1976

Maire	B. Grandmaître
Échevin	Luc Gauthier
Échevin	P. St-George
Échevin	R. Killeen
Échevin	Marcel Chaput
Échevin	Roger Parisien
Échevin	Rolland Bégin
Échevin	Guy Cousineau
Échevin	Florian Gauthier

1977-1978

Maire	B. Grandmaître
Échevin	Luc Gauthier
Échevin	P. St-Georges
Échevin	M. Chaput
Échevin	R. Killeen
Échevin	Gilles Barbary
Échevin	Robert Madore
Échevin	Guy Cousineau
Échevin	Florian Gauthier

1979-1980

Maire	B. Grandmaître
Échevin	P. St-Georges
Échevin	Bernard McCann
Échevin	M. Chaput
Échevin	R. Killeen
Échevin	W. Champagne
Échevin	Robert Madore
Échevin	Guy Cousineau
Échevin	Florian Gauthier

1981-1982

Maire	W. Champagne
Échevin	R. Boudreau
Échevin	M. Champagne
Échevin	M. Chaput
Échevin	R. Killeen
Échevin	Gilles Barbary
Échevin	Robert Madore
Échevin	Guy Cousineau
Échevin	F. Gauthier

1983-1985

Maire	B. Grandmaître
Échevin	P. St-Georges
Échevin	M. Chaput
Échevin	R. Killeen
Échevin	Roger Parisien
Échevin	Guy Cousineau
Échevin	F. Gauthier
Échevin	Pierre Crête
Échevin	J.-J. Gratton

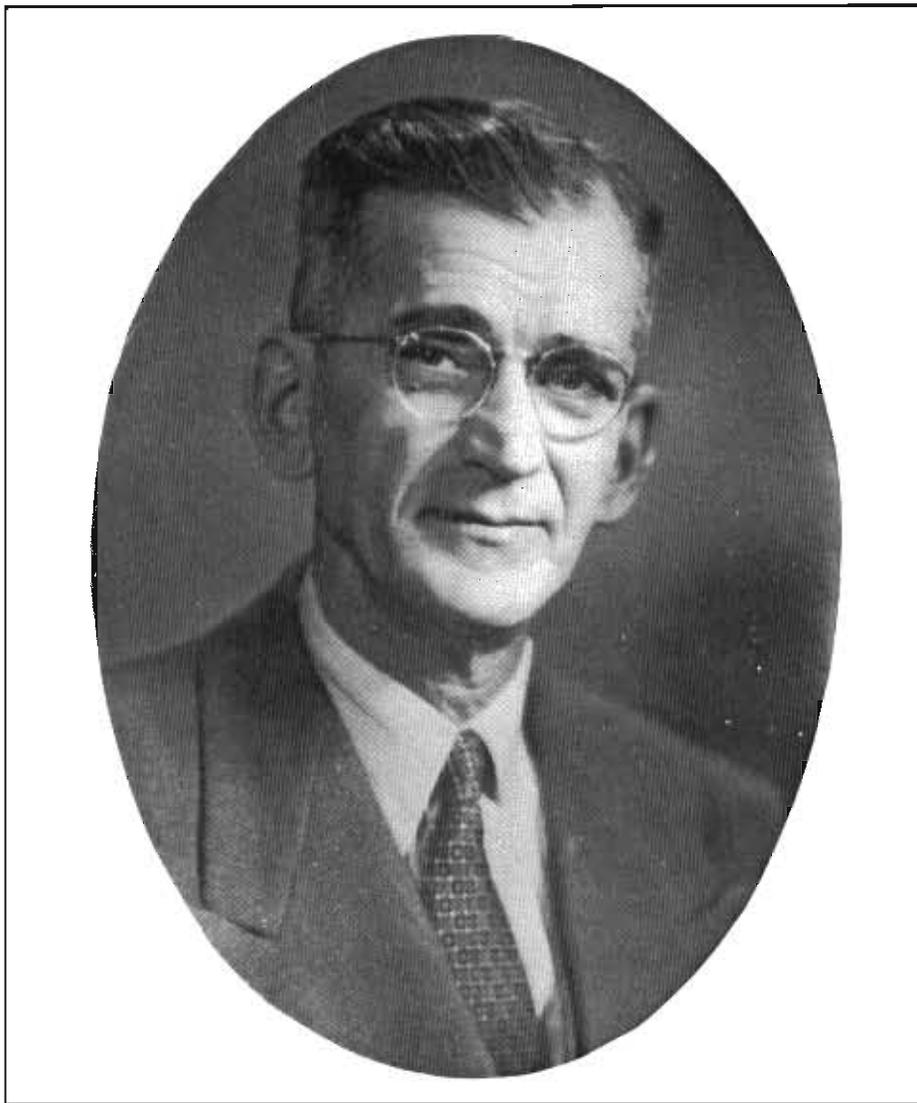
2. La scène provinciale

Les gens de la circonscription électorale de Vanier montrent une préférence marquée pour le parti libéral, tant sur la scène provinciale que fédérale. En fait, depuis 1867, ils ont choisi deux fois plus souvent un candidat libéral qu'un candidat conservateur comme représentant à Toronto.¹⁰⁵ Ce choix s'explique facilement du fait que les gens de Vanier, à majorité francophone, ont toujours identifié le parti conservateur aux Anglophones.

La ville a fait partie de deux circonscriptions électorales provinciales. De 1867 à 1966, elle est amalgamée à la circonscription de Russell. À la suite d'une refonte de la carte électorale en 1966, Vanier est alors comprise dans la nouvelle circonscription d'Ottawa-est.

Parmi les nombreux députés (voir la liste des députés), qui ont représenté la population d'Eastview depuis la Confédération, on en remarque quelques-uns qui sont originaires de Vanier ou qui y ont demeuré. Il y a d'abord M. Aurélien Bélanger, (voir photo 52) grand défenseur de la langue française et adversaire acharné du Règlement 17; le Docteur Arthur Desrosiers qui fut également maire d'Eastview de 1924 à 1927; le greffier municipal Roméo Bégin; le conseiller et préfet Daniel Nault; et l'ancien maire Gordon Lavergne.

Depuis 1971, Vanier est représenté à l'Assemblée législative de l'Ontario par M. Albert Roy.



M. J. Daniel Nault a été élu sous-préfet d'Eastview en 1935, préfet de 1937 à 1948 et député de Russell à l'Assemblée législative de l'Ontario de 1948 à 1955. (Photo APO)

Liste des députés provinciaux

<u>Élections</u>	<u>Députés</u>	<u>Partis</u>	<u>Gouvernement</u>
1867	William Craig	Libéral	Union
1871	William Craig	Libéral	Réformiste
1875	Adam J. Baker	Conservateur	Libéral
1879	Adam J. Baker	Conservateur	Libéral
1883	Adam J. Baker	Conservateur	Libéral
1886	Alexandre Robillard	Libéral	Libéral
1890	Alexandre Robillard	Libéral	Libéral
1894	Alexandre Robillard	Libéral	Libéral
1898	Onésime Guibord	Libéral	Libéral
1902	Onésime Guibord	Libéral	Libéral
1905	Damase Racine	Libéral	Conservateur
1908	Damase Racine	Libéral	Conservateur
1911	Damase Racine	Libéral	Conservateur
1914	Damase Racine	Libéral	Conservateur
1919	Damase Racine	Libéral	United Farmer
1923	Aurélien Bélanger	Libéral	Conservateur
1926	Aurélien Bélanger	Libéral	Conservateur
1929	C.A. Séguin	Conservateur	Conservateur
1934	Arthur Desrosiers	Libéral	Libéral
1937	Roméo Bégin	Libéral	Libéral
1943	Roméo Bégin	Libéral	Conservateur
1945	Roméo Bégin	Libéral	Conservateur
1948	J. Daniel Nault	Conservateur	Conservateur
1951	J. Daniel Nault	Conservateur	Conservateur
1955	Gordon Lavergne	Conservateur	Conservateur
1959	Gordon Lavergne	Conservateur	Conservateur
1963	Albert B.R. Lawrence	Conservateur	Conservateur
1967*	Jules Morin	Conservateur	Conservateur

* À partir des élections de 1967, Vanier est séparée de la circonscription de Russell, pour faire partie de la circonscription Ottawa-Vanier.

<u>Élections</u>	<u>Députés</u>	<u>Partis</u>	<u>Gouvernement</u>
1971	Albert Roy	Libéral	Conservateur
1975	Albert Roy	Libéral	Conservateur
1977	Albert Roy	Libéral	Conservateur
1981	Albert Roy	Libéral	Conservateur

c) La scène fédérale

Comme sur la scène provinciale, Vanier a fait partie de deux circonscriptions électorales différentes. D'abord unie à la capitale fédérale, Vanier était comprise dans la circonscription d'Ottawa qui élisait 2 députés au Parlement fédéral. Depuis la redistribution de 1933, les gens de Vanier votent dans la circonscription d'Ottawa-est, qui deviendra Ottawa-Vanier au début des années 1970.

Si la proportion des députés (voir la liste des députés) libéraux et conservateurs s'équivaut pour les élections de 1867 à 1930,¹⁰⁶ l'équilibre est rompu à partir des élections de 1935. En effet, à la suite de la révision de la carte électorale en 1933, Ottawa-est devient à grande majorité francophone. Les Canadiens français, s'identifiant davantage aux libéraux qu'aux conservateurs, choisissent alors un député libéral, de 1935 à 1981, c'est-à-dire pour 15 élections consécutives!

C'est le député Jean-Thomas Richard qui détient le record de longévité, ayant été élu 9 fois de suite de 1945 à 1968. Aux élections de 1972, M. Jean-Robert Gauthier remplace le vétéran Richard qui se retire. M. Gauthier est le député fédéral d'Ottawa-Vanier depuis 1972.

Liste des députés fédéraux

<u>Élections</u>	<u>Députés</u>	<u>Partis</u>	<u>Gouvernement</u>
1867	Joseph M. Currier	Conservateur	Conservateur
1872*	Joseph M. Currier	Conservateur	Conservateur
	J. B. Lewis	Conservateur	
1874	Joseph M. Currier	Conservateur	Libéral
	Dr. St-Jean	Libéral	
1878	Joseph M. Currier	Conservateur	Conservateur
	Joseph Tassé	Conservateur	
1882	C.H. Mackintosh	Conservateur	Conservateur
	Joseph Tassé	Conservateur	
1887	W.G. Perley	Conservateur	Conservateur
	Honoré Robillard	Conservateur	
1891	C.H. Mackintosh	Conservateur	Conservateur
	Honoré Robillard	Conservateur	
1896	W. H. Hutchison	Libéral	Libéral
	Napoléon A. Belcourt	Libéral	
1900	Thomas Birkett	Conservateur	Libéral
	Napoléon A. Belcourt	Libéral	
1904	Napoléon A. Belcourt	Libéral	Libéral
	Robert Stewart		
1908	Sir Wilfrid Laurier	Libéral	Libéral
	H.B. McGiverin	Libéral	
1911	A.E. Fripp	Conservateur	Conservateur
	J.L. Chabot	Conservateur	
1917	A.E. Fripp	Union	Coalition-
	J.L. Chabot	Union	Union
1921	H.B. McGiverin	Libéral	Libéral
	E.R.E. Chevrier	Libéral	

* De 1872 à 1933, Eastview est comprise dans la circonscription d'Ottawa qui doit élire deux représentants à la Chambre des Communes.

<u>Élections</u>	<u>Députés</u>	<u>Partis</u>	<u>Gouvernement</u>
1925	S. McClenaghan J.L. Chabot	Conservateur Conservateur	Libéral
1926	E.R.E. Chevrier G.C. Edwards	Libéral Libéral	Libéral
1930	E.R.E. Chevrier T.F. Ahearn	Libéral Libéral	Conservateur
1935	E.R.E. Chevrier	Libéral	Libéral
1940	J.-A. Pinard	Libéral	Libéral
1945	Jean-Thomas Richard	Libéral	Libéral
1949	Jean-Thomas Richard	Libéral	Libéral
1953	Jean-Thomas Richard	Libéral	Libéral
1957	Jean-Thomas Richard	Libéral	Conservateur
1958	Jean-Thomas Richard	Libéral	Conservateur
1962	Jean-Thomas Richard	Libéral	Conservateur
1963	Jean-Thomas Richard	Libéral	Libéral
1965	Jean-Thomas Richard	Libéral	Libéral
1968	Jean-Thomas Richard	Libéral	Libéral
1972	Jean-Robert Gauthier	Libéral	Libéral
1974	Jean-Robert Gauthier	Libéral	Libéral
1979	Jean-Robert Gauthier	Libéral	Conservateur
1980	Jean-Robert Gauthier	Libéral	Libéral

REFERENCES

1. Dans un village, on élisait un préfet plutôt qu'un maire.
2. Le Temps, le 5 janvier 1909.
3. Le Temps, le 15 février 1909.
4. Entrevue accordée par M. J.H. White au Ottawa Citizen, le 2 décembre 1953.
5. Le Carrefour, numéro 6, La cité d'Eastview devient la cité de Vanier, Ottawa, 1969.
6. The Ottawa Citizen, le 2 décembre 1953 (voir photo 1)
7. Arrêté municipal 14 de l'année 1909.
8. Arrêté municipal 18 de l'année 1909.
9. Arrêté municipal 28 de l'année 1909.
10. Cette entente sera prolongée jusqu'au 1^{er} avril 1920 par l'arrêté municipal 182 du 28 janvier 1915.
11. Arrêté municipal 11 de l'année 1912.
12. Le Temps, le 11 juin 1909.
13. Recensement du Canada, 1911.
14. M. Gladu a été élu préfet en 1911 et 1912.
15. Le préfet et le sous-préfet sont les représentants de la ville au conseil du comté.
16. Liste établie par la ville de Vanier.
17. Voir le chapitre 8, la section intitulée: L'année des deux élections.
18. Le Droit, le 27 août 1954.
19. Arrêté municipal 1 de l'année 1913.
20. Arrêté municipal 23 de l'année 1913.
21. Recensement du Canada, 1921.
22. Arrêté municipal 636. Il est à noter que depuis qu'Eastview est devenu ville, les arrêtés municipaux sont cumulatifs et les numéros ne recommencent pas à zéro tous les ans.
23. À cette époque, près de 60% des électeurs se retrouvent dans ces deux catégories.
24. Le Droit, le 3 janvier 1936.
25. Ces coupures sont de l'ordre d'environ 30% des anciens salaires. Ainsi, le greffier, Roméo Bégin, verrait son salaire passer de 2100\$ à 1500\$ par année. Celui du contremaître Théophile St-Amour passerait pour sa part de 1500\$ à 960\$ par an. Le Droit, le 3 janvier 1936.
26. Le Droit, le 3 janvier 1936.
27. Le Droit, le 7 janvier 1936.
28. Le Droit, le 9 janvier 1936.
29. À partir de 1937, les élections municipales se tiennent à tous les 2 ans.
30. Entrevue avec M. Gérard Grandmaître, le 12 avril 1983.

31. Discours prononcé par Donat Grandmaître le 6 décembre 1946, archives familiales de M. Gérard Grandmaître.
32. Ibid.
33. Ibid
34. Le Droit, le 18 décembre 1943.
35. Ibid.
36. Discours de D. Grandmaître, op. cit.
37. Auparavant, la neige était aplatit au moyen de rouleaux compresseurs. Ce système entraînait un grave problème d'inondation à la fonte des neiges.
38. Certaines personnes se souviendront notamment des services de Mlle Amands Hurtubise et de Mlle Pellsrine Perrin.
39. Arrêté municipal 765.
40. On peut encore voir une de ces plaques sur un des murs de la Pharmacie Morrisaette, au coin de la rue Park et du chemin de Montréal.
41. Le Droit, le 24 septembre 1949.
42. Le Droit, le 4 août 1950.
43. Arrêté municipal 818.
44. Le Droit, le 6 juin 1951.
45. The Ottawa Journal, le 9 mai 1952.
46. Le Droit, le 27 août 1954.
47. Le Droit, le 7 mars 1957.
48. Le Droit, le 10 juillet 1958.
49. Le Droit, le 18 mars 1958.
50. Ibid.
51. Déjà en 1952, un candidat défait au poste de conseiller municipal, John R. Kohr, préconisait l'augmentation des taxes pour défrayer les coûts des projets: "I attended almost every council meeting in those days, ... I wanted to find out how they could do what they said they were going to do without raising taxes. They did so by borrowing and borrowing to the limit with the result that the town got deeper and deeper into debt." The Ottawa Journal, le 20 mars 1958.
52. Le Droit, le 18 mars 1958.
53. La limite permise pour la dette d'une municipalité représente le tiers de son évaluation foncière. En 1958, l'évaluation foncière d'Eastview était de 7,300,000\$, la municipalité pouvait donc s'endetter pour près de 2,500,000\$. Le Droit, le 21 mars 1958.
54. Le Droit, le 21 mars 1958.
55. À la suite d'une pétition de plusieurs contribuables d'Eastview, le juge A. Gordon Mac-Dougall accorde une légère baisse de l'évaluation foncière qui est alors ramenée à 26,000,000\$.
56. Le Droit, le 7 juillet 1960.
57. À ne pas confondre avec l'entrepreneur en construction S.G. Blake.

58. Le Droit, le 6 août 1960.
59. Le Droit, le 4 août 1960.
60. Il est à noter que les enquêteurs accorderont la permission à Mme Marie-Ange Pharand d'avoir recours à un interprète lors de son témoignage le 4 août 1960.
61. En 1949, la population d'Eastview est de 12,077 habitants. En 1959, elle a grimpé à 23,396 habitants. Provincial Municipal Audit Report of the Town of Eastview, page 7.
62. Ibid.
63. Les membres de cette compagnie sont: Sylvio Lebrun, Darie Brunet, Fernando Gaulin, Ronaldo Chénier et Gordon Lavergne.
64. Report, op. cit., page 34.
65. Ibid, page 35.
66. Le Droit, le 28 juillet 1960.
67. Report, op. cit., page 35.
68. Ibid, pages 38-39.
69. Ibid, page 40.
70. Ibid, page 43.
71. Ibid, page 53.
72. Ibid, page 53.
73. Ibid, page 55.
74. Ibid, page 66.
75. Ibid, page 71.
76. Ibid, page 66.
77. Ibid, page 72.
78. CCF - Cooperative Commonwealth Federation. Ce parti deviendra le Nouveau Parti Démocratique (NPD) en 1961.
79. En 1961, la population d'Eastview est de 24,555 habitants. Recensement du Canada, 1961.
80. Le Droit, le 12 janvier 1963.
81. L'arrêté municipal 1275 approuve les changements suivants: la rue John devient la rue Deschamps; la 3^e avenue devient la rue Cyr; le chemin de Russell devient le chemin de la Rivière 'River Road'; la 3^e avenue au sud du chemin McArthur devient la rue Enfield; la rue Lynn devient la rue Baribeau; et la rue Wanda devient la rue Granville.
82. La "Savane" (secteur au sud de la rue Beechwood, comprise entre le chemin Marier, la rue Lavergne et la rue des Pères Blancs) souffre particulièrement du problème du refoulement des eaux jusqu'en 1964.
83. Arrêté municipal 1351.
84. Ce nom a été choisi en l'honneur du général Georges-Philias Vanier, premier gouverneur général francophone du Canada, décédé le 5 mars 1967.
85. Le Carrefour, op. cit., page 4.
86. Arrêté municipal 1530.

87. Ottawa-Carleton à l'étude, un manuel de renseignements de base, Ottawa, 1975, page 9.
88. Voir la conclusion.
89. Le Temps, le 4 octobre 1909.
90. Le Droit, le 13 avril 1920.
91. The Ottawa Citizen, le 29 janvier 1963.
92. Le Droit, le 6 février 1947.
93. Ibid.
94. La nouvelle cité, Eastview - Un guide, Ottawa, 1963, page 40.
95. Le Temps, le 11 novembre 1909.
96. Le Droit, le 24 septembre 1913.
97. Arrêté municipal 14 de 1914.
98. Le Droit, le 22 février 1923.
99. Le Droit, le 26 juin 1923.
100. Le Droit, le 26 juillet 1921.
101. Arrêté municipal 594.
102. Le Droit, le 16 avril 1943.
103. Le Droit, le 24 janvier 1949.
104. Ibid.
105. 22 libéraux ont été élus contre 10 conservateurs.
106. 16 conservateurs élus contre 13 libéraux.

V

LA RELIGION

1. Le diocèse d'Ottawa
2. La paroisse Notre-Dame-de-Lourdes
3. La paroisse St-Charles
4. Les paroisses Assumption et Marie-Médiatrice
5. La paroisse Notre-Dame-du-St-Esprit
6. L'église St-Margaret
7. La Eastview Baptist Church
8. Les Pères Blancs d'Afrique
9. La vie religieuse

CHAPITRE V

La religion

Nationalité: canadien-français. Religion: catholique. Pendant plus de 200 ans d'histoire, ces deux éléments sont indissociables. Ce n'est que depuis une vingtaine d'années que ces deux termes ne s'incluent pas nécessairement. L'Église catholique a joué un rôle de tout premier ordre dans l'histoire du Canada depuis l'arrivée des premiers missionnaires en Nouvelle-France. À cette époque, il faut bâtir un pays et les missionnaires n'hésitent pas à mettre la main à la pâte. Après la Conquête, le rôle de l'Église catholique croît car elle doit remplir le rôle de leader politique, laissé vacant par la France. Au XIXe siècle et au début du XXe siècle, l'Église consolide son autorité. Puis, peu à peu, son pouvoir s'effrite, si bien qu'en 1983, plusieurs Canadiens français ne lui portent plus le même respect que leurs pères.

À Vanier, comme dans tous les milieux francophones, le rôle du clergé a été prépondérant. Au niveau de l'éducation, de la politique ou de l'économie, l'Église veillait à user de son influence dans tous les domaines de la vie de ses fidèles.

1. Le diocèse d'Ottawa

À l'époque de la fondation de Bytown, les Canadiens français sont desservis par des missionnaires itinérants. L'évêque de Montréal, Monseigneur Ignace Bourget, exerce des pressions à Rome pour la formation d'un nouveau diocèse dans la région d'Ottawa: "Il voyait avec douleur les meilleurs terres du pays tomber entre les mains des protestants, faute de prêtres, pour diriger là nos

colons. Il obtint donc que, le 25 juin 1847, Monseigneur Bruno Guigues,¹ provincial des Oblats, congrégation récemment arrivée au pays, fût mis par le Saint-Siège à la tête du nouveau diocèse."²

L'immigration de colons québécois, dans l'est ontarien, pendant la seconde moitié du XIXe siècle, correspond donc à l'érection du diocèse d'Ottawa ainsi qu'à l'action de Mgr Guigues. Celui-ci participe activement au recrutement de colons, en vantant la qualité du sol de l'est ontarien et de la région d'Ottawa. Grâce à son action, le nombre de fidèles dans le diocèse d'Ottawa passe de 32,000 en 1847 à 96,000 à sa mort en 1874.³

C'est Mgr Thomas Duhamel qui remplace Mgr Guigues en 1874. Affectionnant particulièrement le culte à Marie, le nouvel évêque d'Ottawa tente de faire venir des prêtres de la compagnie de Marie⁴ dans son diocèse. Ce sont eux qui fondent la première paroisse de Vanier, après un séjour initial à Cyrville.

2. La paroisse Notre-Dame-de-Lourdes

a) Cyrville

Avant la fondation de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes de Janeville, les habitants de la région de Vanier fréquentent la paroisse Ste-Anne d'Ottawa, fondée en 1873, ou la paroisse de Cyrville, fondée en 1871-72.

Cette dernière est placée sous le vocable de Notre-Dame-de-Lourdes,⁵ à la demande de "M. Cyprien Triole qui, avec l'autorisation de Mgr Guigues, a recueilli dix-huit cent quatre-vingt-sept piastres de souscriptions pour l'Église."⁶ C'est ce même M. Triole qui a:

Conçu le projet d'élever un sanctuaire dédié à Notre-Dame-de-Lourdes qui servit de lieu de pèlerinage (sic) aux catholiques de la ville et des environs. M. Triole sut rallier à sa cause les notables de la localité, et entres autres, MM. Joseph et Michel Cyr. Ce dernier fit même donation de deux arpents de terre à condition d'avoir droit à un banc gratuit⁷ dans l'Église, et à quatre sépultures. Les travaux commencèrent donc vers la fin de 1871. La bénédiction solennelle du nouveau temple fut faite par monseigneur, en septembre 1872.⁸

b) Les Montfortains

En 1883, Mgr Duhamel fait venir les pères Montfortains dans son diocèse. Ceux-ci fondent alors un orphelinat dans les Laurentides à un endroit qui est aujourd'hui le village de Montfort.

Constatant que l'éloignement du sanctuaire de Cyrville nuit au développement des pèlerinages, Mgr Duhamel décide de le déménager sur le chemin de Montréal. Il pense alors confier la future paroisse aux Montfortains. En mars 1887, Mgr Duhamel écrit au supérieur des Montfortains en France, pour lui offrir la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes, de Cyrville et la nouvelle paroisse de Janeville. Celui-ci accepte et envoie des pères missionnaires dès le 21 mai 1887.⁹

c) Notre-Dame-de-Lourdes d'Eastview

Ces missionnaires arrivent à Ottawa le 4 août 1887 et s'installent à Tara Hall, sur le chemin de Montréal. Cet édifice, acheté par Mgr Duhamel, devient le presbytère de la nouvelle paroisse. "Cette maison, construite presque exclusivement en terre battue, en 1862, avait été successivement un rendez-vous de plaisir, un hôtel, une habitation privée. C'est dans ce local que prit naissance le centre de la nouvelle paroisse."¹⁰

Les missionnaires ont tôt fait de bénir leur nouvelle demeure, comme l'écrit le Père Bridonneau,¹¹ à son Supérieur:

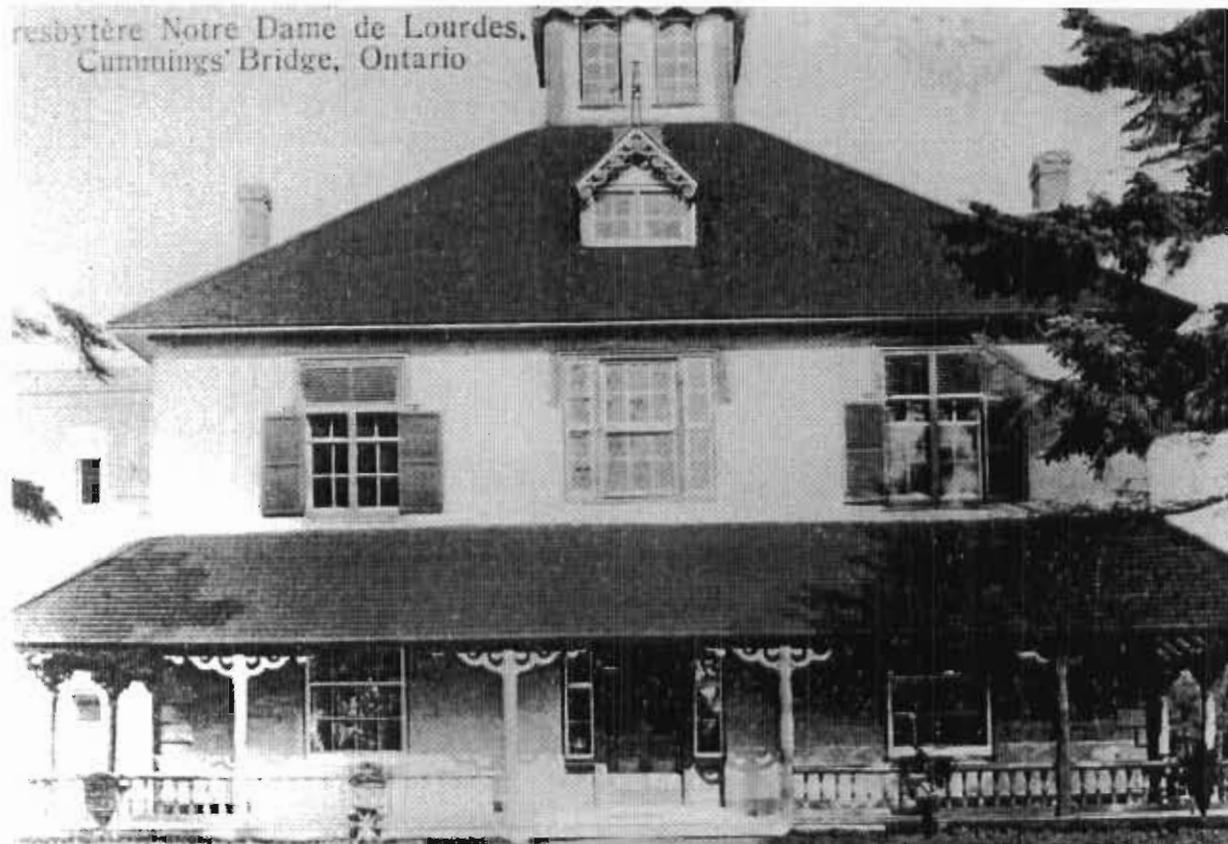
Nous sommes enfin installés dans notre maison du chemin de Montréal, bénite (ces) jours derniers par Mgr l'archevêque. Cette maison avait besoin d'une grande et puissante bénédiction car comme vous le savez, elle était, il y a peu d'années, une maison de débauche. Les braves et honnêtes gens des environs se sont entendus pour expulser le mauvais monde qui l'habitait. Je regarde cette bonne action comme un gage de bénédiction divine et de prospérité pour la nouvelle paroisse. Ainsi, mon cher Père, la Vierge Immaculée remplace le démon de l'impureté; cela est dans l'ordre, tout va donc bien. Jusqu'à l'achèvement de l'Église, que l'on commence dans ces jours, le Saint Sacrifice sera offert dans la salle qui servait autrefois de salle de danse.¹²

La nouvelle chapelle est inaugurée avec l'ordination du frère Cesbros, qui nous décrit sa joie:

Mon Cher Père - que je suis heureux ... J'ai eu le bonheur d'être ordonné Prêtre à N.D. de Lourdes, dans la petite chapelle provisoire, installée 3 ou 4 jours auparavant dans la maison qu'habite les RR. PP. Bridonneau et Joubert. Grâce à la grande amabilité de Mgr l'Archevêque d'Ottawa qui a bien voulu venir m'ordonner dans cette chapelle.¹³

Fondée pour remplacer le sanctuaire de Notre-Dame-de-Lourdes de Cyrville, la nouvelle paroisse est également sous le vocable de Notre-Dame-de-Lourdes. Ainsi, les gens de la région doivent prendre l'habitude de bien spécifier: Notre-Dame-de-Lourdes de Cyrville ou Notre-Dame-de-Lourdes de Cummings' Bridge (et plus tard d'Eastview et de Vanier). Il était pour le moins inusité d'avoir deux paroisses du même nom à moins de deux kilomètres de distance. Mais les gens s'y sont habitués, si bien qu'aujourd'hui, la situation, qui persiste toujours, n'étonne plus personne.

PHOTO 18



Vue de l'ancien presbytère de Notre-Dame-de-Lourdes, qui abritait
autrefois l'hôtel Tara Hall. (photo AFdlSO)

Depuis 1887, l'apparence du site du presbytère s'est grandement modifiée, comme en témoigne la description que nous a laissée le père Bridonneau dans une lettre à son Supérieur:

Nous avons été enchantés et de la maison et des vastes jardins qui l'entourent. Le tout a environ deux hectares de superficie. La terre est de bonne qualité, excepté une petite partie où l'on tachera de faire placer la nouvelle église. Une quinzaine de beaux pommiers, chargés de fruits naissants, des pruniers, des groseillers, peuplent déjà le jardin. Une allée presque princière conduit de la route à notre logis. À gauche de cette allée s'étend une espèce de square entouré de beaux sapins et tapissé de frais gazon. Quand nous aurons fait disparaître le négligé qui règne dans tout cela depuis quelques années, ce sera charmant.¹⁴

La chapelle du presbytère se révèle rapidement trop étroite. Il faut donc penser à la construction d'une église. On convie alors les paroissiens à des réunions, afin d'adopter des plans pour l'église. Ceux-ci ne sont pas toujours d'accord et pour des raisons les plus diverses, ainsi que l'illustre cette anecdote:

à l'occasion d'une réunion de Notables de la Paroisse, présidée par l'Archevêque, (Mgr Duhamel), il y avait parmi les membres présents, un Monsieur qui était de l'Opposition, et n'approuvait pas les plans de construction. Son principal grief était que la future église allait être impossible à chauffer et que lui, qui était chauve, ne pourrait éviter de prendre le rhume. Fatigué, à la fin d'entendre cet (sic) idée resassée (sic) pour la centième fois, l'Archevêque répondit d'un ton qui n'engageait pas à la réplique: "Monsieur, vous ferez comme moi, vous porterez une perruque!"¹⁵

Malgré les réticences de quelques-uns, les plans préparés par l'architecte diocésain, le Chanoine Bouillon, sont finalement acceptés. Le nouvel édifice sera une réplique de la Basilique Notre-Dame-de-Lourdes en France. La bénédiction de la pierre angulaire a lieu le 11 août 1887:

Le zèle de nos paroissiens ne diminue pas et ils viennent d'en donner une preuve à l'occasion de la bénédiction de la pierre angulaire de l'église. En effet, plusieurs de ces Messieurs qui ont de nombreuses connaissances en ville avaient attiré pour la circonstance deux excellentes musiques instrumentales, celle de Ste-Anne et celle de Hull, gros faubg (faubourg) d'Ottawa, de l'autre côté de la rivière. Le produit des quêtes de la journée s'élève à environ 250 piastres, c'est-à-dire plus de 1200 fr. (francs). Hélas! il nous en faudrait 5 ou 6 fois autant pour construire sans endetter notre fabrique. L'argent ici fond entre les mains, surtout quand il s'agit de payer des ouvriers. Il y a de simples maçons qui gagnent 15 fr. par jour. Mais pour être juste, il faut ajouter que ce sont de rudes et habiles travailleurs.¹⁶

Les travaux de construction "furent confiés aux Entrepreneurs Noël & Lanctôt, au coût de \$11,000.00."¹⁷

Une fois la question de l'église réglée, les Montfortains peuvent s'occuper de leur ministère. La paroisse compte alors environ 96 familles, dont 25 habitent près des Carrières,¹⁸ alors que les autres sont parsemées le long du chemin de Montréal, de la rue Beechwood et dans la campagne avoisinante.¹⁹

En plus de veiller au culte, les Pères doivent s'habituer aux moeurs du pays et à la rigueur de son climat. La plupart d'entre eux semblent néanmoins s'acclimater sans trop de mal à leur nouvelle patrie:

J'ai donc subi mon premier hiver canadien, et je puis dire que je l'ai supporté assez bravement. Somme toute, je l'ai trouvé moins dur que je ne l'attendais, non pas qu'il ait été bénin; mais parce qu'on prend plus de précautions qu'en France. Il n'a gelé qu'une fois ou deux dans ma chambre. ... Quand on sort par les grands froids, c'est le visage seul qui souffre, et les doigts quand on conduit le cheval. Nous n'avons guère souffert qu'en faisant nos visites paroissiales. Par

un usage qui ne semble pas avoir été très sagement établi, c'est au mois de janvier qu'on visite ses ouailles dans ce pays ci. Et comme l'Évêque prescrit d'annoncer le jour de la visite le dimanche précédent on ne choisit pas son temps.²⁰

Ralentis par l'hiver, les travaux de l'église reprennent de plus belle au printemps. C'est le 29 juillet 1888, jour de la fête de Sainte-Anne, que la bénédiction de la paroisse a lieu. Bien que l'édifice soit prêt à recevoir les fidèles, les derniers travaux ne seront effectués qu'en 1913, alors que l'on ajoutera deux travées et un clocher à l'église.

Maintenant qu'ils ont une église bien à eux, les habitants de Janeville participent activement à la vie paroissiale. Le premier curé de la paroisse, le Père Pierre Fleurance, dresse un bilan de l'état de sa paroisse, telle qu'elle était en 1889:

Le territoire de notre paroisse est très vaste, je ne saurais au juste vous en dire la superficie. Mais je sais que de notre Église chez les plus éloignés de nos paroissiens, il y a plus de neuf milles, c-a-d (sic) plus de quatre lieues françaises. Ce vaste territoire n'est pas peuplé seulement de catholiques, les protestants y sont bien pour moitié, et ce sont les plus riches et les plus influents dans les élections. Aussi dans notre Conseil municipal, nous n'avons qu'un seul Irlandais catholique, parce qu'ici, nous n'avons pas le suffrage universel, mais bien le suffrage censitaire. Notre paroisse comprend deux sections: celle du chemin de Montréal, où se trouvent notre église et notre résidence, et celle de l'ancienne église aujourd'hui appelée Cyrville...

Le statu quo n'existe pas dans la section du chemin de Montréal. Il y a deux ans, lorsque nous primes possession de cette paroisse, il n'y avait que 96 familles catholiques, aujourd'hui, nous en avons 175 qui donnent un personnel de 882 habitants, et sur ce nombre il y a 507 enfants, (les vieux garçons et les vieilles filles sont très rares par ici) 349 enfants ne sont pas en âge de communier.

PHOTO 19



L'église Notre-Dame-de-Lourdes c. 1900. À cette époque il manque encore les deux dernières travées et le clocher qui seront ajoutés en 1913. (photo AFDLSO)

Les catholiques de langue anglaise forment un septième de la population. Le Père Bridonneau est obligé de prêcher chaque Dimanche (sic) en anglais. Le P. Gory et moi, nous donnons le sermon en français alternativement à Cyrville et à N.-D. de Lourdes. ... Le P. Bridonneau s'efforce d'initier le nouveau confrère à sa science anglaise. L'élève est digne du maître par le zèle, et j'espère que le succès répondra au dévouement de l'un et de l'autre. Pour moi, je dois recourir à notre cuisinière pour répondre aux Anglais, lorsque le confrère est absent. C'est humiliant mais c'est comme cela. Je suis probablement le seul prêtre de l'Ontario qui ne puisse parler l'anglais. Donc, avis aux futurs missionnaires d'Ottawa, car dans toutes les missions ou retraites, il faut prêcher dans les deux langues. Voilà la raison pour laquelle nous n'avons à peu près point missionné (sic) depuis que nous sommes à Ottawa. Voici cependant la liste des quelques travaux fait (sic) depuis deux ans:

2 missions - 3 retraites religieuses - 1 retraite de pensionnat de demoiselles - 1 retraite d'hommes - 3 retraites de mères de familles - 3 retraites de première communion.

De plus, une dizaine de sermons de circonstances. En revanche, dans notre paroisse, nous avons baptisé, depuis deux ans, plus de 100 enfants; tandis que nous n'avons eu qu'une trentaine de décès.²¹

Les Pères Bridonneau et Joubert succèdent au Curé Fleurance (voir la liste des curés). Puis, en 1894, le P. Joseph Pineau devient le quatrième curé de Notre-Dame-de-Lourdes. C'est lui qui fait construire la première salle paroissiale, à côté de l'église.²² Les rencontres sociales, les parties de euchre²³ et les pièces de théâtre se déroulent alors dans cette salle. Vers 1903-1904, sous le rectorat du curé Grenot, on érige la sacristie, attenante à l'église.²⁴ Puis, finalement, en 1913, on achève la construction de l'église, déjà rendue trop petite. On allonge alors l'édifice de deux travées et d'une tour logeant le clocher.²⁵

Pendant la durée des travaux, l'église ne peut être utilisée pour le culte. Comme il faut une salle suffisamment grande pour accueillir tous les paroissiens, on démollit la petite salle paroissiale pour en construire une plus grande, entre le presbytère et le cimetière, tout près du chemin de Montréal. En 1937, cette salle vétuste servait encore, faute de mieux, "Nous attendons avec impatience, des temps meilleurs où nous pourrons construire une Salle (sic) qui saura garder nos hôtes à l'abri de la pluie."²⁶

Lorsque l'église est enfin terminée, les paroissiens décident d'y installer un orgue. C'est sous le curé Joseph Bidet, que l'on procède à l'installation "de belles orgues²⁷ construites par la Maison Casavant Frères."²⁸ C'est également à cette époque qu'est fondée la première compagnie de Zouaves pontificaux de la paroisse.²⁹

En 1925, sur la recommandation de l'Évêque, les Montfortains abandonnent la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes de Cyrville, qu'ils administraient depuis 1887, aux Père séculiers³⁰ du diocèse d'Ottawa. Cette même année, on fonde la Ligue du Sacré-Coeur dont le premier président est M. Théodore Gouin et le premier secrétaire-trésorier, M. Salomon Gratton.³¹

Deux ans plus tard, les paroissiens décident d'orner leur clocher d'un carillon de cinq cloches. Le 20 septembre, on procède à son inauguration:

... c'est le représentant du Saint-Siège au Canada, Son Excellence Andréa Sassulo, délégué apostolique, qui, répondant à l'invitation de leur Curé, le R.P. Lajoie, S.M.M., a daigné accepté de faire le baptême de nos cinq belles cloches. Ces cloches sont le présent de nos bien-aimés paroissiens. En trois semaines, le plein montant fut souscrit et complètement payé. Je suis réellement content et fier de la manière dont les paroissiens ont répondu à mon appel. Le coût total du carillon monte à 2.770 dollars...



Défilé des zouaves pontificaux dans les rues de la paroisse
St-Charles. (Photo gracieuseté de M. Gaston Jolicoeur)

Les nouvelles baptisées répondent respectivement au nom de: Notre-Dame-de-Lourdes, Louis Marie de Montfort, St-Jean-Baptiste, St-Patrick, Marie-Louise.³³

Quelques années plus tard, la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes d'Eastview accueille un nouveau vicaire qui influencera profondément la vie de la ville. Né à Compton dans les Cantons de l'Est, le 15 février 1891, et ordonné prêtre à Ottawa le 2 juin 1917, le Père Edmond Ducharme travaille d'abord à l'orphelinat de Montfort et au collège de Papineauville, où il enseigne et est préfet de discipline. Il arrive à Eastview en 1931, et succède, l'année suivante, au curé Olivier Lajoie. Le Père Edmond Ducharme sera curé de Vanier de 1932 à 1953 et, comme le curé Barrette à St-Charles, il exercera son influence dans toutes les sphères de la vie de ses paroissiens.

Pendant les 21 ans de sa cure, le Père Ducharme se dévoue continuellement pour les causes de la foi et de la langue. Arrivé au plus fort de la crise économique, il remet sur pied plusieurs associations paroissiales chancelantes. Il s'intéresse à la vie municipale et obtient, d'une part, que le nom de plusieurs des rues de la ville soit francisé et, de l'autre, qu'un crucifix orne les murs de la salle du Conseil de ville. Il travaille au soutien des écoles séparées et participe au projet d'établissement d'une école secondaire à Eastview. Sous son influence, on crée le centre récréatif et la Caisse populaire Notre-Dame-de-Lourdes. De plus, il milite activement avec M. Donat Grandmaître pour la construction de l'Hôpital Montfort, au début des années '50.

En octobre 1953, le Père Ducharme est honoré de l'Ordre du Mérite scolaire franco-ontarien par l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario.³³ Un mois plus tard, il quitte la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes d'Eastview, au regret des uns et au bonheur des autres.



Le Père Edmond Ducharme, curé de Notre-Dame-de-Lourdes
de 1931 à 1953.
(Photo gracieuseté de Mlle Irène Grandmaître)

Qualifié, par certains paroissiens, de misogyne, d'indiscret et de dur, le Père Edmond Ducharme était admiré par d'autres comme un modèle de charité et de droiture. Il était certainement un produit de son temps, alors que la doctrine de l'Église se résumait encore au "Crois ou meurs".

Quoique nous n'ayons pu retracer un sermon du Père Ducharme, voici néanmoins les remarques qu'il adressait à ses paroissiens dans l'Album souvenir des fêtes du cinquantenaire de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes d'Eastview, en 1937. On y retrouve le style et la mentalité caractéristiques de cette époque:

L'esprit paroissial

Pour nous, Canadiens-Français (sic) plus que tout autre, c'est ce que nous avons de plus cher. La Paroisse! N'incarne-t-elle pas toute notre histoire? Elle a été l'ouvrière de notre survivance, tant au point de

vue national qu'au point de vue religieux; elle a été la gardienne fidèle de notre héritage; elle a été le sauveur de nos traditions les plus chères. C'est parce qu'elle a été tout cela que nos adversaires, aujourd'hui l'attaquent de mille manières pour la détruire. Cette forteresse ruinée, il en sera fait de nous comme peuple chrétien et catholique. Il est donc sage de profiter d'une circonstance comme celle d'aujourd'hui pour donner un nouvel essor à l'esprit paroissial...

... nous pourrions nous demander: Sommes-nous à la hauteur de la tâche qui nous a été confiée par nos prédécesseurs? En nous quittant, ils nous ont transmis l'oeuvre commencée, l'oeuvre aimée, espérant qu'on défendrait cet héritage, qu'on le grandirait. L'avons-nous fait? ...

En notre coeur n'avons-nous pas laissé éteindre l'amour de la Paroisse, et, avec lui le dévouement qu'on lui doit? Nous sommes-nous préoccupés de ses difficultés de toutes sortes: financières; scolaires; religieuses? Nous sommes-nous préoccupés de sa survivance? Ne sommes-nous pas arrivés à l'ignorer, à négliger nos devoirs à son égard? En d'autre terme (sic), on n'a plus l'esprit paroissial.

Cette vie (la vie paroissiale) est en tout point, semblable à celle de la famille...

Nous y retrouvons la même autorité établie pour le bien commun, autorité qui commande, qui conseille, qui doit réprimander. D'autre part, elle doit être reconnue, respectée, écoutée. Elle le serait si on se souvenait qu'elle est la voix de Dieu.

... on travaillera à faire prospérer sa Paroisse, considérant que c'est là un devoir. L'aide qu'elle réclame n'est pas une aumône, mais une dette et une dette sacrée.

L'on aimera aussi à prier ensemble. On sera jaloux de se rendre aux Offices religieux de la Paroisse, regardant comme dangereuse la manie d'aller un peu partout, sous la facile excuse que c'est le même Bon Dieu. C'est le même Bon Dieu, oui, mais ce n'est pas votre Paroisse. C'est elle, et elle seule qui est chargée de vous instruire des devoirs de votre religion, de vous reprendre de

vos défauts, de vous avertir des dangers. Elle, et pas d'autre (sic), que vous devez soutenir. Et surtout, n'allez pas la fuir par orgueil, ne l'estimant pas assez bonne pour vous. Elle est pauvre, soit, mais ce n'est pas un défaut, et est-ce logique d'aider la voisine? ...

L'enfant qui a honte de ses parents, qui ne les aide pas, les critique et les calomnie est un dégénéré. La Paroisse est notre Mère, car c'est l'Église notre mère, nous attirant sur son coeur pour nous réchauffer parmi les glaces du monde, nous unir dans un même maternel amour, nous défendre contre l'ennemi commun de nos âmes en attendant de nous amener avec elle dans les éternelles demeures.

En ce jubilé d'Or, souvenons-nous de nos obligations: jurons à notre mère, obéissance, amour, fidélité, dévouement. Vous surtout les jeunes; qui, demain, serez appelés à prendre nos places. Puissiez-vous être à la hauteur de votre tâche! ...³⁴

Une dizaine d'années après le départ du Père Ducharme, la vie religieuse du pays est considérablement bouleversée par le Concile de Vatican II. À partir des années '60, on délaisse le latin pour le vernaculaire et on procède à des quantités de modifications qui provoquent tantôt des soupirs de satisfaction, tantôt des pleurs et des grincements de dents. Bien ou mal vus, ces changements n'en modifient pas moins la relation entre les citoyens et leur paroisse.

Malgré cette période difficile, la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes d'Eastview reste une des paroisses les plus fréquentées d'Ottawa. En 1966, elle fête dans la joie l'ordination épiscopale du premier évêque natif d'Eastview, Mgr Gérard Deschamps. Celui-ci devient le premier évêque du diocèse de Daru, en Papouasie, où les Montfortains viennent de fonder une nouvelle mission. En 1983, Mgr Deschamps occupe toujours ce poste.

La vie d'une paroisse est marquée par des joies et des peines; les mariages et les baptêmes succédant aux funérailles dans

un cycle continu. En 1973, cependant, une tragédie ébranle la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes et toute la ville de Vanier. C'est dans la nuit du 27 mai 1973 que le feu ravage l'église paroissiale, érigée 75 ans plus tôt. L'alerte est donnée à 1h15 du matin et les pompiers arrivent sur les lieux du sinistre en quelques minutes. On procède alors à l'évacuation du scolasticat St-Jean par mesure de précautions, car, on croit pouvoir contenir l'incendie à l'église. En moins de 45 minutes, les flammes se propagent à toute l'église, alimentées par le bois sec de l'intérieur. La chaleur provenant du brasier est si intense que les pompiers ne s'en approchent qu'avec peine. Le toit s'écroule à 2h30 et le clocher s'effondre dans un fracas indescriptible à 3h30. Ce n'est que vers 4h00 que les flammes attaquent le scolasticat par le sous-sol qui le relie à l'église. Malgré l'aide des sapeurs de Nepean, à 8h30 l'église et le scolasticat sont en cendres.³⁵

Ce sinistre, qui détruit une église remarquable et qui ravage le scolasticat, n'épargnant ni bibliothèque, ni archives, ni thèses des étudiants, touche profondément tous les paroissiens et les pères Montfortains. Mais, tout en remerciant Dieu qu'il n'y ait pas eu de pertes de vie ou de blessures, on se remet vite à la tâche dans le but de reconstruire un nouveau temple à partir des cendres encore chaudes.

Malheureusement, les coûts de construction ayant augmenté sans cesse depuis le début du siècle, il ne peut être question de rebâtir l'église telle qu'elle était. On procède donc à la démolition de la vieille structure pour faire place à un nouvel édifice. Entretemps, les messes sont dites à la chapelle des Filles de la Sagesse et dans les gymnases des écoles séparées de la paroisse.

Un comité de construction est nommé pour voir au choix des futurs plans de la nouvelle église. Ce comité est présidé par M. Jean-Guy Châtelain et comprend, entre autres membres, le curé

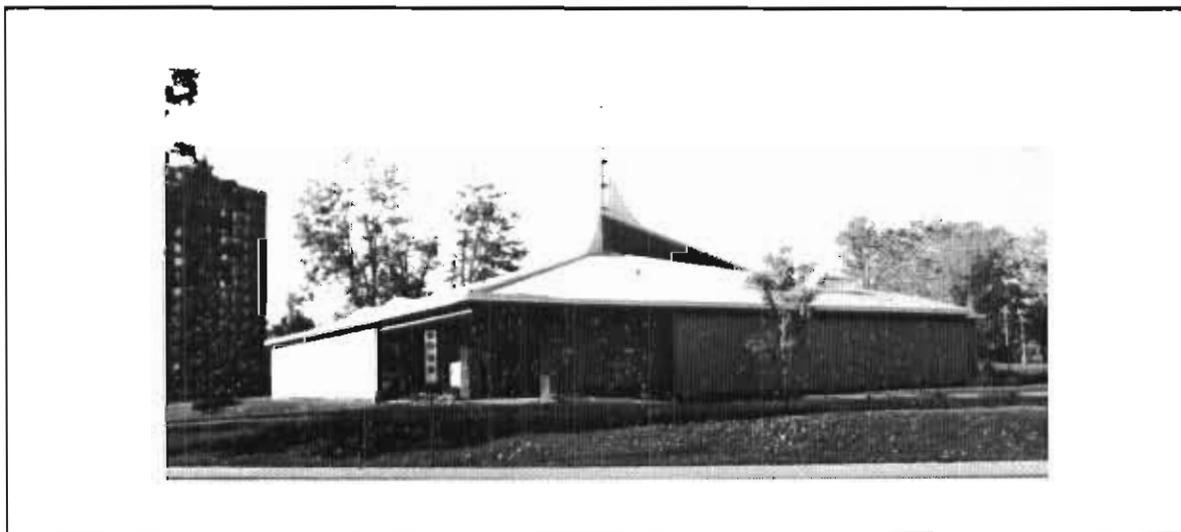


L'église Notre-Dame-de-Lourdes avant l'incendie en 1973.
(photo APM)

Lucien Nourry, MM. Lucien Gatién, Jean Lagacé, Jean-Paul Dallaire et Gérard Grandmaître et Mme Bertha Liard. Le travail du comité est long et laborieux, on doit visiter des églises un peu partout dans la région et au Québec, à la recherche d'un temple polyvalent, dont les salles peuvent être utilisées à plusieurs fins.

En automne 1974, la compagnie Roger Thibault entreprend les travaux de construction de la nouvelle église Notre-Dame-de-Lourdes de Vanier. Le travail se poursuit pendant l'année 1975 et, ce n'est que pour la messe de minuit 1975 que la nouvelle église ouvre ses portes. Les travaux auront coûté 515,000\$ dont 400,000\$ proviennent des assurances de l'ancienne. La dette de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes sera complètement effacée à la fin de novembre 1982.

PHOTO 23



La nouvelle église Notre-Dame-de-Lourdes, érigée en 1975, est un temple moderne et multi-fonctionnel.

d) Le scolasticat St-Jean

L'oeuvre des Montfortains ne se limite pas seulement à l'administration de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes. Ils dirigent en effet un scolasticat, maison d'éducation pour les étudiants désirant accéder à la prêtrise.

La fondation du scolasticat canadien remonte ... aux années 1890-1892, alors que de nouvelles lois françaises sur le service militaire contraignent la Compagnie de Marie à envoyer ses étudiants non plus seulement hors de France mais encore hors d'Europe.

Déjà, vers 1880, la persécution a obligé les Montfortains à établir à l'étranger leur premier scolasticat (Schimmert, 1882). Avec l'apparition des lois votées en 1889, ce premier exil ne suffit plus: les nouveaux règlements astreignent même les ecclésiastiques à l'entraînement (militaire) et ne prévoient d'exemption complète que pour les Français résidant hors d'Europe de leur dix-neuvième à leur trentième année.³⁶

Expulsés d'Europe, les Montfortains décident d'installer un scolasticat au Canada. Ils l'établissent à Cyrville, près de l'église. Mais ce scolasticat s'avère bientôt trop petit pour le nombre croissant d'élèves qui s'y trouvent. On décide donc d'ériger un nouvel édifice qui, sur le conseil de Mgr Duhamel, est situé à Eastview. Le Père Henri Richard conçoit le plan d'ensemble et confie le contrat pour la construction de la première partie à M. Fauteux de Hull.

Dédié à St-Jean, le scolasticat est inauguré en 1901 et loge 30 étudiants. Deux ans plus tard, l'édifice se révèle trop petit pour les 41 élèves de la maison. On procède alors à la construction de la partie centrale de l'édifice, tel qu'indiqué sur les plans du Père Richard. Cette partie est adossée à l'église et est construite par M. Poirier d'Ottawa. Le nouveau local est béni par Mgr Duhamel le 28 avril 1904. En 1930, on doit agrandir de nouveau. On ajoute une aile du côté ouest de l'église. Ces travaux sont effectués par l'entrepreneur Monette d'Ottawa.³⁷

PHOTO 24



Le scolasticat St-Jean, tel qu'agrandit en 1904. La dernière aile sera ajoutée en 1930. À la gauche on aperçoit l'arrière du presbytère Notre-Dame-de-Lourdes. (photo AFdlSO)

À la suite de l'incendie de 1973, le scolasticat déménage à Ottawa. D'abord situé sur la rue Glenora, le scolasticat est maintenant sis sur la rue Riverdale, non loin de l'Université St-Paul où les scolastiques suivent leurs cours.

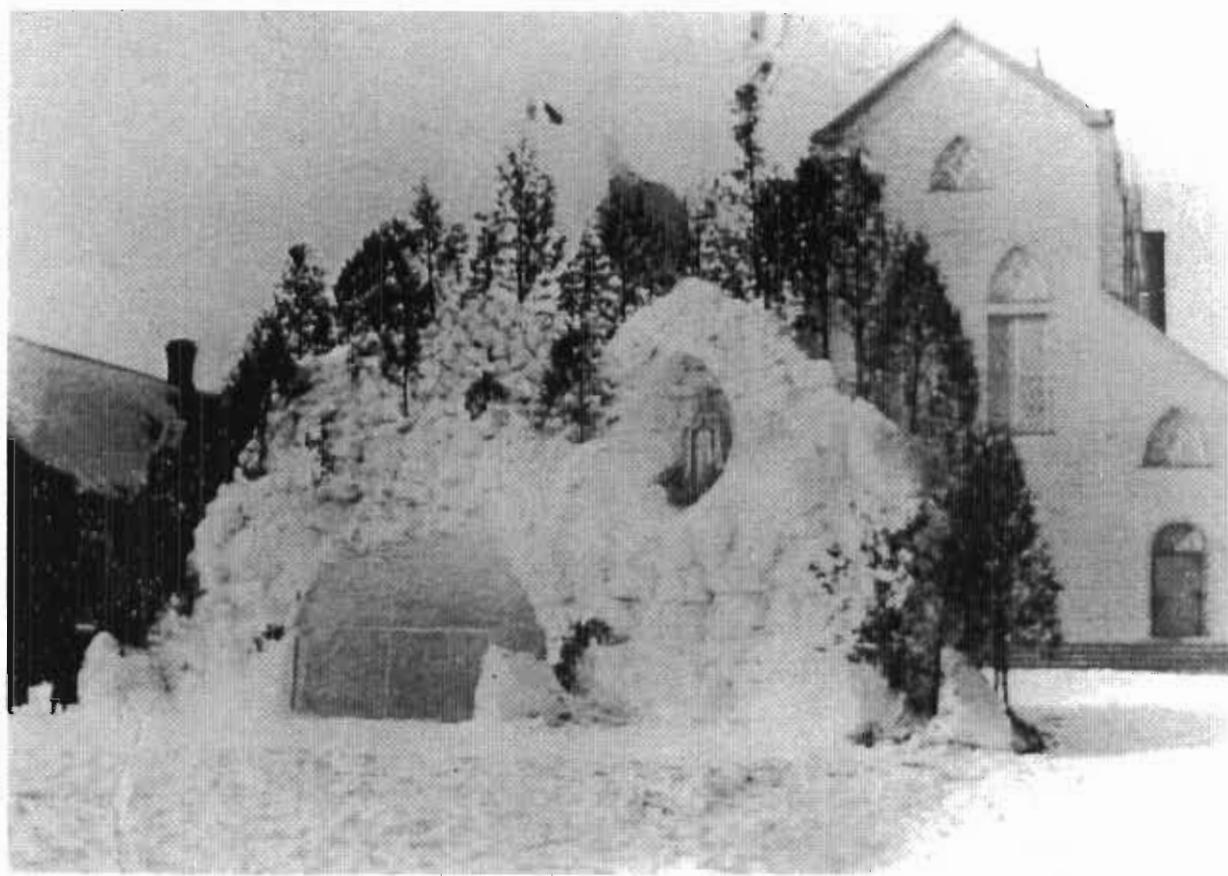
e) La Grotte de Notre-Dame-de-Lourdes

Depuis sa nomination au poste de supérieur du scolasticat St-Jean, le Père Henri Richard songe à faire construire une réplique de la grotte de Lourdes. En mai 1902, il fait creuser les fondements d'une grotte sur une butte de terre près du scolasticat. Ces travaux ne seront cependant jamais terminés. En 1905, la butte de terre est aplanie. Le sol et les pierres servent alors à remplir une partie des marais avoisinants qui couvrent tout le terrain de la grotte actuelle. Ce n'est qu'en 1907 que les Frères J.-B. Huet, J. Besnard, J. Bidet et le Père F. Le Touarin finissent de remplir ces marais. Ils jettent alors les bases de ce qui deviendra la Grotte Notre-Dame-de-Lourdes.³⁸

L'année 1908 marque le cinquantième anniversaire des apparitions de la Vierge à Bernadette Soubirous à Lourdes.

"Pour célébrer dignement cet évènement, les scolastiques Montfortains résolurent d'édifier devant l'église, une grotte de neige, (voir photo 25) imitation des grottes de Massabielle, et la statue de l'Immaculée vient (sic) y trôner, souriant à ce témoignage touchant d'amour filial. Une foule compacte vint prier à ce sanctuaire nouveau genre."³⁹

Les travaux de la grotte reprennent à l'été 1908. Ce n'est toutefois que deux ans plus tard que la grotte des scolastiques est enfin terminée. Jusque-là, la grotte n'avait été, pour le scolasticat, qu'une façon d'embellir la propriété tout en érigeant un lieu de pèlerinage privé pour les étudiants. Les paroissiens voyaient cependant les choses d'un autre oeil. Ils



En 1908, à l'occasion du cinquantième anniversaire des apparitions de Marie à Lourdes, les scolastiques de Notre-Dame-de-Lourdes ont érigé une grotte en glace devant l'église. On constate que celle-ci n'est pas encore complétée et on peut voir une section de la première salle paroissiale à gauche. (photo AFDLSO)

s'organisent donc pour exercer des pressions auprès de personnages ecclésiastiques importants pour obtenir que la grotte devienne un lieu de pèlerinage public. Les Montfortains donnent leur accord et le 18 septembre 1910, Mgr Morice, évêque des Cayes en Haïti, bénit la grotte de Notre-Dame-de-Lourdes.⁴⁰

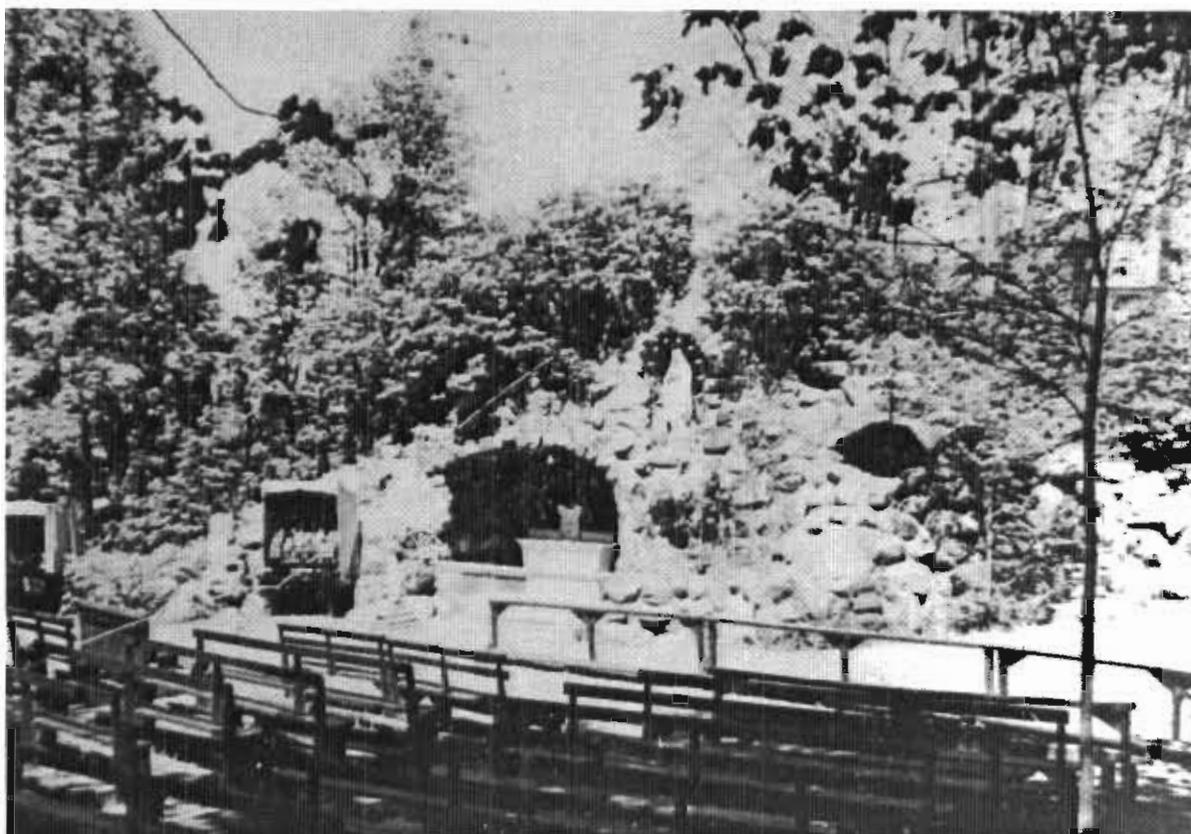
En mai 1911, les Montfortains célèbrent la première messe à la grotte, pour les enfants de la paroisse. La même année, le Père J. Béricot et le Frère G.E. Martin construisent un canal pour drainer le terrain qui est inondé régulièrement. L'année suivante, on y installe l'électricité et de 1913 à 1915, on aménage le Chemin de croix, dont la douzième station, le Calvaire, est bénie le 31 octobre 1915.

À cette époque, la grotte occupe à peu près le même terrain qu'en 1983. Cependant, l'acquisition, en 1923, de terrains appartenant à MM. Cantin et Corbeil, permet d'agrandir la superficie du sanctuaire. Le terrain de la grotte s'étend alors jusqu'au chemin de Montréal.

En 1935, on construit le premier kiosque pour la vente d'objets de piété, qui sert aujourd'hui de remise. Deux ans plus tard, la grande salle des pèlerins est construite près de la rue Cantin. Cette salle sert à la réception des visiteurs. En 1943, le toit de la salle s'écroule sous le poids de la neige. Heureusement, on réussit à tout rebâtir à temps pour les pèlerinages du mois de mai.⁴¹ Depuis, cette salle a été déménagée au Camp de l'amitié à Val-des-Bois, où elle a servi de dortoir à plusieurs enfants de Vanier. La salle sert présentement de centre de rassemblement pour le Club optimiste du village de Val-des-Bois.

En 1958, on reconstruit le Calvaire pour lui donner l'aspect qu'il a aujourd'hui. Deux ans plus tard, on construit le grand magasin de souvenirs près du terrain du scolasticat. C'était à une époque où l'on prévoyait une expansion continue du nombre de pèlerinage. Cependant, au cours des années soixante les pèlerins

PHOTO 26



Grotte Notre-Dame-de-Lourdes. (photo APM)

délaissent graduellement la grotte. Si bien qu'une dizaine d'années après son ouverture, le magasin de la grotte doit fermer ses portes.

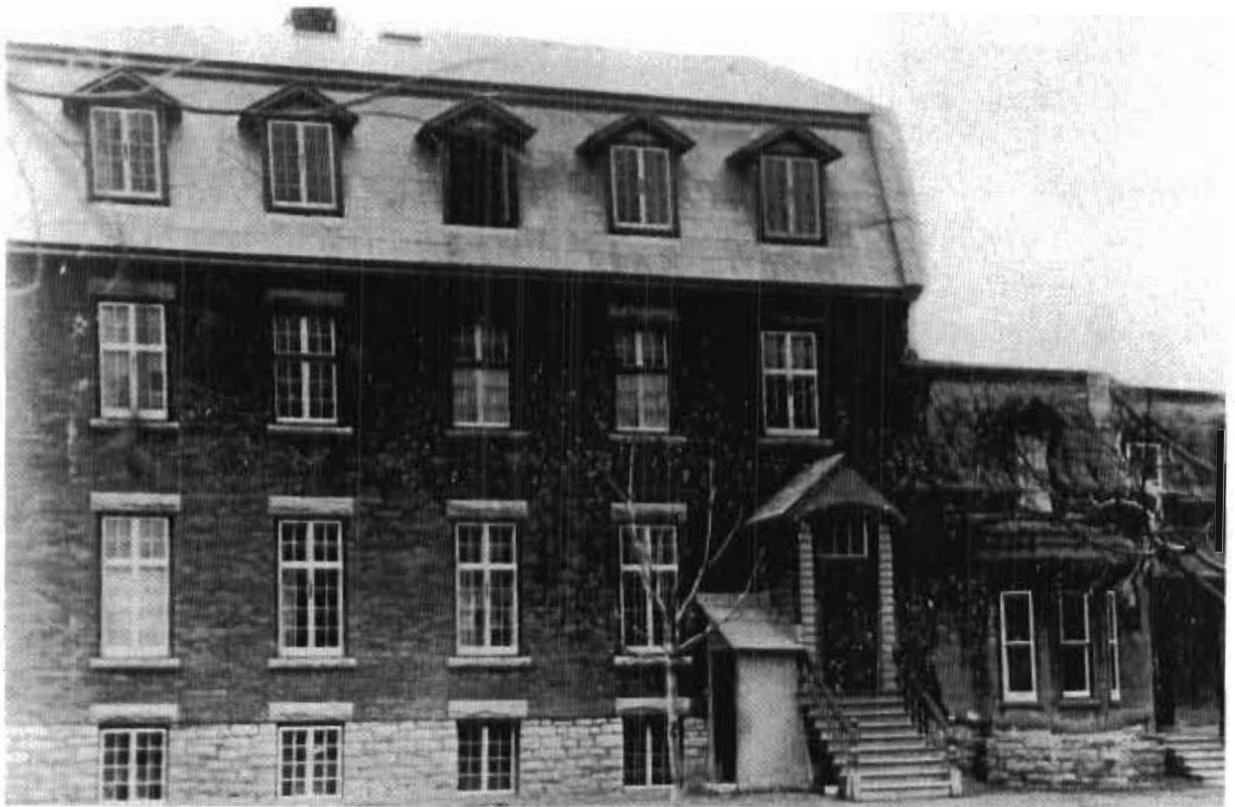
L'année 1973, qui est l'année de l'incendie de l'église Notre-Dame-de-Lourdes, marque le début d'une nouvelle ère pour la grotte. À la suite de l'adoption des nouveaux plans de l'église, on décide de vendre une partie du terrain de la grotte à des entrepreneurs qui y érigeront un vaste projet d'habitation. Cette décision ne plaît pas à tous les paroissiens qui craignent de voir leur grotte transformée en terrain de jeux par les enfants des nouveaux logis. La grotte se voit donc amputée de plus de la moitié de son territoire pour n'occuper que ses limites originelles. Malgré certaines hésitations de la part de quelques paroissiens, les pèlerinages se poursuivent dans une grotte plus petite certes, mais où les fidèles peuvent se recueillir paisiblement.

f) Les Filles de la Sagesse

Congrégation soeur des Père Montfortains, puisqu'elle a le même fondateur, les Filles de la Sagesse (Fdls) arrivent au Canada en 1891. Elles s'installent dans la maison Valiquette, située en face de l'église Notre-Dame-de-Lourdes, le 12 septembre, et se vouent dès lors à l'éducation des enfants de Janeville. Le 14 septembre, elles prennent en charge l'école de la ville et ouvrent leur pensionnat. Dès la première année, elles hébergent six pensionnaires et, leur nombre augmentant, doivent construire un nouvel édifice en 1892. Ce bâtiment est annexé à la maison Valiquette et accueille 33 pensionnaires en 1892 (voir photo 27). Le nombre des élèves du couvent continue d'augmenter ainsi pendant 11 années consécutives, soit jusqu'en 1903.

Cette année-là, on décide d'établir le noviciat des Filles de la Sagesse à Janeville. Comme les novices doivent être isolées et que la maison est petite, on doit fermer le pensionnat.

PHOTO 27



À la droite de cette photo, on aperçoit la Maison Valiquette, la première demeure des Filles de la Sagesse à leur arrivée à Janerville en 1891. On construisit par la suite la première aile du couvent, que l'on peut voir ici. (photo AFdlSO)

Liste des curés de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes

Pierre Fleurance	1887-1890
Jean-Baptiste Bridonneau	1890-1891
Pierre Joubert	1891-1894
Joseph Pineau	1894-1902
Jean-Marie Castex	1902-1903
Camille Grenot	1903-1904
Jean-Baptiste Dupuy	1904-1906
Joseph Kalen	1906-1916
Joseph Bidet	1916-1918
Jean-Baptiste Dupuy	1918-1922
Henri Lemmens	1922-1926
*Olivier Lajoie	1926-1932
Edmond Ducharme	1932-1953
Maurice Cadieux	1953-1959
Joseph Fabien	1959-1965
Charles Lajoie	1965-1968
Lucien Nourry	1968-1974
Germain Gendron	1974-1980
Maurice Leblanc	1980-

* Le Père Olivier Lajoie est le premier curé canadien de la paroisse. Tous ses prédécesseurs sont d'origine européenne.

Premiers actes des registres paroissiaux

1^{ère} sépulture:

- le 18 août 1887
- Le dix-huit août 1887, a été inhumé par nous, Missionnaires de la Cie de Marie, desservant de la Paroisse Notre-Dame-de-Lourdes soussigné, le corps de Marie Gaumont,

épouse d'Alexandre Bourque décédée le cinq du même mois, à l'âge de trente ans, munie des sacrements de l'Église.

Signé: J.-B. Bridonneau

1^{er} baptême:

- le 22 août 1887
- Le 22 août 1887, nous, Missionnaires desservant la Paroisse Notre-Dame-de-Lourdes, avons baptisé un garçon né le même jour, du légitime mariage d'Olivier Gosselin et de Joséphine Laporte, lequel a reçu le nom de Joseph. Parrain: Joseph Lacasse. Marraine: Véronique Robert, femme Lacasse.

Signé: J.-B. Bridonneau

1^{er} mariage:

- le 26 septembre 1887
- Le 26 septembre 1887, après publications d'un ban de mariage faite au prône de nos messes paroissiales, vu la dispense de deux bans accordée par Monseigneur l'Archevêque, Nous, Ptre Missionnaire de la Cie de Marie soussigné, ayant reçu le consentement mutuel d'Antoine Laporte, fils majeur de Charles Laporte et d'Adile Deveau, de cette paroisse d'une part; et de Anna Lane, fille majeure de Nelson Lane et d'Elmyre Ladouceur, également de cette paroisse d'autre part; aucun empêchement ne s'étant découvert, nous leur avons donné la Bénédiction Nuptiale, en présence de Mary Besser et de Moïse Bellec, qui ont déclaré ne savoir signer. Lecture faite:

Signatures: Anney Lane

Antoine Laporte

Th. Joubert, Ptre, s.m.m.

Les parents des élèves sont déçus et s'organisent pour obtenir sa réouverture. Ce n'est toutefois qu'en 1909, après l'ajout d'une nouvelle aile au couvent, que l'on pourra à nouveau accueillir des pensionnaires.

En 1913, le pensionnat est affilié au Conservatoire national de musique de Montréal, et, en 1920, à l'Université d'Ottawa. Les élèves peuvent suivre des cours leur donnant accès à l'Université, à l'école normale⁴² ou au marché du travail.

Des 12 élèves de 1909 on passe rapidement au nombre de 130 en 1920. Au fil des ans, le nombre d'élèves se stabilise. Puis, avec le "boom" des naissances des années '50, la clientèle du pensionnat double. Il faut donc songer à faire construire un nouvel édifice. Celui-ci est érigé sur la rue Church vers 1960, et peut accueillir jusqu'à 500 élèves. En 1970, cependant, les religieuses doivent fermer les portes de leur maison d'éducation, après avoir servi Vanier pendant une soixantaine d'années. Le pensionnat Notre-Dame-de-Lourdes est depuis devenu l'école secondaire Belcourt qui a fermé ses portes à la fin de l'année scolaire 1982-1983.

3. La paroisse St-Charles

a) Les débuts

À l'arrivée des Montfortains à Janeville en 1887, la nouvelle paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes englobe toute la ville. Les paroissiens d'abord ravis d'avoir une église bien à eux, se rendent vite compte que le nouvel édifice n'est guère central. Située à la limite est de la ville, l'église est éloignée de bien des paroissiens, notamment des gens de Clarkstown, établis au nord-ouest de la ville. Nombre de ces derniers continuent donc de fréquenter la paroisse Ste-Anne d'Ottawa, située à proximité.

Devant ce problème, Mgr Duhamel décide de scinder la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes en deux parties, de façon à doter les gens de Clarkstown d'une paroisse. L'archevêque d'Ottawa réussit ainsi à libérer la paroisse Ste-Anne d'un surplus de fidèles et à satisfaire les habitants de Clarkstown.

En juin, M. J.C. Keefer, propriétaire de plusieurs lots sur la rue Beechwood, donne un terrain boisé pour la construction de la nouvelle église. Le don de M. Keefer n'est pas tout à fait désintéressé, puisqu'il sait bien que la construction d'une église favorisera la venue de nouveaux habitants à qui il pourra vendre ses autres lots!

Quoiqu'il en soit, l'entrepreneur Vanance Ladouceur commence les travaux de l'église le 28 avril 1908, avant même que la nouvelle paroisse ne soit érigée ou que son nom ne soit connu.⁴³ En avril, on estime les coûts de construction à 19,000\$. Mais, lors de la bénédiction de l'église, le 6 décembre 1908, on réajuste ces chiffres: "Les travaux jusqu'à ce jour ont coûté environ \$18,000 et s'élèveront à \$40,000 lorsque l'église sera entièrement terminé (sic)."⁴⁴

La nouvelle église en brique rouge est placée sous le vocable de Saint-Charles. Elle devient le centre d'une paroisse dont le territoire s'étend des deux côtés de la rue Beechwood, soit une partie dans Eastview et l'autre dans Ottawa. De fait, ce n'est que le hasard qui ait voulu que J.C. Keefer donne un terrain dans Vanier plutôt que dans Ottawa, puisqu'il possédait des lots des deux côtés de la rue.

Au début, la paroisse compte une centaine de familles dont les 3/4 viennent de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes. Le premier curé de la paroisse St-Charles est un Montfortain, le Père Louis-Marie Fillaudeau.⁴⁵ Celui-ci est né le 13 août 1875 à La Romagne en France. Il est ordonné prêtre en Algérie en 1898 puis il obtient un doctorat en théologie à Rome. Il s'embarque alors

PHOTO 28



Construction de l'église St-Charles en 1908. L'église était alors située dans un petit bois. (Photo gracieuseté de Mme Denise Portugaise-Champagne)



Le Père Louis-Marie Fillaudeau, premier curé de la paroisse
St-Charles, c. 1910.

pour le Canada. Il enseigne alors au scolasticat St-Jean de 1903 à 1908, tout en servant de vicaire à la paroisse St-Anne. Il devient le curé-fondateur de la paroisse St-Charles en 1908.

Ce missionnaire dévoué sait s'attirer l'affection de ses paroissiens, qui apprécient les sacrifices de leur curé. Ceux-ci profitent d'un retour de voyage du Père Fillaudeau pour lui témoigner leur reconnaissance. Ils organisent alors une fête, qui commence par la lecture d'une adresse de circonstance par M. Isidore Champagne:

Monsieur le curé, la pauvreté de nos commencements ne vous a point découragé du jour où le regretté Archevêque Duhamel vous pria de prendre charge de nos âmes c'était bien apostolique de votre part; (sic) mais votre âme nous a semblé incomparablement animée de l'esprit du Rédempteur, quand ce spectacle nous fut donné celui de vous voir par le

froid et la boue accourir aux plus humbles de vos paroissiens en besoin des grâces de Dieu. Combien de fois vous avez levé votre modeste grabat derrière l'autel du sanctuaire et dormir (sic) là au froid, à la glace, à la brise d'hiver afin d'être au milieu de vos fidèles dès l'aube du jour...

Vient ensuite la présentation de cadeaux des paroissiens: "un paletot richement doublé en rat musqué de Russie et avec collet de loutre ainsi d'un (sic) casque en fourrure, gants et pantoufles le tout valant environ \$250.00 et entièrement souscrit par les paroissiens."⁴⁶

La générosité des paroissiens de St-Charles permet aussi au curé de faire l'achat d'une cloche. C'est lors d'une grande fête paroissiale, en juin 1909, que cette dernière est bénite. Après la messe et la bénédiction de la cloche, on organise une série de jeux dans le bois près de l'église. Les gagnants de chaque épreuve se voient attribuer des prix pour le moins inusités selon les standards de 1983:

Le programme est des plus intéressants. Pour commencer un prix sera donné à l'homme qui fera la grimace la plus comique. Une demi tonne de charbon fournie par M. J. Heney. Courses par dessus barrières de cent verges; 1^{er} prix, un chapeau en sole, donnée par M. Côté; 2^e prix une bouteille de vin de port, donné par M. R. Kennedy. Courses de jeunes gens de 16 ans. Un quart de mille: 1^{er} prix, une boîte de cigares. Courses de jeunes gens de 15 ans, 200 verges. Une boîte de cigares de \$1,50 donnée par M. Délorme. Courses de dames, 50 verges. Un magnifique hamac, donné par M. S. Ouellette, 151 rue Rideau. Courses de petites filles de 10 ans. Une grande tasse en porcelaine, valant \$1.50 donnée par Mme Cardinal. Courses de jeunes gens: 1 mille. Une boîte de cigares de \$5.00 donné (sic) par Em. Robitaille.

Courses à trois jambes. Une boîte de cigares de \$2.50 donné (sic) par O. Bordeleau.
Courses dans les sacs, 50 verges. Une boîte de cigares \$2.50 donné (sic) par M. Davidson.
Sauts en longueur. Une boîte de cigares \$2,50 donné (sic) par H.B. Boyd.
Sauts avec obstacles. Une boîte de cigares de \$2.50 donné (sic) par Midas H. Gallien.
Tug of War. 1^{er} prix, boîte de cigares de \$5. donné (sic) par Sam Cassidy; 2^e prix, boîte de cigares donnée par Fred Charbonneau.⁴⁷

En 1910, M. Fabien Brunet dirige la construction de la nouvelle salle paroissiale. Chacun participe alors aux travaux au meilleur de ses compétences. La salle servira aux activités sociales et les paroissiens n'hésitent pas à y mettre temps et efforts. L'extérieur de la salle ne sera toutefois terminé qu'en 1913.

Le Curé Fillaudeau quitte la paroisse St-Charles en septembre 1912, pour devenir supérieur de la maison Montfortaine de Dorval. Les Montfortains remettent alors la paroisse au diocèse. Mgr Charles Hugh Gauthier⁴⁸ nomme alors le Père François-Xavier Barrette à la cure de St-Charles.

b) Le Curé Barrette

Le Curé Barrette est né le 6 décembre 1877 à Ste-Mélanie dans le comté de Joliette. Fils d'Adélaré Barrette, cultivateur, et de Guildée Pelletier, François-Xavier Barrette fait ses études au séminaire de Montréal. Il est ordonné prêtre par Mgr Duhamel le 16 juillet 1905. Vicaire à Alfred jusqu'en 1907, puis curé à Notre-Dame-de-Pontmain de 1907 à 1912, il devient le deuxième curé de la paroisse St-Charles en septembre 1912.⁴⁹

À son arrivée à St-Charles, le Père Barrette a la ferme intention de bien organiser sa paroisse encore jeune. Il la désire aussi francophone que possible et fera tout en son pouvoir pour y



Fête organisée par les paroissiens de St-Charles en l'honneur du Curé Fillaudeau, le 30 août 1910. (Photo gracieuseté de M. Emmanuel Foisy)

attirer de nombreux Canadiens français. Défenseur acharné de la cause franco-ontarienne, le Curé Barrette travaillera toujours à sa survivance.

En 1913, le Curé Barrette voit à faire terminer la construction de la salle paroissiale et à l'érection d'un presbytère. Ce dernier est de taille imposante, comme le souhaite le curé. En 1915, on remplace la première cloche, qui s'est brisée, et l'année suivante, le curé organise une grande campagne de souscription pour le parachèvement de l'intérieur de l'église. En 1918, M. Joseph Dagenais et ses fils travaillent à l'agrandissement du jubé de l'église et à la confection de la chaire, alors que M. Joseph Diger peint l'extérieur des fenêtres de l'église.⁵⁰ Les travaux de l'intérieur de l'église sont finalement terminés en février 1919, grâce aux 7,000\$ amassés par la campagne de prélèvement de fonds du Curé Barrette. L'église est prête pour les célébrations de Pâques.

Le Curé Barrette, rassuré de voir enfin son église terminée, peut maintenant s'occuper davantage de la vie de ses ouailles. Il décide alors de se lancer dans l'achat de terrains vacants. Il achète à bon compte des lots qu'il revend à des Francophones désireux de s'établir dans St-Charles. Grâce à cette tactique, la paroisse a toujours conservé une moyenne d'habitants de langue française supérieure à celle de l'ensemble de Vanier. Le Curé Barrette participe également à la création de l'Ordre de Jacques-Cartier, en 1926 (voir l'Ordre de Jacques-Cartier).

De 1930 à 1955, la vie paroissiale s'organise. Divers clubs sociaux sont formés, dont: le Cercle social (1931), les scouts (1932), les louveteaux (1939), la Ligue du Sacré-Coeur (1940), la bibliothèque St-Charles (1944) et les Zouaves (1955). Pendant toute cette période, le Curé Barrette domine la vie de sa paroisse et s'intéresse à tout ce qui s'y déroule.

PHOTO 31



L'église St-Charles est terminée en 1913, avec l'addition du presbytère et la fin des travaux de la salle paroissiale que l'on voit en arrière plan. (Photo gracieuseté de Mme Henri Marleau)



Le Père François-Xavier Barrette, curé de la paroisse St-Charles de 1912 à 1961. (Photo datant de 1936, gracieuseté de Mme Henri Marleau)

De tempérament vif, le Curé Barrette paraît abrupte à plus d'un. C'est une attitude commune aux prêtres autoritaires de l'époque. Sévère envers ses ouailles, le Curé Barrette l'est autant en affaires. Si les locataires de ses maisons ne peuvent pas payer leur loyer, il fait saisir leur mobilier. Quoiqu'il prône les grosses familles, il refuse néanmoins de leur louer des maisons près de l'église, de façon à se garder un coin paisible.

Cet homme franc et direct, bon mais ferme, a suscité des réactions et des sentiments divers, chez ses paroissiens. Comme le Père Ducharme de Notre-Dame-de-Lourdes, il était aimé ou détesté, mais il ne laissait personne indifférent!

En 1954, le Curé Barrette est élevé au rang de prélat domestique par le Pape Pie XII, en reconnaissance de ses nombreuses années au service de l'Église. Ce rang lui confère le titre de monseigneur.

Mgr Barrette reste curé de St-Charles pendant 49 ans, jusqu'à sa retraite en 1961. À sa mort, le 22 mars 1962, à l'âge de 84 ans, il laisse une paroisse bien française et bien organisée à son successeur le chanoine Boyer.

c) De 1961 à nos jours

Lorsque le chanoine Boyer succède au Père Barrette en 1961, la paroisse St-Charles connaît un essor démographique. En 1963, le nombre de paroissiens atteint un niveau record. Il faut donc songer à des solutions possibles pour satisfaire aux besoins de ce nombre grandissant de fidèles. Le chanoine Boyer et les paroissiens sont placés devant une alternative: construire une seconde église dans la paroisse ou démolir l'ancienne pour en reconstruire une plus vaste. Les discussions vont bon train, chacun défendant l'un ou l'autre des choix possibles.

En fin de compte on laisse tomber ces deux grands projets et, en 1969, on décide de refaire l'intérieur de la vieille église (voir photo 34). Même ce ménage engendre une controverse. Certains paroissiens prétendent en effet que la modernisation de l'intérieur de l'église lui enlève tout son charme et nuit au recueillement des fidèles. D'autres, par contre, apprécient la clarté et la sobriété du nouveau temple.

En 1983, la paroisse St-Charles célèbre son 75^e anniversaire. C'est le cinquième curé de la paroisse, Gaston Turcotte, qui coordonne ces grandes fêtes.

PHOTO 33 et 34



Vue de l'intérieur de l'église St-Charles, avant et après les rénovations de 1969. (Photo: Archives de la paroisse St-Charles)



L'église St-Charles a été construite en 1908
et achevée en 1913.

Liste des curés de la paroisse Saint-Charles

Louis-Marie Fillaudeau	1908-1912
François-Xavier Barrette	1912-1961
Alfred Boyer	1961-1975
Jean Gratton	1975-1979
- le Père Gratton est nommé évêque de Mont-Laurier en 1979	
Gaston Turcotte	1979-

Premiers actes des registres paroissiaux

1^{er} baptême:

- le 6 décembre 1908
- Lorette Hilaria Desjardins, née le 4 décembre 1908, fille de Pierre Desjardins et de Lévína Lavergne, tous deux de la paroisse.

1^{ère} sépulture:

- le 9 mars 1909
- Alda Champagne, âgée de 10 mois et 7 jours, fille de Napoléon Champagne et de Malvina Brissette.

1^{er} mariage:

- le 4 mai 1909
- Edmond Leduc, fils mineur de Benjamin Leduc et de Mélina Bélec, épouse Albertine Major, fille mineure de Herménégilde Major et d'Elise Legault.

d) L'Ordre de Jacques-Cartier

i) La fondation de l'Ordre de Jacques-Cartier

Le curé Barrette attache énormément d'importance à la défense des droits des Canadiens français. C'est pourquoi il participe activement à la fondation de l'Ordre de Jacques-Cartier (OJC) en 1926.

Si l'on se fie aux documents internes de la Chancellerie, l'Ordre serait né le 22 octobre 1926, d'une première réunion générale regroupant 17 franco-outaouais, dont une bonne partie venait de la Fonction publique fédérale; réunion tenue dans les locaux de la paroisse Saint-Charles d'Ottawa, sous l'égide particulier du curé F.-X. Barrette, l'un de ses collaborateurs, résident du quartier à majorité anglophone de la paroisse, Albert Ménard et d'un membre de la Franc-maçonnerie ontarienne, Emile Lavoie, qui jouera longtemps le rôle de secrétaire général de l'Ordre de Jacques-Cartier.⁵¹

Après quelques réunions, les fondateurs décident d'incorporer leur société secrète auprès du gouvernement fédéral. Ils obtiennent les lettres patentes de l'Ordre le 4 octobre 1927. Le nom officiel de l'organisation est "Les Commandeurs de l'Ordre de Jacques-Cartier".⁵² À partir de ce moment, l'OJC prend de l'ampleur et s'étend partout au Canada français.

ii) Les buts de l'OJC

Les buts de l'OJC, tels qu'énoncés dans les lettres patentes, sont vagues, de façon à préserver son caractère secret:

1. Faciliter chez les membres par tous les moyens légitimes, l'accomplissement de leurs devoirs religieux comme catholiques;
2. Encourager et promouvoir par les saines lectures, la parole publique et privée, l'exemple, les images, le symbol (sic), l'instruction sous toutes ses formes chez les canadiens-français (sic);
3. Assurer au moyen de la fraternité le progrès et la stabilité financière des membres, en particulier, et de la race canadienne-française, en général;
4. Secourir par la charité chrétienne les pauvres, la veuve, et les orphelins;
5. Respecter suivant les principes de la religion catholique l'autorité dûment constitué.⁵³

De ces objectifs plutôt vagues, on distingue certaines caractéristiques à l'origine de la raison d'être de l'OJC. Il s'agit d'abord d'un organisme catholique, voué à la défense de l'Église romaine, (but 1.). C'est aussi une société canadienne-française cherchant à assurer la survie du fait français en Amérique du Nord.

C'est pour atteindre ce deuxième objectif que l'OJC engage la lutte pour l'éducation en français (but 2.) et qu'il tente de faciliter la promotion des Canadiens français au sein de la Fonction publique fédérale, (but 3.).

Les préoccupations principales de l'Ordre découlent de l'instauration du Règlement 17 en Ontario et de l'unilinguisme de la Fonction publique fédérale, tous deux promus par les sociétés secrètes anglaises et protestantes, comme les loges d'Orange. C'est donc pour contrer l'influence de ces milieux anti-francophone et anti-catholique,⁵⁴ que l'OJC est fondé.

Afin de mener une lutte plus efficace contre les loges anglo-protestantes, les autorités de l'OJC insistent sur l'importance de garder leur organisation secrète. La Chancellerie croit en effet que l'influence de l'Ordre serait annulée si ses adversaires en connaissaient l'existence. Il faut donc que les membres respectent à tout prix leur serment de ne pas divulguer leur appartenance à l'OJC. C'est pourquoi on insiste, (but 5.) sur le respect envers l'autorité, qui, au sein de l'Ordre, est chargée de maintenir l'existence de l'organisation sous le couvert du secret.

iii) Le fonctionnement de l'OJC

Le fonctionnement de l'Ordre de Jacques-Cartier est établi dès 1927. L'Ordre est divisé en deux corps distincts: le conseil exécutif, chargé des grandes décisions et de l'autorité, que

l'on appelle la Chancellerie; et les Commanderies, chargées de recruter les membres et de mettre à exécution les politiques de la Chancellerie. Les commanderies se multiplient dans tous les coins du Canada, comme en fait foi le tableau 13.

TABLEAU 13 Distribution des commanderies de
l'OJC au Canada (1927-34)⁵⁵

Année	Fondations nouvelles	Totaux				
		Ontario	Québec	Ouest	Maritimes	Total
1927	1	1				1
1928	6	4	3			7
1929	5	9	3			12
1930	4	9	5	2		16
1931	9	9	13	3		25
1932	8	11	18	4	1	33
1933	12	13	27	4	3	45
1934	14	13	39	4	5	59

L'OJC se répand donc rapidement partout où le nombre de francophones est important. Il est donc normal qu'à partir de 1931, il y ait eu davantage de commanderies québécoises qu'ontariennes.

Le fonctionnement interne de l'OJC est régi par un grand nombre de rites. Les membres doivent subir une initiation, définie par un rituel ésotérique rigide. À la suite de mini-épreuves inoffensives, les membres prêtent serment de garder secret l'OJC. Les nouveaux-venus deviennent alors membres du 1^{er} degré,⁵⁶ ce qui signifie que l'on peut leur confier certaines tâches.

L'OJC fonctionne à partir du principe du noyautage. Il s'agit tout simplement de s'assurer que les associations municipales, paroissiales ou régionales à l'intérieur du territoire d'une commanderie, soient contrôlées par des membres de l'Ordre. Il suffit pour cela de faire élire un ou plusieurs membres de l'OJC au conseil exécutif de chaque association. Ces membres, sans jamais divulguer leur appartenance à l'OJC, veillent alors à ce que les associations en question adoptent une ligne de pensée conforme aux principes de l'Ordre. De plus, lors des réunions de leur commanderie, ils mettent les dirigeants au courant de tout ce qui se déroule dans les diverses associations dont ils font partie.

iv) La fin de l'OJC

Plusieurs facteurs contribuent à la dissolution de l'OJC, en février 1965.⁵⁷ Il y a d'abord le problème de la répartition géographique. Depuis 1931, le nombre de commanderies québécoises ne cesse d'augmenter, si bien qu'en 1964 on compte au Québec 3,741 membres de l'OJC, soit 73,7%, contre 905 membres ontariens, soit 17,8%.⁵⁸ Or, malgré le nombre nettement supérieur de membres québécois, près de la moitié des membres de la Chancellerie

viennent de l'Ontario, plus précisément de la région d'Ottawa. Ce déséquilibre entraîne des frictions entre les chancelliers québécois et ontariens, ce qui poussent certaines commanderies québécoises à faire fi des décisions de la Chancellerie.

L'importance de ce déséquilibre devient de plus en plus évident à l'approche des années soixante. À la fin du règne de Maurice Duplessis et au début de la Révolution tranquille, plusieurs commanderies québécoises changent l'orientation de leur mouvement. À la mission catholique des fondateurs, elles substituent un idéal nationaliste. Ces membres délaissent l'aspect religieux de l'Ordre pour adopter une attitude plus politisée, centrée sur l'avenir du Québec. Les commanderies et les chancelliers de l'Ontario refusent d'emboîter le pas, et le fossé s'élargit entre les deux groupes.

Finalement, en 1965, au plus fort de la Révolution tranquille et du mouvement de laïcisation du Québec, l'Ordre de Jacques-Cartier se dissout.

4. Les paroisses Assumption et Marie-Médiatrice

L'origine des paroisses Assumption et Marie-Médiatrice est à ce point liée qu'il est préférable de les étudier ensemble pour mieux comprendre leur histoire. Ces deux paroisses sont nées d'une controverse opposant les paroissiens anglophones et francophones de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes.

En novembre 1930, des porte-parole des paroissiens anglais de Notre-Dame-de-Lourdes soumettent une pétition à l'évêché d'Ottawa afin d'obtenir leur propre paroisse à Eastview. Ces paroissiens soutiennent qu'ils seraient mieux servis par des prêtres de langue anglaise. Le curé Olivier Lajoie, de Notre-Dame-de-Lourdes, n'est pas d'accord. Selon lui, les paroissiens an-

glophones ont tous les services nécessaires. Dans une lettre à son supérieur, le Père Lajoie présente sa version des choses. Il rappelle par exemple que l'on prêche chaque semaine en anglais à l'une des messes, que toutes les annonces sont communiquées dans les deux langues et que le nombre de paroissiens anglais n'est pas à la hausse dans la paroisse.⁵⁹

Les Montfortains de Notre-Dame-de-Lourdes redoutent la fondation d'une paroisse anglaise, car ils risqueraient ainsi de perdre une partie de leurs revenus à la nouvelle paroisse:

Ces braves gens (les paroissiens anglais) se disaient: Comme l'église est très loin pour tous les gens de l'ouest de la paroisse actuelle de N.D. de Lourdes, nous allons placer notre église dans ce quartier, les Canadiens-Français (sic) y viendront en masse ... et nous aideront à payer la dette que nous allons nécessairement contracter.⁶⁰

Devant la détermination des paroissiens anglophones,⁶¹ les Canadiens français préparent une contre-offensive. En effet, de façon à contrer l'influence de la nouvelle paroisse anglaise, ils songent à fonder une desserte de Notre-Dame-de-Lourdes dans la même région que la chapelle anglaise.

En établissant une chapelle française à proximité de la future église anglaise, la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes ne risque pas de perdre des revenus:

Est-il opportun d'avoir cette chapelle? Si nous voulons sauvegarder nos intérêts, oui. Si nous n'avons pas cette chapelle nous perdrons un bon quart de la paroisse qui ira à la chapelle anglaise ... Il est bien évident que les paroissiens de l'ouest n'iront pas faire un mille et plus pour aller à leur église paroissiale, alors qu'ils auront une autre église tout près de chez eux.⁶²

Ainsi, alors que les paroissiens anglophones louent une église protestante abandonnée et exigent la venue d'un prêtre anglais, les paroissiens de Notre-Dame-de-Lourdes tiennent une réunion des plus importantes, à laquelle il est décidé que:

Le vingt-quatre mars mil neuf cent trente et un, les marguilliers Messieurs A. Thériault et Joseph Tremblay réunis avec le R.P.O. Lajoie, S.M.M., curé et Messieurs Nap. Laporte, A. Mainville, D. Gingras, Géo. Cyr, et Noé Desjardins, membres d'un comité spécial formée pour étudier la possibilité de la construction d'une chapelle de secours demande à sa Grandeur Mgr Guillaume Forbes, Archevêque, la permission de faire une dépense de dix mille dollars pour la construction d'une chapelle de secours dans la partie ouest de la paroisse et où les Pères de la paroisse viendraient dire deux messes le dimanche, une messe le premier Vendredi (sic) du mois et viendraient entendre les confessions le Samedi (sic) après-midi...⁶³

PHOTO 36



La chapelle Marie-Médiatrice, construite en 1931.
(Photo gracieuseté de Mlle Irène Grandmaître)

Afin de satisfaire aux demandes des paroissiens anglophones et francophones de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes, Mgr Forbes accède à leurs demandes. En 1931, il nomme Mgr Cavanagh curé de la paroisse anglophone d'Eastview et autorise le père Lajoie à acheter un terrain pour la construction d'une chapelle française dans le même secteur. Ainsi naît d'une part la paroisse Assumption et de l'autre la chapelle Marie-Médiatrice, qui deviendra plus tard une paroisse autonome.

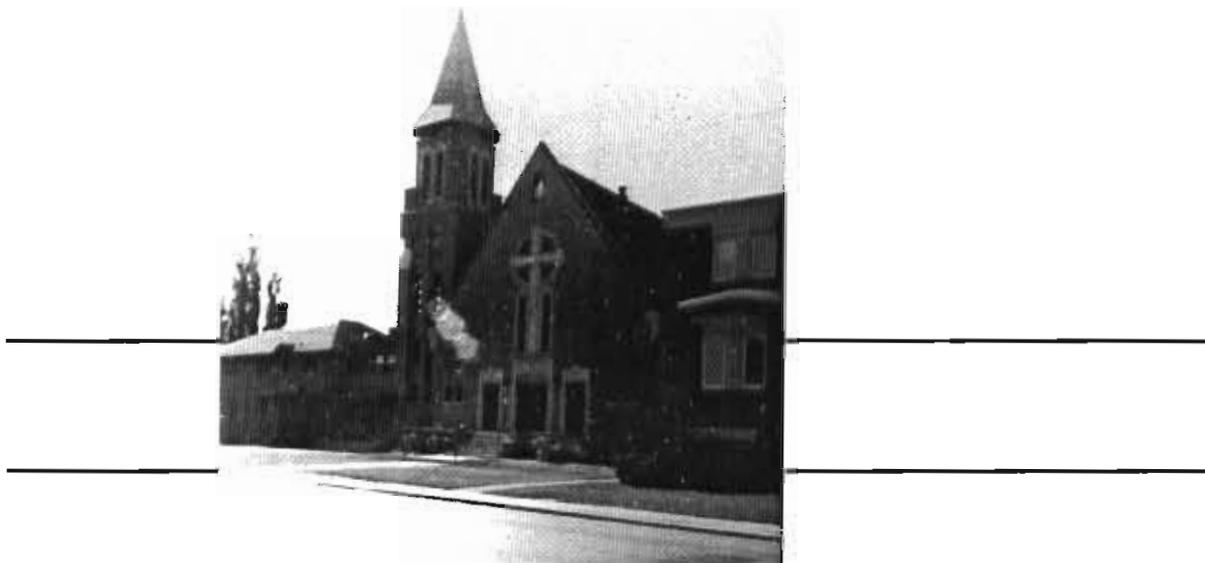
a) La paroisse Assumption

Le 14 août 1931,⁶⁴ Mgr Cavanagh, premier curé de l'Assumption, célèbre la première messe de l'histoire de la paroisse dans un temple abandonné de la United Church. C'est dans les locaux de la Eastview United Mission, sur la 2^e avenue⁶⁵ (plus tard la rue Savard) que naît donc la première paroisse anglo-catholique d'Eastview. Le 2 octobre de la même année, on fait l'achat d'une salle, qui servira aux messes et aux activités paroissiales, et d'une maison, qui deviendra le presbytère.

En mai 1940, le site où sera construit l'église est béni. Mgr Vachon bénit la pierre angulaire de l'édifice le 18 août 1940⁶⁶ et, le 22 décembre, il dédicace la nouvelle paroisse de l'Assumption à la Bienheureuse Vierge Marie.

En 1964, le couvent des Soeurs Grises de l'Immaculée Conception est construit à côté de l'église Assumption. Ce couvent loge les religieuses qui enseignent dans les écoles de la région, notamment à l'école Assumption de Vanier. L'architecte du couvent est M. Roger Thibault et les travaux sont confiés à la compagnie Jean Gauthier Construction Limited.⁶⁷

PHOTO 37



Née à la suite d'une querelle entre les paroissiens anglophones et francophones de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes, la paroisse Assumption dessert tous les anglo-catholiques de la ville de Vanier.

b) La paroisse Marie-Médiatrice

En 1931, l'entrepreneur William Daoust construit la chapelle Marie-Médiatrice sur la 3^e avenue (aujourd'hui la rue Cyr). Celle-ci est bénite le 25 octobre 1931.⁶⁸

Il semble que dès l'année suivante, on ait voulu faire de cette desserte une paroisse autonome qui aurait été confiée aux prêtres séculiers. À cela, les paroissiens de Notre-Dame-de-Lourdes s'opposent, comme en fait foi une pétition de 323 noms datée du 25 avril 1932.

Cette opposition est surtout basée sur des considérations financières. On fait valoir que le fait d'enlever à la paroisse-mère une grande partie de ses paroissiens ferait baisser considérablement ses revenus.⁶⁹

Ce n'est qu'en 1954 que les pourparlers débutent entre l'archevêché et les Pères Montfortains pour l'établissement d'une paroisse autonome de Notre-Dame-de-Lourdes. "La plus grande difficulté est de trouver pour la nouvelle paroisse des limites qui permettraient de laisser l'école Ducharme à la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes et d'inclure l'école Montfort dans celle de Marie-Médiatrice, tout en laissant à cette dernière assez de paroissiens pour lui assurer des revenus suffisants."⁷⁰

L'année suivante, 507 signataires présentent une pétition à l'évêché d'Ottawa, réclamant à nouveau la création d'une paroisse. "Mgr Lemieux accède enfin à la requête des citoyens et, ... il rend public le 4 janvier 1956, le document qui atteste l'érection canonique de la paroisse,"⁷¹ de la Bienheureuse Vierge Marie-Médiatrice de toutes les Grâces.

De 1956 à 1960, les messes continuent d'être célébrées dans la chapelle de la rue Cyr, qui deviendra plus tard la salle de la Légion canadienne.⁷²

En 1956, une des premières décisions des marguilliers est de demander au diocèse l'autorisation de construire une église. Ces démarches aboutissent finalement à la conclusion qu'il vaut mieux remettre à plus tard, les revenus de la paroisse étant insuffisant.

C'est en 1959 que reprennent les démarches pour la construction de l'église actuelle. Le 18 janvier 1960, à une réunion avec le procureur diocésain, on décide de changer les plans et d'y supprimer le clocher, ce qui permet une économie de \$13,000. Le coût total s'établit à \$280,648, ce qui comprend un montant de \$215,656 pour le contrat général accordé à François Labbé; l'achat du terrain, \$29,810, l'ameublement ainsi que les frais d'architecte, d'avocat et de courtage de la maison Beaubien, pour l'émission d'obligations au montant de \$210,000 à 5.75% pour dix ans.⁷³



L'église Marie-Médiatrice a été bénite par Mgr Lemieux
le 13 novembre 1960.

La construction de l'église débute en avril 1960 et, le 13 novembre de la même année, Mgr Lemieux procède à sa bénédiction.

Au fil des ans, la vie paroissiale s'organise et diverses associations se forment. Dès 1958, la paroisse Marie-Médiatrice se dote d'une cellule de la Fédération des Femmes canadiennes-françaises. Les hommes de la paroisse fondent une société St-Vincent-de-Paul le 13 octobre 1957. Une conférence féminine de la même association voit le jour le 15 janvier 1960. Depuis 1970, la société St-Vincent-de-Paul est mixte.

Le mouvement scout et guide se forme lentement, avec l'apparition en 1962 de la 1^{ère} meute de louveteaux, suivie en 1964 d'une troupe scout, d'une ronde de jeannettes en 1969 et, finalement d'une compagnie guide en 1970.

Avec son temple moderne où tous les fidèles sont assis à proximité du chœur, la paroisse Marie-Médiatrice est à l'avant-garde des innovations culturelles. Ainsi, en 1975, la paroisse

accueille un nouveau vicaire qui "n'est pas sans créer une certaine controverse",⁷⁴ puisqu'il s'agit d'une religieuse, Soeur Reine Barrette. Malgré l'hésitation de quelques-uns, cette dernière a tôt fait de s'adapter à son nouveau "métier" et de gagner l'estime de ses paroissiens.

Liste des curés de la paroisse Marie-Médiatrice

Hermas Glaude	1956-1966
Horace Légaré	1966-1967
Louis Verreault	1967-1969
Léonard Rochon	1969-1974
Lucien Charbonneau	1974-1982
Jean-Claude Proulx	1982-

Premiers actes des registres paroissiaux

1^{er} baptême:

- le 29 janvier 1956
- Joseph Louis François Auger

1^{er} mariage:

- le 22 juillet 1956
- Théodore De Broom épouse Pauline Couillard

1^{ère} sépulture:

- le 6 juin 1956
- M. Joseph Pierre Lacasse

5. La paroisse Notre-Dame-du-Saint-Esprit

Alors que la paroisse Marie-Médiatrice est née de la division de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes, la paroisse du St-Esprit est issue de la paroisse St-Charles. Le Curé Barrette, jugeant qu'il y a un surplus de fidèles dans sa paroisse, charge son vicaire, le Père Clément Baribeau, de fonder une desserte de St-Charles à l'ouest de la paroisse. La nouvelle chapelle, située sur la rue Carillon, ouvre ses portes à l'automne 1950 aux paroissiens habitant au nord-ouest du chemin de Montréal.

Le 7 février 1953, "le Curé Barrette reçut les décrets d'érection de la paroisse du Saint-Esprit".⁷⁵ On entreprend alors la construction du sous-sol de la future église. Celui-ci sert de lieu du culte à la nouvelle paroisse. L'abbé Clément Baribeau en devient le premier curé.

Cependant,

La chapelle devint vite trop étroite pour les besoins du culte et on songea à la construction d'une nouvelle église. Les travaux de construction débutèrent en 1957 pour se terminer le 23 février 1958. Le 26 octobre 1958, Monseigneur M.-J. Lemieux bénit solennellement la nouvelle église.⁷⁶

L'architecte du nouveau temple est M. Jean Issalys de Hull. La nouvelle église présente une allure sobre et moderne. Sa décoration cause cependant une certaine émotion parmi les paroissiens. D'abord, le mur de la façade extérieure sud est parée d'une énorme statue de la vierge en aluminium coulé. Cette statue, oeuvre du sculpteur Raoul Hunter de Québec, entraîne de vives discussions, car les orteils de Marie sont exposés au grand air. Comme nous le confiait le Père Baribeau, curé de la paroisse de 1953 à 1979, "c'était avant-gardiste pour l'époque; mais ce n'était rien à comparer à d'autres projets soumis" et de conclure en souriant, "ç'avait surpris un peu".⁷⁷

PHOTO 39



Les travaux de construction de l'église Notre-Dame-du-St-Esprit se terminèrent en février 1958. La nouvelle église a fait parler bien des paroissiens avec sa statue de la Vierge "aux pieds nus".

Le vitrail très moderne du maître-autel crée également un certain émoi dans la paroisse. Il est l'oeuvre du Carleton Arts Studio d'Ottawa. Les vitraux latéraux, commandés un peu plus tard, sont importés de Paris.

Comme les autres paroisses de Vanier, Notre-Dame-du-St-Esprit voit ses effectifs diminuer depuis le milieu des années '60. "Au début" nous raconte le Père Baribeau, "il n'y avait pas assez de place dans l'église pour tous les fidèles. Aujourd'hui, malheureusement, il y en a trop, beaucoup trop."⁷⁸

Liste des curés de la paroisse Notre-Dame du St-Esprit

Clément Baribeau	1953-1979
Paul-André Ménard	1979-1982

Père Bourque (administrateur)
Roger Quesnel

1982-1983
1983-

Premiers actes des registres paroissiaux

1^{er} baptême:

- le 15 février 1953
- Joseph Richard Ovide André Lévesque, fils de Léo Lévesque et de Cécile Décarie.

1^{er} mariage:

- le 11 avril 1953
- Joseph Arthur Veilleux épouse Alice Joly

1^{ère} sépulture:

- le 5 mars 1953
- Rolland Huneault, âgé de 15 jours fils de M. et Mme Roger Huneault.

PHOTO 40



Construite en 1887, la petite église anglicane de St-Margaret reste aujourd'hui l'édifice le plus âgé de Vanier.

6. L'église St-Margaret

En 1887, le petit village de Janeville voit la fondation de deux nouvelles églises: l'église catholique de Notre-Dame-de-Lourdes et l'église anglicane de St-Margaret. Les demoiselles Olmstead, filles d'un des pionniers de Janeville, donnent un terrain, situé à l'angle du chemin de Montréal et de la rue Cody,⁷⁹ à la nouvelle paroisse, alors que M. H. Robillard, propriétaire des Carrières, fournit la pierre nécessaire à la construction. L'architecte F. Thomas conçoit les plans de cette petite église "built ... in 1887 amid fields and on a country road".⁸⁰

La pierre angulaire de l'édifice est posée le 13 octobre 1887, par Lady MacDonald, épouse du premier Premier ministre du Canada. Cette pierre renferme des journaux et des pièces de monnaie de l'époque. Or, lorsque les ouvriers reprennent leur travail, le lendemain de la cérémonie, ils s'aperçoivent que la pierre a été vidée de son contenu pendant la nuit. On doit donc la remplacer par une autre pierre: "A dummy stone then took the place of the pillered one by the front door and another cornerstone with replaced contents was put in the wall of the bell tower some 16 feet up in the air",⁸¹ bien à l'abri des brigands!

Dédicacée le 29 avril 1888, l'église est consacrée le 23 décembre 1890.⁸² La salle paroissiale est construite en 1910 alors que le presbytère date de 1918.

À la fin du dix-neuvième siècle, Janeville n'était encore qu'un bien petit village, perdu dans la campagne environnante de la ville d'Ottawa. Bien des gens de la capitale venaient y faire des ballades tranquilles, loin de la ville. C'est ainsi que l'église St-Margaret devint un des lieux de recueillement préférés du célèbre poète canadien Archibald Lampman (1861-1899). On raconte qu'il aimait à se promener dans les champs de Janeville et à méditer à l'intérieur de la petite église St-Margaret, avant de retourner chez-lui, à Ottawa. Une plaque dans l'église commémore ses fréquents passages dans la région.



La Eastview Baptist Church a été érigée sur la rue Olmstead en 1924, après avoir logé pendant une quinzaine d'années sur la rue Savard.

7. La Eastview Baptist Church

L'église Baptiste d'Eastview, maintenant située sur la rue Olmstead, a connu plusieurs sites. D'abord, au début du siècle, "A Baptist Sunday School was ... started in a private residence on Montreal Road ..., in a house that stood on the present property of the Butler Motor Hotel".⁸³

Puis, vers les années 1910, un premier temple de bois est construit sur la 2^e avenue, aujourd'hui la rue Savard. L'édifice de la rue Olmstead a finalement été construit en 1924. On y ajoute un presbytère au début des années '50. L'ancien édifice de la rue Savard servira plus tard, comme nous l'avons vu précédemment, à la paroisse Assumption.

8. Les Pères Blancs d'Afrique

En plus des Pères Montfortains et des Filles de la Sagesse, Vanier accueille, en 1938, la congrégation des Pères Blancs d'Afrique. Ceux-ci, répondant à l'appel de Mgr Forbes, viennent installer leur scolasticat au Canada. Fondée en 1868 par le Cardinal Lavigerie, la congrégation des Pères Blancs est bien connue pour son oeuvre missionnaire en terre africaine.

Lorsqu'ils arrivent à Eastview, le premier soin des Pères Blancs est de trouver un site convenable pour la construction de leur maison. Ils achètent une ancienne carrière, jadis exploitée par M. Donat Grandmaître, au nord de la ville. À cette époque, le terrain est loin d'être aussi attrayant qu'il ne l'est en 1983: "On y accédait, en traversant un marais et une carrière de gravier abandonnée, par une jetée qui menait à une butte de rocher et à un champ en friche".⁸⁴

Le premier édifice du scolasticat est béni par Mgr Forbes le 30 septembre 1838.⁸⁵ Puis, à cause de la venue de nombreux étudiants, le bâtiment est agrandi en 1954 et en 1960. Le scolasticat des Pères Blancs a toujours eu une vocation internationale, des étudiants de plusieurs pays venant y étudier.

À la suite d'une baisse considérable de leurs effectifs, les Pères Blancs doivent vendre leur magnifique terrain à la ville de Vanier au milieu des années '70. La bibliothèque municipale loge aujourd'hui dans l'ancien édifice des Pères Blancs.

9. La vie religieuse

Au début du siècle, la vie sociale de Vanier, comme celle de tous les villages et de toutes les villes canadiens-français, est axée sur la paroisse. C'est d'abord à la salle paroissiale de

Notre-Dame-de-Lourdes que se déroulent toutes les activités socio-culturelles, puis, aussi à la salle St-Charles et dans les autres paroisses de la ville. À partir de la fondation de la paroisse St-Charles, la vie sociale et religieuse s'oriente vers l'une ou l'autre des deux paroisses fondatrices, selon les anciennes divisions des villages de Clarkstown et de Janeville.

Puisque la paroisse occupe beaucoup d'importance dans la vie des habitants, il va de soi que c'est Monsieur le Curé qui est la personne la plus importante de la ville. C'est lui qui dirige les consciences en temps de retraites fermées comme en tant d'élections. Il joue aussi un rôle clé dans toutes les sphères d'activités sociales. On n'a qu'à penser à l'influence de curés comme le Père François-Xavier Barrette à St-Charles ou le Père Edmond Ducharme à Notre-Dame-de-Lourdes, pour se faire une idée de l'époque.

C'est l'ère des grandes fêtes religieuses, comme les processions de la Fête Dieu, les cérémonies du Mercredi des Cendres, les pèlerinages à la Grotte de Lourdes, les distributions de Pains bénits, etc. C'est également le temps des retraites fermées où les hommes, les femmes et les enfants doivent tous se recueillir, mais chacun à leur tour. C'est aussi l'époque où la messe est dite en latin, où le cérémonial est très important et où, parfois, il se glisse des erreurs dans les cérémonies, comme en témoigne Soeur Elizabeth de l'Enfant-Jésus. Celle-ci nous raconte que, quelques jours après la confirmation des enfants de première année par Mgr l'Archevêque d'Ottawa:

le Père Limpens s'en vient à l'école pis y dit: "je voudrais réunir les institutrices". Alors, on se réunit, moi j'ai dit: "Mais qu'est-ce qui veut?" Alors, il dit: "Imaginez-vous qu'y a pas un enfant de confirmé!" On s'était trompé d'huile. C'est la religieuse qui remplissait les ampoules, au lieu de mettre l'huile des confirmés, elle avait mis l'huile des malade ... j'sais pas trop, quelque chose comme ça. C'tait pas

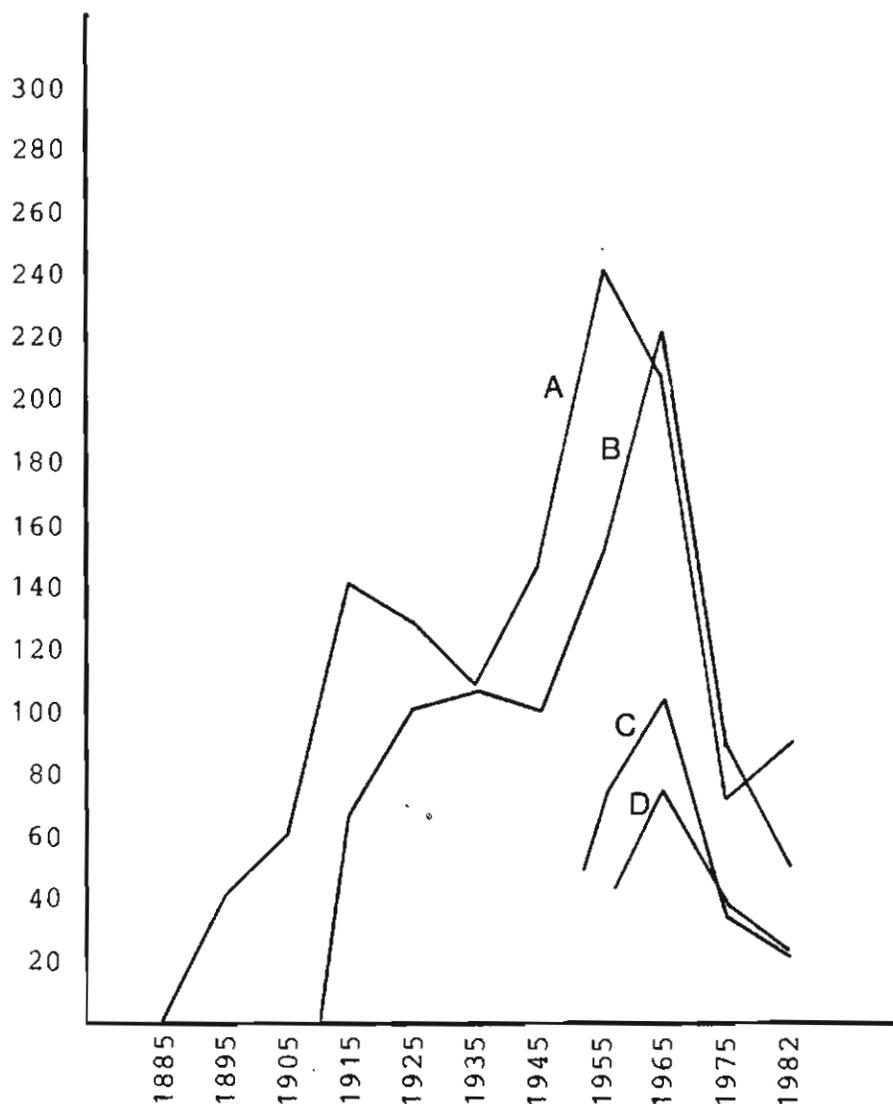
drôle! Pis il n'avait pas rien confirmé ici, y'avait confirmé à Cyrville, ... à St-Joseph. . Alors, le Père Limpens a dit: "Vous allez faire venir tous les enfants, mais ne leur dites pas pourquoi. Dites-leur: on va faire une p'tite visite à l'église." Alors, moi j'avais dire aux petites: "Habillez-vous proprement parce qu'on va aller faire une p'tite visite à Jésus." Mais, les p'tis garçons, la maîtresse avait pas dit ça. Il fallait les voir: le sac au dos, n'importe comment, tu sais, les gars! Alors, on s'en va à l'église. Et puis, quand on a été tous placés là, Mgr a dit: "Mes p'tits enfants, quand j'suis venu l'autre jour là, bien pour vous confirmer, et bien vous n'êtes pas confirmés." Alors il leur a expliqué un peu: "On a pris d'autre huile, alors aujourd'hui, j'avais vous confirmer." Alors les enfants ne s'en allaient pas chez-eux en disant: "on est pas confirmés", ils l'étaient là. Alors, y 'a tout reconfirmé. Il est allé à St-Joseph, il est allé à Cyrville. C'était ennuyeux quand même!⁸⁶

La société canadienne-française d'avant 1960, est donc imprégnée de religion et, parfois aussi, de religiosité. Mais avec la Révolution tranquille, la laïcisation de la société, le Concile de Vatican II et les changements liturgiques, les églises sont de moins en moins fréquentées par les fidèles.

Au début des années '80, la vie religieuse est très différente de ce qu'elle était il y a 50 ans. Même si elle n'a plus aujourd'hui l'importance qu'elle avait auparavant dans la vie de tous les jours, l'Église a néanmoins joué un rôle clé dans l'histoire de Vanier et du Canada français.

TABLEAU 14

Nombre de baptêmes par paroisse depuis leur fondation jusqu'à 1982.

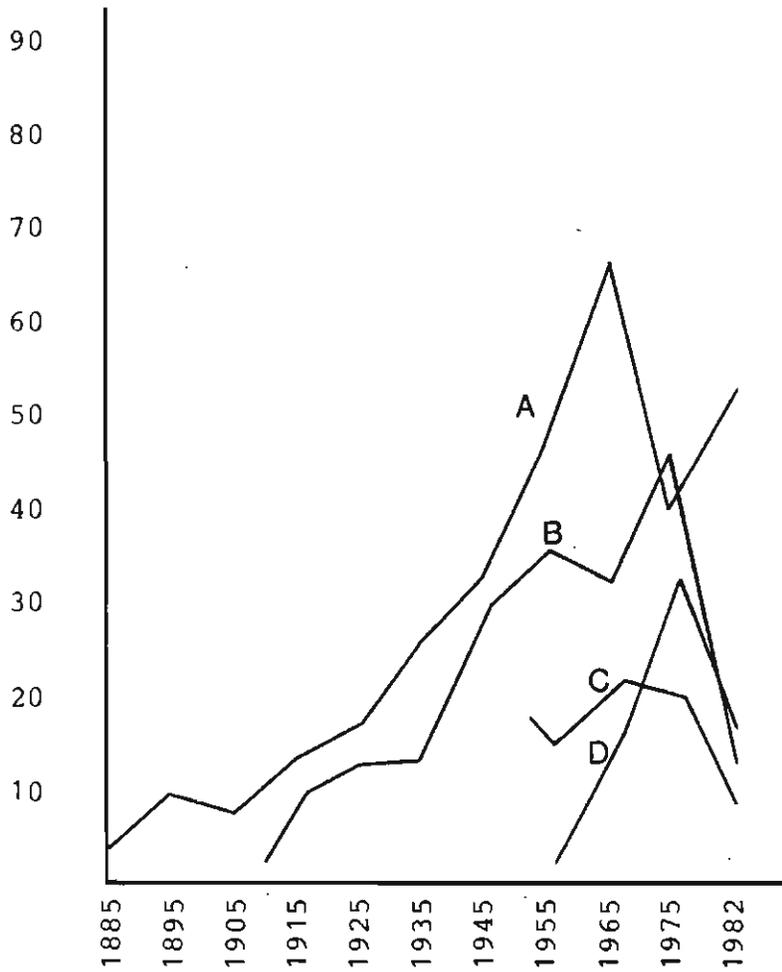


Légende

- A - Notre-Dame-de-Lourdes
- B - Saint-Charles
- C - Notre-Dame du St-Esprit
- D - Marie-Médiatrice

TABLEAU 15

Nombre de mariages par paroisse depuis leur fondation.

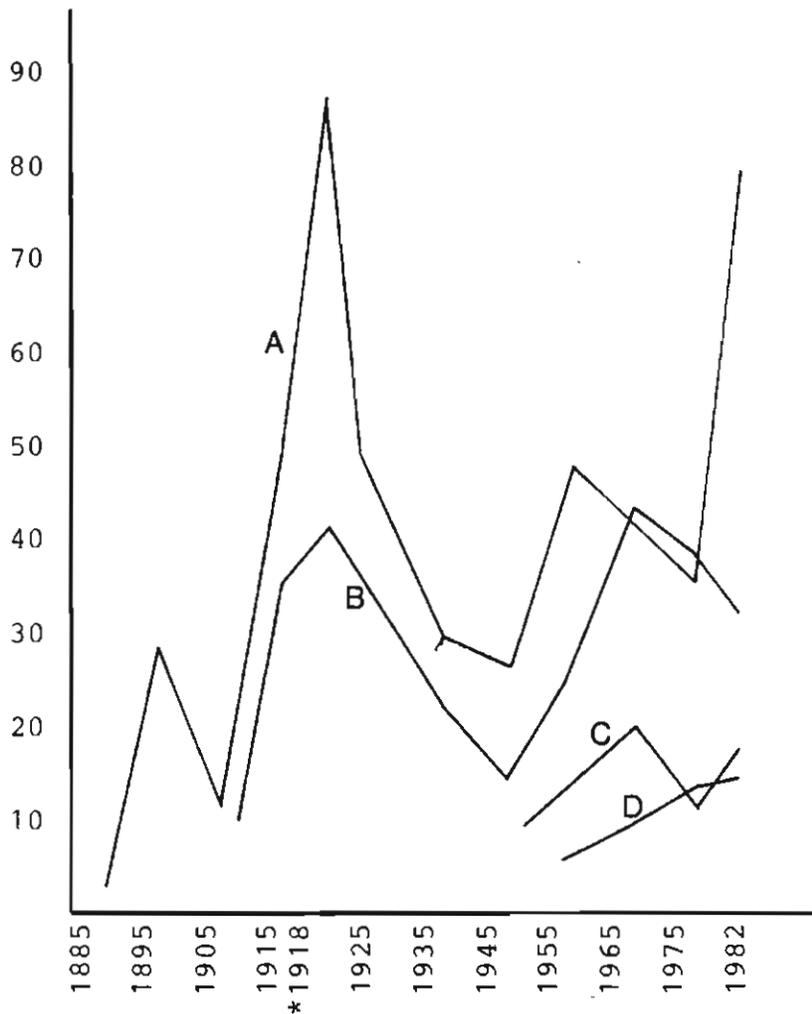


Légende

- A - Notre-Dame-de-Lourdes
- B - Saint-Charles
- C - Notre-Dame du St-Esprit
- D - Marie-Médiatrice

TABLEAU 16

Nombre de sépultures par paroisse depuis leur fondation.



Légende

- A - Notre-Dame-de-Lourdes
- B - Saint-Charles
- C - Notre-Dame du St-Esprit
- D - Marie-Médiatrice

* En 1918, Vanier est victime d'une épidémie de grippe espagnol. C'est ce qui explique le haut taux de mortalité pour cette année.

RÉFÉRENCES

1. En 1848, Mgr Guiges fonde le Collège St-Joseph qui deviendra plus tard l'Université d'Ottawa.
2. A. de Barbezieux, L'Église catholique au Canada, Québec, 1923 (1909), page 37.
3. Ibid, page 37.
4. Les prêtres de la Compagnie de Marie, fondée par Louis Marie de Montfort en 1705, sont également appelés: Montfortains ou Pères Meristes. Ils portent les initiales s.m.m.
5. Les apparitions de Lourdes, en France, datent de 1858.
6. Note de Mgr Duhamel, cité dans A. de Barbezieux, Histoire de la province ecclésiastique d'Ottawa, Ottawa, 1897, volume 2, page 48.
7. À cette époque, les églises étaient trop petites pour qu'il y ait des places assises pour tous les fidèles. On louait donc les bancs à l'année aux familles de la paroisse qui pouvaient se le permettre. Les familles pauvres devaient se tenir debout à l'arrière.
8. A. de Barbezieux, Histoire de la province ecclésiastique d'Ottawa, op.cit., volume 1, page 530.
9. APM, L'écho Montfortain, numéro 287, mars-avril 1958.
10. Album souvenir des fêtes du cinquantenaire de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes d'Eastview, 1937. Dans le quotidien, Ottawa Free Press du 9 novembre 1877, on écrit "Tara Hall ... is quite a popular retreat."
11. Le père Bridonneau s'occupe de la paroisse jusqu'à l'arrivée du premier curé, le père Pierre Fleurance.
12. APM, Bulletin trimestriel, numéro 2, octobre 1887.
13. Ibid.
14. APM, Bulletin trimestriel, numéro 1, juillet 1887.
15. Album souvenir, op. cit.
16. APM, Bulletin trimestriel, numéro 2, op. cit.
17. Album souvenir ..., op. cit.
18. Les Carrières désignent un endroit situé sur le chemin de Montréal, entre les rues Carson et Bethgate d'aujourd'hui, où se trouvait alors une carrière de pierre. Cette pierre a servi à la construction des églises Notre-Dame-de-Lourdes et St-Margaret de Vanier.
19. Album souvenir ..., op. cit.
20. APM, Bulletin trimestriel, numéro 6, octobre 1888.

21. APM, Bulletin trimestriel, numéro 11, janvier 1890.
22. Album souvenir ..., op. cit.
23. Jeu de cartes très populaire autrefois. On prononce "youkeur" ou "youkeu" par déformation de l'américain "euchre".
24. Album souvenir ..., op. cit.
25. Ibid
26. Ibid.
27. Le mot orgue est masculin au singulier et féminin au pluriel.
28. Album souvenir ..., op. cit.
29. Le nom de zouave est donné aux soldats de l'armée pontificale, formée en 1860, pour défendre le pouvoir temporel du Pape, lors de l'unification de l'Italie. Après la défaite de Rome en 1870, le mouvement survit en enseignant "par l'exemple et la parole, le respect dû aux autorités religieuses et civiles." R. Hardy, Les Zouaves, Montréal, 1980, page 252.
30. APM, L'écho des missions, numéro 30, décembre 1925.
31. Le Droit, le 18 décembre 1943.
32. APM, L'écho des missions, numéro 50, septembre 1927.
33. Le Droit, le 10 décembre 1953.
34. Album souvenir ..., Op. cit.
35. Le Droit, le 28 mai 1973.
36. APM, L'écho des missions, numéro 223, mars 1952.
37. Le Droit, le 18 décembre 1943.
38. APM, Historique de la grotte Notre-Dame-de-Lourdes d'Eastview, compilé par Yves Bernard, s.m.m.
39. Le Droit, le 18 décembre 1943.
40. APM, Histoire de la grotte ..., op. cit.
41. Le Droit, le 18 décembre 1943.
42. Aujourd'hui assimilée à la Faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa, l'école normale voyait à la formation des enseignants après leur cour secondaire. À cette époque, le baccalauréat n'était pas encore exigé pour enseigner.
43. Le Temps, le 29 avril 1908.
44. Le Temps, le 7 décembre 1908.

45. Voir photo 29.
46. Le Temps, le 31 août 1910.
47. Le Temps, le 4 juin 1909.
48. Mgr Gauthier a remplacé Mgr Duhamel, décédé en 1909. Anglophone malgré son nom français, Mgr Gauthier a connu un épiscopat (1910-1922) difficile dans "un diocèse à plus de quatre-vingt pour cent francophone". R. Choquette, L'Ontario français historique, Montréal, 1980, page 135.
49. Programme souvenir, 50^e anniversaire de la paroisse St-Charles, Ottawa.
50. Notes historiques: Paroisse St-Charles d'Ottawa, Ottawa, 1919.
51. G.R. Laliberté, L'Ordre de Jacques-Cartier ou l'utopie d'un césarisme laurentien, thèse de doctorat non-publiée, Université Laval, septembre 1980, 3 volumes, volume 1, page 30.
52. Ibid, page 31.
53. Ibid, page 31, Les soulignés sont de nous.
54. Plusieurs observateurs croient que, sous prétexte de combattre les loges orangistes, l'OJC est devenu aussi négatif, raciste et xenophobe que ceux qu'il dénonçait.
55. G.R. Laliberté, op. cit., page 40.
56. Il existe 4 degrés dans l'OJC.
57. G.R. Laliberté, op. cit., page 28.
58. Ibid.
59. APM, Lettre du Père Olivier Lajoie au Père François Le Texier, datée du 30 mai 1931.
60. APM, lettre anonyme.
61. Les paroissiens anglophones sont encouragés dans leur lutte, par le curé du village d'Almonte, Mgr Cavanagh, qui souhaite obtenir la cure de la nouvelle paroisse.
62. APM, Lettre du Père Olivier Lajoie, op. cit.
63. APM, Résolution annexée à la lettre du Père Olivier Lajoie au Père François Le Texier, op. cit.
64. H. Legros et Soeur Paul-Émile, Le diocèse d'Ottawa, Ottawa, 1949, page 466.
65. Regard sur le passé, 25^e anniversaire de la paroisse Marie-Médiatrice, Ottawa, 1981, page 2.
66. H. Legros, op. cit., page 468.
67. Album souvenir ... de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes, op. cit., 1937.
68. Regard sur le passé ..., op. cit., page 2.

69. Ibid., page 2.
70. Ibid., page 3.
71. Ibid., page 3.
72. À cette époque, la salle de la rue Cyr n'a qu'un seul étage (voir photo 37). Ce n'est qu'en 1964 que la Légion canadienne fait construire un 2^e étage. Eastview 1964 - Guide touristique, Ottawa, 1964, page 34.
73. Regard sur le passé ..., op. cit., page 18.
74. Ibid., page 20.
75. La nouvelle cité d'Eastview ..., op. cit., page 59.
76. Ibid., page 59.
77. Entrevue réalisée le 10 mars 1983, avec le Père Clément Baribeau.
78. Ibid.
79. Cette rue s'est baptisée ainsi, en 1947, en l'honneur de Mgr Cody, évêque de Victoria en Colombie-Britannique. Mgr Cody a été curé à la paroisse de l'Assomption de 1934 à 1937, année de sa nomination à l'évêché de Victoria.
80. The Ottawa Journal, le 3 janvier 1976.
81. Ibid.
82. Ibid.
83. La nouvelle cité Eastview ..., op. cit., page 64.
84. Eastview 1964 ..., op. cit., page 44.
85. Ibid., page 43.
86. Entrevue réalisée le 8 mars 1983, avec Soeur Elizabeth de l'Enfant-Jésus.

VI
L'ÉDUCATION

1. Les écoles séparées
2. Les écoles publiques
3. L'école secondaire
4. La vie scolaire

CHAPITRE VI

L'éducation

L'histoire de l'éducation en français en Ontario est particulièrement mouvementée. D'abord tolérée au XIX^e siècle, l'éducation en langue française connaîtra des années tumultueuses avec le Règlement 17, décrété en 1912. S'ensuivent alors des années de lutte intense où les Franco-Ontariens se forment une identité. Puis, petit à petit, l'éducation en français est de plus en plus acceptée jusqu'à ce qu'en 1968, les Franco-Ontariens obtiennent leurs premières écoles secondaires francophones.

À Vanier, l'histoire de l'éducation suit ce même chemin tortueux. De la petite école de campagne aux écoles modernes d'aujourd'hui, la ville traverse plusieurs étapes difficiles.

1. Les écoles séparées

a) Les premières écoles

La première commission scolaire des écoles séparées est fondée à Janeville le 26 décembre 1888. Elle prend le nom de Commission catholique des écoles séparées. Monsieur John Martel en est le premier président et M. A. Valiquette le premier secrétaire trésorier.¹

Grâce au travail de cette commission scolaire, Janeville est dotée d'une première école séparée dès septembre 1889. Cette nouvelle école, située à l'angle de la rue Cyr et du chemin de Montréal, a été construite au coût approximatif de 1,100\$.² La première institutrice est une demoiselle Proulx.

The first teacher is reported only as Miss Proulx and she was hired at \$100 a year.

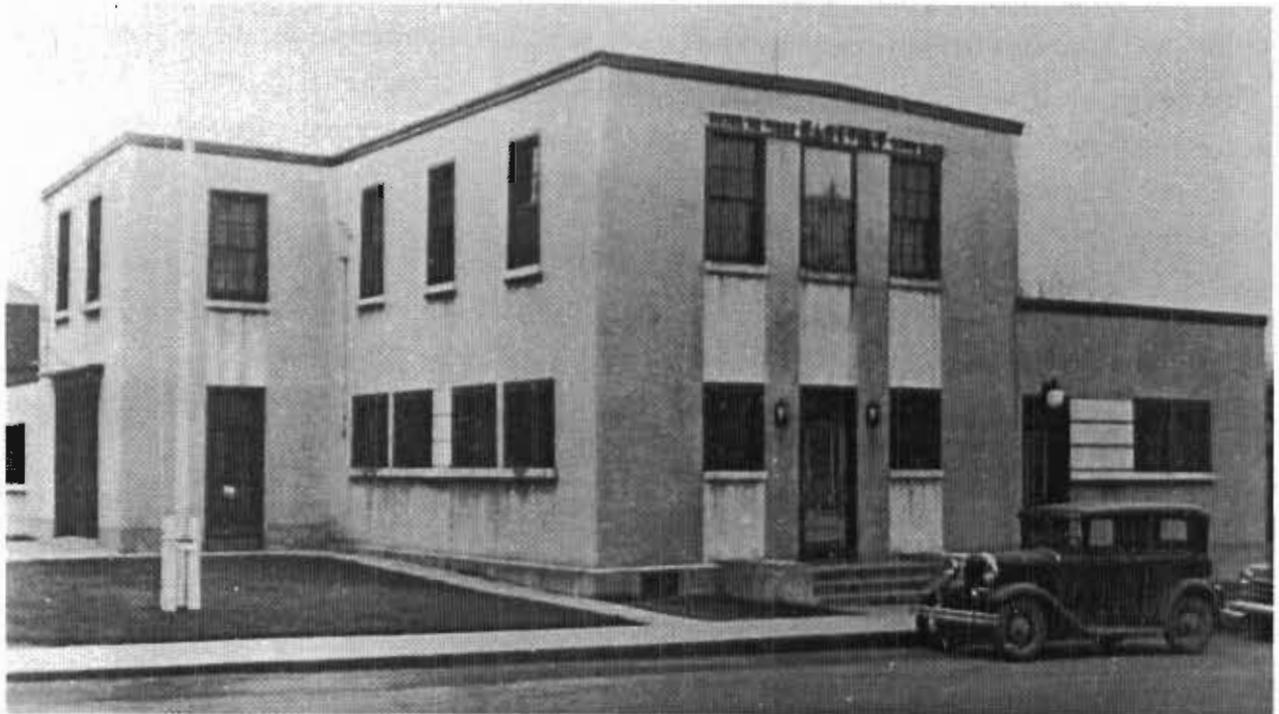
A caretaker was hired at \$1 a month and used only during the Winter months when there were fires to light and snow to shovel.³

Dès leur arrivée en 1891, les Filles de la Sagesse prennent en main la direction de la petite école. Ces dernières ont joué un rôle-clé dans l'éducation des enfants de Vanier, comme nous l'avons vu au chapitre précédent.

À cette époque, les religieuses se rendent de leur maison, située en face de l'église Notre-Dame-de-Lourdes, jusqu'à l'école, en suivant les trottoirs de bois. Elles sont vêtues de longues robes épaisses qu'elles tentent, tant bien que mal, de protéger contre la poussière et la boue.

Le curriculum des écoliers d'alors est beaucoup plus simple que celui des élèves de 1983. On insiste davantage sur les notions de base,⁴ en grammaire, en arithmétique et bien entendu, en religion. Les élèves apprennent donc à lire, à écrire, à compter et pas tellement plus. Même l'enseignement de la langue anglaise laisse à désirer selon certains parents. Quelques-uns d'entre eux, comme ceux de Léo Cantin,⁵ préfèrent envoyer leurs enfants à l'école anglaise des Carrières plutôt qu'à l'école séparée de Janeville. Ils prétendent que leurs enfants seront mieux préparés à gagner leur vie en Ontario s'ils obtiennent un meilleur enseignement en anglais. Or, les religieuses d'alors sont Françaises et ne sont pas très à l'aise dans la langue de Shakespeare.

En dépit de la décision de certains parents d'envoyer leurs enfants à l'école anglaise, la population de l'école séparée de Janeville croît. Elle est d'environ 200 enfants en 1911. Cette année-là, l'école doit fermer ses portes pendant près de deux semaines à cause d'une épidémie.



L'ancien hôtel de ville d'Eastview, situé sur le chemin de Montréal, au coin de la rue Cyr. L'édifice logeait aussi la caserne des pompiers. Ce bâtiment logeait auparavant l'école primaire de Janeville. L'immeuble fut la proie des flammes en 1972. (Photo gracieuseté de Mlle Irène Grandmaître)

L'école catholique d'Eastview a été fermée aujourd'hui jusqu'au 19 du mois courant à cause de la petite vérole. Cette école est fréquentée par 200 (deux cents) enfants. Un des élèves a fréquenté l'école alors que la petite vérole existait dans sa famille. Les autorités ont aussitôt fermé l'école et demandé la vaccination des élèves.⁶

Devant l'augmentation du nombre d'enfants d'âge scolaire, la Commission des écoles séparées décide, en 1912, de faire construire une nouvelle école. Elle engage donc l'architecte Francis C. Sullivan pour en dresser les plans. Ce dernier a travaillé avec diverses compagnies, pour la fonction publique et, de façon sporadique, entre 1911 et 1916, avec le grand architecte américain Frank Lloyd Wright.⁷

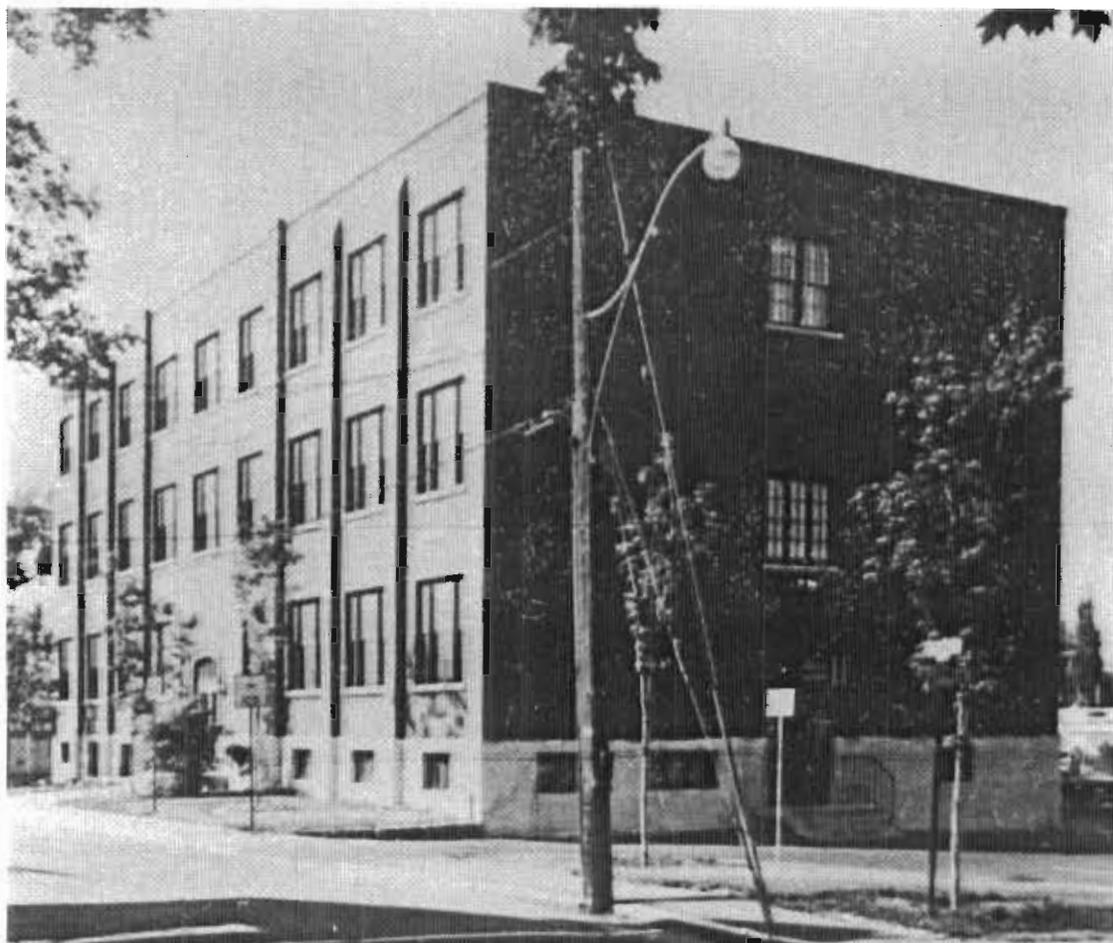
Construite sur la rue Charles, aujourd'hui la rue Dupuis, la nouvelle école est inaugurée en septembre 1912. Le nouvel édifice de deux étages, qui porte le nom du fondateur des Pères Montfortains et des Filles de la Sagesse, Louis Marie de Montfort, accueille garçons et filles. Les filles occupent le rez-de-chaussée alors que les garçons étudient à l'étage.

b) Le Règlement 17

L'année même de son ouverture, l'école Montfort voit son existence remise en question par le décret du fameux Règlement 17. Ce Règlement, approuvé en juin 1912 par le Ministère de l'Éducation de l'Ontario, limite l'utilisation du français comme langue de communication dans toutes les écoles de la province. Le français devient donc une matière comme les autres, ne pouvant être enseignée qu'une heure par jour. À part cette heure quotidienne d'instruction en français, la langue de communication devra dorénavant être l'anglais.

Aussitôt rendu publique, le Règlement 17 provoque l'ire de tous les milieux francophones du pays. Les Franco-Ontariens or-

PHOTO 43



L'ancienne école Montfort, rue Dupuis. D'abord conçue comme un édifice à deux étages, l'école Montfort a été agrandie pour accueillir plus d'élèves. Cette édifice abrite maintenant les bureaux de l'hôtel de ville de Vanier.

ganisent dès lors la résistance à ce Règlement qu'ils jugent illégal, puisque injuste. À Ottawa, plusieurs figures dominantes, dont M. Aurélien Bélanger, de la paroisse St-Charles, s'engagent dans la lutte.

Les commissions des écoles séparées refusent de se plier aux exigences du Règlement 17 et continuent à autoriser l'enseignement en français dans leurs écoles. Devant ce refus de coopérer, le ministère de l'Éducation nomme des inspecteurs chargés de faire respecter les dispositions du Règlement 17. Ces inspecteurs sont plutôt mal accueillis dans les milieux francophones de la province.

Les commissions d'écoles séparées font en effet afficher dans toutes les classes des directives spéciales à l'égard des inspecteurs. Ces directives invitent les élèves à sortir de la classe aussitôt qu'un inspecteur anglais s'y présente et de sonner l'alarme à feu pour faire évacuer le bâtiment.

En 1914, l'inspecteur Ingall fait le tour des écoles de la région d'Ottawa. Au début du mois de février, il se présente à l'école Montfort d'Eastview:

À Eastview, comme partout ailleurs dans l'Ontario, les supporteurs catholiques avaient nettement tracé à leurs enfants le devoir de quitter la classe à l'arrivée de l'Inspecteur protestant et la commission scolaire avait solennellement décidé de suivre scrupuleusement la direction donnée par les parents. Mais jeudi soir, cinq février, à une assemblée spéciale, la commission scolaire actuelle, par suite sans doute de malentendu ou d'inexpérience, passa une motion à l'effet d'obliger les institutrices à subir la visite de l'Inspecteur protestant.⁸

Tournons-nous maintenant vers le récit d'une des institutrices de l'école Montfort, qui a vécu ces événements.

Le vendredi 6 février, à leur arrivée à l'École, nos Soeurs trouvent une lettre de la Commission scolaire, les priant de recevoir l'inspecteur protestant (quand il viendra) avec tous les honneurs dus à son rang. Puis, elles constatent que le gardien de l'École a arraché les affiches dans toutes les classes ... C'est fort! ... grande rumeur dans l'École, surtout chez les grands; pour nous, c'est un fameux guet-apens. Nous sommes au service des Commissaires, et la situation est difficile. Seulement, les Commissaires ayant été changés en janvier, ceux qui sont au poste actuellement ont cru avoir des raisons d'agir ainsi. Notre engagement annuel a été conclu avec la condition que nous ne signerions pas ... Mais comment faire!

Notre dévoué Père Curé de la paroisse est consulté aussitôt. Le Père Halen avertit immédiatement la Société d'éducation d'Ottawa de ce qui se passe. Le Président (Supérieur des Pères oblats⁹) est furieux d'une telle menée et décide de voir, le jour même, les Commissaires d'Eastview pour leur 'laver la tête'.

Il le fait en effet, et d'autres¹⁰ avec lui! ... Quant à nous, notre congé hebdomadaire du samedi, puis la journée du dimanche, nous donne le temps de respirer et de prier. Mais, sur les conseils de ceux qui nous guident en cette affaire, nous 'ne retournerons à l'École qu'avec la preuve écrite que les Commissaires se sont rétractés'.

Ils décident de le faire, paraît-il, et cela le dimanche soir, dans une réunion privée et agitée.

Le lundi matin, je téléphone au Secrétaire. 'Les Soeurs peuvent aller à l'École, on a changé d'idée, dit-il, et tout est correct comme avant. - Oui, mais la preuve écrite? - Vous l'aurez demain, car les réunions du dimanche n'étant pas légales, nous ne pouvons donner la "motion"; mais vous pouvez bien me croire, ma Soeur. - Oh! oui, M., je vous crois, mais nos Soeurs n'iront à l'École que quand j'aurai, ici, au Couvent, votre nouvelle motion.' Il ferme le téléphone, mécontent, et je vais dire à nos Soeurs, sur le qui-vive, qu'elles ont une journée de congé. Naturellement, là-bas, à Montfort, il y eut

une petite rumeur, et elle se répandit rapidement aux alentours, quand les enfants revinrent dans les familles après une courte absence, disant que les Soeurs n'étaient pas à leur poste. Cela ne s'était jamais vu!

Le téléphone marche son train 'Demandez au presbytère' est notre réponse; puis on nous rappelle pour nous féliciter d'être disposées à la résistance, et la journée se passe dans l'attente. Le soir, les Commissaires tiennent leur reunion (sic) légale, et le mardi matin, avant 7 heures, l'écrit demandé était apporté par le gardien. Nous en faisons immédiatement les copies, et le premier soin, en arrivant à l'École, est de coller les affiches dans toutes les classes.

Mais quelle rumeur partout, ma chère Mère, et quelle agitation chez tous les enfants, politiciens pour la circonstance! Il paraît que l'Inspecteur protestant est venu dans l'après-midi du lundi!! ... qu'il est resté coit (sic) devant l'École vide, demandant qu'elle fête célébraient les catholiques, etc, ... etc ... ce à quoi le gardien n'a pu donner de réponse; puis il est parti, disant qu'il reviendrait. Aussi, quelle effervescence chez les grands! les parents ont donné leurs ordres, et il y a plus de douze enfants à qui les parents ont commandé de sonner la 'Cloche à feu'. ...

9 heures sonnent! La rentrée s'effectue, puis, c'est la prière du matin: Que le Seigneur et sa divine Mère veuillent bien diriger cette journée et en accepter les actes! Une enfant fait prudemment le guet, afin d'éviter l'arrivée trop discrète de cet homme inconnu chez les bébés du rez-de-chaussée; ceux-ci ne bougeraient pas naturellement, et comme le rôle des soeurs doit être "passif", une fois entré dans une classe quelconque, c'était assez pour qu'il ait été reçu, et que les Filles-de-la-Sagesse aient toutes signé l'article 17.

À 9 heures et demie, l'observatrice voit un "Monsieur inconnu" traversant le chemin de Montréal et pénétrant dans la rue de l'école. Juste le temps de fermer les portes à clef; de la sorte, il devra sonner et ... s'annoncer. Une de nos Soeurs (désignée d'avance pour garder tout le calme fait office de por-

tière. - "Mr. Ingall, inspector". Ça y est, c'est lui. - "Veuillez me suivre, dit-elle en anglais (bien entendu) à la classe de la principale." Arrivé en haut, il ne veut pas entrer, mais désire auparavant parler à la principale. C'est d'ailleurs un homme très correct. La Soeur est donc appelée dans le couloir. Il se nomme et lui dit son intention de visiter les classes. "C'est bien, Monsieur, je ne puis que vous laisser libre l'entrée de ma classe, car la conduite des élèves en cette circonstance ne relève pas de mon autorité." Ils entrent; les élèves sont debout; Sr. H. leur présentent: Mr Ingall, Inspecteur protestant. - Correct, chère Soeur" dit un grand garçon de 15 à 16 ans. Puis tous saluent très convenablement; "Aurevoir, chère Soeur. Adieu Monsieur." La première élève sortie donne un branle qui peut compter, à la cloche du feu. C'est un piétinement général qui dure moins d'une minute; puis silence de mort ... l'établissement est vide.

À son tour, l'Inspecteur est dans un véritable guet-apens et son attitude est pénible. On lui a promis qu'il sera reçu convenablement, son étonnement est facile à voir; "Mais Monsieur, vous devez être habitué à cela. - Pardon, le cas est spécial ici; les Commissaires ne vous ont pas donné d'ordre? - Voici le dernier, Monsieur." Il étudie la feuille reçue le matin, ne comprend pas ou feint de ne pas comprendre.

De fait, avouez, ma chère Mère, que cette situation ne se présente pas tous les jours; mais jugez de ce qui serait advenu si nous avions été la veille à notre poste, sans aucun papier. (L'Inspecteur était bienvenu la veille.)

- Veuillez m'excuser, dit Mr Ingall d'avoir trouble (sic) votre travail; vous pouvez rappeler vos enfants, je ne reviendrai pas." Mais les enfants étaient loin et portaient la nouvelle dans toute la paroisse. - "Si toutefois, - ajoute le visiteur - vous aviez des renseignements à me demander au sujet de vos classes, je me ferais un plaisir de vous les donner. -Merci, Monsieur, nous avons notre Inspecteur bilingue, Mr G... et nous nous adressons à lui quand nous en avons besoin.

Puis Mr Ingall se retire en homme très désappointé qu'il était.

Voilà, ma chère Mère, le récit de cette "extraordinaire visite". Depuis nous n'avons entendu parler de rien. Naturellement, journaux et téléphones, tout cela fut occupé de cette "grande matinée" et après quelques jours, tout rentra dans l'ordre.¹¹

Après cet accueil plutôt froid, les inspecteurs évitent de retourner à l'école Montfort.

La lutte contre le Règlement 17 n'en est pas pour autant terminée. Elle se poursuit jusqu'en 1927, année où l'on apporte les premières modifications au règlement. À la suite du rapport de la Commission d'enquête Merchant-Scott-Côté (comme nous allons le voir plus loin, cette commission d'enquête a été largement établie grâce aux efforts de M. Aurélien Bélanger) la province accorde la permission aux Franco-ontariens de fonder des écoles dites bilingues où le français peut être utilisé comme langue de communication. Le Règlement 17 ne disparaîtra complètement des statuts de l'Ontario qu'en 1944.

c) Une commission scolaire rurale dans la ville

Un autre conflit majeur perturbe la vie scolaire à Eastview au début des années '20. Il s'agit de la question scolaire du quartier 6 (aujourd'hui le quartier 4). Comme nous l'avons déjà vu, le quartier 6 comprend alors l'ancien village de Clarkstown. Contrairement aux enfants du reste d'Eastview, qui fréquentent l'école Montfort, les enfants du quartier 6 fréquentent, pour des raisons de proximité, l'école St-Charles, construite en 1910 sur la rue Springfield, à Ottawa. Cette école ne relève donc pas de la commission scolaire d'Eastview mais bien de celle d'Ottawa.

En 1920, l'école St-Charles est surpeuplée. Les autorités doivent aménager des classes dans la salle de la paroisse St-

Charles. L'année suivante, on doit tripler le nombre de classes:

"l'école St-Charles sur la rue Springfield étant déjà remplis (sic), il fut absolument nécessaire d'ouvrir à la salle paroissiale située en arrière de l'église St-Charles, huit autres classes; comme on le sait, l'année dernière on en avait déjà ouvert quatre, mais cette année durant l'été plusieurs hommes furent employés à divers travaux à cette salle afin d'accomoder tous les élèves ... Huit instituteurs sont à la disposition des élèves de cette deuxième école dont le principal est monsieur Pelletier, ..."12

Les locaux de la salle paroissiale deviennent vite exigus. Les gens de Clarkstown demandent donc à la commission des écoles séparées d'Ottawa de défrayer les coûts de construction d'une nouvelle école. Cependant, la commission refuse, alléguant qu'elle ne peut percevoir de taxes scolaires sur le territoire d'Eastview. Les contribuables du quartier 6 entament donc des poursuites judiciaires contre la commission scolaire d'Ottawa pour obliger celle-ci à répondre aux besoins de leurs enfants en matière d'éducation. Ils s'appuient sur la loi scolaire ontarienne, qui stipule que les enfants doivent fréquenter l'école la plus proche de leur domicile, pour défendre leur cause.

En juillet 1922, le juge Latchford décide de la cause en faveur de la commission scolaire d'Ottawa. À la suite de ce jugement, près de 400 enfants de la paroisse St-Charles sont laissés sans école du mois de septembre 1922 à Pâques 1923.¹³ La situation est très sérieuse et le Curé Barrette de la paroisse St-Charles décide d'écrire à l'Association d'éducation de l'Ontario:

M. le Secrétaire,

Si l'on persiste à se désintéresser des quelques centaines d'enfants du quartier six d'Eastview, qui courent les rues parce que les commissions scolaires d'Ottawa et d'Eastview ne veulent pas leur donner de classes; la situation devient intenable et je crains beaucoup que des troubles sérieux nous surgissent.

Il m'est impossible de maintenir d'avantage (sic) cette population dans le calme.

Je puis dire avec toute la sincérité de mon âme ... que je n'ai rien épargné pour toujours aider la cause scolaire d'Ontario; je ne le regrette pas. J'ai fait tous les sacrifices possibles pour cette question que j'ai tout à coeur; et par crainte de lui nuire tant soit peu j'ai employé tous les moyens de faire régler ce conflit sans trop de bruit à l'extérieur. J'ai bien réussi ... le résultat est nul!

Maintenant que dois-je faire? Aux grands maux les grans remèdes!

Bien à vous,
(signé)
F.X. Barrette, ptre, curé

Clarkstown, Ont.
le 15 déc. 1922¹⁴

À la suite de la lettre du Père Barrette, l'AEO convoque une réunion des principaux intéressés pour le 2 janvier 1923. La situation ne s'améliore cependant pas et on décide de recourir à nouveau aux tribunaux. Cette fois-ci on accuse les commissions scolaires d'Ottawa et d'Eastview de ne pas remplir leur mandat respectif. Le juge Lennox renvoie cependant la cause des contribuables du quartier six car, selon lui, la décision du juge Latchford s'applique à nouveau dans ce cas.

Devant cette impasse, le conseil municipal d'Eastview, grâce aux efforts des conseillers et du maire Guilbault, trouve une solution temporaire au problème. La municipalité accepte de percevoir les taxes scolaires du quartier 6 et de remettre les sommes reçues à la Commission des écoles séparées d'Ottawa. De cette façon, la Commission d'Ottawa ne perçoit pas directement de taxes sur le territoire d'Eastview et la ville d'Eastview n'a pas à s'occuper des dépenses scolaires du quartier 6. Cet état de chose est confirmé en 1929 à l'Assemblée législative de l'Ontario.

En effet, le 1^{er} mars 1929,¹⁵ en réponse à une pétition des contribuables du quartier 6,¹⁶ M. Aurélien Bélanger, député de Russell, présente le projet de loi 47 sur l'administration des écoles séparées du quartier 6 d'Eastview. Ce projet de loi sanctionne la situation à Eastview, et est voté par l'Assemblée le 27 mars 1929 et sanctionné le lendemain¹⁷ (19 Geo. V, c. 129).

Cette entente pour le moins inusitée, où une municipalité perçoit des taxes qu'elle remet à une commission scolaire d'une autre ville, s'explique pour le législateur par le fait que: "the said Ward 6 has little connection with the other five wards of the town of Eastview, geographically, in church matters or in social and business life."¹⁸ Même à cette époque, Clarkstown¹⁹ et Janeville ne semblent pas faire partie de la même ville!²⁰

Grâce à cette nouvelle loi, la situation scolaire du quartier six se stabilise. On peut donc entreprendre les travaux de construction d'une nouvelle école qui répondrait mieux aux besoins croissants de la population. En 1930, on engage le contracteur Dagenais et certains parents d'élèves participent bénévolement aux travaux d'excavation. Lorsque la nouvelle école ouvre ses portes à la fin de l'année 1930, on peut enfin fermer l'école de la salle paroissiale. Le nouvel édifice est baptisé d'après Samuel Genest, président de la commission scolaire d'Ottawa pendant les années les plus sombres de la lutte contre le Règlement 17.

Les contribuables du quartier 6 ne sont cependant pas tout à fait satisfaits de cette situation, pour le moins compliquée. Ils se sentent exploités par la ville d'Eastview qui perçoit plus de taxes qu'elle n'en remet à la commission des écoles séparées d'Ottawa. En effet, le taux d'imposition du quartier 6 est le même taux que celui du reste de la ville. En retour, Eastview ne paie à Ottawa que des montants fixés par le taux de la capitale, qui est plus bas que le sien. C'est donc dire qu'une partie des taxes scolaires des contribuables du quartier 6 servent à payer



L'école Genest a été construite en 1930. Il y a quelques années celle-ci a fermé ses portes pour devenir un entrepôt de la commission scolaire d'Ottawa.

les dépenses de la commission scolaire d'Ottawa qui ne fournit aucun service aux gens de Clarkstown. Ceux-ci poursuivent donc leur lutte pour l'obtention d'une commission scolaire indépendante pour leur quartier. Ainsi, le 27 février 1936,²¹ un groupe de contribuables, mené par M. Aurélien Bélanger, présente une pétition au gouvernement provincial, lui demandant d'accorder le statut de commission scolaire rurale²² pour le quartier 6.

Le 13 mars 1936²³ le député de Russell, M. Arthur Desrosiers, dépose le projet de loi 25 intitulé "An Act respecting the Roman Catholic Separate Schools of Ward 6 of the Town of Eastview". Ce projet de loi est voté le 3 avril 1936²⁴ et sanctionné six jours plus tard,²⁵ (Edward VIII, C. 70). Le quartier 6 a donc sa propre commission des écoles séparées pour régler ses problèmes.

d) La commission des écoles séparées d'Eastview

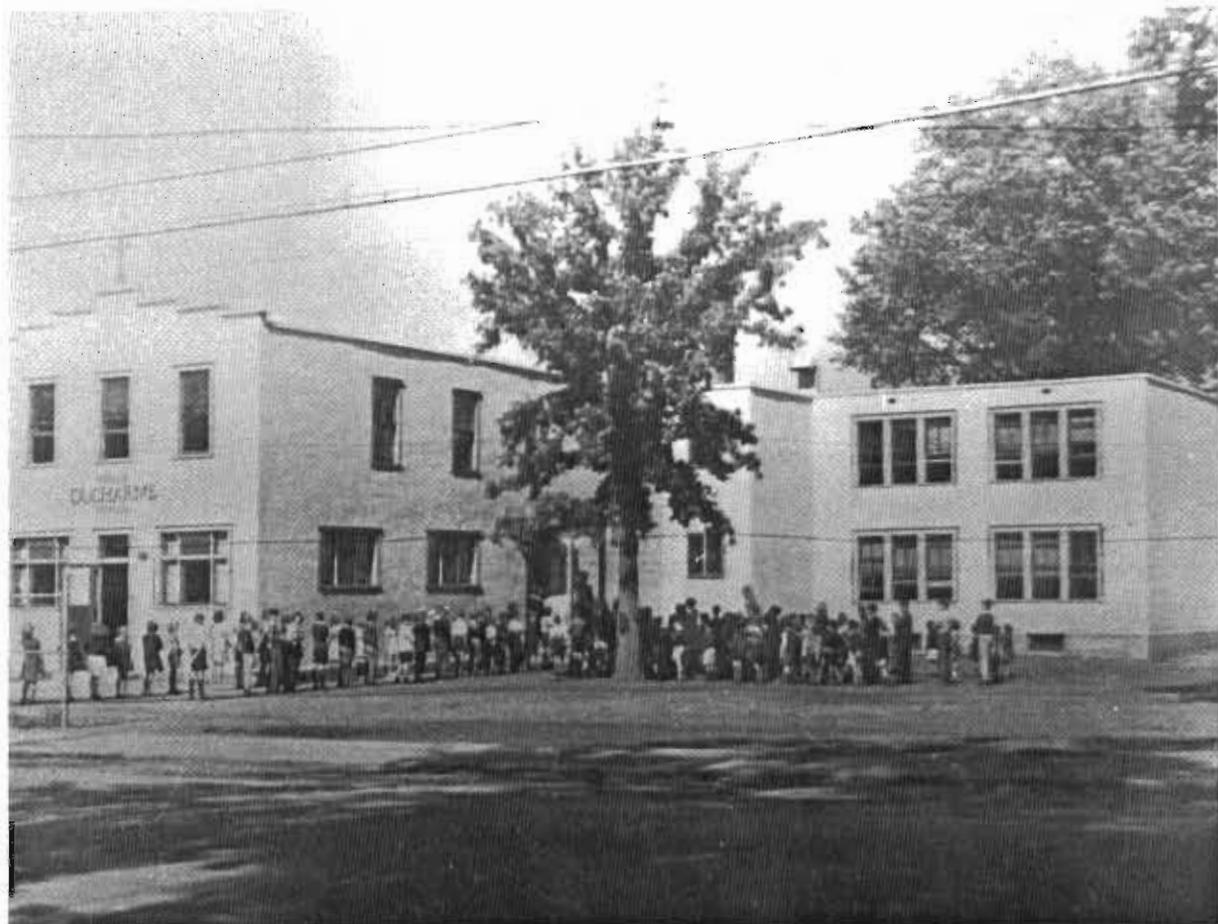
L'expansion de la ville d'Eastview et la croissance de la population amènent un surplus d'élèves à l'école Montfort. La

situation est telle qu'en 1937, la Fabrique de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes, sous l'influence du curé Ducharme, décide de faire l'achat de l'Hôtel Cartier afin de le louer à la commission scolaire, qui la convertira en école. La nouvelle école, qui s'installe dans ce local pour le moins inusité, est située sur le chemin de Montréal en face de la rue Olmstead, là où la compagnie Bell Canada a maintenant un bureau. L'école prend naturellement le nom d'"École Ducharme"²⁶ comme c'était la coutume à l'époque de donner le nom du curé à une école. "Ceci, au moins temporairement, apporte une solution au grave problème de donner à nos Enfants (sic), le nombre de classes suffisant."²⁷

On a tôt fait d'ajouter une aile à l'édifice que l'on sépare en huit classes. Quatre de ces classes servent aux élèves francophones tandis que les quatre autres sont utilisées par les anglophones. À cette époque, les élèves se partagent entre l'école Montfort et l'école Ducharme:

L'école Montfort, édifice imposant de 17 classes, abrite près de 750 garçons et filles. Ces dernières, sous l'habile direction des Rév. Soeurs de la Sagesse, occupent dix classes; les garçons, depuis deux ans seulement dirigés par les Rév. Frères du Sacré-Coeur, remplissent les sept autres. Les fillettes peuvent parcourir leur cour (sic), de la 1^{ère} à la 10^e inclusivement dans l'école même. Les garçons, moins fortunés, doivent fréquenter trois établissements distincts pour suivre le même cycle d'études que leurs soeurs. Ils débutent à l'École Ducharme, sur le Chemin de Montréal, pendant les trois premières années; ils continuent à l'École Montfort jusqu'à la 8^e comprise, tandis que nos grands de 9^e et 10^e se voient obligés par la force des choses, de se rendre à plus d'un mille, recevoir leur instruction dans une classe louée à Notre-Dame- de Forbes.²⁸

En 1943, la commission scolaire des écoles séparées d'East-view, sous la direction de M. Léopold Dallaire, engage les services d'une infirmière, Mlle Amanda Hurtubise,²⁹ pour s'occuper de la santé et des petits maux des élèves. D'autres se souviendront



La première école Ducharme, située sur le chemin de Montréal, face à la rue Olmstead. Cet édifice brûla en mars 1949. (Photo gracieuseté de Mlle Irène Grandmaître)

de sa remplaçante, l'inoubliable Mlle Pellerine Perrin, qui remplit ses fonctions pendant de nombreuses années.

Bientôt, les écoles Montfort et Ducharme ne suffisent plus pour répondre aux besoins grandissants de la population d'âge scolaire. On décide donc d'ériger deux nouvelles écoles sur la rue Lajoie, une pour les francophones et l'autre pour les anglophones. Les plans sont approuvés, les travaux commencent et les écoles neuves accueilleront les élèves à la rentrée de septembre 1949. Cependant, le 6 mars 1949, l'école Ducharme est la proie des flammes. Malgré les 350 élèves "qui manifestaient leur joie en criant à qui voulait les entendre (sic): 'L'école est en feu! L'école brûle!'"³⁰ les commissaires d'école s'organisent rapidement. Ils réussissent à loger tous les élèves dans divers locaux dès le lendemain du sinistre! Heureusement, la nouvelle école sera bientôt prête.

Les deux écoles qui ouvrent leurs portes en septembre 1949 prennent le nom d'École Ducharme et d'Assumption School. L'école française possède huit salles de classe contre six pour l'école anglaise.

Le "boom" des naissances qui suit la deuxième guerre mondiale a tôt fait de remplir les salles de classe des deux nouvelles écoles. Dès 1952, on doit procéder à l'agrandissement des locaux des deux édifices.

L'école Ducharme passe alors de huit à 22 classes alors que l'école Assumption double le nombre des siennes.

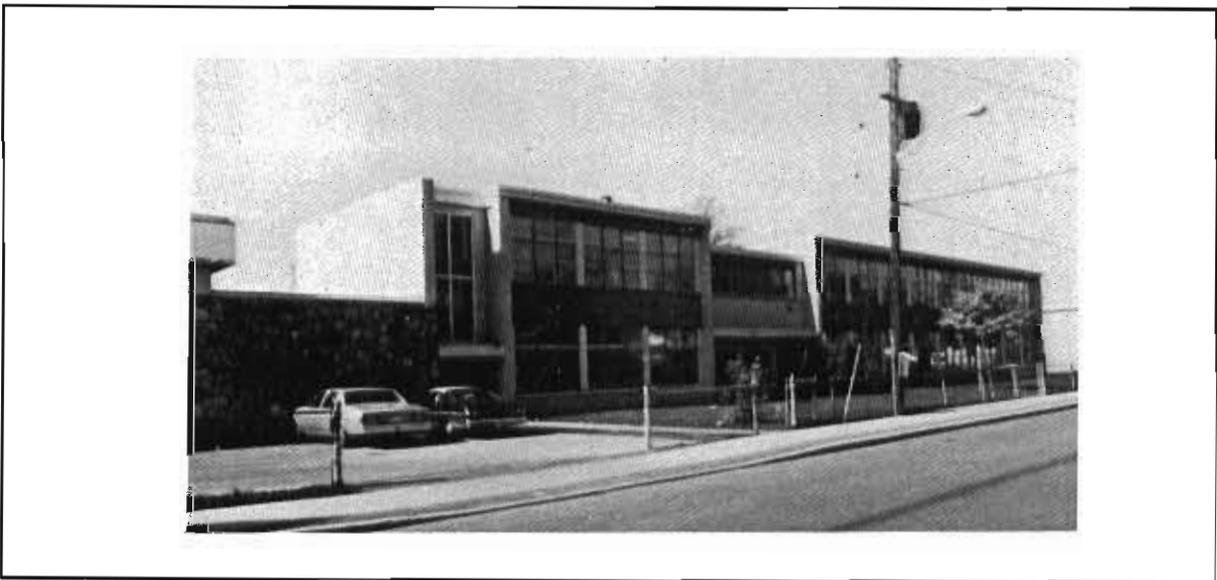
L'année suivante, la commission scolaire doit faire construire une autre école à Eastview. Ce nouvel édifice dessert la paroisse Notre-dame du Saint-Esprit. Comme le veut la tradition, la nouvelle école prend le nom du curé de la paroisse. L'école Baribeau ouvre ses portes en septembre 1953.

PHOTO 46



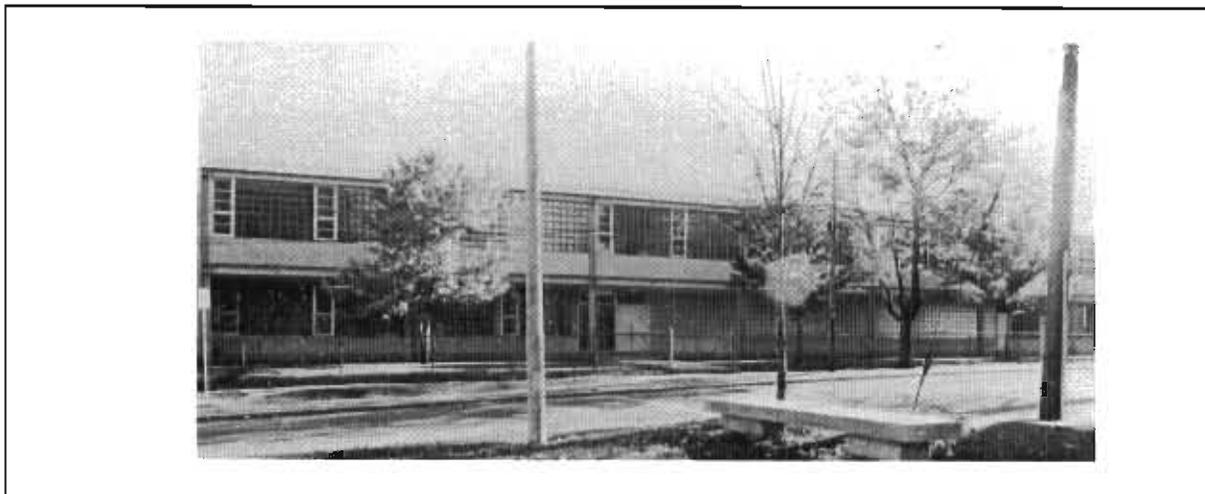
La deuxième école Ducharme, sise sur la rue Lajoie et construite en 1949. Elle est depuis devenue l'école Assumption School.

PHOTO 47



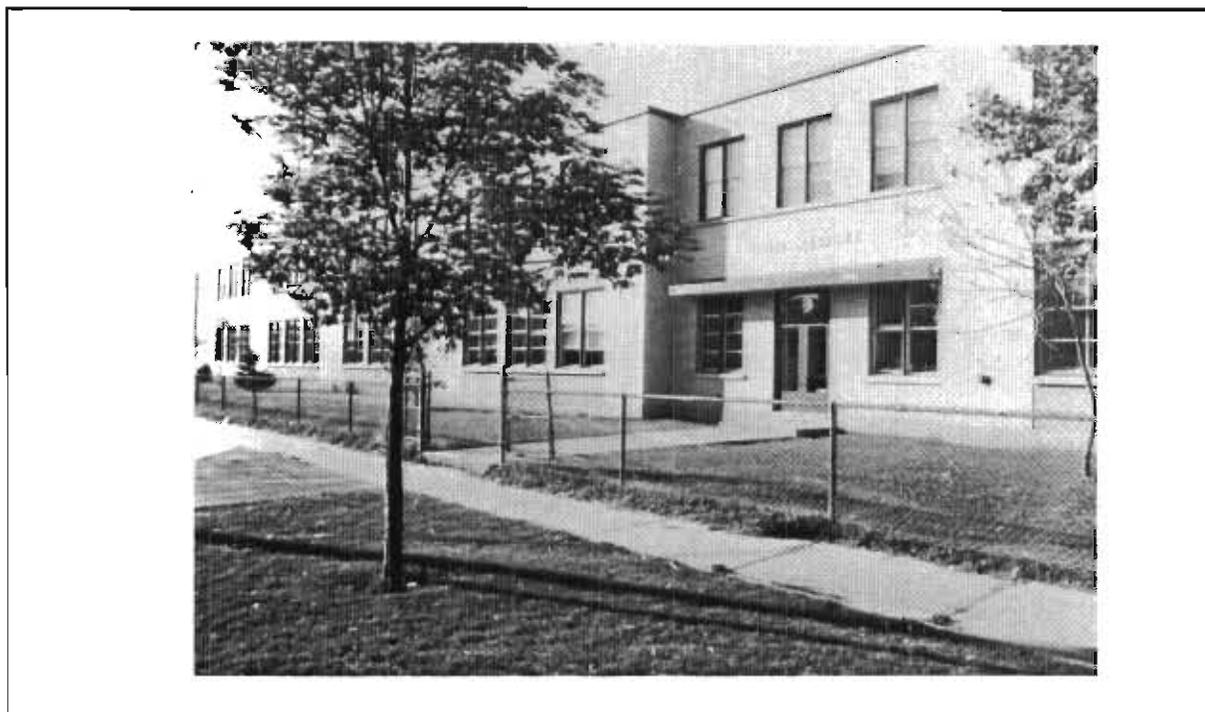
L'ancienne école anglaise Assumption, érigée en 1949 à côté de l'école Ducharme, loge maintenant des bureaux de la ville de Vanier.

PHOTO 48



L'école Glaude, sise sur la rue Lévis et construite en 1958.

PHOTO 49



L'école Cadieux, rue St-Denis, dessert le secteur nord-ouest de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes depuis 1958.

Finalement, en 1958, Eastview est dotée de deux autres écoles primaires. Il s'agit de l'école Glaude qui accueillera les filles de l'école Montfort, qui doit fermer ses portes car sa structure est trop détériorée, et de l'école Cadieux. Cette dernière dessert le secteur nord-est de la paroisse Notre-Dame de Lourdes.

e) La commission des écoles séparées du quartier 6

Après sa formation en 1936, la commission scolaire du quartier six doit se choisir un conseil de commissaires. Le premier président de la nouvelle commission est M. Hervé Bériault. MM. René Jolicoeur et Albert Brault sont élus commissaires, alors que M. Ernest Désormeaux est nommé secrétaire-trésorier.³¹

Les tâches du conseil d'administration sont relativement simples, puisqu'il n'y a qu'une seule école à gérer, l'école Genest. Ainsi, le secrétaire-trésorier peut-il occuper un autre emploi. De fait, de 1936 jusqu'au début des années '60, le secrétaire-trésorier de la commission des écoles séparées du quartier 6 est également un administrateur à la commission des écoles séparées d'Ottawa. Cet arrangement original permet aux deux commissions scolaires de mieux collaborer.

Ainsi, vers 1945, lorsque le curé Barrette croit qu'il serait préférable d'avoir une école pour les filles et une autre pour les garçons, une entente est conclue entre les deux commissions. L'école St-Charles, d'Ottawa, devient alors une école de garçons tandis que l'école Genest, du quartier 6, est réservée aux filles. Le curé Barrette réussit donc par le fait même à unir sa paroisse et à faire de ces deux écoles des écoles paroissiales, au-delà des divisions administratives et politiques.

Malgré cet arrangement pratique, les locaux de l'école St-Charles deviennent exigus. On procède donc à des travaux



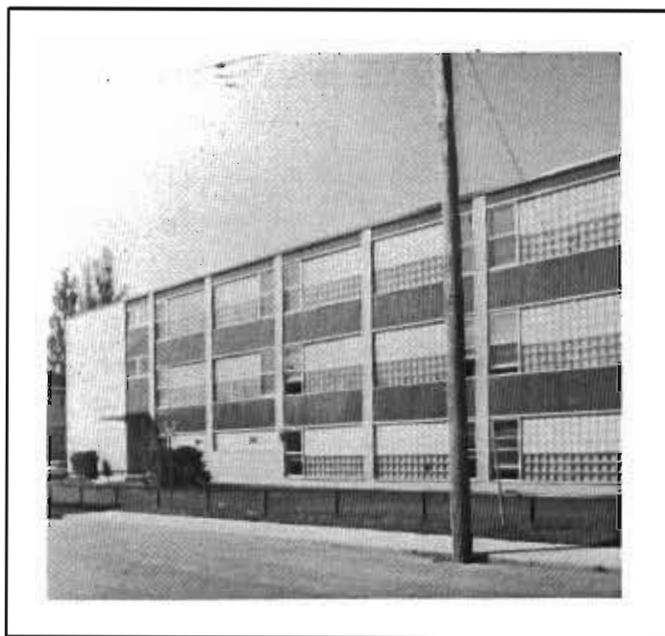
La première commission scolaire quartier numéro 6 (1936). On reconnaît de gauche à droite: MM. Albert Brault, Ernest-C. Désormeaux, le curé Barrette, Hervé Bériault et René Jolicoeur. (Photo gracieuseté de Mme Henri Marleau)

d'agrandissement. La nouvelle aile de l'école est nommée d'après le curé Barrette. Aux débuts des années '50, on doit entreprendre des travaux semblables à l'école Genest. On y ajoute alors l'aile Bériault, en l'honneur d'Hervé Bériault.

La paroisse St-Charles est dotée, en 1955, d'une nouvelle école relevant d'Ottawa, située à proximité de l'école St-Charles. Bien qu'elle relève de la commission des écoles séparées d'Ottawa, la nouvelle école est baptisée: École Barrette. Ceci illustre bien les rapports étroits existant alors entre les deux commissions et la paroisse St-Charles.

Le "boom" des naissances se fait également sentir à St-Charles. En 1958, on doit faire construire une nouvelle école à côté de l'école Genest. L'École Bériault est la dernière née des écoles d'Eastview.

PHOTO 51



L'école Bériault, construite en 1958, a été nommée ainsi en l'honneur du commissaire d'école Hervé Bériault.

f) L'amalgamation

Pendant les années '60, la population estudiantine des écoles séparées d'Eastview atteint un sommet et se stabilise. Vers la fin de la décennie, le nombre d'enfants inscrits aux écoles séparées commence à diminuer. Cette baisse des effectifs scolaires entraîne une diminution des subventions provinciales mais non pas des dépenses. Le fardeau économique que représente des petites commissions scolaires se fait de plus en plus lourd pour les contribuables d'Eastview.

En 1968, les deux commissions des écoles séparées d'Eastview engagent des pourparlers avec la commission des écoles séparées d'Ottawa dans le but d'une amalgamation prochaine. Deux ans plus tard, après avoir réglé tous leurs différends, ces trois commissions scolaires se fusionnent pour devenir le Conseil des écoles séparées d'Ottawa.

Si l'amalgamation résoud les problèmes d'ordre financier, elle ne peut rien contre la baisse des effectifs scolaires. En effet, pendant les années '70, le nombre d'élèves diminue continuellement dans les écoles primaires. En 1977, le conseil doit fermer l'école Genest, qui devient un entrepôt et transférer tous les élèves à l'école Bériault. Vers la même époque, l'école Ducharme envoie tous ses élèves à l'école Glaude et l'école Assumption emménage dans les locaux plus vastes de l'école Ducharme. L'édifice de l'école Assumption est alors loué à la ville de Vanier.

Même les écoles qui restent ouvertes voient leurs effectifs diminuer, ce qui entraîne une réduction du personnel enseignant. L'ère de l'expansion est bel et bien terminée!

2. Les écoles publiques

C'est en 1883 que le "Public School Board of Section 25, Gloucester" est formé à Janeville.³² En 1884, on construit une première école d'une seule salle de classe, sur le site actuel de l'école des adultes J.O. Swerdfager. Cinq années plus tard, on doit ajouter une 2^e classe à la petite école.³³

En 1910, le conseil décide de faire construire une école neuve. On démolit donc l'ancienne pour ériger la nouvelle. L'édifice en brique, logeant 4 salles de classe, ouvre ses portes en septembre 1910. La nouvelle école devient la "Eastview Public School". Peu après, en 1916, on doit doubler le nombre de salles de classe.³⁴

À cette époque, l'école publique d'Eastview dessert toute la population non-catholique de la ville. Les catholiques anglophones, pour leur part, fréquentent l'ancienne école Ducharme du chemin de Montréal, jusqu'à ce que l'on construise l'école Assumption, en 1949.

Après avoir une nouvelle fois agrandi l'école publique en 1952, le conseil public d'Eastview convient qu'il est temps de faire construire une nouvelle école. Ainsi, en 1955, on voit à l'érection de l'école Robert E. Wilson sur le chemin McArthur. Cette nouvelle école est nommée d'après un ancien conseiller municipal "who was noted for his interest in education".³⁵

Vers la même époque, on change le nom de l'école publique d'Eastview. On lui donne le nom d'un directeur remarquable de cette institution, J.O. Swerdfager. Vers 1980, l'école publique ferme ses portes, victime elle aussi de la diminution du nombre d'élèves. L'école a depuis été transformée en centre d'études pour les adultes par le conseil scolaire d'Ottawa.

3. L'école secondaire

Avant la deuxième guerre mondiale, les enfants d'Eastview qui veulent parfaire leurs études après la 8^e année, doivent fréquenter les "High School" d'Ottawa ou les écoles privées. Ce système comporte un double désavantage: d'abord, les enfants doivent poursuivre leurs études en anglais dans les écoles publiques ou déboursier des sommes considérables pour une éducation dans les collèges classiques ou les couvents. En second lieu, la ville doit défrayer le coût des études des élèves d'Eastview dans les High School à la commission scolaire d'Ottawa. La situation ne convient ni aux élèves, qui abandonnent souvent leurs études après le cours élémentaire, ni aux autorités municipales qui trouvent le système onéreux.

Dès l'année 1944, le maire Donat Grandmaître entreprend les premières démarches pour doter Eastview d'une école secondaire. Cette année-là, il se rend à Toronto afin de rencontrer les autorités du ministère de l'éducation de l'Ontario. "Son hon. le maire a souligné qu'il en coûtait \$14,000 par année pour tenir les élèves d'Eastview aux high schools d'Ottawa et que pour une ville de plus de 10,000 âmes, il était nécessaire d'avoir une école supérieure."³⁶

Malgré l'optimisme du maire Grandmaître qui annonce à la dernière réunion du conseil municipal de l'année 1944, qu'il espère doter Eastview d'une école secondaire dès l'année suivante et le travail infatigable d'un groupe de contribuables, mené par le Père Ducharme, les progrès se font attendre. Ce n'est en effet que le 1^{er} janvier 1947 qu'Eastview est élevée au statut de "high school district" par le ministère de l'Éducation, lors d'un discours à la Chambre de commerce d'Eastview. Lors de cette occasion, l'inspecteur en chef des écoles secondaires de l'Ontario, M.S.D. Rendall, annonce que, bien que "The ultimate aim was to build a high school as soon as practicable", il croit qu'il est préférable que "building be deferred until the best materials

were assured, the idea thoroughly explored and the community as a whole aware of the scheme."³⁷

Il faut donc attendre plus d'une année avant que ne soit soulevée la première pelletée de terre. C'est le 19 juillet 1948 que débutent les travaux de construction. L'année précédente, la commission scolaire, chargée de l'école secondaire d'Eastview, avait fait l'achat d'un terrain de 16 acres, situé au coin de la rue Olmstead et du chemin McArthur, pour la somme de 400,000\$.³⁸

En septembre 1949, l'École secondaire Eastview High School ouvre ses portes. Elle "compte 370 élèves et un personnel enseignant de 17 professeurs, sous la direction de Dr J.-O. Proulx, principal".³⁹ L'ouverture officielle de l'école a lieu le 9 janvier 1950 sous la présidence du ministre de l'éducation de l'Ontario, M. Dana Porter.

L'école secondaire de 1949 ressemble bien peu à celle de 1983. En fait, c'est une version "compacte" qui est inaugurée à cette époque:

It is an 'L' shaped, one story structure of yellow brick; the designed interior is decorated in two-tone shades of green. There are fifteen class-rooms, including three well-equipped laboratories, a very modern commercial room, an up to date home economics room, furnished as two kitchenettes, a dining and living room, leading from this is a sewing room with the latest design of machines. There is a shop for manual training where a boy is taught the skills of woodwork, metal work, plumbing and drafting. Our auditorium-gym has spacious locker and shower rooms. The cafeteria and libray (sic) cater both physically and mentally to the inner man.⁴⁰

L'école secondaire est bilingue et répond aux besoins des élèves anglophones et francophones d'Eastview en leur offrant:

un cours académique complet, comprenant le français avancé, les sciences, l'anglais, les mathématiques, le latin et l'histoire. De plus, des cours spéciaux seront organisés ... pour ceux qui s'intéressent à l'agriculture, à la musique, au dessin, à l'art culinaire, à la couture, au travail d'atelier et aux études commerciales ...⁴¹

La vocation polyvalente de l'école secondaire est donc consacrée dès ses débuts.

Afin de répondre aux besoins de tous les élèves, l'école, fidèle à sa devise "Sub sole novo ascendere",⁴² doit s'agrandir. Les années 1960-1963 sont donc caractérisées par plusieurs travaux d'expansion. En 1960, c'est la construction d'un gymnase moderne, d'une cafeteria et de huit salles de classe.⁴³ Deux ans plus tard, on ajoute l'aile technique au coût de 535,000\$.⁴⁴ Puis, en 1963, "les demandes d'admission se sont encore multipliées et on a décidé d'y ajouter une nouvelle aile comprenant des salles de dessin, des laboratoires de toutes sortes et salles de cours pratique de technologie. Les travaux, qui coûteront environ 300,000\$ sont actuellement en cours."⁴⁵

La population de l'École secondaire Eastview High School atteint un niveau record de 1,300 élèves vers le milieu des années soixante. À cette époque, l'école accueille des élèves de toute la région. Ils voyagent en autobus de Cumberland, de Rockland, de Casselman et même de Bourget.

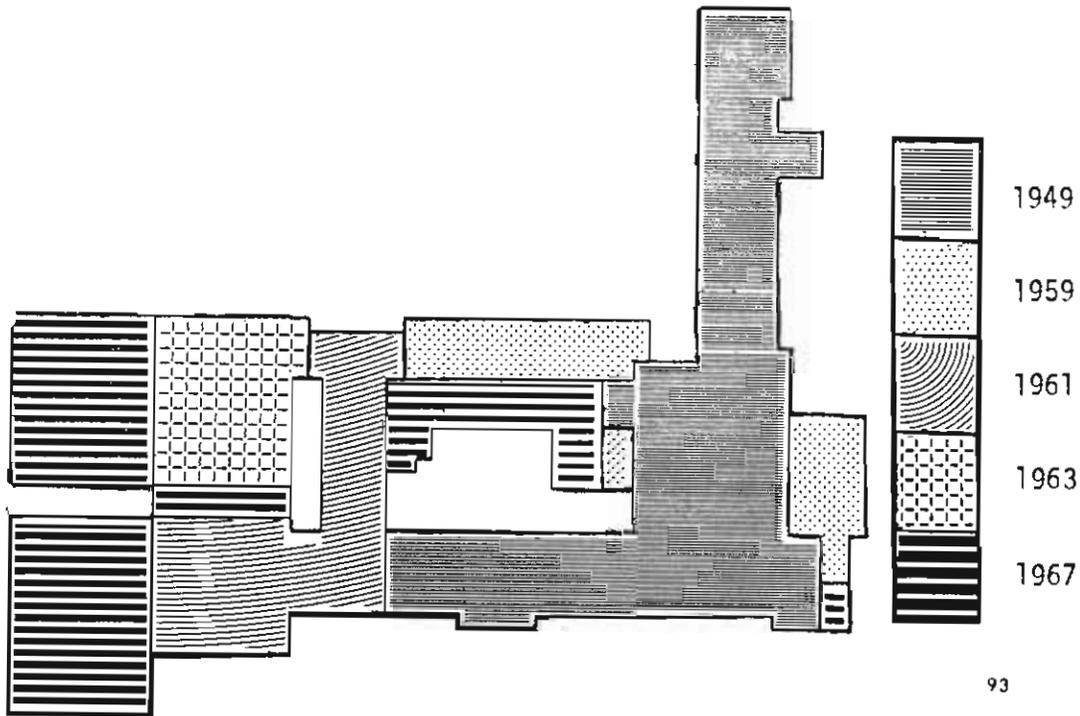
En 1969, la commission de l'école secondaire d'Eastview est amalgamée au Conseil scolaire d'Ottawa. L'École secondaire Eastview High School devient alors une école secondaire complètement francophone. Le 9 octobre 1969, le directeur de l'école, M. Rhéo Scantland, interrompt les cours pour lire la déclaration suivante:

,Votre attention, s'il vous plaît. Voici un communiqué spécial et très important.

PHOTO 52

Schéma illustrant les étapes de la construction de l'école secondaire André-Laurendeau. Vox Nostra 1979-1980, page 93.

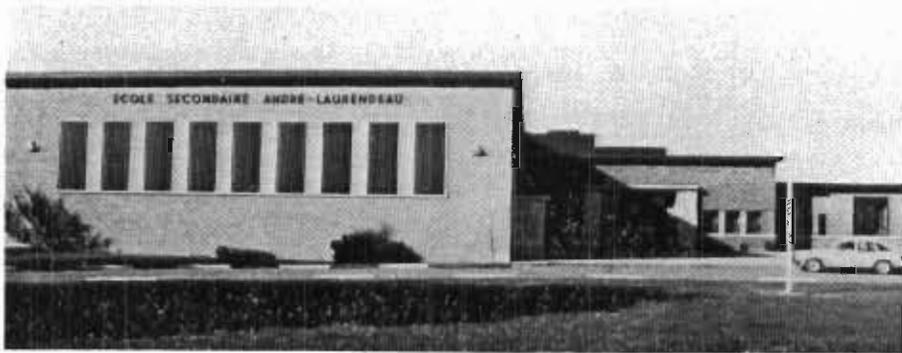
Les modifications apportées à l'école secondaire en 1983 ne figurent pas sur ce schéma.



Rue McArthur

Rue Olmstead

PHOTO 53



L'école secondaire André-Laurendeau, construite en 1949 et complètement rénovée en 1983.

La Commission Laurendeau-Dunton, nommée en 1963, terminera bientôt son enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme au Canada. Cette commission tient son nom de ses deux co-présidents, André Laurendeau et David Dunton. Celui-ci est président de l'Université Carleton. André Laurendeau, ... aujourd'hui il n'est plus ... Mais, il est alors, en 1963, l'animateur de plusieurs émissions télévisées, fort intéressantes, sur l'éducation et la politique. Qui ne se souvient de l'émission 'Pays et Merveilles'? Il est également rédacteur au journal Le Devoir.

Animé du désir de faire rayonner la culture française dans le Canada tout entier, André Laurendeau lance, en 1962, l'idée d'une enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Le gouvernement Pearson d'alors comprend l'importance et la nécessité d'une telle étude et forme la Commission Laurendeau-Dunton qui se met à l'oeuvre immédiatement. Travail onéreux et difficile qui exige beaucoup de tact et d'habileté. Les deux hommes y consacrent tout leur talent et toute leur énergie. Malheureusement André Laurendeau meurt d'une crise cardiaque le premier juin 1968, la plume à la main, en train d'écrire les dernières pages du rapport.

Le travail de cette commission laissera, sans aucun doute, une empreinte profonde sur l'avenir du peuple canadien et le nom d'André Laurendeau passera à l'histoire.

Il passera également à l'histoire de notre école, puisque la commission scolaire et le comité consultatif, par une résolution formelle, ont changé le nom de notre école qui devient à compter d'aujourd'hui ... ÉCOLE SECONDAIRE ANDRÉ-LAURENDEAU.⁴⁶

À la fin des années '70, la clientèle du Conseil scolaire d'Ottawa diminue rapidement. Le Conseil se voit contraint à fermer certaines écoles. Dans la région de Vanier, il existe deux écoles secondaires françaises pour une population scolaire de plus en plus faible. Le Conseil doit donc fermer l'École secondaire Belcourt⁴⁷ ou l'École secondaire André-Laurendeau. C'est l'unique école secondaire de Vanier qui est épargnée. Ce choix, bien qu'il entraîne des dépenses considérables en travaux de rénovation à André-Laurendeau, est surtout motivé par l'aspect polyvalent de l'école, qui peut offrir des cours académiques, commerciaux et techniques.

En juin 1983, les élèves et les professeurs de l'école secondaire André-Laurendeau profitent de vacances anticipées qui se prolongeront jusqu'à la mi-septembre. Entre-temps, les travaux de construction débutent: c'est une période de grands changements à André-Laurendeau. L'école sera totalement transformée⁴⁸ et c'est une institution toute neuve qui accueillera les élèves et les enseignants à la rentrée de septembre '83.⁴⁹

4. La vie scolaire

Plusieurs personnes ont marqué la vie scolaire à Vanier. Il serait impossible de les mentionner toutes. Nous ne retenons que le nom de certaines d'entre elles, en soulignant toutefois que cette liste reste incomplète.

Une des premières personnes à lutter pour l'éducation à Vanier et dans l'Ontario français est sans contredit M. Aurélien Bélanger, paroissien de St-Charles. Il a participé à la fondation de l'Association d'Éducation de l'Ontario en 1910 et, a lutté farouchement de 1912 à 1927 contre le Règlement 17. C'est d'ailleurs un de ses discours à l'Assemblée législative de l'Ontario, en 1925, qui est à l'origine de la Commission Merchant-Scott-Côté.⁵⁰ M. Bélanger s'est aussi illustré dans la quête d'autonomie de la commission des écoles séparées du quartier 6 de 1923 à 1936. Le travail de MM. Hervé Bériault et Aimé Arvisais à l'intérieur de cette commission scolaire est également à souligner.

Un nombre incalculable d'enseignants ont formé la jeunesse de Vanier au fil des ans. Il faut rendre un hommage particulier aux Filles de la Sagesse et aux Frères du Sacré-Coeur, qui ont oeuvré pendant de nombreuses années dans les écoles de Vanier. Une des enseignantes les mieux appréciées par ses élèves, reste Soeur Elisabeth de l'Enfant-Jésus.

Après avoir enseigné pendant 5 ans à Dorval, Sr Elisabeth arrive à Eastview en 1917. Elle enseigne alors aux enfants de première année à l'école Montfort jusqu'en 1952! Toujours alerte, malgré ses 93 ans,⁵¹ Sr Elisabeth nous a entretenu de ses années d'enseignement. Elle se souvient entre autres, de l'année où elle a pris sa retraite. Le matin de la rentrée, alors que les religieuses se regroupent pour partir ensemble à l'école, Sr Elisabeth surprend une conversation à son sujet: "Mon Dieu, doit-elle avoir le coeur gros. Doit-elle avoir de la peine de ne pas venir." Pourtant, comme nous le confiait la retraitée: "ça m'a rien, rien fait. Rien! J'étais tellement fatiguée. Alors, en moi-même j'me disais 'Mon Dieu, allez-vous-en. Si vous saviez comme ça ne me fait pas de peine.' C'était bien effrayant de faire ça, mais c'était pourtant bien vrai", ajoute-t-elle en riant. "C'est long toujours avec des bébés, y faut tout le temps soulever ça... J'ai fait ça 40 ans, c'est ben effrayant!" conclut-elle.⁵²



M. Aurélien Bélanger, défenseur acharné des droits scolaires des Franco-ontariens et député de Russell, de 1923 à 1929. (Photo Archives publiques du Canada)

Très tôt dans sa carrière, Sr Elisabeth s'est organisée pour n'enseigner qu'aux filles. Une autre institutrice se distingue par sa longue carrière mais avec les garçons. Il s'agit de Mme Gilberte Lalande (Chénier) qui a enseigné aux garçons de la première année pendant 40 ans. Elle a donc vu défiler devant elle une grande partie de la population masculine de Vanier.

La commission scolaire d'Eastview a également bénéficié des services de personnes remarquables, dont M. Léopold Dallaire. Celui-ci a été président de la Commission des écoles séparées d'Eastview pendant 15 ans. De plus, M. Dallaire a occupé le poste d'officier d'assiduité pour l'école secondaire. Il se dévoua également au sein de la Ligue du Sacré-Coeur et surtout pour la Saint-Vincent-de-Paul de la paroisse Notre-Dame de Lourdes.

Lorsque M. Dallaire décède en 1958, à l'âge de 69 ans, sa fille Marcelle Laporte le remplace à son poste d'officier d'assiduité. La petite Mme Laporte patrouille alors la ville à pied en faisant ses rondes chez les élèves qui osent faire l'école buissonnière. Plus tard, Mme Laporte devient secrétaire d'assiduité à plein temps à l'école secondaire. À l'époque où les garçons doivent encore porter le veston et la cravate, et les filles la tunique grise avec une blouse blanche, la discipline est rigoureuse. Ainsi, les garçons qui se présentent à l'école sans cravate doivent retourner chez eux pour se vêtir convenablement. Devant la perte de temps engendrée par ces promenades inutiles, Mme Laporte garde tout un attirail de cravates dans son tiroir. Elle a ainsi épargné bien des voyages à plus d'un adolescent distrait. Mme Laporte s'est également dévouée pour la campagne des pauvres à l'occasion du temps des Fêtes et de la cérémonie de la remise des diplômes. Cette secrétaire modèle, qui aimait bien rappeler qu'elle avait plutôt un "B.Z." qu'un "B.A.", est décédée en juillet 1979. Elle a laissé un doux souvenir à toute une génération d'élèves de Vanier.

RÉFÉRENCES

1. Le Droit, le 12 janvier 1963.
2. The Ottawa Journal, le 14 janvier 1963.
3. Ibid.
4. En anglais, on utilise l'expression "the three R's" - 'riting, reading, 'rithmeric", auxquels il faudrait en ajouter un quatrième, religion.
5. Entrevue avec M. Léo Cantin, op. cit.
6. Le Temps, le 9 juin 1911.
7. C.C.J. Bond, City on the Ottawa, Ottawa 1971 (1967), page 113. Parmi les nombreuses oeuvres de l'architecte Wright, on notera entre autre le célèbre musée Guggenheim, de New York.
8. Le Droit, le 10 février 1914.
9. Il s'agit du Père Charles Charlebois, un des fondateurs du journal Le Droit.
10. Salon Le Droit du 10 février 1914, ces "autres" sont M. Samuel Genest et M. Grenon.
11. AFDSL0, Bulletin trimestriel des FdsS, #1, décembre 1919.
12. Le Droit, le 5 octobre 1921.
13. Le Droit, le 23 août 1923.
14. CRCCF, fonds de l'ACFO, dossier C2 - 220 - 5.
15. Journals of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, session 1929, volume 63, Toronto 1929, page 84.
16. Certains des signataires de cette pétition sont MM. Isidore Champagne, Napoléon Jetté et Théophile St-Amour. Journal..., op. cit., page 37.
17. Journals..., op. cit., page 188.
18. Ibid., page 210.
19. Dans les quotidiens d'Ottawa, on utilise encore le nom de Clarkatown pour désigner cette section de la ville d'Eastview.
20. En 1923, le maire Guilbault résumait ainsi la situation scolaire: "St-Charles ne veut pas aller avec Montfort et Montfort ne veut pas aller avec St-Charles." Le Droit, le 6 novembre 1923.
21. Journals of the..., op. cit., session 1936, volume 70, Toronto, 1936, page 43.

22. Le statut de commission scolaire "rurale" permet de recevoir davantage de subventions du gouvernement provinciale.
23. Journals..., op. cit., 1936, pages 97-98.
24. Ibid., page 209.
25. Ibid., page 276, (1 Edward VIII, c. 70).
26. Voir photo 45.
27. Album-souvenir ... Notre-Dame-de-Lourdes, op. cit.
28. Le Droit, le 18 décembre 1943. Forbes est un ancien petit bourg à l'est d'Eastview sur le chemin de Montréal.
29. Ibid.
30. Le Droit, le 7 mars 1949.
31. Le Droit, le 18 décembre 1943.
32. P. Shea, History of Eastview, Ottawa, 1964, page 2.
33. The Ottawa Journal, le 14 janvier 1963.
34. Ibid.
35. La nouvelle cité Eastview ... op. cit., page 53.
36. Le Droit, le 16 décembre 1944.
37. The Ottawa Journal, le 28 janvier 1947.
38. Le Droit, le 31 mars 1947.
39. Le Droit, le 10 janvier 1950.
40. Vox Nostra, 1949-1950. Le Vox Nostra (Notre voix) est l'annuaire de l'école secondaire.
41. Le Droit, le 21 mai 1949.
42. Monter sous un soleil toujours nouveau.
43. Vox Nostra, 1960-1961, pages 38 et 58.
44. The Ottawa Journal, le 14 janvier 1963.
45. La nouvelle cité ... op. cit., page 43.
46. Vox Nostra, 1969-1970.

47. L'école Belcourt est l'ancien pensionnat des Filles de la Sagesse situé aux limites est de Vanier, sur la rue Church. Elle a été nommée en l'honneur du sénateur Napoléon Belcourt, lutteur acharné pour la cause des Franco-Ontariens contre le Règlement 17.
48. Sauf l'aile du chemin McArthur qui a déjà été rénovée, et la piscine qu'il serait difficile de démolir!
49. Si les travaux se terminent à temps. (En fait, les travaux ne sont pas encore complétés en janvier '84.)
50. C'est grâce au rapport de cette commission que des modifications en faveur des écoles bilingues ont pu être apportées au Règlement 17 en 1927.
51. Sr Elisabeth est née en novembre 1889.
52. Entrevue réalisée le 8 mars 1983 avec Sr Elisabeth de l'Enfant-Jésus.

VII
LA VIE ÉCONOMIQUE

1. Les premiers développements économiques
2. Les industries
3. Les commerces
4. Les institutions financières

CHAPITRE VII

La vie économique

La vie économique de Vanier est étroitement liée à son développement urbain. D'abord essentiellement agricole, Vanier devient un centre commercial et industriel de plus en plus important au fur et à mesure que sa population augmente. La croissance de la population fait augmenter la demande qui favorise à son tour l'expansion des commerces et des industries. En 1983, Vanier est un centre urbain où l'activité économique tient une place importante.

1. Les premiers développements économiques

Du début de la colonie au siècle dernier, le territoire de Vanier n'est pas exploité. La course aux fourrures qui régit alors une grande partie de l'économie de la Nouvelle-France, ne favorise pas l'établissement de colons en dehors du berceau du St-Laurent. Aussi faut-il attendre le début du XIXe siècle, plus précisément l'année 1800, avant de voir se développer la première industrie dans la vallée de l'Outaouais. C'est en effet en 1800, que Philémon Wright s'installe à Hull et donne le coup d'envoi à l'industrie forestière, qui prendra beaucoup d'importance dans la région au cours du siècle.

La mise en oeuvre de divers chantiers et la construction du canal Rideau, en 1826, attirent une main-d'oeuvre dans la région. Cet influx de population entraîne par conséquent une demande accrue pour divers produits. C'est pour répondre à ces nouveaux besoins que des jardiniers et des agriculteurs s'installent un peu partout autour de Bytown et sur le territoire de Vanier.

2. Les industries

Comme nous l'avons déjà vu, dans un chapitre précédent, c'est à cette époque que le premier commerçant de Vanier s'installe dans la région. Il s'agit de Charles Cummings, qui ouvre un commerce sur l'île qui porte son nom.

D'autres commerçants ainsi que des artisans, qui fondent les premières industries de Vanier, se joignent à Cummings. Le City of Ottawa Directory Dominion Guide, publiée à Ottawa en 1876, indique qu'il y a quatre petites industries dans ce qui s'appelle alors Janeville. Tout d'abord, le fils de Charles Cummings, Robert, carrossier et commerçant, qui réside sur l'île Cummings. Le long du chemin de Montréal, on retrouve John McGuire, maréchal ferrant, Pierre Marier et fils, marbriers, et Charles Webster, sellier. Ces petites industries reflètent bien les besoins de l'époque. On voit, entre autres, l'importance accordée au cheval, alors le seul moyen de locomotion.

Selon le Ottawa Street, Alphabetical, Classified Business and Miscellaneous Directory, M. Camille Hurtubise, charron, s'installe à Janeville en 1882. Dix ans plus tard, Félix Beauchamp, fabricant de chaussures, s'établit sur le chemin de Montréal, du côté sud de la rue.¹ Puis, un deuxième coordonnier, M. Octave Jolicoeur, ainsi qu'un marchand de bois de chauffage, M. Basile Monette, s'installent ensuite à Clarkstown, sur le côté sud de la rue Beechwood.

Ces industries artisanales engagent peu d'employés et ne rapportent pas beaucoup d'argent en taxe au village. C'est pourquoi les gens de Janeville tentent d'attirer, en 1891, de nouvelles industries dans la région. Le journal Ottawa Free Press rapporte qu'une réunion à cet effet a eu lieu sur le parvis de l'église Notre-Dame-de-Lourdes. Les citoyens de Janeville décident alors d'offrir gratuitement des terrains aux industries dé-

sirant s'installer dans leur village.² Cependant, selon Philippe Shea: "There do not seem to have been any takers."³

En 1895, Joseph Gariépy, ferblantier, s'installe à Clarkstown, face sud de la rue Catherine (devenu plus tard la rue Barrette). Vers la même époque, François Turpin fonde une fabrique de savon à Janeville.⁴

Cinq ans plus tard, plusieurs autres petites industries sont venues se joindre aux premières. Deux d'entre elles fabriquent des voitures et sont en concurrence directe avec Robert Cummings. Les propriétaires de ces deux entreprises sont: M. James Alberty,⁵ côté sud du chemin de Montréal et les frères Emile et Jean-Baptiste Bellemare qui s'installent du côté nord du même chemin.

On retrouve de plus, à Janeville, un forgeron du nom de Robert W. McKnight, et une famille de jardiniers, installée du côté nord du chemin McArthur, les Sheman. Henry et August Sheman vendent leurs produits au marché By d'Ottawa. L'annuaire nous apprend également que c'est Pierre Marier junior qui s'occupe du commerce de son père.⁶

En 1905, un autre forgeron habite à Janeville. Il s'agit de M. Michael Kearns, dont la boutique de forge est située du côté nord du chemin de Montréal. Les bureaux de la Ottawa, Montreal and Russell Consolidated Road Company emménagent à Janeville à cette même période. Un des directeurs de la compagnie, Donald McLaughlin, ainsi que le péager de la route, George Thomas, demeurent du côté sud du chemin de Montréal.⁷

Vers les années 1910, la famille Claude (Pierre, Théogène et Claude) exploite une manufacture de balais sur la rue Beechwood, à Clarkstown. Edmond Gauthier, marchand de bois de chauffage et Louis Séguin, fabricant de chaussures, s'installent pour leur part à Janeville.⁸

En 1911, le journal Le Temps souligne que "M. Joseph Proulx, d'Ottawa, a ouvert cette semaine une boutique de forge à Eastview. M. Proulx est un des rares forgerons qui possède un diplôme de haute compétence." Dans le même numéro, le journal annonce que:

M. W.M. Cyr, propriétaire d'un moulin à bois et qui emploie en ce moment une dizaine d'hommes, va être obligé de doubler avant longtemps son personnel, si les affaires continuent à prospérer. M. Cyr prépare tous les genres de bois de construction et les affaires sont florissantes.⁹

Mais, l'année 1911 marque surtout l'arrivée de la première industrie importante d'Eastview: la Dominion Bridge Company. Bien que cette compagnie ait acheté un terrain près de la voie ferrée, au nord du chemin de Montréal (entre la rue Landry et la promenade Vanier d'aujourd'hui), dès 1905, il semble bien qu'elle ne s'y soit installée que six ans plus tard:

Les officiers de la Compagnie Dominion Bridge, sont venus la semaine dernière prendre les mesures du terrain que la compagnie possède près du chemin de fer. L'intention de la compagnie est d'en faire un entrepôt pour y emmagasiner son matériel destiné aux entreprises qu'elle obtiendra à Ottawa et aux environs.¹⁰

La compagnie Dominion Bridge construira par la suite une usine de fabrication de structures d'acier à Eastview. Pendant de nombreuses années, la compagnie reste un des employeurs principaux de la ville, avec son usine de plus de 25,000 pieds carrés sis sur un terrain de 12,2 acres.

Cependant, vers 1964-1965, la Dominion Bridge doit fermer son usine d'Eastview, à cause d'une baisse dans la demande et de l'amélioration des moyens de transport. En effet, l'apparition de camions super-poids-lourds permet le transport d'immenses structures en acier sur de longues distances. Il n'est donc plus nécessaire pour la compagnie d'avoir des succursales. En 1983,

les opérations de la Dominion Bridge se limitent à la seule usine de Lachine, en banlieue de Montréal.

À partir de 1915, le nombre d'industries se multiplie et la nouvelle ville d'Eastview prend de l'ampleur. Les marchands de ferraille Louis Baker et Alexander Betcherman s'installent sur la rue McKay (plus tard la rue Charlevoix) et fondent ce qui deviendra par la suite la Betcherman Steel Foundries. M. William R. Cummings ouvre son moulin à farine et à grains sur le côté nord du chemin de Montréal immédiatement à l'ouest de la voie ferrée, sur un terrain encore libre en 1983.

Plusieurs marchands de bois choisissent de s'implanter à Eastview. Il y a le moulin à scie de William Cyr au coin nord-est de la rue Granville et du chemin de Montréal d'aujourd'hui; Arthur Gauthier qui vend du bois de chauffage et du charbon; et les cours à bois de la W.C. Edwards Company Limited sur la rue Victoria (aujourd'hui la rue Montgomery) et de la M.C. Neate Company,¹¹ sur le chemin de la rivière, qui fabriquent des châssis, des portes, des piliers en cèdre, des jalousies, etc.

Un autre marbrier, Alfred Bergeron, ouvre une boutique sur le chemin de Montréal. Une nouvelle compagnie fait son apparition à Eastview vers 1915, c'est la Charles E. Goulden Furniture Repairers, Upholsterers, Carpet Cleaners and Feather Renovators¹² qui ouvrent ses portes du côté sud du chemin de Montréal. Quatre nouveaux fabricants de chaussures s'installent à Eastview vers la même époque: Nicholas Kloonic, sur la rue Beechwood, Joseph Coucke et John Pickerack, sur le chemin de Montréal, et Louis Tremblay sur la rue Overton (aujourd'hui la rue Montfort). Il y a également M. Oscar Larose qui ouvre sa boutique de harnacheur sur la rue Beechwood.¹³

En 1920, la liste des industries d'Eastview se rallonge. Voici les principaux nouveaux-venus:

Harry Akula - fabricant de chaussures
 187½ chemin de Montréal
 Alfred P. Boyle - harnacheur
 83 chemin de Montréal
 Joseph Gariépy - tôleier
 25 rue Maud (aujourd'hui la rue Bégin)
 Paul Paquette - fabricant de chaussures
 21 chemin de Montréal
 Louis Trudeau - fabricant de chaussures
 108 chemin de Montréal
 Joseph Proulx - forgeron
 50 chemin de Montréal
 Louis Rafter - marchand de bois
 Reliance Auto and
 Carriage Works - gérant: Omer Facto
 10 River Road¹⁴

Puis finalement, en 1925, nous retrouvons:

Betcherman Iron and
 Metal Company - 25 McKay (plus tard la rue Charlevoix)
 Thomas Brûlé - forgeron
 27 chemin de Montréal
 Lucien Caron &
 fils (André) - fabricants de portes et de châssis
 72 chemin de Montréal
 R. Clarke Cummings - charbon et bois de chauffage
 1 chemin de Montréal
 William Cyr - moulin à bois, à farine et à grains
 255 chemin de Montréal
 John Draschinsky - cordonnier
 108 chemin de Montréal
 Eastview Coal Company
 Gaston Rivard et
 William E. Hastley - marchands de bois de chauffage et de charbon
 82 chemin de Montréal
 John Kasouf - embouteilleur de boissons gazeuses
 Joseph Lough - marchand de bois
 24 rue Main (aujourd'hui rue Carillon)
 Peter Malovanchuck - cordonnier
 135½ chemin de Montréal

Reliance Motor
Service Limited - gérant: Frederick Butler
80 chemin de Montréal

Jean-Baptiste
Richard - marchand de bois
34 chemin Marier

Charles Tomlinson - moulin à farine et à grains
45 chemin de Montréal¹⁵

En 1930,¹⁶ à la veille de la grande crise économique, Eastview compte plusieurs petites industries. Seules quelques-unes d'entre elles, la Dominion Bridge et la M.C. Neate Lumber Company entre autres, emploient plus de 25 personnes. La plupart des gens d'Eastview doivent donc chercher du travail dans la ville d'Ottawa. Comme nous l'avons mentionné au chapitre 4, qui porte sur la vie politique, cette situation crée un haut taux de chômage chez les travailleurs d'Eastview lorsque les employeurs d'Ottawa leur préfèrent des ouvriers de la capitale.

À la fin des années '30, une nouvelle compagnie ouvre ses portes à Eastview. C'est la Capital Carbon and Ribbon Company, qui s'installe à proximité de la voie ferrée, au nord du chemin de Montréal. Cette industrie produit du papier carbone et des rubans de machine à écrire.

La deuxième guerre mondiale, qui éclate en 1939, stimule l'économie canadienne. L'effort de guerre exige une augmentation de la production industrielle qui entraîne une diminution marquée du chômage un peu partout au Canada. À la fin de la guerre, la situation économique s'est grandement améliorée au pays.

La ville d'Eastview bénéficie également de la vague de prospérité des années d'après-guerre. Nous avons vu au chapitre 4 que cette période marque la mise en chantier de nombreux projets domiciliaires. Il en va de même pour les industries de la ville qui profitent également de la reprise économique. En effet,

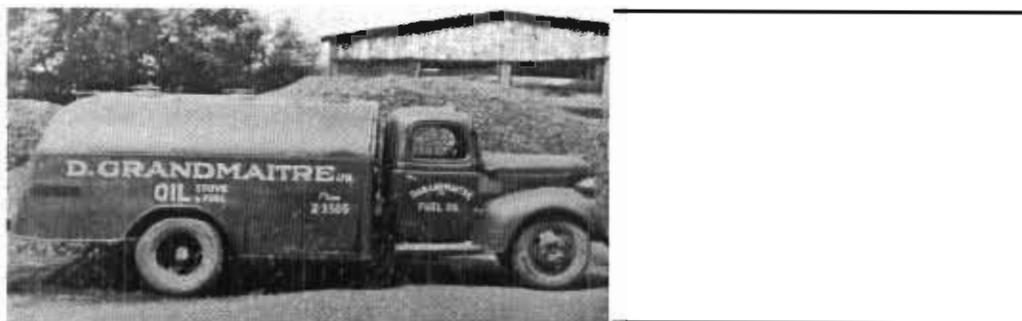
"c'est au lendemain de la dernière grande guerre mondiale que l'expansion industrielle de la région a réellement commencé à prendre de l'ampleur."¹⁷

Au milieu des années '50, on compte à Eastview:

31 épiceries, 33 restaurants, 24 garages, 14 manufactures, deux fonderies, deux hôtels, un camp de touristes, une boutique de fourrures, deux banques, un théâtre, trois pharmacies, sept plomberies, cinq quincailleries et magasins de meubles, trois boutiques de fleuristes, 2 imprimeries, un magasin de bière, quatre boutiques d'objets variés, un magasin de spiritueux, quatre magasins de linge pour hommes et dames, etc... Enfin, on y trouve tout l'essentiel pour constituer une petite ville bien organisée.¹⁸

Aux industries déjà en place, viennent s'en ajouter de nouvelles: l'entrepôt de la National Grocers, érigé en 1946 au coût de 450,000\$; Kingsway transport; William D'Aoust construction; le fabricant de blocs de ciment Harry Haley; R.C.A. Victor; la Ottawa Iron Works; les abattoirs Crabtree, Leikin et Kipp; la Clairson Lumber; La Green Valley Lumber; J.B. Angers et fils, tailleurs de pierres tombales; Allied Paper; Lionel Damphousse, fabricant de blocs de ciment et de cendre;¹⁹ la Beechwood Steel; la compagnie Donat Grandmaître, huile et bois de chauffage, gravier, sable, etc.; ainsi de suite.

Au début des années '50, la ville d'Eastview est choisie par la Commission d'énergie atomique du Canada comme site de la première usine canadienne pour la fabrication d'appareils à cobalt. Ces unités de traitement au cobalt sont utilisées dans la lutte contre le cancer. L'usine d'Eastview est séparée en trois locaux distincts. Il y a d'abord les bureaux, situés au sous-sol du futur magasin Beamish, qui emploient une quarantaine de personnes. Puis, il y a deux usines, situées sur le chemin McArthur et au 365 du chemin de Montréal.²⁰



Un des premiers camions utilisés par la compagnie Donat Grandmaître pour livrer l'huile à chauffage.
(Photo gracieuseté de Mlle Irène Grandmaître)

C'est à l'usine de la rue McArthur que l'on procède au remplissage de mini-capsules de cobalt. Transportées à l'usine du chemin de Montréal, ces mini-capsules sont alors placées dans de plus grandes capsules. Ces capsules servent alors aux appareils dans les hôpitaux partout au Canada et dans le monde.

Les opérations de la Commission d'énergie atomique à Eastview sont de courte durée. En effet, dès 1954, on doit agrandir les installations. Les bureaux sont alors déménagés à Tunney's Pasture, à Ottawa. En 1983, la Commission a ses bureaux à Kanata, en banlieue ouest d'Ottawa.²¹

D'autres compagnies viennent contribuer à l'essor économique et industriel d'Eastview, au début des années '60. Ce sont: la Twin City Dunbrick, spécialisée dans la fabrication de briques colorées et de blocs de ciment (158 chemin McArthur); la Thibault Lumber (147 chemin Marier); la vitrerie Eastview Glass Company de M. G. Séguin (284 rue Dupuis); et la Rideau Fuel Oil Limited (281 rue St-Denis).

Cependant, nombre de ces industries ferment leurs portes au milieu des années 1960. C'est en effet à cette époque que le plan de relocalisation des chemins de fer, de la région d'Ottawa, est mis en oeuvre par la Commission de la capitale nationale (CCN). Le chemin de fer qui traverse Vanier depuis le milieu du XIXe siècle disparaît donc. Les industries qui dépendent en grande partie du transport ferroviaire emboîtent le pas et quittent la ville. C'est ainsi que partent, entre autres, la Dominion Bridge, le moulin à farine et à grains de William Cummings, la Capital Carbon and Ribbon, etc.

Au début des années '70, le nombre d'industries à Vanier subit une baisse constante. Une des dernières industries à quitter la ville est la Beechwood Steel de la rue McArthur. Vers 1980, celle-ci cède la place au supermarché Loblaws. Les entreprises commerciales remplacent graduellement les manufactures et les industries. Ainsi, en 1983, Vanier est essentiellement une ville commerciale et résidentielle, avec une production industrielle minime.

3. Les commerces

C'est le marchand Charles Cummings qui, dès son arrivée en 1836, donne une orientation commerciale au nouveau village de Janeville. L'établissement de plusieurs jardiniers et fermiers à cette époque favorise l'expansion commerciale. La demande étant plus grande, il faut plus de commerçants pour offrir leurs services.

Dès 1876, on retrouve à Janeville, en plus du marchand général Robert Cummings (le fils de Charles), un boucher, Joseph Chevrier, et un boulanger, Alexander McDonald, qui dirige la "Janeville Bakery". D'autres hommes d'affaires se chargent de subvenir à des besoins d'un ordre différent mais, si on se fie à

leur nombre, tout aussi vitaux. Il y a en effet à cette époque pas moins de trois hôteliers dans le petit village. J.D. Brannen dirige le Tara Hall Hotel alors que Narcisse St-Denis gère le Ottawa Hotel, tous deux situés sur le chemin de Montréal. Quant au troisième hôtelier, Luc Ducharme, l'annuaire ne précise pas le nom de son établissement.

Les habitants de Janeville exercent alors les métiers les plus divers. Ainsi un fermier, du nom de Benjamin Bradley, cultive une terre, en bordure du chemin de Montréal! Le village compte aussi des jardiniers, dont M. John A. Campbell, un architecte, George Watts et un péager pour le pont Cummings, M. John Sharpe.²²

Quelques années plus tard, deux épiciers, Joseph Langlois et Joseph Durocher, ouvrent leur boutique sur le chemin de Montréal. L'épicerie de M. Durocher a desservi plusieurs générations à Eastview. À cette même date, un boucher, Joseph Proulx, un masson, Louis Goneau et un vétérinaire, James Harris, viennent également s'installer à Janeville.²³

Au début des années 1890, le village de Clarkstown prend de l'expansion. On y retrouve un épicier, Joseph Courtemanche (rue Catherine, aujourd'hui la rue Barrette); un hôtelier, Isaïe Dazé (rue Beechwood); et un menuisier, Michel Jolicoeur (rue Beechwood). On remarque également un cocher, Alphonse Jolicoeur et quatre raftsmen: Florian Bédard, Moïse Maheux, Napoléon Milaire et Alexandre Parent qui choisissent d'élire domicile à Clarkstown.

Pendant ce temps, Janeville accueille son premier médecin, le Docteur J.H. Chipman. Trois épiciers se joignent à MM. Langlois et Durocher. Ce sont: Jean-Baptiste Gladu, Joseph Kearns et Joseph Lapointe dont les commerces sont tous situés sur le chemin de Montréal. Arthur Gauthier ouvre alors une boulangerie et James Irvine, une menuiserie. Deux nouveaux hôteliers

prennent la relève à Janeville. Abraham Dallaire du côté nord du chemin de Montréal et Pierre Lévêque qui ouvre ce qui deviendra plus tard l'Hôtel Eastview (voir photo 56), du côté sud de la rue. Ce dernier établissement, quoique grandement modifié, est le seul vestige de son époque à Vanier en 1983.²⁴

Vers 1895, Napoléon Beaudoin, hôtelier et trois épiciers: Alphonse Rhéaume, François St-Amour et Napoléon J. Thérien, s'établissent à Clarkstown. Janeville, de son côté, voit sa population et le nombre de ses commerçants augmenter sans cesse. On compte maintenant sur les services de Mme Isabel Asher, marchand général, Harry W. Crouch, vendeur de bovins, Thomas Elmitt, jardinier et fleuriste et des boulangers Stephen B. & Breary Slinn. Le village compte même un accordeur de pianos, Frederick W. Mason et un nouveau péager, Duncan McPhail.²⁵

Au tournant du siècle, les gens de Clarkstown sont desservis par toute une gamme de marchands. Sur la rue Beechwood, on retrouve alors: Albert D'Aoust, boucher; Octave Jolicoeur, épicier; Edouard Masson, boulanger; et Joseph Sauvé, marchand de fruits et légumes. Il y a parmi la population de Clarkstown des gens de tous les métiers: Il y a même un dénommé Jean-Baptiste Trudel dont l'occupation officielle est celle de chiffonnier (mieux connu sous le nom familier de guenillou).

En 1900, lors du décès d'Isaïe Dazé, l'hôtel Globe passe aux mains de son épouse, Adéline. Cet hôtel, situé sur le côté sud de la rue Beechwood, connaît alors plusieurs propriétaires. Veuve Adéline Dazé le vend en effet en 1903 à M. Thomas Dupuis qui, à son tour, le revend à Mlle Elise Paquette l'année suivante. Enfin, en 1905, l'hôtel Globe devient la propriété de M. Sidney W. Gibson. De 1903 à 1910, M. Hilaire Garneau, quant à lui, est propriétaire de l'hôtel Gold Ball, également situé sur la rue Beechwood. M. Garneau, homme polyvalent par excellence, deviendra par la suite, tour à tour, barbier et restaurateur!



L'Hôtel Eastview, alors propriété de M. J. Barnaby, c. 1905. On peut voir devant l'hôtel les deux marches de ciment destinés aux personnes arrivant en voiture à cheval et le poteau destiné à attacher les montures. À cette époque, l'hôtel n'occupait que le coin de la rue Cyr et du Chemin de Montréal. (Ce n'est qu'en 1949 qu'il s'agrandira, voir chapitre 8). (photo AMO)

À Janeville, au début du XXe siècle, on retrouve de nouveaux noms parmi les commerçants. Les frères Hubert et William Austin vendent du bétail, Abraham Dallaire, hôtelier, se fait boucher, en même temps que Camille Galdu. Parmi les épiciers du chemin de Montréal qui se joignent à M. Jos. Durocher, il y a: Jean Gladu, Cléophas Jacques, Joseph Lapointe et Mme Joséphine Thibault. Il y a de plus, les hôteliers Edouard Gadouas, Rodrigue Gosselin et Pierre Lévêque, tous trois sur le chemin de Montréal. Finalement, Janeville est dotée d'un nouveau péager, du nom de William J. Dixon, d'un cuisinier de chantier, Octave Dubé, et d'un gardien de cimetière, Jules Poirier, qui sera remplacé vers 1905, par M. Joseph Tremblay.²⁶ Cette même année, une blanchisserie, appartenant à M. Kee Wah, ouvre ses portes sur le chemin de Montréal.

En 1909, les villages de Clarkstown et de Janeville forment déjà le nouveau village d'Eastview. Quatre ans plus tard, Eastview obtient le statut de ville et, peu à peu, plus de gens viennent s'y établir. Parmi les nouveaux-venus, il y a des marchands, des artisans et des hommes d'affaires.

En 1915, la nouvelle ville a déjà accueilli bon nombre de petits commerçants. Albert Aubry est le propriétaire d'une boutique de vêtements pour hommes; H. Bayard et Isaac Bernstein vendent des fruits et des légumes; C.O. Beaudoin, R. Bessin, Michael Karam et Mme Délima Martin, tiennent tous des magasins de marchandises sèches; alors que James B. Charette est agent d'immeubles. Louis Delorme est maintenant propriétaire de l'Hôtel Lévêque et le docteur Arthur Desrosiers a installé ses bureaux sur le chemin de Montréal.

Les épiciers, toujours aussi nombreux, sont: Arthur Auger (rue Hannah), Harry Bourget (chemin de Montréal), Flora Craig (chemin de Montréal), Mary Ann Donoghue (chemin de Montréal), Adolphe Goneau (rue John, plus tard la rue Deschamps), Ozilia Gravelle (chemin Marier), Hector Jolicoeur (rue Beechwood),

Valeda Lanouette (rue Olmstead), Henri C. Lavigne (chemin de Montréal), Delphis Legault (chemin Marier), Wilfrid Ouellette (rue Ethel). Zénon Primeau (chemin de Montréal), Ida Sabourin (rue Beechwood), Eugène Séguin (chemin Marier) et Mme Ada Steers (rue Overton, aujourd'hui la rue Montfort). La ville compte de plus 3 magasins généraux, soit ceux de R.C. Cummings, de Joseph Durocher et de Joseph Emond; ainsi qu'un magasin d'articles usagés tenu par M. Benjamin Wolinsky.²⁷

À partir des années '20, les commerces d'Eastview croissent au même rythme que la population de la ville. Comme il serait fastidieux d'énumérer chacun de ces marchands, nous préférons ne nommer que les plus importants et identifier les gens dont l'occupation est particulièrement intéressante. À cette époque, on compte à Eastview 14 épiceries, 5 magasins de marchandise sèche (dont celui de M. Léon Petegorsky, sur le chemin de Montréal), 4 bouchers (dont M. Georges Côté, rue Hannah), 1 pharmacien (M. George Aiken) et non moins de 3 salles de billards. Ces dernières sont toutes situées sur le chemin de Montréal et appartiennent respectivement à MM. Téléphore Béliveau, Duncan McPhail et Alexandre Paquette.

Les gens d'Eastview, en plus d'être d'avidés joueurs de billards, semblent tous être de véritables amateurs de fleurs et de jardinage, puisqu'on trouve dans leur petite ville 4 fleuristes. Il s'agit de Moïse Coucke du chemin de Montréal, de Thomas Elmitt & Fils et de Henry Pranschke du chemin McArthur et de Joseph Wallace de la rue Beechwood.²⁸

Les années '30 sont des années particulièrement difficiles pour les marchands d'Eastview. Quand près du tiers des gens de la ville se retrouvent sans emploi, il y a nécessairement une baisse de clientèle pour les commerçants. Ceux-ci doivent faire crédit aux clients qui leur restent ou bien tout simplement déclarer banqueroute. C'est le sort des plus petits, qui n'ont pas les reins assez solides pour survivre à plusieurs mauvaises années.

C'est pour redonner un souffle nouveau à la vie commerciale d'Eastview et redonner espoir à ses marchands que 25 hommes d'affaires de la ville se réunissent le 31 janvier 1939,²⁹ pour former une nouvelle Chambre de commerce.³⁰ M. William D'Aoust, entrepreneur en construction, en est élu le président. Il est secondé par 2 vice-présidents: MM. Roy McDonell, marchand, et Omer Hudon, gérant de boulangerie. Le premier trésorier de la nouvelle association est M. Gustave Pelletier, alors que le secrétaire en est M. J.-A. Casault, greffier de la municipalité. Enfin, les deux directeurs de la Chambre de commerce sont MM. Alfred Mainville, boucher, et Goerge Cashman, entrepreneur en construction.

Grâce aux efforts de la Chambre de commerce, et surtout aux retombées économiques de la deuxième guerre mondiale, l'économie d'Eastview reprend du poil de la bête. Si les années '40 sont des années de reconstruction, les années '50, pour leur part, sont des années de pleine expansion.

En 1956, le journal Le Droit rapporte que "le nombre de nouveaux commerces a plus que triplé sur le chemin de Montréal depuis les trois dernières années". Dans un article pour le moins optimiste, dont nous reproduisons de longs extraits, le journaliste Jacques Lupien va même jusqu'à écrire que "Les hommes d'affaires d'Eastview sont unanimes à prédire qu'avant longtemps le chemin de Montréal supplantera la rue Rideau, principale artère commerciale de la capitale. Cette prévision", au dire du journaliste, "est déjà sur le point de se réaliser"!

Quoique certains changements annoncés dans cet article, notamment la disparition du chemin de fer, ne seront pas exécutés aussi rapidement que le journaliste le laisse entendre, celui-ci nous donne des détails intéressants au sujet des commerces bordant le chemin de Montréal:

Sur le chemin de Montréal, il y a près d'une vingtaine de nouveaux établissements qui ont moins d'un an d'existence et qui sont déjà florissants. En franchissant le pont Cummings on aperçoit un immeuble neuf, de deux étages, qui loge les bureaux de la compagnie de prêts "Citizens Finance" depuis le 19 juillet dernier. Dans deux semaines un restaurant moderne ouvrira ses portes. Cet établissement portera le nom de son propriétaire, M. Skaff. Sur le même côté de la rue on remarque depuis le 27 juin une nouvelle bijouterie, celle de M. Philippe Lalonde. M. Lalonde se spécialise dans l'importation d'objets rares provenant de France, de Belgique, d'Allemagne, de Tchécoslovaquie, du Portugal, de l'Italie. Six nouveaux magasins occuperont bientôt l'édifice Landriault, voisin du magasin du même nom, dont la construction sera terminée à la fin du mois. On y verra bientôt une quincaillerie auto-service, un magasin de chaussures, un magasin de merceries pour hommes, un fleuriste, une buanderie et un magasin d'accessoires pour automobiles.

Le terrain de stationnement du magasin Loblaws, grâce à une entente avec les directeurs de cette firme, sera à la disposition des automobilistes qui feront leurs emplettes à l'un ou l'autre de ces magasins qui forment en quelque sorte un véritable centre d'achats. L'épicerie Loblaws est également de fondation récente, elle a été inaugurée en octobre 1953. Le magasin de la Commission des liqueurs a été construit en 1948 et celui des brasseries date de la même année. Le magasin de variétés "Beamish" est ouvert depuis janvier 1952 et le magasin de chaussures Henri Plouffe date de 1953. La succursale de la firme "Personal Finances" est également récemment installée à Eastview. Tous ces établissements commerciaux sont situés dans le même secteur.

La voie ferrée qui traverse le chemin de Montréal et qui dessert les maisons Donat Grandmaître et W. R. Cummings, est appelée à disparaître pour faire place à un autostrade. Les amoncellements de charbon et de sable de même que les réservoirs à grain, qui jetent (sic) une note discordante dans ce secteur plus commercial qu'industriel, disparaîtront ainsi éventuellement.

En remontant le chemin de Montréal on y découvre le cinéma Eastview construit en 1946, les deux plus anciennes bijouteries, soit celle de M. Ubald Pilon, ouverte en 1949 et celle de M. Sarra-Bournet, ouverte en 1951. L'édifice Pelletier inauguré le printemps dernier est occupé par le restaurant ultra-moderne Régal, une épicerie, le marché Côté, et le magasin de chaussures Lévesque et Fils, au rez-de-chaussée. L'étage supérieur loge les bureaux de "Household Finance", un salon de coiffure et un bureau d'avocat.

Rénové en 1949, l'hôtel Eastview, propriété de M. Ronaldo Chénier, compte 65 chambres climatisées avec salles de bains et appareils de télévision et de radio, et trois salles à manger ou de réception. Antérieurement cet hôtel ne comptait que six chambres. Le nombre d'employés y est passé de 3 à 53 depuis 1949.

L'ancien local du restaurant Régal (qui appartenait autrefois à Wilfrid Lajeunesse puis à Léo Perrier) sera bientôt occupé par la Banque canadienne de commerce dont les bureaux seront ainsi plus que doublés. Le magasin de fourrures "Style Shoppe Furriers", propriété de M. Ubald Pilon, compte à peine trois ans d'existence. La quincaillerie Eastview de M. Roch Labelle est un des plus vieux commerces de l'endroit. Il date de 1944. Le magasin de meubles J.-P. Carrière a ouvert ses portes le 19 décembre dernier. Le "Dominion Store" qui a été incendié le printemps dernier sera reconstruit sous peu. Si les travaux ont été retardés, c'est que les directeurs de cette maison auraient voulu acheter la maison du Dr Dufour, laquelle, finalement, a été vendue au Dr Nadon. Le magasin ne sera donc pas agrandi comme on l'avait souhaité. Le nouvel édifice qui sera parachévé sous peu, à l'angle de la rue Olmstead et du chemin de Montréal, sera occupé par la banque de la Nouvelle-Ecosse. La vieille maison qui occupait ce coin a été déménagée à deux pâtés de maison plus loin. L'édifice de la Caisse populaire est l'un des plus modernes d'Eastview. Les bureaux aménagés à l'étage supérieur doivent être occupés sous peu, et on y trouve les magasins Roland Motard et Martin Frères, ouverts depuis 8 mois à peine.³¹

Même si les années '60 ne font pas d'Eastview le centre commercial le plus important de la région d'Ottawa, elles apportent néanmoins une certaine prospérité à la ville. Le nombre de marchands est certes impressionnant, pour une ville de la taille d'Eastview, aussi nous contentons-nous de n'en énumérer que quelques-uns. L'entreprise de plomberie J.R. Séguin et fils, du 114 chemin Marier, se spécialise dans les contrats de plomberie et de chauffage dans les écoles, les églises et les édifices commerciaux. Fondée en 1921, cette entreprise emploie de 25 à 40 personnes en 1963.³²

On retrouve également René Martin, spécialisé dans les articles de mercerie pour hommes, l'Imprimerie Renaud, fondée en 1948, l'épicerie J.-A. Dubé, chemin Marier, la boutique de vêtements pour hommes Gordon Lavergne et fils, H.J. Boudreau et compagnie, assureurs, etc. M. Jean-Jacques Gratton dirige le magasin S. Gratton et fils sur le chemin de Montréal. Cette petite entreprise familiale date de 1925, alors que Salomon Gratton ouvrait alors un magasin de "patented medicines and novelties".³³

Bref, la ville compte tous les commerces et les services essentiels à un centre urbain.

Avec les années '70, plusieurs de ces commerces se modernisent ou disparaissent complètement. Vanier est bien loin, en 1983, du petit village du début du siècle qui comptait quelques épiciers, un maréchal-ferrant, un péager et un forgeron. Aujourd'hui, la ville compte d'immenses supermarchés (Steinberg et Loblaw), des centres d'achats (Eastview et McArthur), des magasins de jeux vidéo et des salons de massage. Malgré ces changements, les dépanneurs ou plutôt les "magasins du coin" sont toujours là, comme pour nous rappeler une époque où les propriétaires de boutiques connaissaient bien tous leurs clients.

4. Les institutions financières

Comme tout centre urbain, Vanier compte également des institutions financières, c'est-à-dire des banques et des caisses populaires. La première banque d'Eastview est la défunte Bank of Ottawa, qui ouvre une succursale au coin du chemin de Montréal et du chemin de Cyrville (aujourd'hui la rue Montgomery) vers 1915. Le gérant de cette banque est M. J. Garnet Cheley, domicilié sur le chemin de Montréal.³⁴

En 1920, M. Cheley est toujours gérant d'une banque située au même endroit. Il s'agit toutefois d'une succursale de la Banque de Nouvelle-Ecosse. À la même époque, Eastview compte pas moins de trois succursales de la Banque d'Hochelaga. Deux d'entre elles sur le chemin de Montréal, respectivement au 109 et au 187 de cette rue, alors que la troisième a pignon sur rue au 28 Beechwood. Les gérants de ces banques sont MM. Désiré Philibert, David Langelier et Jules Fréchette.³⁵

Cinq années plus tard, la Banque d'Hochelaga devient la Banque canadienne nationale, avec deux succursales à Eastview. M. Aurèle Préfontaine gère la succursale du 38-A rue Beechwood alors que M. Stanley S. Galipeau s'occupe des bureaux du 109 chemin de Montréal.

En 1941, les paroissiens de St-Charles forment la première caisse populaire d'Eastview, qui est incorporée le 1^{er} avril 1941.³⁷ Deux ans plus tard, les paroissiens de Notre-Dame-de-Lourdes imitent leurs concitoyens de St-Charles et jettent les bases de la Caisse populaire Notre-Dame-de-Lourdes d'Eastview.³⁸ Cette dernière ouvre ses portes au sous-sol de la chapelle Marie-Médiatrice "à partir de sa fondation ... jusqu'en 1948".³⁹ En juillet, 1956, la Caisse populaire Notre-Dame-de-Lourdes inaugure ses nouveaux locaux, qu'elle partage alors avec la mercerie pour hommes Martin frères, sur le chemin de Montréal. Au cours des

années '70, la caisse s'agrandit. Elle occupe aujourd'hui tout le rez-de-chaussée de l'édifice du 233 chemin de Montréal.

En 1983, Vanier est desservie par deux caisses populaires et trois succursales de grande banque. Les systèmes automatisés ont remplacé les grands livres tenus à la main et l'on préfère l'anonymat du guichet automatique au sourire et au bavardage du banquier qui connaît tout le monde.

RÉFÉRENCES

1. À cette époque, il n'y a pas d'adresse pour distinguer les maisons. Les annuaires indiquent donc de quel côté de la rue (nord, sud, est ou ouest) se situe les divers édifices de la ville.
2. Ottawa Free Press, le 2 janvier 1892.
3. P. Shea, Op. cit., page 4.
4. The Ottawa City Directory, Volume 22, 1895. À l'avenir, nous utiliserons l'abréviation OCD pour identifier cet annuaire. Nous nous contenterons, de plus, de les consulter à intervalle de 5 ans, de façon à avoir une vue d'ensemble du développement économique de la ville.
5. En 1907, M. Alberty devient forgeron. Madame Bertha Liard nous raconte que celui-ci parlait peu le français et qu'il conservait un certain anonymat, puisqu'"on ne lui voyait jamais la figure tellement il était noir de suie. On ne l'a jamais vraiment vu que lorsqu'il fut âgé!" Entrevue réalisée le 13 avril 1983 avec Mme Bertha Liard.
6. OCD, volume 27, 1900.
7. OCD, volume 32, 1905.
8. OCD, volume 37, 1910.
9. Le Temps, le 25 mai 1911.
10. Le Temps, le 6 juin 1911.
11. En 1920, la compagnie M.C. Neate Lumbar emploie 28 personnes, domiciliées à Eastview, à sa cour à bois et à son moulin. OCD, v. 47, 1920.
12. À cette époque, on dort encore sur des matelas de plumes, lesquelles doivent être remplacées de temps à autre.
13. OCD, volume 42, 1915.
14. OCD, volume 47, 1920.
15. OCD, volume 52, 1925.
16. En 1930, les éditeurs du Ottawa City Directory, choisissent d'incorporer les noms des habitants d'Eastview à ceux d'Ottawa. Cette décision nous force à délaisser l'étude de ces annuaires.
17. Le Droit, le 17 août 1954.
18. Ibid.

19. Les blocs de cendre étaient alors très populaires dans la construction. Ils étaient fabriqués à partir de cendre de charbon. Ces blocs étaient plus légers, plus secs mais cependant moins résistants que les blocs de ciment qui étaient plus dispendieux.
20. Ce sont les mêmes employés (au nombre approximatif de 80) qui travaillent à l'une ou l'autre usine, selon le besoin.
21. Ces renseignements nous ont été fournis par M. Bill MacAllum de la Commission d'énergie atomique du Canada.
22. The City of Ottawa Directory Dominion Guide, Ottawa, 1876.
23. The Ottawa Street, Alphabetical, Classified Business and Miscellaneous Directory, Ottawa, 1882.
24. OCD, volume 18, 1891-92.
25. OCD, volume 22, 1895.
26. Mme Liard nous raconte que depuis qu'elle était jeune fille à Janeville "Ça toujours été des Tremblay qu'a eu le dernier mot pour enterrer les morts." Entrevue réalisée le 13 avril 1893, avec Mme Bertha Liard.
27. OCD, volume 42, 1915.
28. OCD, volume 47, 1920; volume 52, 1925.
29. Le Droit, le 1^{er} février 1939.
30. En 1923, des marchands et des hommes d'affaires d'Eastview fondaient une première Chambre de commerce à Eastview. Le Droit, le 11 janvier 1923. Il appert cependant que celle-ci n'eut pas longue vie.
31. Le Droit, le 4 août 1956.
32. The Ottawa Journal, le 14 janvier 1963.
33. OCD, volume 52, 1925.
34. OCD, volume 42, 1915.
35. OCD, volume 47, 1920.
36. OCD, volume 52, 1925.
37. Le Droit, le 18 décembre 1943.
38. Ibid.
39. Regard sur le passé ..., op. cit., page 3.

VIII
VANIER AU FIL DES ANS

1. Le service des postes
2. La vie au début du siècle
3. Les années '30
4. C'était la guerre
5. L'après-guerre

CHAPITRE VIII
Vanier au fil des ans

Ce dernier chapitre traitera de la vie quotidienne à Vanier depuis la naissance de la ville jusqu'à 1983. Il sera question des gens et des événements qui ont marqué la petite histoire de Vanier. Au risque de passer du coq à l'âne, nous adoptons une approche moins rigoureuse, apte à mieux saisir la spontanéité de la vie de tous les jours, qui est meublée de toutes sortes d'événements qui n'ont pas nécessairement de liens entre eux.

1. Le service des postes

a) Le service des postes dans la région d'Ottawa

Le premier bureau de poste de la vallée de l'Outaouais est établi à Hull au début du XIXe siècle. Ce n'est qu'en avril 1829¹ que la petite ville de Bytown est dotée d'un premier dépôt postal. À cette époque, l'administration des postes dépend du ministère des Postes de l'Angleterre, et plus précisément du sous-ministre M. Thomas Allan Stayner.

Les provinces canadiennes n'obtiennent le contrôle des postes qu'en 1851. De cette année jusqu'à la Confédération, ce sont les ministres provinciaux qui administrent le réseau de distribution du courrier. Le ministère fédéral des postes canadiennes est finalement créé le 1^{er} avril 1868. "Au cours de la première année de fonctionnement du ministère des Postes, les Canadiens postèrent environ 18 millions de lettres, 18,600,00 journaux et 24,800 colis. Les recettes totales de la première année se chiffèrent par environ un million de dollars."²

Dès les débuts du service postal, le principal problème des autorités est d'assurer le transport du courrier dans un pays aussi vaste que le Canada. À cette époque, le courrier à destination de Hull et de Bytown est acheminé de Montréal jusqu'à Long Sault (Grenville) par malle-poste, où il est chargé sur des bateaux qui remontent l'Outaouais. L'hiver, les traîneaux remplacent les bateaux sur la rivière de l'Outaouais. À Bytown, le courrier est transporté à cheval jusqu'au bureau de poste. Les habitants sont alors avertis de son arrivée par le maître de poste qui sonne le buccin.

À compter de 1841, le transport du courrier s'effectue par bateau à vapeur. C'est le vapeur "Shannon" qui fait la liaison Montréal-Bytown-Kingston. Et, "when the steamboat was not delayed or ordered to leave before the mail has been placed on board, Lower Canada mails were delivered on Monday, Wednesday and Friday."³

En 1851, les Canadiens doivent commencer à apposer des timbres poste sur leurs lettres.

À cette époque, les Canadiens estimaient que c'était au destinataire de payer pour la livraison d'une lettre. Pourquoi l'expéditeur devait-il payer, pensaient-ils, puisqu'à cette époque, la lettre risquait fort de ne jamais atteindre sa destination? On se résigna à acheter des timbres poste, et à les coller sur son courrier après qu'une amende eut été imposée au destinataire des lettres non affranchies.⁴

Avant 1851, le coût d'envoi d'une lettre en partance de Bytown varie selon la distance à parcourir:

Bytown - Aylmer:	9¢
Bytown - Montréal:	15¢
Bytown - Kingston:	15¢
Bytown - Québec:	23¢
Bytown - Toronto:	23¢
Bytown - Boston:	47¢

Ces coûts, astronomiques pour l'époque, sont standardisés lorsque le service des postes est placé sous le contrôle des gouvernements provinciaux. Il en coûte alors six cents pour une lettre envoyée au Canada et 15 cents pour une lettre à destination des États-Unis.⁵

À partir de 1859, le courrier est acheminé quotidiennement à Ottawa, par chemin de fer. Grâce à l'ouverture du tronçon Montréal-Ottawa, en 1876, on peut "alors transporter du courrier entre Montréal et Ottawa deux fois par jour. Une fois le chemin de fer terminé, en 1877, Québec n'était plus qu'à dix heures d'Ottawa."⁶

b) Le premier bureau de poste à Janeville

En 1875, les habitants de Janeville, se trouvant trop éloignés du bureau de poste d'Ottawa, demandent l'établissement d'un bureau dans leur village.⁷ Il faudra cependant attendre quatre ans pour que l'on accède à leur requête. Le premier bureau de poste de Janeville, situé sur l'île Cummings, sera inauguré le 1^{er} mars 1879. Le premier receveur des postes de Janeville est Mme Agnès Cummings, épouse de Robert Cummings. Celle-ci occupera son poste pendant 42 ans!⁴⁸

Mme Cummings reçoit alors le courrier 6 jours par semaine:

The Courier between Orleans and Ottawa passes Cummings Bridge triweekly (Tuesday, Thursday and Saturday) and will of course carry the mails to and from the office on those days. To provide for the other three days of the week, I have arranged, subject to your approval, with Mr Robert Cummings, to convey the mails to and from Ottawa triweekly (Monday, Wednesday and Friday) for the sum of \$45 per annum.⁹

c) Un bureau de poste à Clarkstown

Les citoyens de Clarkstown sont placés dans une situation particulière au dix-neuvième siècle, quant au service postal. Les gens qui habitent du côté nord de la rue Beechwood, et qui sont donc citoyens de la ville d'Ottawa, reçoivent leur courrier à domicile. Ceux qui résident au sud de la rue Beechwood par contre, sont obligés de se rendre jusqu'au bureau de poste de Cummings' Bridge, ou jusqu'à celui d'Ottawa, pour recevoir leur courrier. Frustrés d'avoir à franchir des trajets relativement longs, alors que leurs co-paroissiens d'Ottawa n'ont qu'à cueillir leur courrier dans leur boîte aux lettres les habitants de Clarkstown envoient une pétition au ministère des postes afin d'obtenir leur propre bureau de poste.

Malgré de nombreuses pétitions, en 1891,¹⁰ en 1897,¹¹ et en 1898,¹² les habitants de Clarkstown doivent attendre jusqu'en 1900 avant d'avoir leur propre bureau de poste. Le premier receveur des postes, M. J. Adrien Thérien, entre en fonction le 1 novembre 1900. Mais, pour des raisons inconnues, le bureau de poste est fermé en 1907.

Deux ans plus tard, Clarkstown est à nouveau doté d'un bureau de poste, situé au 54 de la rue Beechwood. M. Hector Jolicoeur est alors nommé receveur des postes jusqu'à sa démission en 1916. Le 19 janvier 1917, M. C. Galarneau remplace M. Jolicoeur. Mais, à la suite de la démission du nouveau-venu quelques mois plus tard, M. Jolicoeur accepte de reprendre son poste, qu'il occupera jusqu'en 1941! Le bureau de poste de Clarkstown, situé dans le magasin de M. Jolicoeur, fermera définitivement ses portes en 1944.

d) Le bureau de poste d'Eastview Centre

Obligés de se rendre jusqu'à l'île Cummings pour recevoir leur courrier, les gens d'Eastview désirent une succursale plus centrale. En novembre 1912, le ministre des postes accède à leur demande et établit un bureau de poste au 183 du chemin de Montréal. Ce bureau est d'abord tenu par M. Basile Charlebois jusqu'en novembre 1916, puis par Mme M. Donaghue du 10 janvier 1917 au 2 novembre 1925.

Déménagé en 1925, au 210 du chemin de Montréal, le bureau de poste est alors tenu par le commerçant Salomon Gratton, du 13 novembre 1925 au 2 janvier 1929. M. Wilfrid Robert, receveur des postes du 17 avril 1929 au 15 mars 1930, est le dernier maître-poste d'Eastview Centre, car le bureau doit fermer en 1930, faute de candidat au poste de receveur du courrier.

e) Le bureau de poste d'Eastview

Lorsque Mme Agnès Cummings démissionne de son poste en janvier 1921, elle est remplacée temporairement par M. Duncan McPhail, jusqu'en 1927.

Le bureau est alors déménagé au 81 du chemin de Montréal où M. William George McElroy s'en occupe pendant trois mois. Il est alors remplacé par Mme A. Boyle qui, quelques jours plus tard, cède la place à M. Julien Octave Beauchamp, qui occupera son poste du 24 août 1927 jusqu'au 15 juin 1937.

En 1924, le nom du bureau de poste de Cummings' Bridge est modifié pour devenir Ottawa-Cummings' Bridge. Ce n'est qu'en 1932 que le nom anachronique de Cummings' Bridge disparaît définitivement, alors que le bureau de poste est baptisé Ottawa-Eastview. Après avoir tour à tour occupé les locaux du 95 et du

149 du chemin de Montréal, le bureau de poste Ottawa-Eastview ferme ses portes le 20 janvier 1964.

Situé au 250 de la rue Durocher, le nouveau bureau de poste d'Eastview, ouvre ses portes en 1964. Lorsqu'Eastview devient Vanier, en 1969, le nom du bureau de poste est nécessairement changé à nouveau, de façon à s'accorder avec le nom de la ville qu'il dessert.

2. La vie au début du siècle

Au début du siècle, bien avant la naissance d'Eastview, la vie sociale des habitants des villages de Janeville et de Clarkstown est organisée et structurée. À une époque où il faut plus d'une journée pour se rendre à Montréal ou à Toronto, les gens se déplacent peu. Il règne alors un esprit communautaire beaucoup plus fort qu'aujourd'hui, quoique certains le qualifient, parfois à juste titre, d'esprit de clocher.

a) Les premières associations

Les gens de Clarkstown et de Janeville ont peu de rapports entre eux. Cette dichotomie se répercute dans la vie socio-culturelle de l'histoire de Vanier. En effet, chacune des deux paroisses-mères, Notre-Dame-de-Lourdes et Saint-Charles, qui représentent approximativement les anciens villages de Janeville et Clarkstown, organise ses propres activités, indépendamment de l'autre.

Ainsi, lorsque la première conférence de la Saint-Vincent-de-Paul apparaît à Janeville en 1907, elle ne s'occupe essentiellement que de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes. À cause de cette situation, on a tôt fait de mettre sur pied une 2e conférence

de la même organisation à St-Charles l'année suivante. Le même scénario se reproduit lors de la fondation des autres associations religieuses, telles la St-Jean-Baptiste, la Ligue du Sacré-Coeur, les zouaves, etc.

Une des premières organisations séculières à voir le jour à Eastview est l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO). Fondée à Ottawa en 1910, l'ACFO est instituée à Eastview le 25 janvier 1914.

Le premier président de cette association est M. Camille Gladu, alors maire d'Eastview. Voici la liste des autres membres-fondateurs: vice-président, Joseph Lacasse; secrétaire, Napoléon Trudel; trésorier, Joseph Bernard; vérificateur des comptes, Joseph Emond; conseillers, William Cyr, Joseph Desjardins, Gédéon Bazinet.¹³

Cet organisme est voué à la défense des droits des Franco-ontariens, durement touchés par le Règlement 17.

b) Drame à la paroisse St-Charles

Au début du siècle, les maisons sont construites en bois et le risque d'incendie est omniprésent. La tragédie qui ébranle les paroissiens de St-Charles n'est pourtant pas un feu comme les autres et, comme beaucoup de tragédies, résulte d'un incident banal, comme le démontre le reportage suivant.

Le drame survient le 4 juin 1911, après la première communion des enfants de la paroisse St-Charles:

Lorsqu'après la cérémonie les parents et leurs enfants se furent retirés, deux jeunes fillettes demeurèrent dans l'église et l'un (sic) d'elle, âgée (sic) de 4 ans se dirigea vers le sanctuaire où elle alluma un cierge sur l'autel de la Vierge. Dans un mouvement

qu'elle fit la flamme se communiqua à ses vêtements et dans un instant elle n'était qu'une torche vivante. L'enfant en poussant des cris d'horreur s'élança en dehors de l'église où quelques voisins se portèrent à son secours. On la couvrit d'épais habits de laine et l'on réussit assez bien à éteindre les flammes mais les chairs de l'enfant étaient toutes carbonisées. La petite victime fut conduite à l'hôpital de la rue Water. Malgré tous les meilleurs soins elle succomba à ses horribles blessures à quatre heures hier après-midi.

La petite victime était l'enfant de M. Nixon, 82 rue Queen et elle était en visite chez une de ses tantes à l'occasion de la première communion dans ce village. Ce pénible accident à (sic) jeté tous les paroissiens dans une profonde émotion.¹⁴

La petite Eva Nixon est enterrée le mardi, 6 juin 1911, au cimetière Notre-Dame d'Ottawa.

c) Les ponts

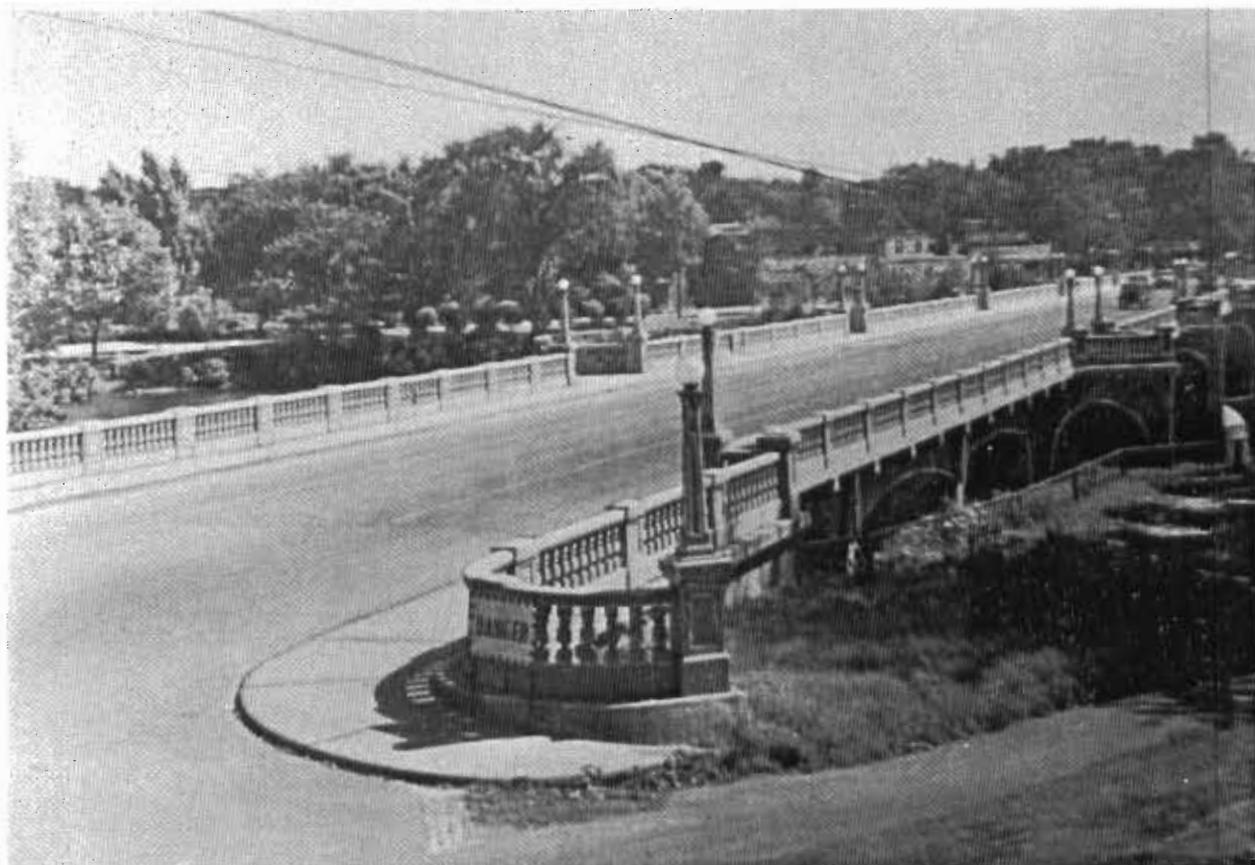
Comme nous l'avons vu au chapitre 3, l'histoire des ponts de Vanier au dix-neuvième siècle est particulièrement intéressante. Après le pont primitif qui relie d'abord l'île Cummings aux rives de la rivière Rideau, les autorités municipales voient à la construction de structures de plus en plus sophistiquées. Ainsi, au début du XXe siècle un solide pont à structure en acier unit la rue Rideau au chemin de Montréal, via l'île Cummings.

À la fin des années 1910 cependant, le pont Cummings doit être remplacé. La ville d'Ottawa décide alors, en accord avec la famille Cummings, de construire un nouveau pont en béton qui éviterait l'île Cummings. La famille du premier marchand de Janeville ferme donc son magasin général et évacue le site qu'elle occupait depuis près d'un siècle. La ville procède alors à la démolition des édifices et, peu à peu la nature reprend possession de l'île, effaçant toutes traces du passage de ces pionniers

PHOTO 57



Photo aérienne de la construction du nouveau pont Cummings, prise le 8 octobre 1920. Dans le coin inférieur droit on voit l'ancien pont qui joignait l'île Cummings aux rives de la rivière Rideau et les piliers de béton qui supporteront la nouvelle structure, inaugurée en 1921. Cette photo nous donne également une vue d'ensemble des édifices qui jalonnaient le chemin de Montréal et les rues secondaires d'Eastview à cette époque. (Photo APC)



Le nouveau pont Cummings c. 1950. (Photo gracieuseté de Mlle Irène Grandmaître)

... Aujourd'hui, tout ce qui reste de cette époque, ce sont les renforts construits de chaque côté de l'île pour supporter l'ancien pont.

La construction du nouveau pont Cummings dure pendant toute l'année 1921. Les travaux vont bon train et le pont est inauguré à la mi-novembre 1922: "Le nouveau pont Cummings vient d'être complété. On le regarde comme une structure très bien exécutée."¹⁵

Les gens de Clarkstown ne sont pas aussi chanceux que les résidents du chemin de Montréal. En effet, quoique les travaux de démolition du pont St-Patrick débutent en 1917, la nouvelle structure n'est inaugurée que 4 années plus tard. Ce délai nuit considérablement au développement du secteur de l'ancien Clarkstown et embête énormément ses habitants, comme le souligne un feuillet publié en 1919, qui se termine par ce souhait: "Si le pont St-Patrick peut enfin se terminer!..."¹⁶

Depuis les travaux majeurs de reconstruction de 1917 à 1921, les deux ponts qui franchissent la rivière Rideau pour unir Vanier à la capitale fédérale, subissent plusieurs travaux d'entretien et de rénovation. Ainsi, à la fin des années '60, on élargit le pont Cummings et on réduit la courbe d'accès au pont en provenance d'Ottawa. À la fin des années '70, on rénove complètement le pont St-Patrick qui, aujourd'hui offre ses 4 voies aux automobilistes toujours anxieux d'aller plus vite.

d) L'année des deux élections

Au début de l'histoire d'Eastview, les citoyens doivent voter à tous les ans aux élections municipales. En 1920, les électeurs sont priés de se présenter aux urnes à deux reprises! Aux élections municipales de la fin de l'année 1919, les citoyens d'Eastview avaient élu M. J.H. White à la mairie pour l'année

suivante. Or, l'ancien maire, M. Camille Gladu, accuse le maire White de pratiques électorales douteuses et conteste son élection devant les tribunaux.

Le 8 mars 1920, "Son Honneur le juge Gunn annule définitivement et effectivement l'élection du maire White."¹⁷ C'est le scandale à Eastview! De nouvelles élections doivent avoir lieu. Le maire White se retire de la course qui se fera entre Camille Gladu et Arthur Desrosiers, tous deux d'anciens maires de la municipalité. Le 21 mai 1920, M. Gladu est reporté au pouvoir.

En décembre 1920, Camille Gladu entre à nouveau en campagne électorale. Il prône l'honnêteté pour renouveler son mandat pour l'année suivante, et prétend que le fait d'avoir "empêché les morts de voter (coutume suivie à Eastview depuis nombre d'années) devraient (sic) être un point en sa faveur pour les élections prochaines." Il ajoute qu'il est décidé "à mener à fond de train, une campagne contre ceux qui se plaisent à voter deux, trois et même quatre fois, le jour des élections."¹⁸ Grâce à sa popularité auprès des électeurs, Camille Gladu est réélu maire d'Eastview pour l'année 1921.

Ce sera malheureusement le chant du cygne pour M. Gladu, miné par le diabète. Le 18 août 1921, le conseil lui accorde un congé de trois mois pour refaire sa santé.¹⁹ Mais, le 5 novembre, Camille Gladu meurt à l'âge de 49 ans. Le sous-préfet G.H.A. Collins est nommé par le conseil municipal pour le remplacer jusqu'aux prochaines élections.²⁰ Eastview perdait alors un de ses pionniers.

PHOTO 59



Le Docteur Arthur Desrosiers a longtemps été le seul médecin de la ville d'Eastview. Il a été maire en 1918, 1919, 1922 et de 1924 à 1927 et député de Russell à l'Assemblée législative de l'Ontario de 1934 à 1937. (Photo APO)

3. Les années '30

a) La Fédération des femmes canadiennes-françaises combat la crise

Durement touchée par la crise économique des années '30, Eastview reçoit néanmoins le secours de plusieurs âmes charitables, dont celui de la Fédération des femmes canadiennes-françaises (FFCF). Cet organisme, fondé le 16 octobre 1914 sur l'invitation du Père Joseph Kålen, curé de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes, a comme but principal de secourir les malades, les pauvres et les personnes âgées. La FFCF s'occupe de plus de la défense de la langue française et de la religion catholique. À Eastview, la FFCF a connu plusieurs présidentes dévouées, soient Mme Hilaire Savard, présidente pendant 25 ans, et Mme Bertha Liard, présidente pendant 30 ans.

Le travail de la FFCF est particulièrement apprécié pendant les années difficiles qui suivent le krach boursier de 1929. Voici un extrait du rapport annuel de la Fédération pour l'année 1933-34, qui confirme l'étendue du problème engendré par la crise:

L'an dernier a (sic) pareille date (sic) nous étions désolés de constater que nous plongeons de plus en plus dans la crise, mais toujours nous vivions dans l'esperance (sic) de voir reluire le soleil d'autrefois, mais encore déception. Il est bien temps de dire plus que jamais Dieu dispose même nos espérances.

Voici une nouvelle année de commencé (sic) et il faut bien constater que malgré le tourbillon du monde, Dieu nous a encore éprouvé d'avantage (sic) par cette crise mondiale. Mais remercions Dieu. Malgré la crise qui nous ronge chaque jour, notre Fédération peut certainement se glorifier du bien, des soulagements que nous avons procuré (sic) aux nécessiteux (sic) d'Eastview.

Voici un rapport general (sic) des dons que nous avons donnée (sic) durant l'année.

1. 89 paires de chaussures
 2. 59 paires de bas
 3. 24 paires de souvetments (sic)
 4. 9 robes
 5. 9 paires de pantalons
- Total - 190 morceaux

Une quête a été faite a (sic) la grotte au profit des pauvres qui a rapporté \$9.60.

Le premier dimanche de septembre nous avons vendu des rubans a (sic) la ceremonie (sic) de cimetiére (sic) au profit des pauvres qui nous a rapporté \$18.10. Novembre 11 (sic) nous avons payer une grand (sic) Messe pour nos Soldats ...

Nous avons aussi ouvert une salle de couture pour les mercredis après midi (sic) afin d'aider à habiller les pauvres.

Plusieurs dames de bonne volonté se joignent à nous pour coudre ou faire du tricots (sic) ... 21

Grâce au dévouement de ces femmes plusieurs réussissent à traverser ces années mémorables.

b) Les activités socio-culturelles

Malgré les problèmes de la Dépression, ou peut-être à cause d'eux, les gens d'Eastview organisent des soirées sociales où il fait bon d'oublier ses tracas quotidiens. Les gens se réunissent alors dans leur salle paroissiale (soit à Notre-Dame-de-Lourdes ou à St-Charles) pour jouer aux cartes ou pour assister à des "séances".

Les parties de cartes, aujourd'hui en grande partie remplacées par le bingo, avaient lieu à toutes les semaines. À cette époque on joue surtout au euchre. Mme Liard nous rappelle l'atmosphère qui régnait alors dans la vieille salle paroissiale de Notre-Dame-de-Lourdes:

Cercle Paroissial Notre-Dame
Soirée de Famille
Dimanche, 9 Fevrier 1930

DIRECTION A. E. DUFOUR



O CANADA

- 1—ORCHESTRE
2—COMEDIE—"Le Voyage de M. Perrichon" _____ Eug. Labiche
interprétée par le Cercle Paroissial N. D. de Lourdes
Premier Acte
3—ORCHESTRE
4—"Le Voyage de M. Perrichon" _____ 2e Acte
5—ORCHESTRE
6—"Le Voyage de M. Perrichon" _____ 3e Acte
7—ORCHESTRE
8—"Le Voyage de M. Perrichon" _____ 4e Acte

DIEU SAUVE LE ROI

DISTRIBUTION

M. Perrichon _____	MM. Noé Desjardins
Le Commandant _____	Léon Lapointe
Majorin _____	Osius Gervais
Armand Desroches _____	Bernard Alberti
Daniel Savary _____	Romuald Mainville
Domestique du Commandant _____	Ephrem Laporte
Jean, domestique de Perrichon _____	Lucien Houle
Madame Perrichon _____	Oscar Renaud
Mlle Henriette Perrichon _____	Hervé Délorme
L'Aubergiste _____	Eugène Hurtubise
Le Guide _____	Lucien Houle
Employé de Chemin de fer _____	Raquel Tremblay

Dimanche prochain deux désopilantes comédies seront au programme

Soirée Dramatique et Musicale

au profit de l'église St-Joseph d'Orléans par le
Cercle Paroissial d'Eastview

L'Orchestre «Silver-Moon» d'Ottawa
Directeur M. Philippe Provost

Vendredi, le 7 mars, 1930

à 8 heures p. m.

PROGRAMME

1. OUVERTURE — Orchestre
2. L'ABIME, drame moderne en trois actes (1er acte)
3. CHANSONS CHOISIES
Monsieur Raoul Larose
4. L'ABIME (2e acte)
5. LES QUETEUX (Albert Larioux)
Messieurs Noé Desjardins et Raoul Larose
6. L'ABIME (3ème acte)
7. ORCHESTRE
8. LE TRÈS ÉTROIT MOUSQUETAIRE, comédie en un acte
9. ORCHESTRE — "O Canada"

Distribution des Rôles

L'Abîme

Michelle	Mlle Germaine Desroches
Thérèse	" Eva Thériault
Colette	" Jeannette Desroches
Irma, infirmière	" Germaine Major
Céline, servante	" Gertrude Thériault

Amies de Michelle:

Mlles Dora Ethier, Marie Thériault, Simone Langelier, Jeannette Ethier, Gisèle Larose, Germaine Thériault, Noëlla Langelier.

Le Très Étroit Mousquetaire

Monsieur Bichot, commerçant	M. Léon Lapointe
René Dupont, son gendre	" Noé Desjardins
Totor, domestique de René	" Gustave Dumouchelle
Tintin, tailleur	" Raoul Larose
Le Commissaire	" Oscar Renaud
Un policier	" Ephrem Laporte

BILLETTS: 25 sous

ENFANTS: 10 sous

La salle paroissiale était bâtie près du chemin de Montréal, et les châssis lui faisait face (au ch. de Montréal). Au sous-sol, il y avait une grosse fournaise avec un grill à l'avant de la salle et un autre près du théâtre. Bien, on ne chauffait pas ça souvent; quand on chauffait ça, ben réellement, vous étiez mieux d'arriver en retard pour la partie de cartes, parce qu'on allumait la fournaise peut-être 1½ heures avant que ça commence. C'était pas tous des ingénieurs qui travaillaient là, la fumée restait dans la salle puis on étouffait, là, on ouvrait les portes pis on gelait!²²

Parmi les activités de la salle paroissiale, il y a les "séances" récréatives. Ces soirées sont un heureux mélange de chants, de musique, de récitation et, bien entendu de théâtre amateur. On joue parfois des tragédies, mais le public préfère les comédies, où on peut rire, et du texte, et des comédiens. Le répertoire d'alors va des pièces d'Eugène Labiche (voir photos 60 et 61) aux oeuvres plus obscures de René Soutter (Le très étroit mousquetaire) et de Jeanne Jourdain (L'Abîme).

Peu à peu, les spectacles des salles paroissiales se modernisent et on peut offrir, à toutes les semaines, des films aux enfants. Les jeunes et les moins jeunes peuvent alors apprécier les pitreries de Charles Chaplin, de Laurel et Hardy, sans oublier Abbott et Costello, ou de leurs cowboys favoris. Il y a aussi les courts métrages, les dessins animés et les séries qui sont de courts films qui se suivent d'une semaine à l'autre, un peu comme les téléromans, et qui captivent l'imagination de tous les enfants.

c) Le procès Palmer

Un évènement d'un tout autre genre vient divertir les gens d'Eastview, en 1936. C'est l'année du retentissant procès de Dorothea Palmer, accusée selon l'article 207 du code criminel du Canada, "d'avoir vendu ou eu à la disposition de certaines personnes des moyens ou des médicaments dont le but est ou peut-être

(sic) d'empêcher la conception."²³ Il est en effet interdit à cette époque, de diffuser de l'information sur les méthodes anti-conceptionnelles à moins que le public n'en tire profit. C'est sur ce dernier argument que tiendront toutes les discussions lors du procès. La défense soutiendra que Mlle Palmer servait le bien public alors que la couronne présentera des arguments prétendant le contraire.

Cette histoire débute au mois d'août 1936, alors qu'une jeune femme de 28 ans, Mlle Dorothea Palmer, décide de rendre visite à quelques mères de famille d'Eastview. Mlle Palmer, qui travaille alors en tant que commis dans une librairie d'Ottawa, occupe ses temps libres en faisant du bénévolat pour le Parents Information Bureau (PIB) de Kitchener. Cet organisme, fondé par le manufacturier de caoutchouc, A.R. Kaufman de Kitchener, est un centre de renseignements sur la prévention des naissances.

Étant donné la situation financière désastreuse des années 30 et le haut taux de chômage à Eastview, Dorothea Palmer décide de venir en aide aux femmes qui ont déjà des enfants et qui, financièrement, ne peuvent se permettre d'en avoir d'autres.

Au cours de ces visites, Mlle Palmer renseigne les femmes sur les divers moyens de contraception disponibles et leur offre même de leur faire parvenir quelques échantillons gratuits. Les femmes qui acceptent cette offre doivent signer un formulaire de demande pour ensuite obtenir, par renvoi du courrier, une petite trousse du PIB. Fatiguées de leur nombreux accouchements et appauvries par la crise financière, la plupart de ces femmes sont intéressées à prendre connaissance des renseignements offerts par le PIB. Cependant, certaines personnes de la communauté voient d'un tout autre oeil le travail de Mlle Palmer à Eastview. C'est le cas notamment de l'église catholique et de certains fidèles.

Ces derniers déposent donc une plainte contre Mlle Palmer au bureau de la police d'Eastview. C'est le sergent Emile Martel

qui mènera l'enquête. Il se rend d'abord chez les femmes qui ont reçu la visite de Dorothea Palmer et qui ont obtenu une trousse du PIB. Il prend en note leur témoignage et confisque tout matériel anti-conceptionnel.

Le 14 septembre 1936, alors que Dorothea Palmer quitte un logis d'Eastview, le sergent Martel l'invite à le suivre au poste de police. À la suite d'un bref interrogatoire, le chef de la police, R. Mannion, inculpe Dorothea Palmer d'avoir enfreint l'article 207, paragraphe 1 du Code criminel du Canada, qui stipule que quiconque fait de la publicité ou vend des articles anti-conceptionnels sans justification légale, est passible de deux ans d'emprisonnement. Le paragraphe 2 du même article stipule cependant que personne ne peut être accusé de ce délit si on peut prouver que l'accusé servait le bien public.

Le procès de Dorothea Palmer débute à Eastview le 21 octobre 1936, devant le juge Lester Clayton. Les avocats de la Défense, engagés par A.R. Kaufman, de Kitchener, sont W.A. Beament et F.W. Wagenast, alors que le procureur de la Couronne est Me Raoul Mercier. Devant l'importance de ce procès, qui crée un précédent dans l'histoire juridique canadienne, le juge Clayton autorise les avocats à faire témoigner plus que les cinq témoins-experts autorisés normalement. Me Mercier réplique qu'un seul expert lui suffira: "The crown attorney said the defense might call as many experts as it pleased. For the prosecution, one would suffice - Ottawa physician Dr. J.E. DeHaître."²⁴

Plusieurs juristes croient que ce fut là l'erreur fondamentale de Maître Mercier. En effet, la loi canadienne stipule clairement que les avocats doivent demander la permission au juge de faire comparaître plus de cinq experts avant que ne débute le témoignage de ces derniers. En faisant comparaître immédiatement le Dr. DeHaître, Raoul Mercier se limitait ainsi à cinq témoins experts alors qu'il "was giving his opponents accessibility to the whole world."²⁵

Après la comparution du Dr. DeHaître, il revient à la défense de prouver que le travail de Mlle Palmer avait servi le bien public. Du 22 octobre au 6 novembre, les avocats de la défense font comparaître 35 témoins: "They had called 35 witnesses, heard 327,000 words of testimony and had caused some second thoughts on the part of the Crown attorney."²⁶ L'avocat de la couronne demande alors au juge la permission d'outrepasser la limite des cinq experts. Le juge lui répond cependant qu'il aurait dû faire cette demande plus tôt et qu'il a jusqu'au 8 décembre pour trouver les quatre autres experts autorisés par la loi.

Le procès est donc ajourné jusqu'au début décembre. À la fin des témoignages de la couronne, quelques jours plus tard, le juge Clayton remet la cause au début février.

C'est le 8 février 1937 que les avocats des deux parties en cause commencent leurs plaidoyers. Les avocats de la défense entreprennent alors un long réquisitoire de trois jours pour obtenir l'acquittement de leur cliente. Ils stipulent que l'avocat de la couronne n'a pas apporté de témoignage concret et que son accusation n'est qu'incohérence. Ils ajoutent que:

The whole case against Miss Palmer, they said, made as much sense as the town councillor in Orillia, who advocated running another Kaufman nurse out of town because her birth-control advices might injure sales of locally manufactured baby carriages. The crown's real motive, they alleged, was to secure the court's sanction for the churches views on birth control.²⁷

Maître Mercier prend la parole le 12 février pour réfuter les arguments des avocats de la défense. Il clame alors que tout matériel anti-conceptionnel constitue un danger public: "We need more people in Canada, not less," he cried, "We are being asked to commit race suicide!"²⁸ En terminant, Maître Mercier demande l'emprisonnement de Mlle Palmer. Le juge Clayton s'accorde un mois avant de rendre sa décision.

Le 17 mars 1937, le juge Clayton prononce son verdict devant une salle comble. Il fait alors la lecture d'un texte d'une dizaine de pages, dans lequel il résume l'affaire. Il décrit la situation financière précaire des femmes ayant reçu la visite de Dorothea Palmer, de leur manque de renseignements au sujet des méthodes contraceptives et des méthodes inoffensives mais efficaces présentées par l'accusée. Il conclut alors que:

If therefore there are strong grounds for the dissemination of Birth Control information in Eastview, if there are no other means of Eastview women obtaining this information, if the methods advertised are harmless, if the women witnesses wanted this information and thought there was nothing wrong in obtaining it, and if Miss Palmer, a nurse, had a bona fide motive in her work, should not any Court of Law in an honest effort to interpret the law for the well-being of the community come to the conclusion that Miss Palmer's acts were for the public good and that the excess in one or two cases was so small compared to the good in other cases as to amount to no excess at all.

That is the conclusion I have come to, well knowing that opinion is sharply divided on so contentious a question ...

For the reasons stated above, I hold that Miss Palmer has proved that the public good was served by the act she is alleged to have done and that there was no excess in the act alleged, beyond what the public good required. The charge therefore will be dismissed.²⁹

À la surprise générale, Maître Raoul Mercier annonce qu'il en appellera de la décision du magistrat Clayton. Mais, le 2 juin 1937, la cour d'appel de l'Ontario rejette la demande de l'avocat de la couronne et maintient la décision du juge Clayton.³⁰ C'est ainsi que s'est terminé l'affaire Palmer, qui agita la population d'Eastview pendant presque une année.

4. C'était la guerre

a) Le rationnement

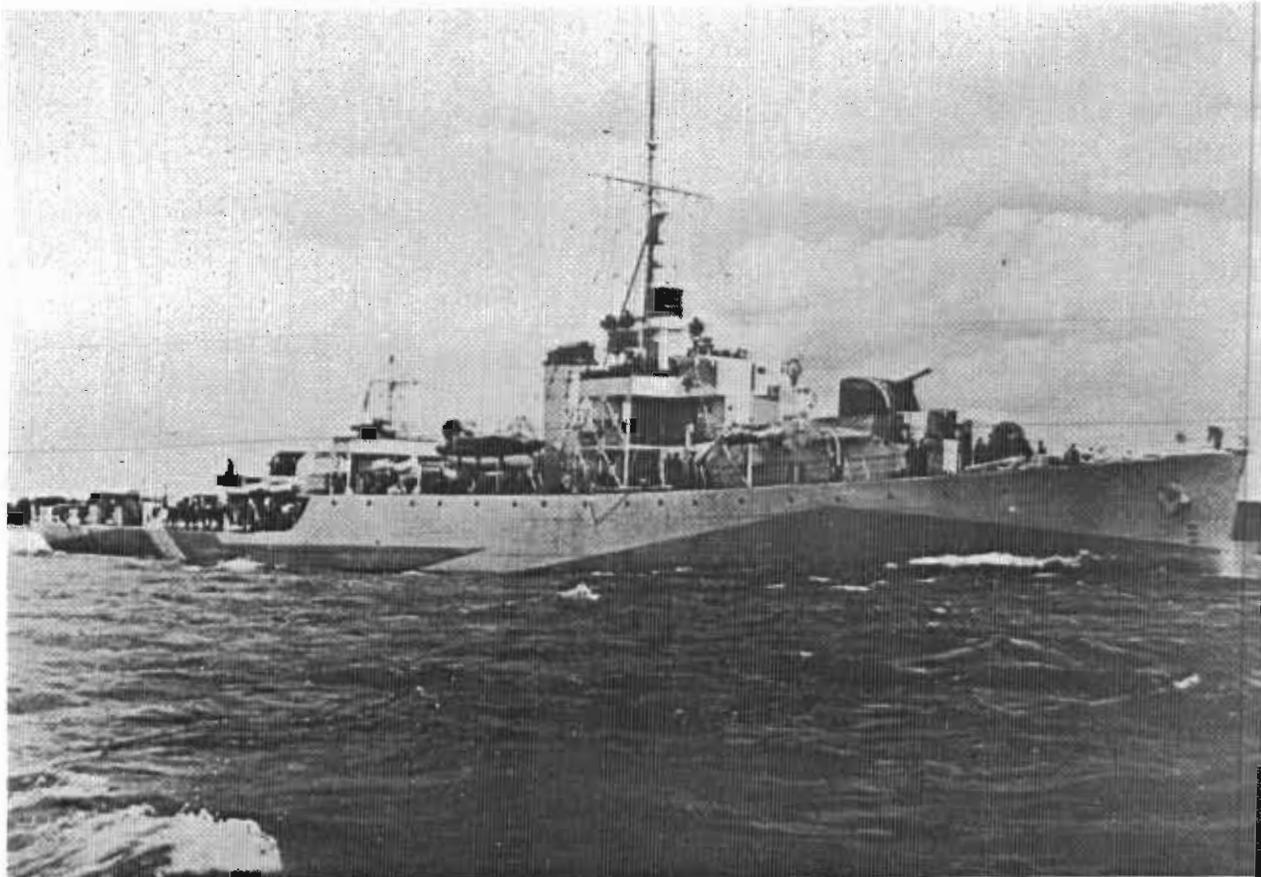
Les années 1939-45 sont des années difficiles pour les Canadiens qui doivent subir le rationnement de certaines denrées. Paradoxalement, alors que l'Europe entière est dévastée, l'économie canadienne se rétablit grâce à une demande plus élevée pour certains produits manufacturés. Et comme les hommes s'enrôlent dans l'armée, ce sont les femmes qui les remplacent dans les manufactures.

Les gens de Vanier n'échappent pas au rationnement. Ils doivent donc se procurer des coupons pour acheter du sucre, de la viande, etc. Les limites imposées et les restrictions donnent naissance au marché noir. Certains individus en profitent pour vendre à gros prix des poches de sucre ou des quartiers de viande aux familles qui ont les moyens de profiter de ce trafic illicite.

b) Un navire nommé Eastview

Afin de contrer la menace allemande, la marine canadienne se lance dans un vaste projet de construction navale. Dans le cadre de ce programme, trois frégates³¹ sont construites en 1942-43, et baptisées d'après trois villes canadiennes: Dunver (en l'honneur de la ville de Verdun dont les syllabes sont inversées car un navire britannique portait déjà ce nom), Prince Rupert et Eastview.

La construction du navire H.M.C.S.³² Eastview débute le 26 août 1943 dans les chantiers de la Canadian Vickers de Montréal.³³ Une fois terminé, le navire mesure 301 pieds et 6 pouces, a un déplacement de 1,445 tonnes et peut voyager à une vitesse maximum de 19 noeuds. Il est équipé à l'avant de canons jumeaux de 4 pouces et à l'arrière d'un canon de 12 livres.³⁴



La frégate HMCS Eastview, construite en 1943 pour escorter des convois dans l'Atlantique nord. (Photo gracieuseté de Mlle Irène Grandmaître)



Le Père Edmond Ducharme, curé de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes, bénit solennellement la frégate HMCS Eastview, le 17 novembre 1943.

Le 17 novembre 1943, plusieurs dignitaires de la ville d'Eastview, dont M. et Mme Donat Grandmaître et le curé Ducharme, se rendent au chantier naval de la Canadian Vickers pour la mise à l'eau du navire. Après les cérémonies d'usage et la bénédiction officielle, faite par le père Ducharme, le H.M.C.S. Eastview est lancé.³⁵

Le navire ne sera cependant mis en service que le 3 juin 1944. Il se rend alors à Halifax, puis le 19 août, il gagne les Bermudes. Rappelé à Halifax un mois plus tard, il est désigné comme navire des officiers dans le groupe escorte C-6, alors en voie de formation. La frégate Eastview fait partie de ce convoi jusqu'à la fin des hostilités dans l'Atlantique nord. Du 18 sep-

tembre 1944 au 28 avril 1945, le groupe de navires accompagne neuf convois à travers l'Atlantique, sans rencontrer une seule fois l'ennemi.

À la fin de la guerre, le groupe C-6 regagne le port de St-John's où il est divisé. Le H.M.C.S. Eastview est alors envoyé d'Esquimalt, en Colombie-Britannique, pour la campagne contre le Japon. Les autorités n'ont cependant pas recours à ses services puisque le Japon se rend trois semaines seulement après l'arrivée du navire à Esquimalt. Le 22 janvier 1946, le H.M.C.S. Eastview est remis entre les mains de la "War Assets Corporation".

La frégate Eastview est alors dépouillée et sa carcasse est ensuite coulée au large de la baie Comox, près de l'île Vancouver. Conçu pour défendre le Canada pendant la deuxième guerre mondiale, le H.M.C.S. Eastview sert aujourd'hui de brise-lame sur la côte du Pacifique.³⁶

c) La guerre au "shorts"

À la même époque, soit en juin 1944, le conseil de ville d'Eastview est saisi d'un problème urgent. Le préfet Daniel Nault entreprend en effet une guerre contre le port des "shorts" pour les femmes d'Eastview, comme le raconte cet article du journal Le Droit, intitulé: "Que fera-t-on des 'shorts' dans Eastview?"

Il est possible que le conseil de ville d'Eastview adopte un règlement municipal interdisant aux dames de se promener en "shorts" dans les limites de la ville, à la suite d'une discussion à l'assemblée mensuelle du conseil de ville d'Eastview, hier soir.

Le préfet Daniel Nault dit qu'il aimerait à ce que la loi fédérale ou municipale concernant les dames portant des "shorts" dans

les endroits publics de la ville soit mise en vigueur. M. J.-A. Casault, greffier de la ville, ignorait qu'il y ait une loi semblable dans les dossiers de la ville et le sous-préfet, Léo Cantin, déclara qu'il était en faveur qu'une telle loi soit adoptée.

La discussion fut remise à la prochaine assemblée, en attendant une réponse du chef de police R. Mannion, à qui on demandera si un tel règlement municipal existe dans la ville d'Eastview.³⁷

Même si un tel règlement ne fut jamais adopté, l'anecdote précédente démontre bien que les femmes portant des pantalons courts étaient mal vues à l'époque. Ainsi, quelques-unes d'entre elles durent se retirer de l'Association des Enfants-de-Marie parce qu'elles préféraient courir et jouer dehors en pantalon court plutôt qu'en jupe!

5. L'après-guerre

a) L'inondation en 1948

Depuis la fondation de la ville, les habitants d'Eastview craignent la fonte des glaces de la rivière Rideau à tous les printemps. Il est en effet alors très probable que le dégel provoque des inondations, et que les eaux de la rivière, sortant de leur lit, immergent le territoire de la ville, parfois même jusqu'au chemin de fer (aujourd'hui la promenade Vanier).

Mme Bertha Liard se souvient bien de l'époque où une chaloupe faisait la navette entre le pont Cummings et le chemin de fer pour la modique somme de 10 cents. "Je sauvais mes 10 cents et je les gardais pour la "flood",³⁸ dit-elle aujourd'hui en riant.

Les inondations causent cependant des dommages importants et ce, presque à chaque année. Les habitants d'Eastview entrepren-

ment donc, dès le début du siècle, la lutte contre les inondations: "Afin de prévenir l'inondation de Janeville, un chenal sera ouvert dans la glace depuis le pont St-Patrice (sic) au pont Cummings. M. D. Robertson à (sic) obtenu ce contrat pour \$75.00."39

Malgré ces efforts, les inondations continuent de menacer la ville. La dernière grosse inondation remonte à 1948, alors que les eaux submergent complètement le nouveau projet domiciliaire de Kingsview Park. Selon le sous-préfet de l'époque, M. Léo Cantin, "Trois quarts de million ont été emportés par les eaux..."40

Après cette inondation désastreuse, les villes d'Eastview et d'Ottawa prennent plus au sérieux leur rôle dans la prévention de ces catastrophes. Ainsi, depuis cette époque, une entente entre les deux municipalités stipule que les ouvriers devront voir à couper un corridor dans la glace de la rivière Rideau, à partir des chutes de Hog's Back jusqu'aux chutes Rideau. De plus, tout amoncellement de glace qui pourrait occasionner un blocage et des inondations doit être dynamité.

b) L'Église vs l'hôtel

En 1949, le propriétaire de l'Hôtel Eastview, M. Ronaldo Chénier, demande un permis, pour l'agrandissement de son établissement, au conseil municipal. À cette époque, l'Hôtel Eastview est situé au coin du chemin de Montréal et de la rue Cyr, et n'occupe pas tout le terrain jusqu'à la rue Cody, comme elle le fait aujourd'hui. Entre l'hôtel et la rue Cody, il y a alors deux maisons, les numéros 186 et 200 du chemin de Montréal.

M. Chénier décide donc d'acheter les deux terrains situés à côté de son établissement et de faire déménager les deux maisons qui s'y trouvent. C'est la firme M. W. Giroux de Hull qui est chargée des travaux. Les deux maisons sont alors déplacées "de

peine et de misère à un lot vacant à l'angle des rues Lynn (aujourd'hui Baribeau) et Montfort."⁴¹

Il ne reste plus, pour M. Chénier, qu'à entreprendre les travaux d'agrandissement. L'Hôtel Eastview, tel qu'agrandie selon le désir de son propriétaire, donnerait dorénavant sur la rue Cody, à moins de dix mètres de l'entrée de l'église St-Margaret. Cette proposition provoque un véritable scandale dans la paroisse anglicane. Le Révérend John Stewart, pasteur de St-Margaret, organise alors une campagne contre le projet d'agrandissement d'un édifice aussi dangereux pour la moralité de ses ouailles:

The parish hall is used by more than 200 young people every week and the hotel is a source of trouble as it stands. An extension to the present hotel premises would bring the source of trouble that much nearer, in fact to within 35 feet of our very door.⁴²

La campagne du pasteur Stewart entraîne une vague de controverse à Eastview. Les paroissiens de St-Margaret écrivent aux journaux, aux conseillers municipaux et aux députés provinciaux. On échange des statistiques sur les dangers que représentent les lieux de perdition que sont les hôtels, et on critique les Catholiques d'Eastview que l'on accuse d'avoir deux poids et deux mesures. Plusieurs membres de l'église anglicane souligne en effet, sans doute avec raison, que si leur église était catholique et francophone, il ne serait même pas question d'ouvrir un hôtel à proximité.

En fin de compte, la campagne du Révérend Stewart échoue et l'hôtel est agrandi. À ce jour, on ignore combien de jeunes gens d'Eastview ont été corrompus par cet hôtel!

c) Les élèves veulent danser

Une autre crise secoue la petite ville d'Eastview en 1949. Au mois d'octobre de cette année-là, la commission scolaire

d'Eastview adopte un règlement interdisant les danses "modernes" à l'école secondaire. Dans une résolution adoptée à l'unanimité, la commission déclare qu'"elle est en faveur de soirées récréatives pour les élèves de l'école d'Eastview" mais, qu'elle "n'approuve pas la danse moderne comme moyen de récréation, ..."43

Frustrés par une prise de position qu'il jugent archaïque, des élèves de l'École secondaire d'Eastview High School, envoient une pétition de quelques noms au quotidien The Ottawa Citizen, en guise de protestation. Le quotidien fait état de la situation dans ses pages et le débat s'accroît.

Surpris par l'ampleur que prend une pétition signée par six ou sept élèves, sur un nombre total de 400, le directeur de l'école, M. J.-O. Proulx, appuie la décision de la commission scolaire:

Loin de s'opposer à la danse, le high school d'Eastview donne des leçons de danses carrées et de folklore, une demi-heure le midi, et cela trois fois par semaine ... Toutefois, ... nous n'approuvons pas la danse moderne comme moyen de récréation pour les élèves ... Les élèves doivent se soumettre à l'autorité.⁴⁴

À la suite de la parution de l'article du Citizen, les autorités de la commission scolaire d'Eastview tiennent une nouvelle réunion pour réitérer leur position et critiquer le journaliste du quotidien qui a cru bon de publier un article si peu sérieux. Selon la déclaration des commissaires:

La majorité des parents ... s'objecteraient à la danse, tout spécialement en vue du fait que la plupart des élèves sont des jeunes élèves qui ne sont pas intéressés à ce genre d'amusement ... La Commission est d'opinion que les danses modernes sont énerverantes, ont peu de valeur éducative, sinon aucune, ... Les élèves concernés seront avertis qu'ils doivent se plier à cette déci-

sion de la Commission, conformément aux règlements scolaires permettant la suspension d'élèves qui persistent à s'opposer à l'autorité.

La déclaration se poursuit alors par des propos plus profonds:

Ce reporter du "Citizen" a beaucoup à apprendre, selon l'opinion de la Commission, en matière d'éducation. ... Il devrait savoir que selon le mode de vie démocratique, dans une société bien organisée, il doit y avoir une autorité qui doit être respectée. Les nations ont leur gouvernement; les familles, les parents; et les écoles, leur directeur de l'école.⁴⁵

Cet incident fera même le sujet d'un éditorial du quotidien Le Droit. C'est le journaliste Henri Lessard qui écrit:

La décision de la Commission scolaire d'Eastview de ne pas permettre les danses modernes dans le high school de cette ville est parfaitement sage et justifiable. Que l'on ait voulu organiser des soirées récréatives pour les élèves de cette institution, très bien, mais on peut parfaitement pourvoir à leur amusement sans recourir à ces danses moralement répréhensibles. ... Il n'aurait plus manqué que cela de voir la salle d'une école transformée en véritable salle de bal! Les pères et les mères de famille et les commissaires d'Eastview repoussent une telle proposition et il y a lieu de les approuver entièrement ...⁴⁶

En 1983, pourtant, ces danses "immorales" font partie intégrante de la vie scolaire des élèves du secondaire et même, comble de la décadence, dans les écoles primaires! Bob Dylan l'avait prédit: "Les gens et les temps changent!"

d) De choses et d'autres

i) Le courrier d'Eastview

En 1947, M. Emmanuel Renaud s'installe à Eastview et achète l'imprimerie Lajeunesse, située au coin des rues Cyr et Jeanne-Mance. L'année suivante, il achète une maison au coin de la rue Olmstead et Jeanne-Mance, où il aménage son imprimerie. Il fait alors creuser un trou d'environ 4 pieds, qu'il remplit de pierres de roches et de ciment et sur lequel il fait placer sa grosse presse. Puis il construit un local avec des blocs de cendre, qui sont plus secs que le béton.⁴⁷

Une fois l'humidité éliminée par les blocs de cendre et le plancher installé, M. Renaud ouvre son imprimerie. En janvier 1950, il décide de publier un journal bi-mensuel, traitant des nouvelles municipales. Le premier numéro du Courrier d'Eastview paraît le 19 janvier 1950.

Distribué gratuitement par une dizaine de camelots, engagés par M. Renaud, le journal bilingue survit grâce à la générosité des commanditaires. Au tout début, il n'en coûte que 60,00\$ par mois pour produire le journal, puis avec les années, les coûts grimpent à 200,00\$ et enfin à 400,00\$ par mois. Grâce aux annonces et aux abonnements de soutien, qui rapportaient 3,00\$ par année chacun, le journal est publié jusqu'en 1967.

M. Renaud, qui rédigeait lui-même la plupart des articles, bénéficie de la collaboration de plusieurs citoyens de la ville. C'est ainsi qu'un tout jeune homme commence sa carrière en journalisme au Courrier d'Eastview, pendant les années 50, en traduisant et révisant les textes de M. Renaud. Ce jeune homme, c'est Jean-Marc Poliquin, qui deviendra par la suite un journaliste bien connu à la télévision de Radio-Canada. Un autre journaliste connu, dans la presse écrite anglophone, a également travaillé pour le Courrier d'Eastview. Il s'agit de Bob Mellor, qui couvrait alors les activités à l'école secondaire. M. Mellor tra-

vailla ensuite pendant 22 ans pour le quotidien défunt, The Ottawa Journal.

Emmanuel Renaud vend son imprimerie à M. Jacques Villemaire, en 1979, et se retire après 32 ans de service à la population de Vanier. En 1983, l'imprimerie Renaud occupe toujours le même emplacement.

ii) L'invasion des "bingophiles"

Le club Richelieu d'Eastview décide, en 1951, d'organiser un bingo monstre afin d'ammasser des fonds pour la construction d'une clinique médicale pour les enfants de la ville. C'est ainsi que le 28 juin 1951, près de 20,000 bingophiles envahissent la cour de l'école Ducharme.

La soirée organisée par le club Richelieu-Eastview, a groupé tant de monde qu'il a fallu retarder l'ouverture de trois quarts d'heure pour permettre à tous les "bingophiles" d'entrer sur le terrain. Les automobiles étaient si nombreuses le long du chemin de Montréal vers 8 heures, que la police a dû trimer pour éviter de graves embouteillages ... La raison de cette "invasion" sans précédent, c'est que le club Richelieu-Eastview offrait en prix aux gagnants de la soirée une valeur de \$15,000, dont cinq magnifiques automobiles de marque Chevrolet.⁴⁸

Sur le terrain, les organisateurs commandent à une petite armée de 400 vendeurs de cartes de bingo. Selon M. Emmanuel Renaud,⁴⁹ les profits de ce bingo-monstre se chiffèrent à près de 17,000\$. C'est donc grâce à la passion des bingophiles que la clinique Richelieu d'Eastview est inaugurée, le 21 décembre 1951, sur le chemin de Montréal, à côté de l'Hôtel de ville.

iii) "Sherwood-6" - Bonjour!

La compagnie de téléphone Bell Canada inaugure à Eastview, en 1952, son central téléphonique, désigné sous le nom de central "Sherwood-6".⁵⁰ Les travaux de construction de l'édifice à deux étages ont duré près d'un an, du 19 juin 1950, au 2 avril 1951. C'est la compagnie Ross-Meagher Limited d'Ottawa qui a construit le central, dont les plans avaient été dessinés par les architectes Hazelgrove and Lithwick, également d'Ottawa.⁵¹

"L'édifice, situé sur le chemin de Montréal face à la rue Olmstead est en briques et en pierres. Mesurant 70 pieds de façade sur 50 de profondeur, le bâtiment, de construction moderne, est chauffé à eau chaude."

Lors de l'inauguration, le 21 février 1952, le maire Gordon Lavergne rend hommage à Bell Canada et souligne "que le nouveau central était un atout important pour la ville d'Eastview, tant par la belle apparence de la bâtisse que pour les nombreux services que rend le central téléphonique".⁵² Depuis cette époque, le central s'est entièrement automatisé et le téléphone a envahi tous les foyers de la ville.

iv) "Ici Radio-Eastview"

En octobre 1953,⁵³ le ministre fédéral des Transports et des communications accorde un permis de radiodiffusion à la Eastview Broadcasting Corporation. Pour les trois fondateurs de cette société, MM. Raoul Landriault, Donat Grandmaître et William Daoust, c'est un grand jour. Ces trois hommes d'affaires menaient en effet depuis quelques mois une lutte pour l'obtention d'un poste radiophonique entièrement francophone pour Eastview.

Le nouveau poste de radio doit loger dans un édifice du chemin de Montréal et les tours doivent être construites à Cyrville.

Pour Eastview et les Franco-Ontariens, c'est une excellente nouvelle, puisqu'il n'existe alors aucun poste radiophonique francophone en Ontario.

Malheureusement, les trois hommes d'affaires ne réussissent pas à avancer les fonds nécessaires pour la réalisation du projet. M. Landriault songe alors à vendre l'entreprise à des intérêts de Montréal, mais ses deux partenaires refusent. Ils se voient alors dans l'obligation de retourner leur permis au ministère des Communications. Radio-Eastview mourrait avant même d'avoir pris l'antenne!

v) Un référendum: oui ou non?

En 1954, les contribuables d'Eastview sont placés devant un grave dilemme. Certains citoyens désirent en effet doter la ville de nouveaux débits de boissons. Le Conseil municipal organise donc un plébiscite afin de trancher la question. Les tenants du "oui" doivent récolter l'appui de 60% des électeurs pour remporter la victoire.

Voici les deux questions auxquelles la population est appelée à répondre:

1- Êtes-vous en faveur de la vente de boissons alcooliques avec permis de salle à manger qui donne droit à la consommation au cours de repas dans un établissement autorisé?

2- Êtes-vous en faveur de la vente de boissons alcooliques avec permis de "foyer-bar" qui donne droit à la consommation de liqueurs alcooliques mais non nécessairement avec le repas dans un établissement autorisé?⁵⁴

Des 8,600 électeurs éligibles à voter, environ 3,400 se prévalent de leur droit. Même si les tenants du "oui" obtiennent un plus grand nombre de voix, ils ne réussissent pas à amasser 60%

des votes exprimés. Même un recomptage, le 6 avril 1954, ne change rien aux résultats. On ne pourra donc pas émettre de nouveaux permis d'alcool à Eastview. Les buveurs doivent se contenter des établissements déjà autorisés ou se rendre à Ottawa ou à Hull pour satisfaire leur vice. À Eastview, la moralité veille!

vi) Les citoyens de l'âge d'or s'organisent

En 1983, les citoyens de l'âge d'or de Vanier fêtent le vingtième anniversaire de fondation de leur "Club 60". C'est en effet le 21 mars 1963 que ce club est formé sous l'initiative du conseiller Guy Cyr et de M. Roland Groulx, directeur de la Commission des parcs et des loisirs de la ville d'Eastview. Dès les débuts, M. Groulx s'assure la collaboration de Mme Pauline Charron, qui devient la présidente-fondatrice de l'organisation. Mme Charron occupe son poste jusqu'en 1979, année de son décès prématuré.

L'objectif du "Club 60" est d'assurer le bien-être de la personne âgée en organisant des activités récréatives, sportives, sociales, etc. Le Club s'intéresse de près à tous les problèmes des personnes âgées et joue un rôle actif dans la société. Au départ, le Club 60 tient ses réunions hebdomadaires les jeudis à l'Institut culturel et social de Vanier. En 1973, on achète une maison sise au 296 de la rue Savard. Dédiée à la mémoire de la fondatrice du Club, l'édifice porte le nom de Centre d'accueil Pauline Charron.

Alors que la population de Vanier vieillit, les services du Club 60 prennent de plus en plus d'importance. Dans une société qui ne porte plus de respect à ses aînés, il est bon de voir que ceux-ci s'organisent pour profiter pleinement de leurs ressources.

REFERENCES

1. L. Brault, Ottawa Old and New, Ottawa, 1946, page 172.
2. Du wampum au code postal, l'histoire des postes canadiennes, Ministère des Affaires sociales, Ottawa, 1974, page 13.
3. L. Brault, op. cit., page 172.
4. Du wampum au code postal, l'histoire des postes canadiennes, Ministère des Affaires sociales, Ottawa, 1974, page 8.
5. L. Brault, op. cit., page 173.
6. Du wampum ..., op. cit., page 15.
7. APC, RG3, Volume 94, dossier 1875/274, lettre de l'inspecteur des postes au ministre fédéral des postes. Les références aux cotes RG3 qui suivront renvoient toutes à la correspondance entre l'inspecteur des postes et son ministre.
8. Il est à noter que le district postal qui englobe alors Joneville et Clarkstown prend le nom du bureau de poste et s'appelle aussi Cummings' Bridge. Ce nom ne disparaîtra complètement qu'en 1932, même si la ville d'Eastview est née beaucoup plus tôt. L'adresse fictive d'un individu demeurant sur le chemin de Montréal à cette époque prenait alors la forme suivante:
M. Joseph Bleau
côté nord du chemin de Montréal
Cummings' Bridge, Ontario
9. APC, RG3, volume 94, dossier 1879/882.
10. APC, RG3, volume 97, dossier 1891/122.
11. APC, RG3, volume 98, dossier 1897/293.
12. APC, RG3, volume 98, dossier 1898/647.
13. CRCCF, dossier de l'ACFO, C2/220/5, lettre du Curé Joseph Kalen de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes à l'ACFO.
14. Le Temps, le 5 juin 1911.
15. Le Droit, le 15 novembre 1922.
16. Notes historiques de la paroisse St-Charles, Ottawa, 1919, page 2.
17. Le Droit, le 8 mars 1920.
18. Le Droit, le 20 décembre 1920.
19. Le Droit, le 19 août 1921.
20. Le Droit, le 23 novembre 1921.

21. CRCCF, dossiers de la FFCF C53/12/6, Rapport de la FFCF, section Notre-Dame-de-Lourdes, pour l'année 1933-34.
22. Entrevue réalisée le 13 avril 1983 avec Mme Bertha Liard.
23. Le Droit, le 1^{er} octobre 1936.
24. Maclean's Magazine, le 23 novembre 1957, The Great Birth Control Trial, page 73.
25. Ibid, page 77.
26. Ibid, page 79.
27. Ibid, page 80.
28. Ibid, page 80.
29. Canadian Criminal Cases, volume 68, Toronto, 1937, page 31.
30. Ibid, page 35.
31. Une frégate est un bâtiment d'escorte anti-aqua-marins.
32. His Majesty's Canadian Ship.
33. Devenu aujourd'hui la Versatile Vickers Incorporated.
34. Brief History of H.M.C. Ships Dunver, Eastview and Prince Rupert, département de l'histoire navale, ministère de la Défense nationale du Canada, Ottawa, le 16 septembre 1957, page 1.
35. Le Droit, le 18 décembre 1943.
36. Brief History of H.M.C. Ships..., op. cit., page 4.
37. Le Droit, le 8 juin 1944.
38. Entrevue réalisée le 13 avril 1983 avec Mme Bertha Liard.
39. Le Temps, le 10 mars 1908.
40. Le Droit, le 23 août 1948.
41. Le Droit, le 10 mars 1949.
42. The Ottawa Citizen, le 13 janvier 1949.
43. Le Droit, le 18 décembre 1949.
44. Ibid.
45. Le Droit, le 19 octobre 1949. Les soulignés sont de nous.
46. Le Droit, le 20 octobre 1949. Les soulignés sont de nous.

47. Entrevue réalisée le 10 mars 1983 avec M. Emmanuel Renaud.
48. Le Droit, le 29 juin 1951.
49. Entrevue avec M. Emmanuel Renaud, op. cit.
50. À cette époque, les numéros de téléphone des quelques 2,200 abonnés d'Eastview commençaient tous par les chiffres 74 ou les lettres S H. On disait alors qu'un numéro de téléphone était: Sherwood 6 - 1111.
51. Service historique de Bell Canada.
52. Le Droit, le 22 février 1952.
53. Le Droit, le 15 octobre 1953.
54. Le Droit, le 22 mars 1954.

CONCLUSION

Conclusion

L'histoire de Vanier se divise en cinq grandes périodes, qui correspondent à des changements importants. L'embryon de la future ville naît au milieu du XIXe siècle, alors que quelques commerçants s'installent dans la région pour approvisionner les nombreux jardiniers et agriculteurs des environs.

À cette époque, la plupart des gens s'installent sur le chemin de Montréal ou sur la rue Beechwood. La ville de Vanier est donc composée, vers la fin du siècle dernier, de deux villages distincts: Janeville et Clarkstown. Ces deux villages sont tout à fait indépendants l'un de l'autre, tant sur le plan économique que social.

Dans ce contexte, il sera difficile pour plusieurs des habitants de Janeville et de Clarkstown d'accepter l'arrêté municipal 533 du Comté de Carleton, qui réunit le 11 décembre 1908, les deux villages pour créer Eastview. Ce mariage forcé sera plutôt houleux par moments (on n'a qu'à penser à la crise scolaire du quartier 6) mais, malgré les réserves de plusieurs habitants, le nouveau village prospère et devient une ville, en 1913.

Pendant cinquante ans, Eastview connaît une croissance démographique constante, qui s'amplifie particulièrement après la seconde guerre mondiale, alors que la population double en 10 ans! Cette courbe démographique ascendante atteint un sommet vers 1961 mais commence à retomber dès 1966.

La dernière étape de l'histoire de Vanier est donc caractérisée par une baisse sensible, ainsi qu'un vieillissement, de la population. En 1983, la ville compte moins d'habitants qu'elle n'en avait 25 années plus tôt. Le nombre d'enfants de moins de cinq ans a diminué de moitié, alors que le nombre d'adultes de 65 ans et plus a triplé! Vanier subit donc présentement une métamorphose importante, qui ne sera pas sans affecter son avenir.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Perspectives d'avenir

Les contribuables de Vanier seront appelés à se prononcer, par voix de référendum, avant les prochaines élections municipales de 1985, sur l'avenir de leur ville. Ils devront alors choisir entre l'annexion de Vanier à la ville d'Ottawa et le statu quo, où la ville garderait son autonomie. La question de l'annexion à la ville d'Ottawa n'est pas nouvelle dans l'histoire de la ville de Vanier. En effet, depuis la naissance même d'Eastview, plusieurs personnes ont prôné cette option.

À Clarkstown, cette idée a germé en 1909, comme le rapporte le journal Le Temps:

Les citoyens de Clarkstown préparent en ce moment pour la troisième fois depuis trois années consécutives, une pétition demandant l'annexion de leur localité à la ville d'Ottawa. Cette pétition sera présentée au maire Hopewell ces jours-ci.¹

En 1911, à la suite d'une nouvelle pétition des contribuables d'Eastview, le conseil municipal vote l'arrêté 22, qui prévoit la tenue d'un référendum sur l'annexion du village d'Eastview:

The Council of the Corporation of the Village of Eastview enacts and ordains as follows:

The votes of the Property owners of the Village of Eastview shall be taken as to whether they are willing or not to petition the Council of the City of Ottawa to annex the said Village...²

Cet arrêté municipal est cependant abrogé par l'arrêté 25. Il semble en effet que le nombre de signataires de la pétition à l'origine du règlement 22, n'était pas suffisant au point de vue légal. Le Conseil de ville s'engage néanmoins "to approach the

Corporation of the City of Ottawa to find out under what onus they would be willing to annex the Village of Eastview, before a plebiscite of the rate payers shall be taken on the same."³

En 1920, l'Association municipale des contribuables d'Eastview, dirigée par M. J.B. Charette, organise une grande réunion à la salle St-Charles afin de discuter à nouveau de l'annexion. Les organisateurs sont cependant déçus du manque d'intérêt des gens d'Eastview:

Toute la population d'Eastview est pour l'annexion de sa ville à celle d'Ottawa. Seul l'incivisme (sic) des habitants a empêché que ce fait ne fût accompli depuis plusieurs années", a déclaré M. l'abbé Barrette, curé de St-Charles, à la salle paroissiale d'Eastview, hier soir, à une assemblée convoquée par l'Association municipale. "Depuis huit ans que je dessers cette paroisse, on agite la question d'annexion. Tous sont pour, et on se demande comment il se fait que rien ne s'accomplit. On convoque une assemblée des citoyens pour discuter de la chose; personne ne s'y rend, on n'en a pas le temps, cela ne nous regarde pas.

Même le maire Camille Gladu appuie alors l'annexion: "Je suis pour l'annexion. Nous n'aurons pas d'améliorations municipales à Eastview avant qu'elle s'accomplisse..." Malgré ces prises de position, la réunion se termine en queue de poisson: "On n'a pas arrêté de décision définitive, si ce n'est d'obtenir l'annexion".⁴ En 1921,⁵ le même groupe reprend ses activités, mais ses actions restent vaines.

En 1947, le préfet Daniel Nault soulève à nouveau la question de l'annexion d'Eastview, lors d'une réunion du conseil municipal. M. Nault croit qu'Eastview tirerait profit de cette annexion, car la ville: "Doit se rendre compte des difficultés qu'elle doit affronter au point de vue de la protection contre les incendies, du développement industriel, de l'éducation et d'autres importants facteurs". M. Nault suggère au conseil d'étudier à fond la question.

Son Honneur le maire Donat Grandmaître, bien qu'un peu surpris par la spontanéité de la déclaration de M. Nault, faite vers minuit, s'est montré en faveur de l'idée du préfet. "Je fus, pendant des années, contre l'annexion d'Eastview à Ottawa, mais aujourd'hui, un coup d'oeil sur notre budget me fait voir ce qui doit arriver." M. Grandmaître déclara ce matin qu'il serait bon d'étudier les bons et mauvais côtés de cette annexion. Il ajouta que dans quelques temps, la chose serait inévitable.⁶

À la suite de cette réunion, le conseil de ville d'Eastview adresse une lettre aux commissaires d'Ottawa afin d'entamer des pourparlers en vue d'une annexion éventuelle. Ottawa, ne désirant pas hériter de la dette d'Eastview, ne répond pas à la lettre.

Deux ans plus tard, la question refait surface, mais cette fois-ci c'est la ville d'Ottawa qui entame la discussion. Le maire Bourque d'Ottawa annonce alors que "l'annexion de la ville d'Eastview et du village de Rockliffe se fera au cours de l'année prochaine, ..." Le journaliste du Droit, qui rapporte ces propos, ajoute que:

Ce qui a fait hésiter Ottawa dans le passé, est la lourde dette dont Eastview est présentement affligée, dette qui s'élève à tout près d'un million de dollars. Mais les choses en sont maintenant rendues à un point où Eastview, de même que Rockliffe, sont complètement entourées (sic) par Ottawa; la Capitale ne peut permettre à des îlots de ce genre d'entraver son développement.⁷

Pendant l'enquête publique de 1960, sur l'administration Lavergne, un autre maire d'Ottawa songe à annexer Eastview: "Le maire Nelms et les commissaires municipaux ... croient qu'éventuellement, la ville d'Eastview sera annexée à la capitale, soit par voie de référendum de la part des citoyens d'Eastview, soit sur autorité du gouvernement provincial."⁸

Comme on peut le constater, l'idée d'annexion de la ville de Vanier à la ville d'Ottawa est aussi vieille que la ville même. Jusqu'à présent cependant, même si on en a beaucoup parlé, aucun référendum n'a été tenu sur la question. Le plébiscite promis par le maire Bernard Grandmaître, permettra donc aux gens de Vanier de se prononcer, pour la première fois dans l'histoire de la ville, sur ce sujet épineux.

L'enjeu de ce référendum est très important pour l'avenir de la ville. Les habitants de Vanier décideront alors s'ils veulent que leur ville soit engloutie par la capitale fédérale (on se souviendra du démantèlement de la basse ville d'Ottawa) ou s'ils désirent que Vanier reste une des principales villes franco-ontariennes.

RÉFÉRENCES

1. Le Temps, le 27 janvier 1909.
2. Arrêté municipal 22 de 1911, le 22 novembre 1911.
3. Arrêté municipal 25 de 1911, le 6 décembre 1911.
4. Le Droit, le 20 août 1920.
5. Le Droit, le 27 mai 1921.
6. Le Droit, le 6 février 1947.
7. Le Droit, le 24 septembre 1949.
8. Le Droit, le 8 août 1960.

BIBLIOGRAPHIE

I. Sources orales

Les personnes suivantes ont bien voulu nous faire part de leurs connaissances de divers aspects de la vie à Vanier: Clément Baribeau, Léopold Bériault, Dr Lucien Brault, Léo Cantin, Jean-Guy Châtelain, Cécile Dallaire, Gilles Dallaire, s.m.m., Soeur Elizabeth de l'Enfant-Jésus, Gérard Grandmaître, Hector Hotte, Bertha Liard, Henri Nadeau, Léo Paquette, Emmanuel Renaud.

II. Sources manuscrites

Archives des Filles de la Sagesse de l'Ontario (AFDLSO) Bulletin trimestriel, numéro 1, décembre 1919.

Archives de la paroisse Marie-Médiatrice, Regard sur le passé, 25e anniversaire de la paroisse Marie-Médiatrice, Ottawa, 1981.

Registres paroissiaux de 1956 à 1982.

Archives de la paroisse Notre-Dame du St-Esprit.

Registres paroissiaux de 1953 à 1982.

Archives de la paroisse Saint-Charles, Notes historiques: Paroisse St-Charles d'Ottawa, Ottawa 1919. Programme-souvenir, 50e anniversaire de la paroisse St-Charles, Ottawa 1958. Registres paroissiaux de 1908 à 1982.

Archives des Pères Montfortains (APM)

Album souvenir des fêtes du cinquantenaire de la paroisse
Notre-Dame-de-Lourdes d'Eastview, Ottawa, 1937.

Bulletin trimestriel, numéro 1, octobre 1887 à numéro 14
janvier 1891.

L'écho des Missions, #30, décembre 1925
#50, septembre 1927
#223, mars 1952

L'écho Montfortain, #287, mars-avril 1958

Historique de la grotte Notre-Dame-de-Lourdes d'Eastview,
compilé par Yves Bernard, s.m.m.

Lettre du P. Olivier Lajoie au Père François Le Texier, 30
mai 1931.

Lettre anonyme, 1931.

Registres de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes de Vanier, de
1887 à 1982.

Archives publiques du Canada (APC)

M-320 #18

MG-55/29 #148

Documents du ministère des Postes canadiennes:

RG3, Volume 94, dossier 1875/274

RG3, Volume 94, dossier 1879/882

RG3, Volume 97, dossier 1891/122

RG3, Volume 98, dossier 1899/293

RG3, Volume 98, dossier 1898/647

Archives publiques de l'Ontario (APO), RG19, Series B. Yates,
C.W. et Blake, F.G., Provincial-Municipal Audit Report of
the Town of Eastview, 14/11/60, 74 pages.

Arrêtés municipaux de la ville de Vanier, 1909-1982.

Brief History of H.M.C. Ships Dunver, Eastview and Prince Rupert,
département de l'histoire navale, ministère de la Défense
nationale, Ottawa, le 16/9/57, 4 pages.

Centre de ressources en civilisation canadienne-française
(CRCCF), Fonds de l'ACFO, dossier C2-220-5
Fonds de la FFCF, Rapport de la FFCF, section Notre-Dame-de-
Lourdes pour l'année 1933-34.

Service historique de Bell Canada.

III. Sources imprimées

Annuaire

- The City of Ottawa Directory Dominion Guide, Ottawa, 1876.
Eastern Ontario Gazetteer and Directory, 1898-99.
Lovell's Business and Professional Directory of the Provin-
of Ontario, Montréal, 1882.
The Ottawa City Directory (OCD), volume 18, 1891-92 à volume
56, 1929.
The Ottawa Street, Alphabetical, Classified Business and
Miscellaneous Directory, Ottawa, 1882.

Journaux

- The Ottawa Free Press
Le Temps
Le Droit
The Ottawa Citizen
The Ottawa Journal

Canadian Criminal Cases, volume 68, Toronto, 1937.

The Jesuits Relations and Allied Documents, éd. R.G. Thwaites,
Cleveland, 1889.

Journals of the Legislative Assembly of the Province of Ontario,
Session 1929, volume 63, Toronto, 1929.

Journals of the Legislative Assembly of the Province of Ontario,
Session 1936, volume 70, Toronto, 1936.

Laliberté, G.R., L'Ordre de Jacques-Cartier ou l'utopie d'un cé-
sarisme laurentien, thèse de doctorat non-publiée, U.
Laval, septembre 1980, 3 volumes.

Oeuvres de Champlain, publié par l'abbé Laverdière, 2e éd.,
Québec, 1870, réédité par les éditions du Jour, Montréal,
1973, 3 volumes.

Recensements du Canada de 1861 à 1981.

Shea, P., History of Eastview, Ottawa, 1964.

Vox Nostra de 1949-50 à 1979-80.

Du Wampun au code postal, l'histoire des postes canadiennes,
ministère des Affaires sociales, Ottawa, 1974.

IV. Ouvrages spécialisés

Bourassa, André, Monette, Lorraine L. et Régimbald, Denis P., La petite histoire de Vanier, Vanier, 1975.

Le Carrefour, numéro 6, La cité d'Eastview la cité de Vanier, Ottawa, 1969.

Eastvieu 1964 - Guide touristique, Ottawa, 1964.

La nouvelle cité Eastview, Un guide, Ottawa, 1963.

Stephenson, B., The Great Birth Control Trial, dans Maclean's Magazine, le 23 novembre 1957, pages 22-23 et 76-80.

V. Ouvrages généraux

Barbezieux, A. de, L'église catholique au Canada, Précis historique et statistique, Québec, 1923, (1908).

Barbezieux, A. de, Histoire de la province ecclésiastique d'Ottawa, Ottawa, 1897, 2 volumes.

Belden, H., illustrated Historical Atlas of the County of Carleton, Toronto, 1879.

Bond, C.C.J.,

City on the Ottawa, Ottawa, 1971 (1967).

Le Pays de l'Outaouais, Ottawa, 1968.

Tracks into Ottawa: the Construction of Railways into
Canada's Capital, dans Ontario History, volume 57,
1965, pages 123-134.

Brault, L., Histoire des comtés unis de Prescott et de Russell,
L'Original, 196?.

Ottawa, Capitale du Canada, de son origine à nos jours,
Ottawa, 1942.

Ottawa Old and New, Ottawa, 1946.

Canadian Parliamentary Guide, Ottawa, 1971.

Choquette, R., L'Ontario français historique, Montréal, 1980.

Dictionnaire biographique du Canada, volume 1, Université Laval,
1966.

Gard, Anson A., The Hub and Spokes Ottawa of Today, Ottawa et
New-York, 1904.

Gourlay, J.L., History of the Ottawa Valley, Ottawa, 1896.

Gréber, J., Projet d'aménagement de la capitale nationale, Rap-
port général, Ottawa, 1950.

Grimard, J. et Valières, G., Explorations et enracinements français en Ontario, Ottawa, 1981.

Haig, R., Ottawa, City of the Big Ears, Ottawa, 1975.

Legros, H. et Sr Paul-Emile, Le diocèse d'Ottawa, Ottawa, 1949.

Ottawa-Carleton à l'étude, un manuel de renseignements de base, Ottawa, 1975.

Sommaire météorologique annuel 1981, aéroport d'Ottawa, Environnement Canada, Ottawa, 1982.

Spragge, G.W., The Districts of Upper Canada dans Profiles of a Province: studies in the History of Ontario, E.G. Fintch ed. Toronto, 1967.

Walker, H. et O., Carleton Saga, Ottawa, 1975/1968.

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR

Luc Laporte

Natif de Vanier, le 11 novembre 1957, Luc Laporte y poursuit ses études élémentaires à l'école Ducharme et à l'école Glaude. Il complète le cycle ontarien d'études secondaires à l'École secondaire André-Laurendeau.

Dès lors, Luc Laporte s'oriente vers la carrière d'historien. En 1979, il termine un baccalauréat spécialisé en histoire et s'inscrit à la Faculté d'Éducation de l'Université d'Ottawa. À sa sortie de l'université, il obtient un poste d'enseignant dans une école secondaire du nord de l'Ontario.

Après une année d'enseignement, il retourne aux études universitaires, cette fois-ci à l'Université Laval de Québec. Luc prépare présentement une maîtrise en histoire du Canada à cette université.

PRO-F-ONT I

Nous sommes à refaire les documents suivants de
la série I de PRO-F-ONT

Casselman
Cornwall
Orléans

Penetanguishene
Sturgeon Falls
Toronto

PRO-F-ONT II

Crysler
Earlton
Embrun
Fauquier
Hanmer
L'Original
Ottawa
Noëlville

St. Catharines
Sudbury
Timmins
Vankeek Hill
Warren
Welland
Windsor

PRO-F-ONT III

Bourget
Hawkesbury
Mattawa

Pain Court et
Grande-Pointe
Rockland
Vanier

La troisième série de PRO-F-ONT
(Projet franco-ontarien) a été
réalisée sous la direction du
Frère Hervé Boudreault.

Impression et distribution

Centre franco-ontarien de ressources
pédagogiques
339, rue Wilbrod
Ottawa (Ontario) K1N 6M4
Tél.: (613) 238-7957